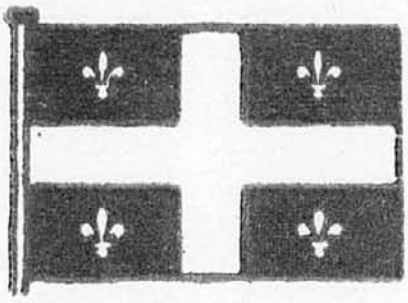


Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

(13 NOV

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)


## PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 14 novembre 1959

## PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, November 14th, 1959


### AVIS AUX INTÉRESSÉS

#### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

#### Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

**Tarif des Annonces: Abonnements, etc.**

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-o

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

**Advertising, Rates, Subscriptions, etc.**

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

## Lettres patentes

(P.G. 15475-59)

**Adams Quartz & Crystal Mining Ltd.**
**(Libre de Responsabilité Personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1959, constituant en corporation: Gérard Adam, cultivateur, de Bonsecours, Adrien Dupont, rentier, et Gilles Dandenault, industriel, tous deux de Lawrenceville, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, et les négocier, sous le nom de "Adams Quartz & Crystal Mining Ltd." (Libre de Responsabilité Personnelle), avec un capital total de $50,000, divisé en 50,000 actions communes de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Lawrenceville, district judiciaire de Bedford.

## Letters Patent

(A.G. 15475-59)

**Adams Quartz & Crystal Mining Ltd.**
**(Libre de Responsabilité Personnelle)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the twenty-ninth day of September, 1959, incorporating: Gérard Adam, farmer, of Bonsecours, Adrien Dupont, annuitant, and Gilles Dandenault, industrialist, both of Lawrenceville, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Adams Quartz & Crystal Mining Ltd." (Libre de Responsabilité Personnelle), with a total capital stock of $50,000, divided into 50,000 common shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Lawrenceville, judicial district of Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15256-59)

**Al. Goudreau Cartage Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1959, constituant en corporation: Solange Pesant, secrétaire, Jean-Claude Hamel, notaire, tous deux de Montréal, et Alphonse Goudreau, entrepreneur, de Verdun, pour les objets suivants:

Conduire une entreprise générale de transport, sous le nom de "Al. Goudreau Cartage Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 151, rue River, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15049-59)

**Alouette Food Stores Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1959, constituant en corporation: Jacques Lagassé, notaire, Antoine Turmel et Gaston Roy, commerçants, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Commerce d'épicerie, sous le nom de "Alouette Food Stores Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1025, rue Cabana, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15123-59)

**Alpine Knitters Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze septembre 1959, consituant en corporation: Joseph Shapiro, Benjamin Robinson, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, de Westmount, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, de Montréal, et Claude-Armand Sheppard, avocat, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises tricotées, fils, tissus et textiles, sous le nom de "Alpine Knitters Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15256-59)

**Al. Goudreau Cartage Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1959, incorporating: Solange Pesant, secretary, Jean-Claude Hamel, notary, both of Montreal, and Alphonse Goudreau, contractor, of Verdun, for the following purposes:

To carry on a general transportation enterprise under the name of "Al. Goudreau Cartage Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 151 River Street, Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15049-59)

**Alouette Food Stores Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1959, incorporating: Jacques Lagassé, notary, Antoine Turmel and Gaston Roy, tradesmen, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate a grocery store business under the name of "Alouette Food Stores Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1025 Cabana Street, Sherbrooke, judicial district of Saint-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52013 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15123-59)

**Alpine Knitters Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1959, incorporating: Joseph Shapiro, Benjamin Robinson, both advocates and Queen's Counsels, of Westmount, Ethel Yussem, secretary, fille majeure, of Montreal, and Claude-Armand Sheppard, advocate, of St. Laurent, for the following purposes:

To deal in knitted goods, yarns, fabrics and textiles, under the name of "Alpine Knitters Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15169-59)

**American Thermometer Corporation Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf septembre 1959, constituant en corporation: Shirley Simon, Claude Morin, secrétaires, filles majeures, Mortimer S. Smith, avocat, et Ellen Haggenmueller, commis, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de thermomètres, aéromètres et baromètres, sous le nom de "American Thermometer Corporation Ltd.", avec un capital total de $2,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 159 Ouest, #820, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15281-59)

**Argenteuil Cable Vision Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première parrie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1959, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Nathaniel Liebman, notaire, et Carl Rosen, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, louer, posséder, établ.r, aménager et entretenir et exploiter des postes émetteurs et récepteurs de radio, télévision et/ou sans-fil, sous le nom de "Argenteuil Cable Vision Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15155-59)

**Association des Commissaires Industriels de la Province de Québec**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre septembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-M. Gervais, André Langlais et A.-René Monty, tous avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Encourager et promouvoir le développement industriel sous tous ses aspects dans la province de Québec, sous le nom de "Association des Commissaires Industriels de la Province de Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103-o P. FRENETTE.

---

(A.G. 15169-59)

**American Thermometer Corporation Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1959, incorporating: Shirley Simon, Claude Morin, secretaries, filles majeures, Mortimer S. Smith, advocate, and Ellen Haggenmueller, clerk, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all types of thermometers, hydrometers and barometers, under the name of "American Thermometer Corporation Ltd.", with a total capital stock of $2,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 1,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 159 Craig Street West #820, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15281-59)

**Argenteuil Cable Vision Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1959, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Nathaniel Liebman, notary, and Carl Rosen, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire, lease, own, establish, equip, maintain and operate radio, television and/or wireless broadcasting and receiving stations, under the name of "Argenteuil Cable Vision Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15155-59)

**Association des Commissaires Industriels de la Province de Québec**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Paul-M. Gervais, André Langlais and A.-René Monty, all advocates, of Sherbrooke, for the following purposes:

To encourage and promote the industrial development in all its aspects in the Province of Quebec under the name of "Association des Commissaires Industriels de la Province de Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14424-59)

**Aubut & Bélanger, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit septembre 1959, constituant en corporation: Alfred Aubut, mécanicien, Mme Thérèse Bouchard Aubut, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alfred Aubut, Claude Bélanger, mécanicien, et Mme Yvette Lebrun Bélanger, ménagère, épouse séparée de biens dudit Claude Bélanger, tous de Rivière-Bleue, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et autres véhicules et exploiter des garages, entrepôts, ateliers de réparation, stations de service, restaurants, cabines et motels, sous le nom de "Aubut & Bélanger, Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions communes de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-Bleue, (adresse postale: Pied-du-Lac), district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 14424-59)

**Aubut & Bélanger, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1959, incorporating: Alfred Aubut, mechanic, Mrs. Thérèse Bouchard Aubut, housewife, wife separate as to property of the said Alfred Aubut, Claude Bélanger, mechanic, and Mrs. Yvette Lebrun Bélanger, housewife, separate as to property of the said Claude Bélanger, all of Rivière-Bleue, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles and other vehicles, and to operate garages, warehouses, repair shops, service stations, restaurants, cabins and motels, under the name of "Aubut & Bélanger, Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Rivière-Bleue, postal address (Pied-du-Lac) judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13448-59)

**Beaulac & Fils Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1959, constituant en corporation: Georges Beaulac, René Beaulac, André Beaulac et Louis Beaulac, tous commerçants, de Waterloo, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Beaulac & Fils Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Waterloo, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 13448-59)

**Beaulac & Fils Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1959, incorporating: Georges Beaulac, René Beaulac, André Beaulac and Louis Beaulac, all tradesmen, of Waterloo, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products under the name of "Beaulac & Fils Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Waterloo, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15047-59)

**Beaver Realties Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq septembre 1959, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat, Lily Malouf, secrétaire, fille majeure, tous deux de Ville Mont-Royal, Bruno Pateras, avocat, de Montréal, et Mara Muchin Reynolds, secrétaire, épouse séparée de biens de Peter Renolds, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et construction, sous le nom de "Beaver Realties Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7200 rue Hutchison, suite 301, Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 15047-59)

**Beaver Realties Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1959, incorporating: Albert Malouf, advocate, Lily Malouf, secretary, spinster of the full age of majority, both of the town of Mount Royal, Bruno Pateras, advocate, of Montreal, and Mara Muchin Reynolds, secretary, wife separate as to property of Peter Reynolds, of St. Laurent, for the following furposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Beaver Realties Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7200 Hutchison Street, Suite 301, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14797-59)

**Bel-Mac Boarding Kennels Limited**
**(Pension pour animaux domestiques Bel-Mac Limitée)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre septembre 1959, consituant en corporation: Bernard-R. Vincent, marchand, Gilles Rondeau, briqueteur, tous deux de Beloeil, et Dr Louis de Gonzague Gélinas, médecin-vétérinaire, de Saint-Hilaire, pour les objets suivants:

Élever, dresser, prendre en pension, acheter, louer, et vendre des animaux de toutes sortes, sous le nom de "Bel-Mac Boarding Kennels Limited (Pension pour animaux domestiques Bel-Mac Limitée)", avec un capital total de $50,000, divisé en 400 actions privilégiées de $50 chacune et en 300 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beloeil, comté de Verchères, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 13507-59)

**Belmont Frozen Foods Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1959, constituant en corporation: Gilbert St-Martin, Roland St-Martin, tous deux industriels, de Montréal, et Aimé Daunais, gérant, de St-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Belmont Frozen Foods Inc.", avec un capital total de $75,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15250-59)

**Benoit & Mathieu Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1959, constituant en corporation: René Beaudry, avocat, de Verdun, Louis-Claude Trudel, avocat, et Raymonde Vary, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et de nouveautés, sous le nom de "Benoit & Mathieu Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 14797-59)

**Bel-Mac Boarding Kennels Limited**
**(Pension pour animaux domestiques Bel-Mac Limitée)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1959, incorporating: Bernard-R. Vincent, merchant, Gilles Rondeau, brick-layer, both of Beloeil, and Dr. Louis de Gonzague Gélinas, veterinary doctor, of Saint-Hilaire, for the following purposes:

To breed, train, board, purchase, rent and sell animals of all kinds, under the name of "Bel-Mac Boarding Kennels Limited (Pension pour animaux domestiques Bel-Mac Limitée)", with a total capital stock of $50,000, divided into 400 preferred shares of $50 each and into 300 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Beloeil, county of Verchères, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13507-59)

**Belmont Frozen Foods Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1959, incorporating: Gilbert St-Martin, Roland St-Martin, both industrialists, of Montreal, and Aimé Daunais, manager, of St-Lambert, for the following purposes:

To operate a business dealing in food products under the name of "Belmont Frozen Foods Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and into 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15250-59)

**Benoit & Mathieu Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1959, incorporating: René Beaudry, advocate, of Verdun, Louis-Claude Trudel, advocate, and Raymond Vary, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture and novelties, under the name of "Benoit & Mathieu Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and into 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15284-59)

**Berry Lumber Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1959, constituant en corporation: Guy DesRivières, Jean Bérubé, Jacques Lapointe et Gabriel Gaudry, tous avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bois dans toutes ses spécialités et exploiter des moulins à bois de toutes sortes, sous le nom de "Berry Lumber Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 8,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15200-59)

**Best Records Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1959, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, de Montréal Ouest, Maximilien Polak, de Montréal, tous deux avocats, et Mollie Schwartz, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Fabriquer, distribuer et faire le commerce de disques de phonographe de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Best Records Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15040-59)

**Bigras & Frères Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre septembre 1959, constituant en corporation: Gaétan Bigras, de la cité de St-Martin, Jacques Bigras, de la ville de Renaud, et André Bigras, de Ste-Clothilde, tous jardiniers, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'exploitation agricole et de cultivateurs, sous le nom de "Bigras & Frères Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées de $100 chacune et en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Clothilde, comté de Châteauguay, district judiciarie de Beauharnois.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15284-59)

**Berry Lumber Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1959, incorporating: Guy DesRivières, Jean Bérubé, Jacques Lapointe, and Gabriel Gaudry, all advocates, of Quebec, for the following purposes:

To carry on a lumber business dealing in all its specialties and to operate lumber mills of all kinds, under the name of "Berry Lumber Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 8,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15200-59)

**Best Records Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1959, incorporating: Murray B. Spiegel, of Montreal West, Maximilien Polak, of Montreal, both advocates, and Mollie Schwartz secretary, spinster of the full age of majority, of Outremont, for the following purposes:

To manufacture, distribute and deal in gramophone records of all kinds and descriptions, under the name of "Best Records Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15040-59)

**Bigras & Frères Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1959, incorporating: Gaétan Bigras, of the city of St-Martin, Jacques Bigras, of the town of Renaud, and André Bigras, of Ste-Clothilde, all gardeners, for the following purposes:

To carry on business as farmers on a farm development operation under the name of "Bigras & Frères Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares of $100 each and into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Clothilde, county of Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15221-59)

**Boulevard Auto Location Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1959, constituant en corporation: Jean-Paul Cardinal, conseil en loi de la Reine, Jacques-P. Dansereau, tous deux de Montréal, et Marcel Lajeunesse, de Westmount, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et de tous leurs accessoires et parties, sous le nom de "Boulevard Auto Location Ltée", avec un capital total de $15,000, divisé en 30 actions communes de $100 chacune et en 120 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15213-59)

**B. Singer Realty Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1959, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, avocat, Marlène Lacroix et Anna Mikula, toutes deux secrétaires, filles majeures, usant de leurs droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents ou courtiers relativement à la vente, l'achat, la location, la construction, l'échange de propriétés immobilières, sous le nom de "B. Singer Realty Ltd.", avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 11380-59)

**Cardon Import Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre septembre, 1959, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Nathaniel Liebman, notaire, et Carl Rosen, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandise faite de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous produits d'iceux et faire le commerce de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et revues périodiques, tableaux, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette, par-

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15221-59)

**Boulevard Auto Location Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1959, incorporating: Jean-Paul Cardinal, Queen's Counsel, Jacques-P. Dansereau, both of Montreal, and Marcel Lajeunesse, of Westmount, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles, motors, machines and in all their accessories and parts, under the name of "Boulevard Auto Location Ltée", with a total capital stock of $15,000, divided into 30 common shares of $100 each and into 120 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15213-59)

**B. Singer Realty Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1959, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate, Marlène Lacroix and Anna Mikula, both secretaries, filles majeures et usant de leurs droits, all of Montreal, for the following purposes:

To act as agents or brokers in connection with the sale, purchase, lease, construction, exchange of immoveable property, under the name of "B. Singer Realty Ltd.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 11380-59)

**Cardon Import Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, lettres patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1959, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Nathaniel Liebman, notary, and Carl Rosen, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise made of leather, rubbre, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of the same and to deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles, perfumes, radios, phonographs, television sets, electrical appliances,

fums, radios, phonographes, appareils de télévision et électriques, appareils à batteries, et radios, sous le nom de "Cardon Import Co. Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 485 rue McGill, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre, 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51203 P. FRENETTE.

battery operated appliances, and radios, under the name of "Cardon Import Co. Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 485 McGill Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15347-59)

**Centre Récréatif de Gagnon Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles de Billy, avocat et conseil en loi de la Reine, de Québec, Claude Gagnon, conseil en loi de la Reine, et René-W. Dionne, tous deux avocats, de Sillery, pour les objets suivants:

Organiser, soutenir et gérer un club social et athlétique pour le divertissement de ses membres, sous le nom de "Centre Récréatif de Gagnon Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur de la prppriété immobilière que la corporation peut posséder est $2,500,000.

Le siège social de la corporation sera à Gagnon, dans le canton de Chiasson, comté de Saguenay, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

(A.G. 15347-59)

**Centre Récréatif de Gagnon Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Compagnies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Gilles de Billy, advocate and Queen's Counsel, of Quebec, Claude Gagnon, Queen's Counsel, and René-W. Dionne, both advocates, of Sillery, for the following purposes:

To organize, promote and manage a social and athletic club for the recreation of its members, under the name of "Centre Récréatif de Gagnon Inc.".

The amount to which the value of the immoveable propeerty which the corporation may possess, is to be limited, is $2,500,000.

The head office of the corporation will be at Gagnon, in the township of Chiasson, county of Saguenay, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15197-59)

**Chambord Development Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1959, constituant en corporation: Alan B. Gold, Morris M. Weiner, tous deux avocats, de Montréal, et Shirley Muggeridge, secrétaire, fille majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de "Chambord Development Co.", avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 977 Ouest, rue Jean Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

(A.G. 15197-59)

**Chambord Development Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1959, incorporating: Alan B. Gold, Morris M. Weiner, both advocates, of Montreal, and Shirley Muggeridge, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, for the following purposes:

To act as a real estate, construction and investment company, under the name of "Chambord Development Co.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 977 Jean Talon Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15341-59)

**Chicoutimi Réfrigération Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1959, constituant en corporation: Jean-Eudes Boudreau, vendeur,

(A.G. 15341-59)

**Chicoutimi Réfrigération Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1959, incorporating: Jean-Eudes Boudreau, salesman, Louis-Philippe

Louis-Philippe Martineau, décorateur, et Jean Tremblay, technicien dans la télévision, tous de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils de radio, de télévision, accessoires électriques, instruments de musique, et s'occuper spécialement de réfrigération, sous le nom de "Chicoutimi Réfrigération Limitée", avec un capital total de $10,000, divisé en 200 actions ordinaires de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 110, rue Racine, est, chambre 333, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15138-59)

**Cigarette-Master Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze septembre 1959, constituant en corporation: Jean-Paul Dansereau, avocat, Anita Boisvert, secrétaire, fille majeure, et Monique Bellemare, réceptionniste, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de distributeurs automatiques, sous le nom de "Cigarette-Master Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 11390 59)

**Club Colombien de Labrieville Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Léopold Desjardins, surintendant, Richard Langlois, surintendant de la police, Horace Nadeau et Gérard Turcotte, commis, tous de Labrieville, pour les objets suivants:

Organiser des loisirs; promouvoir le développement moral, culturel et physique de ses membres et travailler à la formation des jeunes, sous le nom de "Club Colombien de Labrieville Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Labrieville, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15370-59)

**Club de Hockey Montréal Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre septembre 1959, constituant en

Martineau, decorator, and Jean Tremblay, technician in television, all of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on a business dealing in radio, television apparatus, electrical accessories, musical instruments and to specially deal in refrigeration under the name of "Chicoutimi Réfrigération Limitée", with a total capital stock of $10,000, divided into 200 common shares of $50 each.

The head office of the company will be at 110 Racine Street, East, Room 333, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15138-59)

**Cigarette-Master Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1959, incorporating: Jean-Paul Dansereau, advocate, Anita Boisvert, secretary, spinster of full age, and Monique Bellemare, receptionist, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To operate a business dealing in automatic distributors, under the name of "Cigarette-Master Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 11390-59)

**Club Colombien de Labrieville Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Léopold Desjardins, superintendent, Richard Langlois, superintendent of police, Horace Nadeau and Gérard Turcotte, clerk, all of Labrieville, for the following purposes:

To organize recreational centers; to promote the moral, cultural and physical development of its members and to work for the formation of young, people, under the name of "Club Colombien de Labrieville Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Labrieville, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15370-59)

**Club de Hockey Montréal Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1959, to incorporate

corporation sans capital-actions: Marcel Lafond, industriel, Édouard Champagne, gérant, et Pierre Vallée, chef expéditeur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport et la culture physique et promouvoir, en particulier, le sport du hockey, sous le nom de "Club de Hockey Montréal Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(P.G. 14587-59)

**Club de Réforme de Sherbrooke et des Cantons de l'Est Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Charles-B. Howard, sénateur, Joseph-C. Poulin, commerçant, Maurice Gingues, agent, Jacques Lagassé, notaire, et Raymond Bernier, plombier, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Former un club et fournir aux membres et à leurs invités tous services et accommodations nécessaires, sous le nom de "Club de Réforme de Sherbrooke et des Cantons de l'Est Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(P.G. 15449-59)

**Club Mestashibo, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq septembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Douglas J. MacDonald, de Ste-Foy, Maurice d'Amours et Henri-F. Béique, de Sillery, tous ingénieurs professionnels, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la pêche, sous le nom de "Club Mestashibo, Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(P.G. 15360-59)

**Club Social St-Émile Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

as a corporation without share capital: Marcel Lafond, industrialist, Édouard Champagne, manager, and Pierre Vallée, head shipper, all of Montreal, for the following purposes:

To promote sports and physical culture especially the sport of hockey, under the name of "Club de Hockey Montréal Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14587-59)

**Club de Réforme de Sherbrooke et des Cantons de l'Est Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Charles-B. Howard, senator, Joseph-C. Poulin, tradesman, Maurice Gingues, agent, Jacques Lagassé, notary, and Raymond Bernier, plumber, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To form a club and to supply members and their guests all necessary services and accomodations, under the name of "Club de Réforme de Sherbrooke et des Cantons de l'Est Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15449-59)

**Club Mestashibo, Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Douglas J. MacDonald of Ste-Foy, Maurice d'Amours and Henri-F. Béique, of Sillery, all professional engineers, for the following purposes:

To form and direct a sports club, especially for the sport of fishing, under the name of "Club Mestashibo, Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15360-59)

**Club Social St-Émile Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux septembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Fournier, agent d'affaires, Clément Dufort, industriel, et Roland Paul, surintendant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'un club social, sous le nom de "Club Social St-Émile Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $5,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14368-59)

**Corporation du Lac Saint-Jean Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un juillet 1959, autorisant la fusion de "La Compagnie Distributrice du Lac Saint-Jean Limitée — Lake Saint-John Distributing Co. Ltd.", une compagnie constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 19e jour de juin 1939, et "Corporation Saguenayenne Ltée", une compagnie constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 30e jour de septembre 1946, et par lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de juin 1959, pour les objets suivants:

Faire le commerce du pétrole et de ses produits, sous-produits, dérivés et substituts sous toutes leurs formes et sortes, sous le nom de "Corporation du Lac Saint-Jean Limitée", avec un capital-actions total divisé en 1,500 actions sans valeur nominale ou au pair et représentant un capital-actions acquitté de $30,000.

Le nom de la nouvelle compagnie est: "Corporation du Lac Saint-Jean Limitée".

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 31e jour de juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14994-59)

**Costa Construction Ltée**
**Costa Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois septembre 1959, constituant en corporation: Gaston Gamache, Gilles Duchesne, tous deux avocats, de Montréal, et Claude Gareau, optométriste, de Boucherville, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Costa Construction Ltée — Costa Construction Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 208, 1ière Avenue, Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Fournier, business agent, Clément Dufort, industrialist, and Roland Paul, superintendent, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the activites of a social club under the name of "Club Social St-Émile Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 14368-59)

**Corporation du Lac Saint-Jean Limitée**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 31st day of July, 1959, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec authorizing the amalgamation of "La Compagnie Distributrice du Lac Saint-Jean Limitée — Lake Saint-John Distributing Co. Ltd.", a company incorporated under the provisions of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 19th day of June, 1939, and "Corporation Saguenayenne Ltée", a company incorporated under the provisions of the said Quebec Companies Act, by letters patent dated the 30th day of September, 1946, and by supplementary letters patent dated the 29th day of June, 1959, for the following purposes:

Dealing in petroleum and products, sub-products, derivatives and substitutes of petroleum in all their forms and kinds, under the name of "Corporation du Lac Saint-Jean Limitée", with a total capital stock divided into 1,500 shares having no nominal or par value and representing a paid-up share capital of $30,000.

The name of the new company is "Corporation du Lac Saint-Jean Limitée".

The head office of the company will be at Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 31st day of July, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 14994-59)

**Costa Construction Ltée**
**Costa Construction Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1959, incorporating: Gaston Gamache, Gilles Duchesne, both advocates, of Montreal, and Claude Gareau, optometrist, of Boucherville, for the following purposes:

To deal in real estate and construction, under the name of "Costa Construction Ltée — Costa Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 208, 1st Avenue, Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(P.G. 14280-59)

**Côté Shopping Centre Ltd.**
**Centre d'Achat Côté Ltée**

Avis est dònné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1959, constituant en corporation: Armand Côté, commerçant, Maurice Dostaler, avocat, et Laurent Ouellette, optométriste, tous de Gatineau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers, sous le nom de "Côté Shopping Centre Ltd.— Centre d'Achat Côté Ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions communes de $1 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera boulevard Maloney, Gatineau, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15132-59)

**Crecel Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze septembre 1959, constituant en corporation: Jos. Thomassin, importateur, Alice Grenier Thomassin, ménagère, épouse commune en biens dudit Jos. Thomassin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Robert Thomassin, comptable, Mlles Colette Thomassin, décoratrice, Yolande Thomassin, ménagère, Louise Thomassin, diététitienne, tous six de St-Louis-de-Courville, et Conrad Blouin, voyageur de commerce, de Québec, pour les objets suivants:

Commerce d'articles de sport, bijouterie, tabagie, articles de cuir, sous le nom de "Crecel Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions classe "A" d'une valeur au pair de $100 chacune, 250 actions privilégiées classe "B" d'une valeur au pair de $100 chacune et en 250 actions privilégiées classe "C" d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 865, boulevard Charest, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15269-59)

**Dale Building Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1959, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, d'Outremont, Marc Beaudoin, étudiant en droit, Danièle Petit, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, d'Ile Perrot, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de "Dale Building Corp.", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

(A.G. 14280-59)

**Côté Shopping Centre Ltd.**
**Centre d'Achat Côté Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1959, incorporating: Armand Côté, tradesman, Maurice Dostaler, advocate, and Laurent Ouellette, optometrist, all of Gatineau, for the following purposes:

To carry on a business as grocers, under the name of "Côté Shopping Centre Ltd.— Centre d'Achat Côté Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Maloney Boulevard, Gatineau, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15132-59)

**Crecel Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1959, incorporating: Jos. Thomassin, importer, Alice Grenier Thomassin, housewife, wife common as to property of the said Jos. Thomassin, and duly authorized by him for these presents, Robert Thomassin, accountant, the Misses Colette Thomassin, decorator, Yolande Thomassin, housewife, Louise Thomassin, dietician, all six of St-Louis-de-Courville, and Conrad Blouin, commercial traveller, of Quebec, for the following purposes:

To deal in articles of sport, jewellery, tobaccos, leather articles, under the name of "Crecel Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 class "A" shares of a par value of $100 each and 250 preferred class "B" shares of a par value of $100 each and 250 preferred class "C" shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 865 Charest Boulevard East, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15269-59)

**Dale Building Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1959, incorporating: Louis Orenstein, advocate, of Outremont, Marc Beaudoin, student-at-law, Danièle Petit, secretary, fille majeure, both of Montreal, and Huguette St-Marseille, secretary, fille majeure, of Ile Perrot, for the following purposes:

To act as a construction and real estate company, under the name of "Dale Building Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14545-59)

**Decelles Ellendale Holding Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1959, constituant en corporation: Philip Borrow, notaire, de Montréal, Michael Drazner, de Hampstead, et Harold Gossack, de Montréal, tous deux avocats, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et construction, sous le nom de "Decelles Ellendale Holding Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 250 actions ordinaires de $10 chacune et 750 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5803 avenue Côte des Neiges, suite 205, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15321-59)

**Delrose Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1959, constituant en corporation: Edward Ickman, marchand, Elliot Schecter, coupeur, et Moe Rosen, voyageur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Delrose Investment Corp.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15217-59)

**Desormeaux Construction Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1959, constituant en corporation: Samuel Chait, Nahum Gelber, avocats, John Hamilton, secrétaire, tous trois de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et construction, sous le nom de "Desormeaux Construction Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5757 avenue Decelles, suite 525, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 14545-59)

**Decelles Ellendale Holding Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1959, incorporating: Philip Borrow, notary, of Montreal, Michael Drazner, of Hampstead, and Harold Gossack, of Montreal, both advocates, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Decelles Ellendale Holding Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 250 common shares of $10 each and 750 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5803 Côte des Neiges Avenue, Suite 205, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15321-59)

**Delrose Investment Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1959, incorporating: Edward Ickman, merchant, Elliot Schecter, cutter, and Moe Rosen, traveller, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Delrose Investment Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15217-59)

**Desormeaux Construction Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1959, incorporating: Samuel Chait, Nahum Gelber, advocates, John Hamilton, secretary, all three of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of Côte St. Luc, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Desormeaux Construction Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the compahy will be at 5757 Decelles Avenue, Suite 525, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenthday of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(P.G. 15141-59)

**Développement Beau Lac Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze septembre 1959, constituant en corporation: Usher Eidelman, Alex Edelman, tous deux constructeurs, de Montréal, et Mendoza Genest, entrepreneur, de Pont-Viau, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et développement, sous le nom de "Développement Beau Lac Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103 P. FRENETTE.

(A.G. 15141-59)

**Développement Beau Lac Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1959, incorporating: Usher Eidelman, Alex Edelman, both builders, of Montreal, and Mendoza Genest, contractor, of Pont-Viau, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and development company, under the name of "Développement Beau Lac Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15121-59)

**Dominion T. V. Furniture Discount Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux septembre 1959, constituant en corporation: Louis Feigenbaum, avocat, Morris Shuter, comptable, tous de St-Laurent, et Hyman Solomon, avocat, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, fournitures, appareils et accessoires électriques, sous le nom de "Dominion T.V. Furniture Discount Co.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103 P. FRENETTE.

(A.G. 15121-59)

**Dominion T. V. Furniture Discount Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1959, incorporating: Louis Feigenbaum, lawyer, Morris Shuter, accountant, both of St. Laurent, and Hyman Solomon, lawyer, of the Town of Mount Royal, for the following purposes:

To deal in furniture, furnishings, electrical appliances and accessories, under the name of "Dominion T.V. Furniture Discount Co.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15214-59)

**Dora's Dining Room Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1959, constituant en corporation: Dora Itovich, restaurateur, épouse séparée de biens de Sam Itovich, et dûment autorisée par lui, Saul Zinman, marchand, et Rosalind Zinman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Saul Zinman, et dûment autorisée par lui, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments ou tous produits alimentaires, et entreprendre et diriger des restaurants ou auberges-restaurants, sous le nom de "Dora's Dining Room Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103 P. FRENETTE.

(A.G. 15214-59)

**Dora's Dining Room Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1959, incorporating: Dora Itovich, restaurateur, wife separate as to property of Sam Itovich, and duly authorized by him, Saul Zinman, merchant, and Rosalind Zinman, housewife, wife separate as to property of the said Saul Zinman, and duly authorized by him, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in food or any food products and to engage in and operate restaurants or public eating houses, under the name of "Dora's Dining Room Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14858-59)

**Doric Construction Ltée — Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1959, constituant en corporation: Geoffroy Birtz, Georges-A. Pouliot, Luc Mercure, tous trois de Ville Mont-Royal, Jacques LeBel, de Montréal, et Pierre Verdy, d'Outremont, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Doric Construction Ltée — Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 14858-59)

**Doric Construction Ltée — Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1959, incorporating: Geoffroy Birtz, Georges-A. Pouliot, Luc Mercure, all three of the town of Mount-Royal, Jacques LeBel, of Montreal, and Pierre Verdy, of Outremount, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business as constructors, under the name of "Doric Construction Ltée — Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14699-59)

**Duval Acceptance Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1959, constituant en corporation: Bernard Duval, industriel, Ginette Lambert Duval, ménagère, épouse séparée de biens dudit Bernard Duval, tous deux de Montréal, et Benoît Paul, administrateur, de St-Elzéar, comté de Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de prêteur d'argent, sous le nom de "Duval Acceptance Corporation", avec un capital total de $225,000, divisé en 7,500 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune et en 1,500 accions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 529, rue Jarry, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 14699-59)

**Duval Acceptance Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1959, incorporating: Bernard Duval, industrialist, Ginette Lambert Duval, housewife, wife separate as to property of the said Bernard Duval, both of Montreal, and Benoît Paul, administrator, of St-Elzéar, county of Laval, for the following purposes:

To generally carry on business as a money-lender under the name of "Duval Acceptance Corporation", with a total capital stock of $225,000, divided into 7,500 common shares of a par value of $10 each and into 1,500 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 529 Jarry Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15212-59)

**Eden Associates Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1959, constituant en corporation: Theodore H. Polisuk, Irwin S. Brodie, avocats, Sonya Schneyer et Julie Suren, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et placements, sous le nom de "Eden Associates Corp.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 1,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1010 ouest, rue Ste-Catherine, suite 340, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103 P. FRENETTE.

(A.G. 15212-59)

**Eden Associates Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1959, incorporating: Theodore H. Polisuk, Irwin S. Brodie, advocates, Sonya Schneyer and Julie Suren, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Eden Associates Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $10 each and 1,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1010 St. Catherine Street West, Suite 340, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14918-59)

**Edgewood Industries Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1959, constituant en corporation: Geoffroy Birtz, Luc Mercure, tous deux de Ville Mont-Royal, Bernard Prud'Homme, de Montréal, et Pierre Verdy, d'Outremont tous avocats, pour les objets suivants:

Commerce de tissus et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Edgewood Industries Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Vincent-de-Paul, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 14918-59)

**Edgewood Industries Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1959, incorporating: Geoffroy Birtz, Luc Mercure, both of the Town of Mount Royal, Bernard Prud'Homme, of Montreal, and Pierre Verdy, of Outremount, all lawyers, for the following purposes:

To carry on a business dealing in cloth and clothing of all kinds, under the name of "Edgewood Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Vincent-de-Paul, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15147-59)

**Entreprises Cossette Inc.**
**Cossette Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze septembre 1959, constituant en corporation: Raymond Boily, avocat, de Québec, Philias Cossette, d'Amos, et Arthur Gagnon, de Ste-Foy, tous deux industriels, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands généraux et comme restaurateurs, sous le nom de "Entreprises Cossette Inc.— Cossette Enterprises Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 15147-59)

**Entreprises Cossette Inc.**
**Cossette Enterprises Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1959, incorporating: Raymond Boily, advocate, of Quebec, Philias Cossette, of Amos, and Arthur Gagnon, of Ste-Foy, both industrialists, for the following purposes:

To carry on business as general merchants and restaurateurs under the name of "Entreprises Cossette Inc.— Cossette Enterprises Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13719-59)

**Entreprises Lecram Inc.**
**Lecram Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf septembre 1959, constituant en corporation: Pierre Des Marais, Pierre Des Marais fils, tous deux maîtres-imprimeurs, Henri-L. Bélanger, comptable-vérificateur, et Giselle Dufresne, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Entreprises Lecram Inc.— Lecram Enterprises Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions communes de $100 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 225, rue Roy, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 13719-59)

**Entreprises Lecram Inc.**
**Lecram Enterprises Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1959, incorporating: Pierre Des Marais, Pierre Des Marais, son, both master-printers, Henri-L. Bélanger, auditor, and Gisèle Dufresne, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as restaurateurs under the name of "Entreprises Lecram Inc.— Lecram Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 225 Roy Street-East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15091-59)

**Équipement Commercial de Québec Ltée**
**Quebec Commercial Equipment Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre septembre 1959, constituant en corporation: Jacques Bourdon, commerçant, Mimi F. Bourdon, restaurateur, épouse séparée de biens dudit Jacques Bourdon, et Louis Bourdon, industriel, tous de Québec, pour les objets suivants:

Commerce d'accessoires pour restaurants, sous le nom de "Équipement Commercial de Québec Ltée — Quebec Commercial Equipment Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $25 chacune et en 600 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 889, rue St-François, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14892-59)

**Garage St. Gelais & Laurin Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1959, constituant en corporation: Georges-E. Laurin, chiropraticien, Mme Gisèle Massé Laurin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Georges-E. Laurin, tous deux de Montréal-Nord, Gérard St-Gelais, mécanicien, et Mme Alvénia Simard St-Gelais, ménagère, épouse commune en biens dudit Gérard Ste-Gelais, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de garagiste, sous le nom de "Garage St. Gelais & Laurin Limitée", avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8585, 10ième avenue, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15387-59)

**Garmer Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1959, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Jonathan J. Robinson, avocat, et Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements et construction, sous le nom de "Garmer Corp.", avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(A.G. 15091-59)

**Équipement Commercial de Québec Ltée**
**Quebec Commercial Equipment Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1959, incorporating: Jacques Bourdon, tradesman, Mimi F. Bourdon, restaurateur, wife separate as to property of the said Jacques Bourdon, and Louis Bourdon, industrialist, all of Quebec, for the following purposes:

A business dealing in accessories for restaurants under the name of "Équipement Commercial de Québec Ltée — Quebec Commercial Equipment Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $25 each and into 600 preferred shares of $25 each.

The head office of the company will be at 889 St-François Street East, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 14892-59)

**Garage St. Gelais & Laurin Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1959, incorporating: Georges-E. Laurin, chiropractor, Mrs. Gisèle Massé Laurin, housewife, wife separate as to property of the said Georges-E. Laurin, both of Montreal-North, Gérard St-Gelais, mechanic, and Mrs. Alvénia Simard St-Gelais, housewife, wife common as to property of the said Gérard St-Gelais, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as garage-keeper, under the name of "Garage St. Gelais & Laurin Limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 shares of $50 each.

The head office of the company will be at 8585, 10th Avenue, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15387-59)

**Garmer Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1959, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jonathan J. Robinson, advocate, and Ethel Yussem, secretary, fille majeure, both of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment and construction company, under the name of "Garmer Corp.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15204-59)

**Gauguin Realties Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1959, constituant en corporation: Daniel Morris, Irving Halperin, tous deux avocats, et Ernest Rashkovan, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents pour la vente d'immeubles et autres biens de marchands de détail, firmes et corporations, sous le nom de "Gauguin Realties Ltd.", avec un capital total de $2,000, divisé en 200 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4010 avenue Kent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 11052-59)

**G. Poirier Électrique (Hull) Inc.**
**G. Poirier Electric (Hull) Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1959, constituant en corporation: Gaston Poirier, Robert Poirier, électriciens, et Roland St-Onge, avocat, tous de Hull, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électricien, sous le nom de "G. Poirier Électrique (Hull) Inc.— G. Poirier Electric (Hull) Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 186, rue Dumas, Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15381-59)

**Harros Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1959, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat, de Westmount, Jonathan J. Robinson, avocat, et Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements et construction, sous le nom de "Harros Corp.", avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15030-59)

**H. Dubois & Fils Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 15204-59)

**Gauguin Realties Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1959, incorporating: Daniel Morris, Irving Halperin, both advocates, and Ernest Rashkovan, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To act as agents for the sale of real estate and other essets of retail merchants, firms and corporations, under the name of "Gauguin Realties Ltd.", with a total capital stock of $2,000, divided into 200 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4010 Kent Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 11052-59)

**G. Poirier Électrique (Hull) Inc.**
**G. Poirier Electric (Hull) Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1959, incorporating: Gaston Poirier, Robert Poirier, electricians, and Roland St-Onge, advocate, all of Hull, for the following purposes:

To carry on a business as electrician under the name of "G. Poirier Électrique (Hull) Inc.— G. Poirier Electric (Hull) Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 186 Dumas Street, Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15381-59)

**Harros Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1959, incorporating: Joseph Shapiro, advocate, of Westmount, Jonathan J. Robinson, advocate, and Ethel Yussem, secretary, fille majeure, both of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment and construction company, under the name of "Harros Corp.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15030-59)

**H. Dubois & Fils Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1959, constituant en corporation: Claude Dubois, gérant, Jean Dubois et Yvan Dubois, commis, tous de St-Rémi-de-Napierville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchand d'automobiles, garagiste et quincaillier, sous le nom de "H. Dubois & Fils Limitée", avec un capital total de $90,000, divisé en 5,000 actions communes de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Rémi-de-Napierville, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15389-59)

**Hoko Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1959, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Jonathan J. Robinson, avocat, et Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements et construction, sous le nom de "Hoko Limited", avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15090-59)

**Immeubles J. M. Lortie Inc.**
**J. M. Lortie Realties Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre septembre 1959, constituant en corporation: Jean-Marie Lortie, industriel, Alexandre Robert, gérant, tous deux de Beauport, et Roland Miller, comptable, de l'Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Commerce de construction, d'immeubles, de meubles et de nouveautés, sous le nom de "Immeubles J. M. Lortie Inc.— J. M. Lortie Realties Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1590, rue de la Canardière, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14657-59)

**Institut Luc-Andrée, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1959, incorporating: Claude Dubois, manager, Jean Dubois, and Yvan Dubois, clerk, all of St-Rémi-de-Napierville, for the following purposes:

To operate as an automobile merchant, garage-keeper and hardware dealer, under the name of "H. Dubois & Fils Limitée", with a total capital stock of $90,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Rémi-de-Napierville, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15389-59)

**Hoko Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1959, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jonathan J. Robinson, advocate, and Ethel Yussem, secretary, fille majeure, both of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment and construction company, under the name of "Hoko Limited", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15090-59)

**Immeubles J. M. Lortie Inc.**
**J. M. Lortie Realties Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1959, incorporating: Jean-Marie Lortie, industrialist, Alexandre Robert, manager, both of Beauport, and Roland Miller, accountant, of l'Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To carry on a business in construction, real estate, furniture and novelties, under the name of "Immeubles J. M. Lortie Inc.— J. M. Lortie Realties Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1590 Canardière Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 14657-59)

**Institut Luc-Andrée, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit septembre 1959, constituant en corporation: Noël Carter, psychologue-orienteur, de Ste-Foy, Paul Chartrain, avocat, de Sillery, et Rita Blais, sténographe, célibataire, de Québec, pour les objets suivants:

Sous réserve des dispositions de la loi concernant ces matières, établir, entretenir et exploiter des maisons de convalescence, hôpitaux privés, sous le nom de "Institut Luc-Andrée, Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 32, rue Ste-Ursule, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15215-59)

**International Land Investments Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1959, constituant en corporation: Jacques Lalonde, Jean Goulet, avocats, et Lise Parent, sténographe, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "International Land Investments Corp.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15385-59)

**Ira Pat Investments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1959, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Jonathan J. Robinson, avocat, et Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements et construction, sous le nom de "Ira Pat Investments Inc.", avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15097-59)

**Janet's Originals Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit septembre 1959, constituant en corporation: Joseph Cohen, Ezra Leithman, tous deux

Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1959, incorporating: Noël Carter, psychologist-career director, of Ste-Foy, Paul Chartrain, advocate, of Sillery, and Rita Blais, stenographer, spinster, of Quebec, for the following purposes:

Under reserve of the provisions of the law concerning these matters, to establish, maintain and operate convalescence homes, private hospitals, under the name of "Institut Luc-Andrée, Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 32 Ste-Ursule Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15215-59)

**International Land Investments Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1959, incorporating: Jacques Lalonde, Jean Goulet, advocates, and Lise Parent, stenographer, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction, under the name of "International Land Investment Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15385-59)

**Ira Pat Investments Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1959, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jonathan J. Robinson, advocate, and Ethel Yussem, secretary, fille majeure, both of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment and construction company, under the name of "Ira Pat Investments Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15097-59)

**Janet's Originals Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1959, incorporating: Joseph Cohen, Ezra Leithman, both Queen's Counsels,

conseils en loi de la Reine, et Fred Kaufman, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de caoutchouc et de marchandises imperméables, parapluies, cannes, ornements, nécessaires de toilette, parfumerie, savon, et tous autres articles s'y rattachant, sous le nom de "Janet's Originals Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15071-59)

**J. B. Gagné Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois septembre 1959, constituant en corporation: Jean-Baptiste Gagné, industriel, d'Arvida, Laurent-P. Bolduc, avocat, et Jacqueline Boivin, sténographe, fille majeure, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Commerce de construction, sous le nom de "J. B. Gagné Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15199-59)

**Jomar American Overseas Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1959, constituant en corporation: Milton L. Klein, avocat, Nora Garcin et Lorna Richmond, sténographes, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits alimentaires, grains, minéraux, machineries et accessoires, appareils électriques, articles meubles et appliques, bijouterie, porcelaine et coutellerie, tapis, tableaux, textiles, papeterie, toiles, literie, métaux et produits de métal et agir comme une compagnie de construction, sous le nom de "Jomar American Overseas Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 300 actions ordinaires de $10 chacune et 4,700 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15210-59)

**Joseph Flamer Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

and Fred Kaufman, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in india rubber and waterproof goods, umbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery, soap, and any other related articles, under the name of "Janet's Originals Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15071-59)

**J. B. Gagné Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1959, incorporating: Jean-Baptiste Gagné, industrialist, of Arvida, Laurent-P. Bolduc, advocate, and Jacqueline Boivin, stenographer, spinster, both of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in construction, under the name of "J. B. Gagné Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15199-59)

**Jomar American Overseas Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1959, incorporating: Milton L. Klein, advocate, Nora Garcin and Lorna Richmond, stenographers, spinsters of full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of food products, grain, minerals, machinery and equipment, electrical appliances, fixtures, furniture and furnishings, jewellery, china and cutlery, rugs, paints, textiles, stationery, linens, beddings, metals and metal products and to act as a construction company, under the name of "Jomar American Overseas Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 300 common shares of $10 each and 4,700 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15210-59)

**Joseph Flamer Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1959, constituant en corporation: Murray Lapin, de Ville Hampstead, Alan B. Gold et Morris M. Weiner, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de "Joseph Flamer Ltd.", avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 977 ouest, rue Jean Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1959, incorporating: Murray Lapin, of the Town of Hampstead, Alan B. Gold and Morris M. Weiner, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To act as a real estate, construction and investment company, under the name of "Joseph Flamer Ltd.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 977 Jean Talon Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15010-59)

**J. P. M. Martin Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois septembre 1959, constituant en corporation: Jean-Marc Martin, administrateur, Dame Lucille Bradley, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Marc Martin, tous deux de Montréal, Albert Martin, administrateur, et Dame Guy Dumesnil, ménagère, épouse séparée de biens de Guy Dumesnil, tous deux de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "J. P. M. Martin Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions communes de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 43, rue Saint-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 15010-59)

**J. P. M. Martin Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1959, incorporating: Jean-Marc Martin, administrator, Dame Lucille Bradley, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Marc Martin, both of Montreal, Albert Martin, administrator and Dame Guy Dumesnil, housewife, wife separate as to property of Guy Dumesnil, both of Wesmount, for the following purposes:

To carry on a business as restaurateurs, under the name of "J. P. M. Martin Ltée", with a total capita stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 43 Saint-James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15073-59)

**Kelley Mining Corporation**
**(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois septembre 1959, constituant en corporation: Ulléric Kelley, prospecteur, de Charlesbourg, Yvon Dolbec, agent d'affaires, de Sillery, et Laurent-P. Bolduc, avocat, de Québec, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Kelley Mining Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité du delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 15073-59)

**Kelley Mining Corporation**
**(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the third day of September, 1959, incorporating: Uldéric Kelley, prospector of Charlesbourg, Yvon Dolbec, business agent, of Sillery, and Laurent-P. Bolduc, advocate, of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Kelley Mining Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15164-59)

**La Cantine Mobile Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1959, constituant en corporation: Jacques Ouellet, industriel, Carmelle Dion, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jacques Ouellet, tous deux de Ste-Foy, et Sarto Barsetti, industriel, de Sillery, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateur, sous le nom de "La Cantine Mobile Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 60, rue Dorchester, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 15164-59)

**La Cantine Mobile Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1959, incorporating: Jacques Ouellet, industrialist, Carmelle Dion, housewife, wife separate as to property of the said Jacques Ouellet, both of Ste-Foy, and Sarto Barsetti, industrialist, of Sillery, for the following purposes:

To carry on a business as restaurateur, under the name of "La Cantine Mobile Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 60 Dorchester Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15021-59)

**Lac Construction Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux septembre 1959, constituant en corporation: Jean-Charles Gobeil, entrepreneur, Yves Boivin, marchand, tous deux de Naudville, et Raymond Lemieux, camionneur, de St-Léon, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Lac Construction Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Naudville, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 15021-59)

**Lac Construction Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1959, incorporating: Jean-Charles Gobeil, contractor, Yves Boivin, merchant, both of Naudville, and Raymond Lemieux, trucker, of St-Léon, for the following purposes:

To operate a business as builders under the name of "Lac Construction Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Naudville, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15220-59)

**La Cie Beaugeste Ltée**
**The Beaugeste Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1959, constituant en corporation: J.-Raoul Bérubé, courtier d'assurance, de Charlesbourg, Robert Blais, comptable, et Maxime Langlois, avocat, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles et agir comme constructeurs, sous le nom de "La Cie Beaugeste Ltée — The Beaugeste Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6780, 3ième avenue, est, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 15220-59)

**La Cie Beaugeste Ltée**
**The Beaugeste Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1959, incorporating: J.-Raoul Bérubé, insurance broker, of Charlesbourg, Robert Blais, accountant, and Maxime Langlois, advocate, both of Quebec, for the following purposes:

To operate a business dealing in real estate and to act as builders, under the name of "La Cie Beaugeste Ltée — The Beaugeste Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6780, 3rd Avenue, East, Charlesbourg, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14722-59)

**La Compagnie de Nickel & Alliages des Laurentides Ltée**
**Laurentide Nickel & Alloys Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1959, constituant en corporation: Robert Pellerin, industriel, Gabriel Pépin, vendeur, tous deux du Cap-de-la-Madeleine, et Lucien Larose, gérant, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, fabriquer, réparer, louer et généralement faire le commerce de moteurs, véhicules-moteurs, navires, machinerie lourde, équipement de toutes sortes, ainsi que de toutes leurs parties et accessoires, sous le nom de "La Compagnie de Nickel & Alliages des Laurentides Ltée — Laurentide Nickel & Alloys Company Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 2,500 actions communes de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 14722-59)

**La Compagnie de Nickel & Alliages des Laurentides Ltée**
**Laurentide Nickel & Alloys Company Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1959, incorporating: Robert Pellerin, industrialist, Gabriel Pépin, salesman, both of Cap-de-la-Madeleine, and Lucien Larose, manager, of St-Laurent, for the following purposes:

To purchase, sell, manufacture, repair, rent and to generally carry on a business dealing in motors, motor-vehicles, ships, heavy machinery, equipment of all kinds as well as all their spare parts and accessories, under the name of "La Compagnie de Nickel & Alliages des Laurentides Ltée — Laurentide Nickel & Alloys Company Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and into 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15282-59)

**Lafleur Blvd. Shopping Centre Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1959, constituant en corporation: Harry L. Aronovitch, de Côte St-Luc, Samuel Chait, Nahum Gelber, tous deux de Montréal, tous trois avocats, et John Hamilton, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme constructeur et construire, diriger et vendre des centres d'achats, et autres propriétés commerciales, sous le nom de "Lafleur Blvd. Shopping Centre Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 685 avenue Stuart, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

(A.G. 15282-59)

**Lafleur Blvd. Shopping Centre Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1959, incorporating: Harry L. Aronovitch, of Côte St. Luc, Samuel Chait, Nahum Gelber, both of Montreal, all three advocates, and John Hamilton, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To act as constructors and to build, operate and sell shopping centres, and other commercial properties, under the name of "Lafleur Blvd. Shopping Centre Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $1 each and 36,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 685 Stuart Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15223-59)

**La Forteresse de Coopération Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze septembre 1959, constituant en corporation: André Joly, avocat, Louis Laporte, étudiant en droit, et Huguette Gagné, secrétaire, tous de Joliette, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de placements, sous le nom de "La Forteresse de Coopération Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 50 actions communes de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

(A.G. 15223-59)

**La Forteresse de Coopération Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1959, incorporating: André Joly, advocate, Louis Laporte, law student, and Huguette Gagné, secretary, all of Joliette, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and investments, under the name of "La Forteresse de Coopération Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 50 common shares of $100 each and into 150 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15072-59)

**Lako-Presswood Novelties Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois septembre 1959, constituant en corporation: Jean-Baptiste Gagné, d'Arvida, J.-Jean-S. Lapointe et Levente Kovacs, de Jonquière, tous industriels, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles en aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tuile, et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux, bois, cuir, caoutchouc, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre, et leurs sous-produits, sous le nom de "Lako-Presswood Novelties Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15255-59)

**Landside Construction Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1959, constituant en corporation: Louis-Claude Trudel, avocat, Mlle Raymonde Vary, sténographe, tous deux de Montréal, et René Beaudry, avocat, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de "Landside Construction Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7275, rue Chabot, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 13602-59)

**Larry Faust Realties Co. Ltd.**
**Immeubles Larry Faust Cie Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq septembre 1959, constituant en corporation: Larry Faust, agent et courtier, Gilberte Guérette Faust, ménagère, épouse contractuellemtnt séparée de biens dudit Larry Faust, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Marcel Biron, gérant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15072-59)

**Lako-Presswood Novelties Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1959, incorporating: Jean-Baptiste Gagné, of Arvida, J.-Jean-S. Lapointe and Levente Kovacs, of Jonquière, all industrialists, for the following purposes:

To carry on a business dealing in merchandise and articles made of aluminum, enamel-ware, tin, granit, galvanized metal, tile and in other articles manufactured wholly or in part of metal, wood, leather, rubber, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass, and their by-products, under the name of "Lako-Presswood Novelties Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15255-59)

**Landside Construction Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1959, incorporating: Louis-Claude Trudel, advocate, Miss Raymonde Vary, stenographer, both of Montreal, and René Beaudry, advocate, of Verdun, for the following purposes:

To operate a business as constructors under the name of "Landside Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 7275 Chabot Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 13602-59)

**Larry Faust Realties Co. Ltd.**
**Immeubles Larry Faust Cie Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1959, incorporating: Larry Faust, agent and broker, Gilberte Guérette Faust, housewife, wife contractually separate as to property of the said Larry Faust, and duly authorized by him for these presents, and Marcel Biron, manager, all of Montreal, for the following purposes:

Commerce d'immeubles, sous le nom de "Larry Faust Realties Co. Ltd.— Immeubles Larry Faust Cie Ltée", avec un capital total de $100,000, divisé en 6,000 actions communes de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4781, rue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15206-59)

**La Salle Bowlerama Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1959, constituant en corporation: David Nadler, administrateur, de Hampstead, David Litner, avocat, de Montréal, Saul Roseman, administrateur, de St-Laurent, et Samuel Moskovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer en général le commerce d'exploitants de jeux de quilles, sous le nom de "La Salle Bowlerama Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15188-59)

**LaSalle Garage et Service Ltée**
**LaSalle Garage and Service Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1959, constituant en corporation: Adrien Meunier, de Montréal, Alphonse Barbeau, d'Outremont, tous deux avocats, et Francine Meunier secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagiste, sous le nom de "LaSalle Garage et Service Ltée — LaSalle Garage and Service Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14896-59)

**Laurent Roy Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept août 1959, constituant en corporation: Laurent Roy, commerçant, J.-Berchmans Chénard et Raymond Madore, comptables agréés, tous de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

To carry on a real estate business under the name of "Larry Faust Realties Co. Ltd.— Immeubles Larry Faust Cie Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 6,000 common shares of $10 each and into 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4781 Van Horne Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15206-59)

**La Salle Bowlerama Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1959, incorporating: David Nadler, executive, of Hampstead, David Litner, advocate, of Montreal, Saul Roseman, executive, of St. Laurent, and Samuel Moskovitch, advocate and Queen's Counsel, of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on generally the business of operating bowling-alleys, under the name of "La Salle Bowlerama Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 4,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at LaSalle, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15188-59)

**LaSalle Garage et Service Ltée**
**LaSalle Garage and Service Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1959, incorporating: Adrien Meunier, of Montreal, Alphonse Barbeau, of Outremount, both advocates, and Francine Meunier, secretary, spinster of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a garage-keeper under the name of "LaSalle Garage et Service Ltée — LaSalle Garage and Service Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and into 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 14896-59)

**Laurent Roy Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of August, 1959, incorporating: Laurent Roy, tradesman, J.-Berchmans Chénard and Raymond Madore, chartered accountants, all of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

Faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Laurent Roy Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions communes de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept août 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14461-59)

**Laval Rock Drill Service Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois août 1959, constituant en corporation: Raphaël Esposito, Domenic Manzo et Filippo Zunini, notaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, réparer, acquérir, acheter, vendre, échanger, installer et faire le commerce de machines, moteurs, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de "Laval Rock Drill Service Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $10 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Martin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois août 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15219-59)

**Leasehold Construction Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1959, constituant en corporation: J.-Émile Bourgoin, huissier, de Ste-Thérèse, Michel Côté, avocat, et Marie-Claire Lajoie Côté, ménagère, épouse séparée de biens dudit Michel Côté, et dûment autorisée par lui, de Rosemère, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et construction, sous le nom de "Leasehold Construction Corporation", avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6555 Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15222-59)

**Leeds Candy Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1959, constituant en corporation: Allan Marcus, Jacques Brunet, J.-Beaudoin Handfield, avocats, Léon-H. Grenier, gé-

To carry on a business dealing in food products, under the name of "Laurent Roy Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of August, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 14461-59)

**Laval Rock Drill Service Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have beeen issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August, 1959, incorporating: Raphaël Esposito, Domenic Manzo and Filippo Zunini, notaries, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, repair, acquire, purchase, sell, exchange, install and carry on a business dealing in machines, motors, tools, instruments and hardware of all kinds, under the name of "Laval Rock Drill Service Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and into 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Martin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of August, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15219-59)

**Leasehold Construction Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1959, incorporating: J.-Émile Bourgoin, bailiff, of Ste-Thérèse, Michel Côté, barrister, and Marie-Claire Lajoie Côté, housewife, wife separate as to property of the said Michel Côté, and duly authorized by him, of Rosemère, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Leasehold Construction Corporation", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6555 Côte des Neiges, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15222-59)

**Leeds Candy Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1959, incorporating: Allan Marcus, Jacques Brunet, J.-Beaudoin Handfield, advocates, Léon-H. Grenier, manager, Lucille

rant, Lucille Blagdon, secrétaire, épouse séparée de biens de Pierre Blagdon, tous cinq de Montréal, David Kirshenblatt, avocat, de Côte St-Luc, et Cleo Jordon, secrétaire, épouse séparée de biens de Demetrios Jordon, de Preville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une confiserie dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Leeds Candy Corp.", avec un capital divisé en 20,000 actions sans valeur nominale ou au pair et 1,500 actions privilégiées de $100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera $115,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103 P. FRENETTE.

(P.G. 13721-59)

**Le Foyer de Marie Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit septembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Jeanne d'Arc Dupré, Noëlla Dupré, toutes deux filles majeures, et Mme Joséphat Raymond, veuve, toutes rentières, de Ste-Scholastique, pour les objets suivants:

Acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer des hospices, refuges, maisons de repos pour personnes âgées, vieux couples, personnes seules, invalides et indigents, sous le nom de "Le Foyer de Marie Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Scholastique, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103-o P. FRENETTE.

(P.G. 12617-59)

**Les Coeurs Vaillants**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux septembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: André Lamoureux, Jean-Guy Corriveau et Yves Morin, tous étudiants, de Montréal, pour les objets suivants:

Former une association pour venir en aide aux pauvres et aux nécessiteux, sous le nom de "Les Coeurs Vaillants".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103-o P. FRENETTE.

Blagdon, secretary, wife separate as to property of Pierre Blagdon, all five of Montreal, David Kirshenblatt, advocate, of Côte St. Luc, and Cleo Jordon, secretary, wife separate as to property of Demetrios Jordon, of Preville, for the following purposes:

To carry on a confectionery business in all its branches, under the name of "Leeds Candy Corp.", with a capital stock divided into 20,000 shares having no nominal or par value and 1,500 preferred shares of $100 each, and the amount with which the company will commence its operations will be $115,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13721-59)

**Le Foyer de Marie Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Jeanne d'Arc Dupré, Noëlla Dupré, both spinsters of full age, and Mrs. Joséphat Raymond, widow, all annuitants, of Ste-Scholastique, for the following purposes:

To acquire, establish, maintain, administrate and direct hospitals, shelters, rest homes for elderly people, old couples, solitary persons, invalids and indigents, under the name of "Le Foyer de Marie Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Sainte-Scholastique, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12617-59)

**Les Coeurs Vaillants**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: André Lamoureux, Jean-Guy Corriveau and Yves Morin, all students, of Montreal, for the following purposes:

To form an association to come to the assistance of the poor and needy under the name of "Les Coeurs Vaillants".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15393-59)

**Les Éditions Minières Agricoles et Forestières Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1959, constituant en corporation: Marc De Goumois, Marc Giguère, avocats, et Rose-L. Parent, secrétaire, fille majeure, tous de Québec, pour les objets suivants:

Commerce d'imprimeur, sous le nom de "Les Éditions Minières Agricoles et Forestières Ltée", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 15393-59)

**Les Éditions Minières Agricoles et Forestières Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1959, incorporating: Marc De Goumois, Marc Giguère, advocates, and Rose-L. Parent, secretary, spinster, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business as printer under the name of "Les Éditions Minières Agricoles et Forestières Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14707-59)

**Les Entreprises Robert Legault Ltée**
**Robert Legault Enterprises Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre septembre 1959, constituant en corporation: Robert Legault, entrepreneur, Rita Legault, ménagère, épouse séparée de biens dudit Robert Legault, et Cécile Lapointe, commis, fille majeure, tous de Lachute, pour les objets suivants:

Commerce de construction, sous le nom de "Les Entreprises Robert Legault Ltée — Robert Legault Enterprises Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en le village d'Ayersville, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 14707-59)

**Les Entreprises Robert Legault Ltée**
**Robert Legault Enterprises Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1959, incorporating: Robert Legault, contractor, Rita Legault, housewife, wife separate as to property of the said Robert Legault, and Cécile Lapointe, clerk, spinster, all of Lachute, for the following purposes:

To carry on a business in construction under the name of "Les Entreprises Robert Legault Ltée — Robert Legault Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be in the village of Ayersville, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15077-59)

**Les Immeubles Gagné Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois septembre 1959, constituant en corporation: Jean-Baptiste Gagné, industriel, d'Arvida, Laurent-P. Bolduc, avocat, et Jacqueline Boivin, sténographe, fille majeure, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Les Immeubles Gagné Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 15077-59)

**Les Immeubles Gagné Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1959, incorporating: Jean-Baptiste Gagné, industrialist, of Arvida, Laurent-P. Bolduc, advocate, and Jacqueline Boivin, stenographer, spinster, both of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction, under the name of "Les Immeubles Gagné Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15253-59)

**Les Immeubles Long-Sault Realties Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit septembre 1959, constituant en corporation: Claire Lacoste, secrétaire, Pierre Bédard, comptable, et Guy Lacoste, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Les Immeubles Long-Sault Realties Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5, avenue Valois, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 15253-59)

**Les Immeubles Long-Sault Realties Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1959, incorporating: Claire Lacoste, secretary, Pierre Bédard, accountant, and Guy Lacoste, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate under the name of "Les Immeubles Long-Sault Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5 Valois Avenue, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14045-59)

**Les Immeubles Trois-Rivières Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre septembre 1959, constituant en corporation: Joseph Fisher, Maurice Glassman, marchands, Marvin Fisher et Louis Glassman, commis, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Les Immeubles Trois-Rivières Inc.", avec un capital total de $49,000, divisé en 100 actions d'une valeur nominale de $100 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1047, rue Saint-Maurice, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 14045-59)

**Les Immeubles Trois-Rivières Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1959, incorporating: Joseph Fisher, Maurice Glassman, merchants, Marvin Fisher, and Louis Glassman, clerk, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction, under the name of "Les Immeubles Trois-Rivières Inc.", with a total capital stock of $49,000, divided into 100 shares of a nominal value of $100 each and into 390 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 1047 Saint-Maurice Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15042-59)

**Les Industries Super-Métal Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit septembre 1959, constituant en corporation: Dr Jean Lauzier, médecin, de Loretteville, Gérard Bouchard, gérant, et Maurice Bouchard, comptable, de L'Ormière, St-Ambroise, pour les objets suivants:

Faire le commerce en général des métaux, produits ligneux, produits plastiques et autres produits accessoires, sous le nom de "Les Industries Super-Métal Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions communes de $50 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Ormière, St-Ambroise, (Québec), district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 15042-59)

**Les Industries Super-Métal Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1959, incorporating: Dr. Jean Lauzier, physician, of Loretteville, Gérard Bouchard, manager, and Maurice Bouchard, accountant, of L'Ormière, St-Ambroise, for the following purposes:

To carry on a business dealing generally in metals, ligneous products, plastic products and other accessory products, under the name of "Les Industries Super-Métal Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $50 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at L'Ormière, St-Ambroise, (Quebec), judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15100-59)

**Live Well Realty Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit septembre 1959, constituant en corporation Sema Black, Brnice Borshy, secrétaires, filles majeures, et Irving L. Adessky, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de construction, d'immeubles et placements, sous le nom de "Live Well Realty Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacun.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15367-59)

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux et des Loisirs Incorporée de Ste-Bernadette-Soubirous de Mont-Joli**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Léo Aboussaffy, embouteilleur, Yvan Ross, agent d'assurances, Jean-Yves Paradis, chef d'expédition de Hollinger Ungava Transport Ltd., tous trois de Mont-Joli, et M. l'abbé J.-Wilfrid Huard, prêtre, curé, de Ste-Bernadette-Soubirous de Mont-Joli, pour les objets suivants:

Organiser les loisirs de la jeunesse tout spécialement durant la période des vacances, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux et des Loisirs Incorporée de Ste-Bernadette-Soubirous de Mont-Joli".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14256-59)

**Magasin Régal Stores Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze septembre 1959, constituant en corporation: Maurice Arcand, Gérard Bourget, Arthur Demers, Joseph Hébert, Adélard Charette, Paul Joubarne, Jean-Maurice Charette, (in trust), Bruno Morel, Thérèse Godin, fille majeure, Adrien Gingras, tous dix des Trois-Rivières, Wilfrid Laveault, Jean Leblanc, Conrad Voyer, tous trois du Cap-de-la-Madeleine, Philippe Gravel, Robert Voizard, tous deux de Louiseville, et Rolland Héroux, de St-Maurice, tous épiciers, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes espèces d'articles, denrées ou marchandises qui font généra-

(A.G. 15100-59)

**Live Well Realty Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1959, incorporating: Sema Black, Bernice Borshy, secretaries, spinsters of the full age of majority, and Irving L. Adessky, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a construction, real estate and investment company, under the name of "Live Well Realty Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15367-59)

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux et des Loisirs Incorporée de Ste-Bernadette-Soubirous de Mont-Joli**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Léo Aboussaffy, bottler, Yvan Ross insurance-agent, Jean-Yves Paradis, head shipper of Hollinger Ungava Transport Ltd., all three of Mont-Joli, and Rev. Father J. Wilfrid Huard, priest, pastor, of Ste-Bernadette-Soubirous of Mont-Joli, for the following purposes:

To organize recreational centers for young people especially during the vacation period, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux et des Loisirs Incorporée de Ste-Bernadette-Soubirous de Mont-Joli".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1959.

P. FRENETTE.

52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 14256-59)

**Magasin Régal Stores Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1959, incorporating: Maurice Arcand, Gérard Bourget, Arthur Demers, Joseph Hébert, Adélard Charette, Paul Joubarne, Jean-Maurice Charette, (in turst), Bruno Morel, Thérèse Godin, spinster, Adrien Gingras, all ten of Trois-Rivières, Wilfrid Laveault, Jean Leblanc, Conrad Voyer, all three of Cap-de-la-Madeleine, Philippe Gravel, Robert Voizard, both of Louiseville, and Rolland Héroux, of St-Maurice, all grocers, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of articles, foodstuffs or merchandize which gene-

ment l'objet d'un commerce d'épicerie, sous le nom de "Magasins Régal Stores Inc.", avec un capital total de $300,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 520, rue Whitehead, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le onze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

rally make up the stock of a grocery business, under the name of "Magasins Régal Stores Inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $100 each and into 1,000 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 520 Whitehead Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11481-59)

**Malartic Finance Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit août 1959, constituant en corporation: Claude Allard, avocat, Roland Arcand, marchand, Denis Ménard, optométriste, Lionel Roy, garagiste, Dr Gaston Dargis, médecin, Fernand Therrien, agent d'assurance, et J.-Laurent Chartier, manufacturier, tous de Malartic, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de prêteur d'argent dans toutes et chacune de ses spécialités, sous le nom de "Malartic Finance Corporation", avec un capital total de $500,000, divisé en 150,000 actions communes de $1 chacune et en 14,000 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit août 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 11481-59)

**Malartic Finance Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of August, 1959, incorporating: Claude Allard, advocate, Roland Arcand, merchant, Denis Ménard, optometrist, Lionel Roy, garage-keeper, Dr. Gaston Dargis, physician, Fernand Therrien, insurance agent, and J.-Laurent Chartier, manufacturer, all of Malartic, for the following purposes:

To carry on a business generally as a money-lender, in all and each of its specialties, under the name of "Malartic Finance Corporation", with a total capital stock of $500,000, divided into 150,000 common shares of $1 each and into 14,000 preferred shares of $25 each.

The head office of the company will be at Malartic, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of August, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15396-59)

**Martin Trucking Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1959, constituant en corporation: Marcel Martin, roulier, de St-Laurent, David Seligman, comptable, de Côte St-Luc, et Anne Goldenblatt, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en général de camionnage et transport de marchandises, articles et produits, sous le nom de "Martin Trucking Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

(A.G. 15396-59)

**Martin Trucking Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1959, incorporating: Marcel Martin, carrier, of St. Laurent, David Seligman, accountant, of Côte St. Luc, and Anne Goldenblatt, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of trucking and transporting goods, wares and merchandise, under the name of "Martin Trucking Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15110-59)

**Mary Goodman Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit septembre 1959, constituant en corporation: Edward Irving Auerback, de Montréal, Mark Edmund Gordon, de Westmount, tous deux avocats et solliciteurs, et Mademoiselle

(A.G. 15110-59)

**Mary Goodman Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1959, incorporating: Edward Irving Auerback, of Montreal, Mark Edmund Gordon, of Westmount, both barristers and solicitors, and Miss Madeline Ferguson, secre-

Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et portefeuille, sous le nom de "Mary Goodman Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 50 actions privilégiées catégorie "A" d'une valeur au pair de $5 chacune et 3,970 actions privilégiées catégorie "B" d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1180, rue Saint-Antoine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15085-59)

**Maycrest Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois septembre 1959, constituant en corporation: Dorothy Singer, veuve, secrétaire, Joseph Cohen et Fred Kaufman, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de "Maycrest Co. Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15339-59)

**M. B. Transport Ltée-Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1959, constituant en corporation: François Boisclair, Jean-Louis Lamoureux, tous deux avocats, de Montréal, et Hélène La Barre, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, de Longueuil, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de camionnage, sous le nom de "M. B. Transport Ltée-Ltd", avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15229-59)

**Metro Equipment Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1959, constituant en corporation: Thomas-Louis Boudreault, comptable, de Montréal, Jean-Guy Cloutier, vendeur, de

tary, spinster of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Mary Goodman Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of a par value of $1 each, 50 class "A" preferred shares of a par value of $5 each and 3,970 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 1180 Saint Antoine Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15085-59)

**Maycrest Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1959, incorporating: Dorothy Singer, widow, secretary, Joseph Cohen and Fred Kaufman, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Maycrest Co. Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 9,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15339-59)

**M. B. Transport Ltée-Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1959, incorporating: François Boisclair, Jean-Louis Lamoureux, both advocates, of Montreal, and Hélène La Barre, secretary, spinster in full use of her rights, of Longueuil, for the following purposes:

To operate trucking enterprises under the name of "M. B. Transport Ltée-Ltd", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15229-59)

**Metro Equipment Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1959, incorporating: Thomas-Louis Boudrault, accountant, of Montreal, Jean-Guy Cloutier, salesman, of Pointe-aux-

Pointe-aux-Trembles, et Lucien Ducharme, avocat, de Longueuil, pour les objets suivants:

Commerce de matériaux, accessoires, machineries, outillages et équipements de construction de toutes sortes, sous le nom de "Metro Equipment Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15254-59)

**M. G. Transport Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1959, constituant en corporation: Albertine Guillotte, caissière, épouse judiciairement séparée de corps et de biens de Michel Ciarlo, Marcel Gariépy, camionneur, tous deux de Montréal, et André Guillotte, officier de police, d'Outremont, pour les objets suivants:

Commerce de transport, sous le nom de "M. G. Transport Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15208-59)

**Mingie-Norris Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre, 1959, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat, de ville Mont-Royal, Gerald McCarthy, avocat, Margot Mary Quinn et Mary Elizabeth Spracklin, secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Détenir des immeubles à des fins de placements seulement, sous le nom de "Mingie-Norris Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune et 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1465 rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre, 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15386-59)

**Mira Lynn Investments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1959, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Jonathan J. Robinson, avocat, et Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Trembles, and Lucien Ducharme, advocate, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on a business dealing in materials, accessories, machinery, building tools and equipment of all kinds, under the name of "Metro Equipment Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15254-59)

**M. G. Transport Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1959, incorporating: Albertine Guillotte, cashier, wife judicially separate as to bed and board of Michel Ciarlo, Marcel Gariépy, trucker, both of Montreal, and André Guillotte, police officer, of Outremont, for the following purposes:

To carry on a business dealing in transportation, under the name of "M. G. Transport Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15208-59)

**Mingie-Norris Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September 1959, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate, of the town of Mount Royal, Gerald McCarthy, advocate, Margot Mary Quinn and Mary Elizabeth Spracklin, secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To hold real estate for the purpose of investment only, under the name of "Mingie-Norris Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 preferred shares of a par value of $1 each and 10,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 1465 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15386-59)

**Mira Lynn Investments Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1959, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jonathan J. Robinson, advocate, and Ethel Yussem, secretary, fille majeure, both of Montreal, for the following purposes:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de "Mira Lynn Investments Inc.", avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

To act as an investment company, under the name of "Mira Lynn Investments Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15268-59)

**Monsaco Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1959, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, d'Outremont, Marc Beaudoin, étudiant en droit, de Ville Mont-Royal, et Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, d'Ile Perrot, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et construction, sous le nom de "Monsaco Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

(A.G. 15268-59)

**Monsaco Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1959, incorporating: Louis Orenstein, advocate, of Outremont, Marc Beaudoin, student at law, of the Town of Mount Royal, and Huguette St-Marseille, secretary, fille majeure, of Ile Perrot, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Monsaco Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 50 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15329-59)

**Morgan's Rockland Holdings Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux septembre 1959, constituant en corporation: Grant Hall Day, John Edward Lawrence et Timothy Porteous, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Morgan's Rockland Holdings Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1455 avenue Union, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

(A.G. 15329-59)

**Morgan's Rockland Holdings Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1959, incorporating: Grant Hall Day, John Edward Lawrence and Timothy Porteous, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Morgan's Rockland Holdings Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 1455 Union Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14968-59)

**Mount Royal Foundations Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit septembre 1959, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, avocat, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, et Claude-Armand Sheppard, avocat, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Agir comme constructeurs, sous le nom de "Mount Royal Foundations Ltd.", avec un

(A.G. 14968-59)

**Mount Royal Foundations Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1959, incorporating: Jonathan J. Robinson, advocate, Ethel Yussem, secretary, fille majeure, both of Montreal, Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, and Claude-Armand Sheppard, advocate, of St. Laurent, for the following purposes:

To act as constructors, under the name of "Mount Royal Foundations Ltd.", with a total

capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15342-59)

**Multi Automatic Transmission Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1959, constituant en corporation: Réal Hétu, notaire, Claude Girard, contremaître, tous deux de Montréal, et Mme Jeannine Métayer, secrétaire, épouse séparée de biens de Alain Belzile, de Repentigny, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines, ainsi que de leurs accessoires et parties, sous le nom de "Multi Automatic Transmission Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6660, rue des Étables, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15280-59)

**Norso Investments Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1959, constituant en corporation: Gregory Charlap, Arthur Shulman, Max Slapack, tous trois avocats, Sylvia Teitlebaum, Marguerite Dadd et Judith Fink, toutes trois secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en général de courtiers d'immeubles et agents à commission, sous le nom de "Norso Investments Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1010 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15099-59)

**Northcote Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit septembre 1959, constituant en corporation: Irving Halperin, avocat, Jack Sporn, comptable, et Edna Town, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Northcote Invest-

capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $100 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15342-59)

**Multi Automatic Transmission Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1959, incorporating: Réal Hétu, notary, Claude Girard, foreman, both of Montreal, and Mrs. Jeannine Métayer, secretary, wife separate as to property of Alain Belzile, of Repentigny, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles, motors, machines as well as their accessories and parts, under the name of "Multi Automatic Transmission Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6660 Maple Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15280-59)

**Norso Investments Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1959, incorporating: Gregory Charlap, Arthur Shulman, Max Slapack, all three advocates, Sylvia Teitlebaum, Marguerite Dadd and Judith Fink, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business generally as real estate brokers and commission agents, under the name of "Norso Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1010 Sainte-Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15099-59)

**Northcote Investment Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1959, incorporating: Irving Halperin, advocate, Jack Sporn, accountant, and Edna Town, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Northcote Invest-

ment Corp.", avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400 Ouest, rue Ontario, chambre 956, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15356-59)

**Norcan Sales Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1959, constituant en corporation: Antoine Paré, du village de St-André est, Rémi Mayrand, de Montréal, tous deux avocats, et Évariste Lavoie, comptable, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, faites en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, et sous-produits d'iceux, et importer, exporter, acheter, vendre et faire le négoce de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et revues périodiques, tableaux, oeuvres d'art, produits chimiques, parties auto-moto, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, agir comme courtiers ou agents de douanes, entreposeurs et rouliers publics, sous le nom de "Norcan Sales Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15273-59)

**Nu-Process Theatres, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre, 1959, constituant en corporation: Neil Phillips, avocat, Yvonne Bélanger et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer en général le commerce de propriétaires, opérateurs et directeurs de théâtres, sous le nom de "Nu-Process Theatres, Inc.", avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre, 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15230-59)

**Obie Realties Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

ment Corp.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 400 Ontario Street West, Room 956, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15356-59)

**Norcan Sales Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1959, incorporating: Antoine Paré, of the village of St. Andrews East, Rémi Mayrand, of Montreal, both lawyers, and Évariste Lavoie, accountant, of Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise, made in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, and to import, export, buy, sell and deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, auto-moto parts, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, to act as customs brokers or agents, warehousemen and common carriers, under the name of "Norcan Sales Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15273-59)

**Nu-Process Theatres, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September 1959, incorporating: Neil Phillips, advocate, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of theatre proprietors, operators and managers, under the name of "Nu-Process Theatres, Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15230-59)

**Obie Realties Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth

du seize septembre 1959, constituant en corporation: William Obront, commerçant, Thomas-Louis Boudrault, comptable, tous deux de Montréal, et Lucien Ducharme, avocat, de Longueuil, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Obie Realties Corporation", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(P.G. 15338-59)

**Parc Joliette Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1959, constituant en corporation: François-Xavier Morin, marchand, Octave Gadoury, pharmacien, Armand Malo, commerçant, Jean Malo, courtier en valeurs, tous quatre de Joliette, et J.-Paul Lachapelle, sportsman, de la paroisse de Notre-Dame-des-Prairies, Joliette, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles, sous le nom de "Parc Joliette Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(P.G. 15258-59)

**P. E. Turcotte Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1959, constituant en corporation: Paul Émile Turcotte, constructeur, de St-Michel, Jean-Claude Hamel, notaire, et Guy Messier, comptable, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "P. E. Turcotte Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 247, rue Victoria, Longueuil, comté de Chambly, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(P.G. 15228-59)

**Phenecia Land Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze septembre 1959, constituant en

day of September, 1959, incorporating: William Obront, tradesman, Thomas-Louis Boudrault, accountant, both of Montreal, and Lucien Ducharme, avocate, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction under the name of "Obie Realties Corporation", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15338-59)

**Parc Joliette Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1959, incorporating: François-Xavier Morin, merchant, Octave Gadoury, pharmacist, Armand Malo, tradesman, Jean Malo, stock broker, all four of Joliette, and J.-Paul Lachapelle, sportsman, of the parish of Notre-Dame-des-Prairies, Joliette, for the following purposes:

To carry on a business in real estate under the name of "Parc Joliette Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15258-59)

**P. E. Turcotte Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1959, incorporating: Paul-Émile Turcotte, constructor, of St-Michel, Jean-Claude Hamel, notary, and Guy Messier, accountant, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction under the name of "P. E. Turcotte Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 247 Victoria Street, Longueuil, county of Chambly, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15228-59)

**Phenecia Land Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1959, incorporating: Jerome

corporation: Jerome Christopher Smyth, de Ville Mont-Royal, Ernest Erle Saunders, de Pointe-Claire, et John Ralph Hannan, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et construction, sous le nom de "Phenecia Land Limited", avec un capital divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera $500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14885-59)

**Phileric Enterprises Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1959, constituant en corporation: Katherine Ingledew, sténographe, fille majeure, Daniel Kingstone et Samuel Godinsky, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et placements, sous le nom de "Phileric Enterprises Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune, 200 actions privilégiées première catégorie d'une valeur au pair de $1 chacune et 8,980 actions privilégiées seconde catégorie d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15289-59)

**Pièces d'Autos P & L Ltée**
**P & L Auto Parts Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1959, constituant en corporation: J.-Elzéar Lévesque, gérant, Marc Pattersen, vendeur, tous deux de Chicoutimi-Nord, et Paul Quenneville, représentant, de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'ateliers mécaniques et celui de marchands et manufacturiers d'unités, moteurs et autre machinerie, sous le nom de "Pièces d'Autos P & L Ltée — P & L Auto Parts Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14511-59)

**Placements Pointe-aux-Trembles**
**Investments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Christopher Smyth, of the Town of Mount Royal, Ernest Erle Saunders, of Pointe-Claire, and John Ralph Hannan, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Phenecia Land Limited", with a capital stock divided into 100 shares having no nominal or par value and the amount with which the company shall commence its operations will be $500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 14885-59)

**Phileric Enterprises Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1959, incorporating: Katherine Ingledew, stenographer, spinster, Daniel Kingstone and Samuel Godinsky, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and investment company, under the name of "Phileric Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares having a par value of $100 each, 200 first preferred shares having a par value of $1 each and 8,980 second preferred shares having a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15289-59)

**Pièces d'Autos P & L Ltée**
**P & L Auto Parts Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1959, incorporating: J.-Elzéar Lévesque, manager, Marc Pattersen, salesman, both of Chicoutimi-North, and Paul Quenneville, representative, of Chicoutimi, for the following purposes:

To operate a machine shop and to deal as merchants and manufacturers of units, motors and other machinery, under the name of "Pièces d'Autos P & L Ltée — P & L Auto Parts Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 14511-59)

**Placements Pointe-aux-Trembles**
**Investments Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit septembre 1959, constituant en corporation: Roger Ares, Gentilhomme, Alice Trottier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roger Ares, et Henri Pigeon, notaire, tous de Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de prêteur d'argent, sous le nom de "Placements Pointe-aux-Trembles Investments Inc.", avec un capital total de $225,000, divisé en 2,200 actions communes de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 12745, rue Notre-Dame, est, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(P.G. 15153-59)

**Placements Sentinelle Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze septembre, 1959, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk, avocats, Sonya Schneyer et Julie Suren, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de "Placements Sentinelle Inc.", avec un capital total de $200,000, divisé en 1 000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3981 Blvd. Saint-Laurent, cinquième étage, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

(P.G. 15383-59)

**Plumbo Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre, 1959, constituant en corporation: Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, Jonathan J. Robinson, avocat, tous deux de Montréal, et Joseph Shapiro, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements et construction, sous le nom de "Plumbo Corp.", avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre, 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

(P.G. 12628-59)

**Plywood Distributors Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1959, incorporating: Roger Ares, gentleman, Alice Trottier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roger Ares, and Henri Pigeon, notary, all of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on busines generally as a money-lender under the name of "Placements Pointe-aux-Trembles Investments Inc.", with a total capital stock of $225,000, divided into 2,200 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 12745 Notre-Dame Street East, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15153-59)

**Placements Sentinelle Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1959, incorporating: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk, advocates, Sonya Schneyer and Julie Suren, both secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Placements Sentinelle Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3981 Saint Lawrence Blvd., Fifth Floor, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15383-59)

**Plumbo Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September 1959, incorporating: Ethel Yussem, secretary, fille majeure, Jonathan J. Robinson, advocate, both of Montreal, and Joseph Shapiro, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To act as an investment and construction company, under the name of "Plumbo Corp.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12628-59)

**Plywood Distributors Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1959, constituant en corporation: Max Coblentz, avocat, Ruth Frances Selwyn, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Joseph-A. Allard, superintendant, de Verdun, pour les objets suivants:

Faire le commerce de contre-plaqué, laque, bois de placage, colle à vernis, pâtes et peintures, sous le nom de "Plywood Distributors Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14278-59)

**Potvin Tire Service Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit septembre 1959, constituant en corporation: Raymond Potvin, Claude Potvin, tous deux vendeurs, de Chicoutimi, et Bertrand Potvin, gérant, de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pneus et accessoires d'automobiles, sous le nom de "Potvin Tire Service Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15193 59)

**Quebec Gas Transmission Lines Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1959, constituant en corporation: Jean Rivard, Antoine Gobeil, tous deux avocats, et Yolande de Champlain, secrétaire, célibataire, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'exploration minière et de transmission de gaz, sous le nom de "Quebec Gas Transmission Lines Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 100,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15536 59)

**Quebec Terra Investment Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1959, incorporating: Max Coblentz, advocate, Ruth Frances Selwyn, secretary, spinster, both of Montreal, and Joseph-A. Allard, superintendent, of Verdun, for the following purposes:

To deal in plywood, shellac, veneer, veneer glues, pastes and paints, under the name of "Plywood Distributors Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 14278-59)

**Potvin Tire Service Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1959, incorporating: Raymond Potvin, Claude Potvin, both salesmen, of Chicoutimi, and Bertrand Potvin, manager, of Chicoutimi-North, for the following purposes:

To carry on a business dealing in tires and automobile accessories, under the name of "Potvin Tire Service Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15193-59)

**Quebec Gas Transmission Lines Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1959, incorporating: Jean Rivard, Antoine Gobeil, both lawyers, and Yolande de Champlain, secretary, spinster, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a mining exploration and gas transmission company, under the name of "Quebec Gas Transmission Lines Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100,000 shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15536-59)

**Quebec Terra Investment Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day

du cinq octobre 1959, constituant en corporation: Philippe Dandurand, de Montréal Jean D'Amour, de Ville Mont-Royal, tous deux avocats, et Pauline Huot, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de terrains et construction, sous le nom de "Quebec Terra Investment Corporation", avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 200 Ouest, rue Sauvé, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15285-59)

**René Viau Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accrodé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1959, constituant en corporation: Jules Dupré, conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Raymond Lette, de Hampstead, et Louis Vaillancourt, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage, réfrigération, sous le nom de "René Viau Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $5 chacune et en 6,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5593, rue Laurendeau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14116-59)

**Robert Lévesque Co. Ltd.**
**Robert Lévesque Cie Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juillet 1959, constituant en corporation: Claude Guérin, avocat, de Laval-sur-le-Lac, Jacqueline Davignon et Jeanne Le Sieur, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de construction, sous le nom de "Robert Lévesque Co. Ltd. — Robert Lévesque Cie Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune et en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15136-59)

**Rostek Holdings Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

of October, 1959, incorporating: Philippe Dandurand, of Montreal, Jean D'Amour, of the town of Mount Royal, both advocates, and Pauline Huot, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To act as a land and construction company, under the name of "Quebec Terra Investment Corporation", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 800 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 200 Sauvé Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15285-59)

**René Viau Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1959, incorporating: Jules Dupré, Queen's Counsel, of Outremont, Raymond Lette, of Hampstead, and Louis Vaillancourt, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To operate a business as plumbing, heating, refrigeration contractors, under the name of "René Viau Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $5 each and into 6,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at 5593 Laurendeau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 14116-59)

**Robert Lévesque Co. Ltd.**
**Robert Lévesque Cie Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1959, incorporating: Claude Guérin, advocate, of Laval-sur-le-Lac, Jacqueline Davignon and Jeanne Le Sieur, both secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a construction company under the name of "Robert Lévesque Co. Ltd. — Robert Lévesque Cie Ltée" with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 preferred shares of a par value of $1 each and into 10,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of July, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15136-59)

**Rostek Holdings Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze septembre 1959, constituant en corporation: Irving Halperin, Daniel Morris, avocats, Joseph Cassar, étudiant, et Ernest Rashkovan, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Rostek Holdings Inc.", avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400 ouest, rue Ontario, suite 956, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15270-59)

**Rudel Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1959, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, Harry Yohalem Garber, avocats, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Aider dans l'administration, la surveillance ou la direction des affaires ou les activités de toute compagnie ou entreprise, sous le nom de "Rudel Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15247-59)

**St. Hyacinthe Residential Center Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize septembre 1959, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, de Côte St-Luc, Irving L. Adessky, avocat, Sema Black et Elaine Welik, secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de construction, d'immeubles et placements, sous le nom de "St. Hyacinthe Residential Center Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15352-59)

**Saleon Realties Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1959, incorporating: Irving Halperin, Daniel Morris, advocates, Joseph Cassar, student, and Ernest Rashkovan, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Rostek Holdings Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 400 Ontario Street West, Suite 956, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15270-59)

**Rudel Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1959, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, Harry Yohalem Garber, advocates, and Irene Rubin, secretary, fille majeure, all three of Montreal, for the following purposes:

To assist in the administration, supervision or direction of the business or operations of any company or undertaking, under the name of "Rudel Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15247-59)

**St. Hyacinthe Residential Center Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1959, incorporating: Charles Brownstein, advocate, of Côte St. Luc, Irving L. Adessky, advocate, Sema Black and Elaine Welik, secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as a construction, real estate and investment company, under the name of "St. Hyacinthe Residential Center Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15352-59)

**Saleon Realties Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux septembre 1959, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, d'Outremont, Marc Beaudoin, étudiant en droit, de Montréal, et Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, d'Ile Perrot, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et construction, sous le nom de "Saleon Realties Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 20 actions ordinaires de $50 chacune et 90 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15388-59)

**Samco Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre, 1959, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Jonathan J. Robinson, avocat, et Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de "Samco Inc.", avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre, 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15106-59)

**Samfel Development Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit septembre, 1959, constituant en corporation: Gregory Charlap, Arthur Shulman, avocats, Sylvia Teitlebaum, et Judith Fink, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en général comme courtiers d'immeubles et agents à commission, sous le nom de "Samfel Development Ltd.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6655 avenue Fielding, suite 3, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre, 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15175-59)

**Seaward Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1959, incorporating: Louis Orenstein, advocate, of Outremont, Marc Beaudoin, law student, of Montreal, and Huguette St-Marseille, secretary, fille majeure, of Ile Perrot, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Saleon Realties Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 20 common shares of $50 each and 90 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15388-59)

**Samco Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September 1959, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jonathan J. Robinson, advocate, and Ethel Yussem, secretary, fille majeure, both of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Samco Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15106-59)

**Samfel Development Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1959, incorporating: Gregory Charlap, Arthur Shulman, advocates, Sylvia Teitlebaum and Judith Fink, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business generally as real estate brokers and commission agents, under the name of "Samfel Development Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 9,000 preferrrd shares of $1 each.

The head office of the company will be at 6655 Fielding Avenue, Suite 3, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15175-59)

**Seaward Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du onze septembre 1959, constituant en corporation: Georges-C. Lachance, André Perreault, avocats, et Jeanine Pollet, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de quincaillerie et marchandises sèches, sous le nom de "Seaward Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 349 avenue Victoria, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1959, incorporating: Georges-C. Lachance, André Perreault, lawyers, and Jeanine Pollet, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in hardware and dry goods, under the name of "Seaward Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 349 Victoria Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13703-59)

**Sell Water Skis Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre septembre 1959, constituant en corporation: Achille-Damien Fournier, électricien municipal, Walter James Williams, constructeur, tous deux de Dorval, Jacques Lasselle, inspecteur, de Tracy, J.-A.-Henri Arsenault, commerçant, et Joseph Beaulieu, homme d'affaires, tous deux de LaSalle, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de skis aquatiques, sous le nom de "Self Water Skis Limited", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 13703-59)

**Sell Water Skis Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1959, incorporating: Achille-Damien Fournier, municipal electrician, Walter James Williams, constructor, both of Dorval, Jacques Lasselle, inspector, of Tracy, J.-A.-Henri Arsenault, tradesman, and Joseph Beaulieu, business man, both of LaSalle, for the following purposes:

To operate a business and industry dealing in water-skis under the name of "Self Water Skis Limited", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Dorval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15349-59)

**Semes Realty Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1959, constituant en corporation: Ralph L. Bercovitch, avocat, Ignatz Sikofand, teneur de livres, et Meta M. Henry, veuve, sténographe, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et développement, sous le nom de "Semes Realty Incorporated", avec un capital total de $3,000, divisé en 30 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

(A.G. 15349-59)

**Semes Realty Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1959, incorporating: Ralph L. Bercovitch, advocate, Ignatz Sikofand, bookkeeper, and Meta M. Henry, widow, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and development company, under the name of "Semes Realty Incorporated", with a total capital stock of $3,000, divided into 30 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14009-59)

**Service des Loisirs Sts-Martyrs-Canadiens de Montréal**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre septembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Barry,

(A.G. 14009-59)

**Service des Loisirs Sts-Martyrs-Canadiens de Montréal**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Jacques

emplohé de banque, Mme Willy Robert, ménagère, épouse séparée de biens de Willy Robert, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, J.-Adrien Bourgon, agent de publicité, Yvan Gravel, imprimeur, Jean-Paul Denis, vendeur, Mme William P. Burns, ménagère, épouse commune en biens de William P. Burns, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Gilles Bolduc, vendeur, Marc Jeannotte, acheteur, Paul-Henri Lavoie, journaliste, tous neuf de Montréal, et Gerald Addison, secrétaire, de Lachine, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse des Sainta-Martyrs-Canadiens, sous le nom de "Service des Loisirs Sts-Martyrs-Canadiens de Montréal".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $150,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15304-59)

**Sir John's Lake Estate Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un septembre, 1959, constituant en corporation: Roy Robertson, administrateur de commerce, de Westmount, Arthur N. Ovenden, secrétaire de corporation, de ville Mont-Royal, et André Bégin, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et construction, sous le nom de "Sir John's Lake Estates Limited", avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera $5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre, 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15394-59)

**Southeastern Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre, 1959, constituant en corporation: Elie M. Solomon, Gerald Cooper, notaires, et Gloria Williams, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Southeastern Investment Corp.", avec un capital total de $2,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 100 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre, 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

Barry, bank employee, Mrs. Willy Robert, housewife, wife separate as to property of Willy Robert, and duly authorized by him for these presents, J.-Adrien Bourgon, publicity agent, Yvan Gravel, printer, Jean-Paul Denis, salesman, Mrs. William P. Burns, housewife, wife common as to property of William P. Burns, and duly authorized by him for these presents, Gilles Bolduc, salesman, Marc Jeannotte, purchaser, Paul-Henri Lavoie, journalist, all nine of Montreal, and Gerald Addision, secretary, of Lachine, for the following purposes:

To develop recreational centers in the parish of Saints-Martyrs-Canadiens, under the name of "Service des Loisirs Sts-Martyrs-Canadiens de Montréal."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $150,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15304-59)

**Sir John's Lake Estate Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September 1959, incorporating: Roy Robertson, business executive, of Westmount, Arthur N. Ovenden, corporate secretary, of the town of Mount Royal, and André Bégin, lawyer, of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Sir John's Lake Estate Limited", with a capital stock divided into 1,000 shares having non nominal or par value and the amount with which the company will commence its operations will be $5,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15394-59)

**Southeastern Investment Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September 1959, incorporating: Elie M. Solomon, Gerald Cooper, notaries, and Gloria Williams, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Southeastern Investment Corp.", with a total capital stock of $2,000, divided into 100 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15168-59)

**Spartan Services Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf septembre 1959, constituant en corporation: Bernard Joseph Woloshen, Frank Melvin Godine, avocats, et Allan Frank, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de taxis, automobiles, autobus de tourisme, camions et toutes sortes de voitures-automobiles, sous le nom de "Spartan Services Ltd.", avec un capital total de $3,000, divisé en 300 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15274-59)

**Star Land Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1959, constituant en corporation: Charles Brownstein, de Côte St-Luc, Irving L. Adessky, de Montréal, tous deux avocats, et Elaine Welik, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Star Land Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15399-59)

**Sturbomatic Canada Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1959, constituant en corporation: Jean-Eudes Bilodeau, Léopold Ferland, Raymond Lafontaine, industriels, Laurent Bisson, Aurélien Couture, Gérard Blais, marchands, tous six de La Guadeloupe, et Georges Sturbois, technicien en électricité, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils et d'accessoires électriques ou électroniques, sous le nom de "Sturbomatic Canada Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Guadeloupe, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15011-59)

**Télé-International Productions Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 15168-59)

**Spartan Services Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1959, incorporating: Bernard Joseph Woloshen, Frank Melvin Godine, advocates, and Allan Frank, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in taxicabs, automobiles, sightseeing buses, trucks and all sorts of motor vehicles, under the name of "Spartan Services Ltd.", with a total capital stock of $3,000, divided into 300 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15274-59)

**Star Land Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1959, incorporating: Charles Brownstein, of Côte St. Luc, Irving L. Adessky, of Montreal, both advocates, and Elaine Welik, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Star Land Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15399-59)

**Sturbomatic Canada Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1959, incorporating: Jean-Eudes Bilodeau, Léopold Ferland, Raymond Lafontaine, industrialists, Laurent Bisson, Aurélien Couture, Gérard Blais, merchants, all six of La Guadeloupe, and Georges Sturbois, technician in electricity, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of electrical and electronic apparatus and accessories under the name of "Sturbomatic Canada Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Guadeloupe, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15011-59)

**Télé-International Productions Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois septembre 1959, constituant en corporation: Joseph-Alexandre DeSève, industriel, Maurice-D. Godbout, avocat, tous deux d'Outremont, André Ouimet, industriel, de Ville Mont-Royal, Paul Poulin, comptable, Georges Arpin, industriel, Rolland Blais, avocat, et Gabrielle Larose, secrétaire, fille majeure, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, louer, posséder, établir, organiser, maintenir, gérer, administrer, exploiter, tout poste de radio et/ou de télévision, sous le nom de "Télé-International Productions Inc.", avec un capital total de $200,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1405, rue Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(P.G. 15009-59)

**Télévision Maisonneuve Incorporée**
**Maisonneuve Television Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois septembre 1959, constituant en corporation: Paul Poulin, comptable, Jacques Lapierre, industriel, Rolland Blais, avocat, Madeleine Normandeau et Gabrielle Larose, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, louer, posséder, établir, organiser, maintenir, gérer, administrer, exploiter, tout poste de radio et/ou de télévision, sous le nom de "Télévision Maisonneuve Incorporée — Maisonneuve Television Incorporated", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1405, rue Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(P.G. 15080-59)

**Telmont Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf septembre 1959, constituant en corporation: Irving J. Halperin, avocat, Joseph Cassar, étudiant, tous deux de Montréal, et Hyman Rosenfeld, notaire, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et construction, sous le nom de "Telmont Investment Corp.", avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7200 rue Hutchison, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1959, incorporating: Joseph-Alexandre DeSève, industrialist, Maurice-D. Godbout, advocate, both of Outremount, André Ouimet, industrialist, of the town of Mount-Royal, Paul Poulin, accountant, Georges Arpin, industrialist, Rolland Blais, advocate, and Gabrielle Larose, secretary, spinster of full age, all four of Montreal, for the following purposes:

To acquire, rent, own, establish, organize, maintain, manage, administrate, operate any radio and/or television station, under the name of "Télé-International Productions Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 20,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1405 Maisonneuve Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15009-59)

**Télévision Maisonneuve Incorporée**
**Maisonneuve Television Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1959, incorporating: Paul Poulin, accountant, Jacques Lapierre, industrialist, Rolland Blais, advocate, Madeleine Normandeau and Gabrielle Larose, secretaries, spinsters of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire, rent, own, establish, organize, maintain, manage, administrate, operate any radio and/or television station under the name of "Télévision Maisonneuve Incorporée — Maisonneuve Television Incorporated", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1405 Maisonneuve Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 15080-59)

**Telmont Investment Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1959, incorporating: Irving J. Halperin, advocate, Joseph Cassar, student, both of Montreal, and Hyman Rosenfeld, notary, of the Town of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and construction company, under the name of "Telmont Investment Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 7200 Hutchison Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15196-59)

**The Côte St. Luc Tennis Club Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Marcus E. D. Taylor, ingénieur, Celia Chaikin, ménagère, épouse séparée de biens d'Arnold Chaikin, Glen Oman, administrateur, Robert Pollock, vendeur, Fred Fitzhugh, imprimeur, Joe Becurson, Daniel Shea, agents d'assurances, Lorne Grinstein, optométriste, John Corker, Sam Tompkins, Arnold Chaikin, tous trois administrateurs, Joan Helps, ménagère, épouse séparée de biens de Jack Helps et Irving Bromberg, administrateur, tous de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et gérer un club de tennis dans la cité Côte St-Luc, sous le nom de "The Côte St. Luc Tennis Club Corporation".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $4,000.

Le siège social de la corporation sera à Parc Wentworth, en la cité de Côte St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

(A.G. 15196-59)

**The Côte St. Luc Tennis Club Corporation**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Marcus E. D. Taylor, engineer, Celia Chaikin, housewife, wife separate as to property of Arnold Chaikin, Glen Oman, executive, Robert Pollock, salesman, Fred Fitzhugh, printer, Joe Becurson, Daniel Shea, insurance agents, Lorne Grinstein, optometrist, John Corker, Sam Tompkins, Arnold Chaikin, all three executives, Joan Helps, housewife, wife separate as to property of Jack Helps, and Irving Bromberg, executive, all of Côte St. Luc, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a tennis club in the city of Côte St. Luc, under the name of "The Côte St. Luc Tennis Club Corporation".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $4,000.

The head office of the corporation will be at Wentworth Park, in the city of Côte St. Luc, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15314-59)

**The Croun Fuel and Oil Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit septembre 1959, constituant en corporation: Seymour Spector, avocat, de Montréal, Sydney Rubin, vendeur, de Côte St-Luc, et Morris Robinson, garagiste, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pétrole, charbon, essence, bois et leurs sous-produits, sous le nom de "The Croun Fuel and Oil Company Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5817 avenue Palmer, dans la cité Côte de St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

(A.G. 15314-59)

**The Croun Fuel and Oil Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1959, incorporating: Seymour Spector, advocate, of Montreal, Sydney Rubin, salesman, of Côte St. Luc, and Morris Robinson, garage keeper, of St. Laurent, for the following purposes:

To deal in petroleum, coal, gasoline, wood and their by-products, under the name of "The Croun Fuel and Oil Company Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 5817 Palmer Avenue, in the city of Côte St. Luc, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15272-59)

**The Kruger Organization Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre, 1959, constituant en corporation: Max S. Kaufman, Joseph Roy Hoffman, Oscar Respitx et Syndey B. Sederoff, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de "The Kruger Organization Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 15272-59)

**The Kruger Organization Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September 1959, incorporating: Max S. Kaufman, Joseph Roy Hoffman, Oscar Respitz and Sydney B. Sederoff, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "The Kruger Organization Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre, 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103 P. FRENETTE.

---

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(P.G. 13740-59)

**Three Rivers Grain Employees Recreation Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Alfred Lacerte, peseur de grain, du Cap-de-la-Madeleine, Normand Mathieu, commis, et Norman Harland, peseur de grain, tous deux des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de "Three Rivers Grain Employees Recreation Club Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103-o P. FRENETTE.

---

(A.G. 13740-59)

**Three Rivers Grain Employees Recreation Club Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Alfred Lacerte, grain weigher, of Cap-de-la-Madeleine, Normand Mathieu, clerk, and Norman Harland, grain weigher, both of Trois-Rivières, for the following purposes:

To form and direct a sports club, under the name of "Three Rivers Grain Employees Recreation Club Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(P.G. 15103-59)

**Townships Land Development Company**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze septembre 1959, constituant en corporation: Joseph Edward O'Brien, avocat, de Beloeil (Station), James Brian McMullan, avocat, de Valois, et Huguette Durivage, secrétaire, fille majeure, de Westmount, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de "Townships Land Development Company", avec un capital total de $600, divisé en 60 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beloeil, comté de Verchères, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103 P. FRENETTE.

---

(A.G. 15103-59)

**Townships Land Development Company**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1959, incorporating: Joseph Edward O'Brien, attorney, of Beloeil (Station), James Brian McMullan, attorney, of Valois, and Huguette Durivage, secretary, spinster, of Westmount, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Townships Land Development Company", with a total capital stock of $600, divided into 60 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Beloeil, county of Verchères, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(P.G. 15041-59)

**Ubald Bigras & Fils Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre septembre 1959, constituant en corporation: Gaétan Bigras, de la cité de St-Martin, Jacques Bigras, de la ville de Renaud, et André Bigras, de Ste-Clothilde, tous jardiniers, pour les objets suivants:

Commerce de cultivateurs et d'épiciers, sous le nom de "Ubald Bigras & Fils Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

(A.G. 15041-59)

**Ubald Bigras & Fils Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1959, incorporating: Gaétan Bigras, of the city of St-Martin, Jacques Bigras, of the town of Renaud, and André Bigras, of Ste-Clothilde, all gardeners, for the following purposes:

To carry on a business as farmers and grocers, under the name of "Ubald Bigras & Fils Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Renaud, comté de Laval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15380-59)

**Valleyfield Iron, Metal & Steel Supplies Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1959, constituant en corporation: Carl Isaacs, marchand, de Valleyfield, David Litner, avocat, et Shirley Macklin, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du fer, de l'acier et de tous autres métaux, du minerai à ses produits finis, sous le nom de "Valleyfield Iron, Metal & Steel Supplies Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14592-59)

**Veilleux Frères Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf septembre 1959, constituant en corporation: Léonard Veilleux, agent, Clément Veilleux, vendeur, et Alphonse Dolbec, opérateur, tous de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Commerce d'eaux gazeuses, de bois et de matériaux de construction, sous le nom de "Veilleux Frères Limitée", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 370, chemin Témiscouata, Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15218-59)

**Versailles Gardens Community Association**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq septembre 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Richard Reginald Beamish, gérant, Donald Alexander MacDonald, gérant de banque, William Edward Layton, vendeur, Maurice Tougas Renaud, comptable, et William Francis Starr, gérnat de bureau, tous de Pierrefonds, pour les objets suivants:

Faboriser un esprit de communauté et de civisme entre ses membres, sous le nom de "Versailles Gardens Community Association".

The head office of the company will be in the town of Renaud, county of Laval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15380-59)

**Valleyfield Iron, Metal & Steel Supplies Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1959, incorporating: Carl Isaacs, merchant, of Valleyfield, David Litner, advocate, and Shirley Macklin, secretary, fille majeure et usant de ses droits, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in iron and steel and all other metals from the ore to the finished products thereof, under the name of "Valleyfield Iron, Metal & Steel Supplies Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 14592-59)

**Veilleux Frères Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of September, 1959, incorporating: Léonard Veilleux, agent, Clément Veilleux, salesman, and Alphonse Dolbec, operator, all of Rivières-du-Loup, for the following purposes:

To carry on a business dealing effervescent drinks, lumber, and building materials, under the name of "Veilleux Frères Limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of a par value of $100 each, and into 5,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 370 Témiscouata Road, Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15218-59)

**Versailles Gardens Community Association**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Richard Reginald Beamish, manager, Donald Alexander MacDonald, bank manager, William Edward Layton, salesman, Maurice Tougas Renaud, accountant, and William Francis Starr, office manager, all of Pierrefonds, for the following purposes:

To encourage a spirit of community citizenship among its members, under the name of "Versailles Gardens Community Association".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15267-59)

**Vesta Export & Import Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept septembre 1959, constituant en corporation: Edward S. Berger, avocat, Shirley Simon et Claude Morin, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de filés, de fils et de tissus textiles, sous le nom de "Vesta Export & Import Ltd.", avec un capital total de $2,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 1,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3116 avenue Brighton, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15395-59)

**Wildtree Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1959, constituant en corporation: Elie M. Solomon, Gerald Cooper, notaires, et Gloria Williams, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Wildtree Investment Corp.", avec un capital total de $2,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 100 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15174-59)

**Wymark Development Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze septembre 1959, constituant en corporation: Harry L. Aronovitch, avocat, de Côte St-Luc, Samuel Chait, Marvin B. Gameroff, avocats, et John Hamilton, secrétaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Wymark Development Corporation", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15267-59)

**Vesta Export & Import Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September 1959, incorporating: Edward S. Berger, advocate, Shirley Simon and Claude Morin, secretaries, fille majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all yarns and threads and fabric materials, under the name of "Vesta Export & Import Ltd.", with a total capital stock of $2,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 1,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 3116 Brighton Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15395-59)

**Wildtree Investment Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1959, incorporating: Elie M. Solomon, Gerald Cooper, notaires, and Gloria Williams, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Wildtree Investment Corp.", with a total capital stock of $2,000, divided into 100 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15174-59)

**Wymark Development Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1959, incorporating: Harry L. Aronovitch, advocate, of Côte St. Luc, Samuel Chait, Marvin B. Gameroff, advocates, and John Hamilton, secretary, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Wymark Development Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $1 each and 36,000 preferred shares of a par value of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera 1255 rue University, suite 1612, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15203-59)

**Youville Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze septembre 1959, constituant en corporation: Murray Lapin, de la ville de Hampstead, Alan B. Gold et Morris M. Weiner, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Acquérir, administrer et exploiter certaine propriété immobilière dans le but d'en retirer les revenus qui en proviennent, sous le nom de "Youville Investment Corp.", avec un capital total de $1,500, divisé en 1,500 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 977 ouest, rue Jean Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

(P.G. 15312-59)

**Zel-Nor Investment Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit septembre 1959, constituant encorporation: Max M. Teitelbaum, Irving I. Finkelberg et John L. Liberman, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Zel-Nor Investment Corp.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 2,250 actions privilégiées catégorie "A" et 2,250 actions privilégiées catégorie "B" d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

---

The head office of the company will be at 1255 University Street, Suite 1612, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15203-59)

**Youville Investment Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1959, incorporating: Murray Lapin, of the town of Hampstead, Alan B. Gold and Morris M. Weiner, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To acquire, administer and operate certain immoveable property for the sake of deriving revenue therefrom, under the name of "Youville Investment Corp.", with a total capital stock of $1,500, divided into 1,500 shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 977 Jean Talon Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15312-59)

**Zel-Nor Investment Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of September, 1959, incorporating: Max M. Teitelbaum, Irving I. Finkelberg and John L. Liberman, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Zel-Nor Investment Corp.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each, 2,250 Class "A" preference shares and 2 250 Class "B" preference shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

---

## Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 15129-59)

**Argenteuil Development Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier octobre 1959, à la compagnie "Morin Heights Development Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 3 octobre 1958, 1° changeant son nom en celui de "Argenteuil Develop-

## Supplementary Letters Patent

(A.G. 15129-59)

**Argenteuil Development Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October first, 1959, to the company "Morin Heights Development Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of October 3, 1958, 1. changing its name into that of "Argenteuil Development Inc."; 2. changing the place of its head office of Morin

ment Inc."; 2° changeant l'endroit de son siège social de Morin Heights à Weir, comté d'Argenteuil, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14980-59)

**Arlaw Investments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux septembre 1959, à la compagnie "Rose Jobbing Co. Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 14 avril 1949, 1° changeant son nom en celui de "Arlaw Investments Inc."; 2° réduisant son capital de $40,000 à $20,000, le capital-actions annulé étant divisé en 200 actions privilégiées de $100 chacune; 3° subdivisant et convertissant 200 actions communes de $100 chacune en 2,000 actions communes de $1 chacune, 3,000 actions privilégiées avec droit de vote de $1 chacune et en 15,000 actions privilégiées sans droit de vote de $1 chacune; 4° augmentant son capital de $20,000 à $40,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 20,000 actions privilégiées sans droit de vote de $1 chacune; 5° étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15119-59)

**Canadian Shoe Pattern Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un septembre 1959, à la compagnie "Canadian Shoe Pattern Co. Ltd.", 1° réduisant son capital de $20,000 à $12,000, le capital-actions annulé étant divisé en 80 actions ordinaires non émises de $100 chacune; 2° augmentant son capital ainsi réduit de $12,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 88,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15131-59)

**Charles E. Frosst & Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du six octobre 1959, à la compagnie "Charles E. Frosst & Co.", ratifiant: 1° son règlement spécial "E", *a*) changeant 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 40,000 actions ordinaires de $5 chacune; *b*) changeant et subdivisant chacune des 1,325 actions ordinaires de $5 en 20 actions classe "A" d'une valeur au pair de $1 chacune; *c*) changeant et subdivisant chacune des 38,675 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune en 15 actions

Heights at Weir, county of Argenteuil, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 14980-59)

**Arlaw Investments Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated twenty-second day of September, 1959, to the company "Rose Jobbing Co. Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of April 14, 1949, 1. changing its name into that of "Arlaw Investments Inc."; 2. reducing its capital stock from $40,000, to $20,000, the cancelled capital stock being divided into 200 preferred shares of $100 each; 3. subdividing and converting 200 common shares of $100 each into 2,000 common shares of $1 each, 3,000 preferred shares with right to vote from $1 each and into 15,000 preferred shares without right to vote of $1 each; 4. increasing its capital stock from $20,000 to $40,000, the additional capital stock being divided into 20,000 preferred shares without right to vote of $1 each; 5. extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15119-59)

**Canadian Shoe Pattern Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-first day of September, 1959, to the company "Canadian Shoe Pattern Co. Ltd.", 1. reducing its capital stock from $20,000 to $12,000, the cancelled capital stock being divided into 80 unissued ocmmon shares of $100 each; 2. increasing its capital stock thus reduced from $12,000 to $100,000, the additional capital stock being divided into 88,000 preferred shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15131-59)

**Charles E. Frosst & Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October sixth, 1959, to the company "Charles E. Frosst & Co.", ratifying: 1. its special by-law "E", *a*) changing 40,000 common shares of no par value into 40,000 common shares of $5 each; *b*) changing and subdividing each of the 1,325 common shares of $5 into 20 shares of class "A" of a par value of $1 each; *c*) changing and subdividing each of the 38,675 common shares of a par value of $5 each into 15 class "A" shares of a par value of $1 each and into 5

classe "A" d'une valeur au pair de $1 chacune et en 5 actions classe "B" d'une valeur au pair de $1 chacune; *d*) changeant 6,625 actions classe "A" non émises en 6,625 actions classe "B"; *e*) changeant et subdivisant chacune des 20,000 actions privilégiées non émises d'une valeur au pair de $10 chacune en 10 actions classe "A", et déterminant les priviléges attachés à ces actions; 2° son règlement spécial "F", réduisant son capital par l'annulation de 44,441 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune, de sorte que le capital sera à l'avenir de $1,000,000, divisé en 800,000 actions classe "A" d'une valeur au pair de $1 chacune et en 200,000 actions classe "B" d'une valeur au pair de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

class "B" shares of a par value of $1 each; *d*) changing 6,625 class "A" unissued into 6,625 class "B" shares; *e*) changing and subdividing each of the 20,000 unissued preferred shares of a par value of $10 each into 10 class "A" shares, and determining the privileges attached to the shares; 2. its special by-law "F", reducing its capital stock by the cancellation of 44,441 preferred shares of a par value of $10 each, so that the capital stock shall be, in future, $1,000,000, divided into 800,000 class "A" shares of a par value of $1 each and into 200,000 class "B" shares of a par value of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14973-59)

**Fairview Investment Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier septembre 1959, à la compagnie "Fairview Investment Corporation", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le premier septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 14973-59)

**Fairview Investment Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated first day of September, 1959, to the company "Fairview Investment Corporation", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15336-59)

**Fournier Shoes Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux septembre 1959, à la compagnie "R. Fournier & Fils Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 9 août 1957, changeant son nom en celui de "Fournier Shoes Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 15336-59)

**Fournier Shoes Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated twenty-second day of September, 1959, to the company "R. Fournier & Fils Ltée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of August 9, 1957, changing its name into that of "Fournier Shoes Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13430-59)

**Eastern Kitchen Equipment Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize septembre 1959, à la compagnie "Kitchen-Aid Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 30 janvier 1959, 1° changeant son nom en celui de "Eastern Kitchen Equipment Inc.", 2° étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 13430-59)

**Eastern Kitchen Equipment Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of September, 1959, to the company "Kitchen-Aid Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of January 30, 1959, 1. changing its name into that of "Eastern Kitchen Equipment Inc.", 2. extinding its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15032-59)

**Garage Beaulieu & Fils Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit septembre 1959, à la compagnie "St-Félicien Automobiles Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 10 octobre 1956, changeant son nom en celui de "Garage Beaulieu & Fils Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14696-58)

**Garage Riviera Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-quatre août 1959, à la compagnie "Frigon & Bouvier Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en 14 avril 1954, 1° changeant son nom en celui de "Garage Riviera Ltée"; 2° augmentant son capital de $60,000 à $130,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 cahcune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14894-59)

**Crevier (Rimouski) Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un septembre 1959, à la compagnie "Crevier (Rimouski) Limitée", 1° réduisant son capital de $10,000 à $9,000, le capital-actions annulé étant divisé en 10 actions de $100 chacune; 2° ajoutant à ses lettres patentes antérieures des restrictions touchant le transfert des actions.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15298-59)

**Mar-Pil Construction, Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un septembre 1959, à "La Compagnie de Construction Marcotte & Pilon Limitée — Marcotte & Pilon Construction Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 1er août 1956, changeant son nom en celui de "Mar-Pil Construction, Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

52103-o P. FRENETTE.

---

(A.G. 15032-59)

**Garage Beaulieu & Fils Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eighteenth day of September, 1959, to the company "St-Félicien Automobiles Ltée" incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of October 10, 1956, changing its name into that of "Garage Beaulieu & Fils Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 14696-58)

**Garage Riviera Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated twenty-fourth day of August, 1959, to the company "Frigon & Bouvier Ltée", incorportted under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of April 14, 1954, 1. changing its name into that of "Garage Riviera Ltée"; 2. increasing its capital stock of $60,000 to $130,000, the additional capital stock being divided into 500 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1959.

P. FRENETTE,

52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 14894-59)

**Crevier (Rimouski) Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-first day of September, 1959, to the company "Crevier (Rimouski) Limitée", 1. reducing its capital stock from $10,000 to $9,000, the cancelled capital stock being divided into 10 shares of $100 each; 2. adding to its previous letters patent restrictions affecting the transfer of shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 15298-59)

**Mar-Pil Construction, Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-first day of September, 1959, to "La Compagnie de Construction Marcotte & Pilon Limitée — Marcotte & Pilon Construction Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of August 1st, 1956, changing its name into that of "Mar-Pil Construction, Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1959.

P. FRENETTE,

52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15031-59)

**Maurice Lépine Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-trois septembre 1959, à la compagnie "Maurice Lépine Limitée", augmentant son capital de $60,000 à $300,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,800 actions privilégiées de $100 chacune et en 600 actions communes de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14697-58)

**Meco Litho Plate Marking Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinq septembre 1959, à la compagnie "Litho Plate Making Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 4 février 1953, sous le nom primitif de "Office Sales & Services Co. Inc.", et par lettres patentes supplémentaires en date du 14 janvier 1959, changeant ledit nom primitif en celui de "Litho Plate Making Ltd.", changeant son nom en celui de "Meco Litho Plate Making Ltd.".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 11382-54)

**Montreal Construction Supply & Equipment Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre septembre 1959, à la compagnie "Montreal Construction Supply & Equipment Ltd.", ratifiant son règlement N° XVII, augmentant son capital autorisé par la création de 15,000 actions privilégiées (2ième classe) de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14917-59)

**New Westminster Investments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit août 1959, à la compagnie "New Westminster Investments Inc.", modifiant les dispositions de ses lettres patentes en y fixant le montant avec lequel ladite compagnie commencera ses opérations à $50,000 au lieu de $100,000.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit août 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

---

(A.G. 15031-59)

**Maurice Lépine Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-third day of September, 1959, to the company "Maurice Lépine Limitée", increasing its capital stock from $60,000 to $300,000, the additional capital stock being divided into 1,800 preferred shares of $100 each and into 600 common shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 14697-58)

**Meco Litho Plate Marking Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-fifth day of September, 1959, to the company "Litho Plate Making Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of February 4, 1953, under the original name of "Office Sales & Services Co. Inc.", and by letters supplementary patent dated January 14, 1959, changing the said original neme into that of "Litho Plate Making Ltd.", again changing its name into that of "Meco Litho Plate Making Ltd.".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 11382-54)

**Montreal Construction Supply & Equipment Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated fourth day of September, 1959, to the company "Montreal Construction Supply & Equipment Ltd.", ratifying its by-law N° XVII, increasing its capital stock authorized by the creation of 15,000 preferred shares (2nd class) of $100 ecah.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

---

(A.G. 14917-59)

**New Westminster Investments Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of August, 1959, to the company "New Westminster Investments Inc.", modifying the provisions of its letters patent by fixing therein the amount with which the said company shall start its operations to $50,000, instead of $100,000.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of August, 1959.

P. FRENETTE.
52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15261-59)

**Poulin & Garneau Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-sept septembre 1959, à la compagnie "Poulin & Paré Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 13 juin 1955, changeant son nom en celui de "Poulin & Garneau Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 15261-59)

**Poulin & Garneau Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the seventeenth day of September, 1959, to the company "Poulin & Paré Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of June 13, 1955, changing its name into that of "Poulin & Garneau Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14738-59)

**R. S. Associates Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux septembre 1959, à la compagnie "Progress Metal Stampings Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 18 février 1957, changeant son nom en celui de "R. S. Associates Ltd.".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(A.G. 14738-59)

**R. S. Associates Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated twenty-second day of September, 1959, to the company "Progress Metal Stampings Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of February 18, 1957, changing its name into that of "R. S. Associates Ltd.".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15251-59)

**Sivaco Wire & Nail Company**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-septième jour de septembre 1959 à la compagnie "Sivaco Wire & Nail Company", 1° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes, concernant les privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées, catégorie "A"; 2° augmentant son capital de $500,000 à $750,000, par la création de 2,500 actions privilégiées, catégorie "C", de $100 chacune.

Daté au bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103 P. FRENETTE.

(A.G. 15251-59)

**Sivaco Wire & Nail Company**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the seventeenth day of September, 1959, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Sivaco Wire & Nail Company", 1. modifying certain dispositions of its letters patent as regards the privileges and restrictions attaching to its class "A" preferred shares; 2. increasing its capital from $500,000 to $750,000, by the creation of 2,500 class "C" preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 15118-59)

**The Mount Royal Dairies & Company Limited**
**Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux septembre 1959, à la compagnie "The Mount Royal Dairies & Company Limited — Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée", augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant de 2,040 actions ordinaires sans valeur au pair, et fixant le montant avec lequel ladite compagnie continuera ses opérations à non moins de $620,200.

(A.G. 15118-59)

**The Mount Royal Dairies & Company Limited**
**Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated twenty-second day of September, 1959, to the company "The Mount Royal Dairies & Company Limited— Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée", increasing its capital stock, the additional capital stock being of 2,040 common shares without par value, and fixing the amount with which the said company shall continue its operations at not less than $620,200.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(P.G. 11246-59)

**Val-Mar Swimming Pools Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-quatre septembre 1959, à la compagnie "Valois Construction Incorporated", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 3 décembre 1948, 1° changeant son nom en celui de "Val-Mar Swimming Pools Inc."; 2° créant et émettant 150 actions ordinaires de $100 chacune en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11246-59)

**Val-Mar Swimming Pools Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated twenty-fourth day of September, 1959, to the company "Valois Construction Incorporated", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of December 3, 1948, 1. changing its name into that of "Val-Mar Swimming Pools Inc."; 2. creating and issuing 150 common shares of $100 each into 150 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

## Demandes à la Législature

LA CORPORATION DE GAZ CARTIER
CARTIER GAS CORPORATION

Avis est par les présentes donné que "La Corporation de Gaz Cartier — Cartier Gas Corporation" s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

*a*) L'autoriser à:

1° Acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tous droits de passage, servitudes et terrains nécessaires pour la construction de pipe-lines pour la transmission et la distribution du gaz naturel dans un territoire comprenant tous les comtés de la province de Québec situés au sud du fleuve St-Laurent jusqu'a la frontière des États-Unis et s'étendant vers l'est jusqu'aux comtés de Nicolet, Mégantic et Frontenac inclusivement, et au nord du fleuve St-Laurent les comtés de Vaudreuil, Soulange, St-Maurice, Trois-Rivières, Champlain, Laviolette, Portneuf, Montmorency, Québec, Québec-Est, St-Sauveur, Québec-Ouest et Québec-Centre, sauf quant à la distribution du gaz le territoire mentionné à l'article 6 des statuts de Québec 4-5 Elizabeth II, chapitre 157, tel que modifié par le chapitre 41 de 5-6 Elizabeth II;

2° Acquérir, de gré à gré, tout système de distribution de gaz, avec toutes les franchises, droits de passage et servitudes s'y rattachant, et à exercer ces franchises, droits de passage et servitudes;

3° Exercer dans les limites du territoire décrit ci-dessus les pouvoirs énoncés en ce qui concerne le gaz, dans les dispositions des articles 63 à 71 et 73 à 76 inclusivement de la Loi des compagnies de gaz et d'eau (Statuts refondus, 1941, chapitre 294);

4° Obtenir de toute corporation municipale comprise dans le territoire ci-dessus, sur simple résolution, sans autre formalité, une franchise n'excédant pas vingt-cinq (25) ans et comportant le droit exclusif de vendre et distribuer le gaz par tuyau ou autrement et de placer les tuyaux et autres accessoires nécessaires dans les limites de leur territoire respectif.

*b*) Déclarer valides et légaux certaines résolutions et certains contrats déjà passés par centaines

## Applications to Legislature

CARTIER GAS CORPORATION
LA CORPORATION DE GAZ CARTIER

Notice is hereby given that "Cartier Gas Corporation — La Corporation de Gaz Cartier" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an Act for the following purposes:

*a*) Authorize it to:

1. Acquire, by agreement or by expropriation, all rights of way, servitudes and lands necessary for the construction of pipelines for the conveyance and distribution of natural gas in a territory comprising all the counties of the Province of Quebec situated south of the St. Lawrence River up to the border of the United States and extending eastward to and including the counties of Nicolet, Megantic and Frontenac, and on the north of the St. Lawrence River the counties of Vaudreuil, Soulange, St. Maurice, Trois-Rivières, Champlain, Laviolette, Portneuf, Montmorency, Quebec, Quebec-East, St. Sauveur, Quebec-West and Quebec-Centre, save and except as regards the distribution of gas the territory referred to in article 6 of 4-5 Elizabeth II, chapter 157, as amended by 5-6 Elizabeth II chapter 41;

2. Acquire, by agreement, any system of gas distribution, with all the franchises, rights of way and servitudes connected therewith, and to exercise such franchises, rights of way and servitudes;

3. Exercise within the limits of the territory described above, the powers set forth respecting gas in the provisions of sections 63 to 71 and 73 to 76 inclusive, of the Gas and Water Companies Act (Revised Statutes, 1941, chapter 294);

4. Obtain from any municipal corporation comprised in the above territory, on mere resolution, without any other formality, a franchise not exceeding twenty-five (25) years and giving it the exclusive right to sell and distribute gas through pipes or otherwise and to lay pipes and other necessary accessories within the limits of their respective territory.

*b*) Declare valid and legal certain resolutions and certain agreements already executed with

corporations municipales dans ledit territoire.

Et pour autres fins.

Québec, P.Q., le 24 septembre 1959.

La Requérante,
LA CORPORATION DE GAZ CARTIER
51879-43-4-o CARTIER GAS CORPORATION.

---

## RUSSELL LUKASIEWICZ

Avis est par les présentes donné que "Russell Lukasiewicz", inspecteur, de Montréal, présentera une pétition à la prochaine session de la Législature de Québec pour l'adoption d'une loi changeant son nom de famille et celui de son fils Derrick Michael en celui de Lukas et pour autres fins.

Montréal, P.Q., le 15 octobre 1959.

Les Procureurs du requérant,
COMMON, HOWARD, CATE,
OGILVY, BISHOP, COPE,
51846-43-4-o PORTEOUS & HANSARD.

---

## SAGUENAY GENERAL HOSPITAL
## HÔPITAL GÉNÉRAL DU SAGUENAY

Avis est par les présentes donné que "Saguenay General Hospital — Hôpital Général du Saguenay", corporation constituée sous l'autorité de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera à la législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi concernant la composition de son Bureau des Gouverneurs et l'élection de ces derniers.

Chicoutimi, le 16 octobre 1959.

Le procureur de la requérante,
51847-43-4-o JULES LANDRY.

---

## SUCCESSION, J. LABRÈCHE

Avis est, par les présentes, donné que M. Euclide Labrèche, commerçant de la cité de Joliette, exécuteur testamentaire de Joseph Labrèche, en son vivant des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi concernant le Testament dudit Joseph Labrèche, et plus particulièrement aux fins d'autoriser la vente d'un immeuble compris dans la succession.

Montréal, le 16 octobre 1959.

Le Procureur du pétitionnaire,
ALBERT LANGEVIN.
Suite 1807, Édifice Aldred,
507, Place d'Armes,
Montréal. 51849-43-4-o

---

## CORPORATION DE LA CITÉ
## DU CAP-DE-LA-MADELEINE

Avis est, par les présentes, donné que la "Corporation de la Cité du Cap-de-la-Madeleine", s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

1° Pour confirmer et ratifier à toutes fins que de droit les ententes intervenues entre la Corporation de la Cité du Cap-de-la-Madeleine et certaines industries situées dans ses limites:

2° Pour amender la loi se rapportant aux emprunts pour fins municipales et industrielles (art. 4 de 15-16-Geo. VI, chap. 76) et en augmenter le montant:

certain municipal corporations in the above territory.

And for other purposes.

Quebec, P.Q., September 24, 1959.

CARTIER GAS CORPORATION
LA CORPORATION DE GAZ CARTIER,
51879-43-4-o Petitioner.

---

## RUSSELL LUKASIEWICZ

Notice is hereby given that "Russell Lukasiewicz", inspector, of Montreal will apply at the next session of the Quebec Legislature for an act to change his family or surname and that of his son Derrick Michael to that of Lukas and for other purposes.

Montreal, P.Q., October 15th, 1959.

COMMON, HOWARD, CATE,
OGILVY, BISHOP, COPE,
PORTEOUS & HANSARD,
51846-43-4-o Attorneys for Petitioner.

---

## SAGUENAY GENERAL HOSPITAL
## HÔPITAL GÉNÉRAL DU SAGUENAY

Notice is hereby given that "Saguenay General Hospital — Hôpital Général du Saguenay", corporation constituted under the authority of Part 3 of the Quebec Companies Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act concerning the composition of its Board of Governors and their election.

Chicoutimi, 16th October, 1959.

JULES LANDRY,
51847-43-4-o Attorney for the petitioner.

---

## J. LABRÈCHE, ESTATE

Notice is hereby given that Mr. Euclide Labrèche, merchant, of the city of Joliette, testamentary executor of Joseph Labrèche, in his lifetime of the city and district of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the enactement of an Act concerning the last will of Joseph Labrèche, and more particularly to authorize the sale of an imovable comprised in the estate.

Montreal, October 16th, 1959.

ALBERT LANGEVIN,
Attorney for the petitioner.
Suite 1807, Aldred Building,
507, Place d'Armes,
Montreal. 51849-43-4-o

---

## CORPORATION DE LA CITÉ
## DU CAP-DE-LA-MADELEINE

Notice is hereby given that the "Corporation de la Cité du Cap-de-la-Madeleine", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of a special act for the following purposes:

1. To confirm and ratify for all legal purposes the agreements entered into between the Corporation of the City of Cap-de-la-Madeleine and certain industries situated within its limits:

2. To amend the act respecting loan for municipal and industrial purposes (sec. 4 of 15-16-Geo. VI, chap. 76) and to increase the amount thereof:

3° Pour toutes autres fins que de droit.

Donné au Cap-de-la-Madeleine, ce 15 octobre 1959.

Le Procureur de la Cité
du Cap-de-la-Madeleine,
LÉON MÉTHOT.

51850-43-4-o

3. For all other legal purposes.

Given at Cap-de-la-Madeleine, this 15th day of October, 1959.

LÉON MÉTHOT,
Attorney for the City
of Cap-de-la-Madeleine.

51850-43-4-o

## SUCCESSION LEFEBVRE

Avis est par les présentes donné que Omer Lefebvre et Maurice Lefebvre, tous deux cultivateurs de Saint-Constant, comté de Laprairie, Jean-Jacques Lefebvre, archiviste, Conrad Lefebvre, instituteur, Marcelle Lefebvre, fille majeure, tous trois des cité et district de Montréal et Albert Lefebvre, médecin-vétérinaire, de la cité de Saint-Lambert, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins:

*a*) d'autoriser Omer Lefebvre à vendre une terre située en la paroisse de Saint-Constant, comté de Laprairie, et composée des lots numéros 381, 382, 383, 384, 210-1 en partie, 211, 212-1, 213-1, 214-1, 215, du cadastre de la paroisse de Saint-Constant;

*b*) de faire déterminer les conditions auxquelles ledit immeuble pourra être vendu;

*c*) d'autoriser la distribution, à même le prix de vente, de certains montants à diverses personnes pouvant avoir des intérêts dans ledit immeuble;

*d*) de faire déterminer la façon dont sera placé le produit de telle vente;

Et pour autres fins.

Montréal, ce 17 octobre 1959.

Les Procureurs des pétitionnaires,
BADEAUX FILION BADEAUX
& BÉLAND.

51874-43-4-o

## ESTATE OF LEFEBVRE

Notice is hereby given that Omer Lefebvre, and Maurice Lefebvre, both farmers, of Saint-Constant, county of Laprairie, Jean-Jacques Lefebvre, archivist, Conrad Lefebvre, teacher, Marcelle Lefebvre, spinster, all three of the city and district of Montreal, and Albert Lefebvre, veterinary surgeon, of the city of Saint-Lambert, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act for the following purposes:

*a*) to authorize the said Omer Lefebvre to sell a farm situated in the parish of Saint-Constant, county of Laprairie, and being the lots numbers 381, 382, 383, 384, 210-1 in part, 211, 212-1, 213-1, 214-1, 215, of the cadastre of the parish of Saint-Constant;

*b*) to determine the conditions at which the said immoveable may be sold;

*c*) to authorize the distribution, out of the profits of the sale price, of certain amounts to the several persons who may have certain interests in the said immoveable;

*d*) to determine the manner in which the proceeds of the sale shall be invested;

And for other purposes.

Montreal, October the 17th, 1959.

BADEAUX FILION BADEAUX
& BÉLAND,
Attorneys for the petitioners.

51874-43-4-o

## SUCCESSION ÉTIENNE DÉCARIE

Avis est par les présentes donné que Jean-Louis Décarie, commis, tant personnellement que pour autoriser son épouse Marcelle Béique-Décarie, aux fins des présentes, et ladite Marcelle Béique-Décarie, Pierre Décarie, commis, Honoré Décarie, commis, tous des cité et district de Montréal, Marcelle Dionne, épouse de Germain Caron, avocat, de Louiseville, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et Louise Lemieux-Perron, veuve de Philippe Perron, de la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins:

*a*) de faire déclarer qu'aux termes de la donation entre-vifs consentie par Benjamin Décarie à Étienne Décarie, son fils, le 17 juin 1914, devant Me Jos. A. Brunet, notaire, sous le numéro 10790 des minutes dudit notaire, ledit Étienne Décarie, donataire, avait droit de disposer par testament des biens faisant l'objet de la donation entre-vifs;

*b*) de faire déclarer qu'en léguant lesdits biens par son testament du 31 août 1949, passé devant Me F. X. Forest, notaire, sous le numéro 4494 des minutes dudit notaire, ledit Étienne Décarie a agi légalement et dans la limite de ses droits;

Et pour autres fins.

Montréal, ce 19 octobre 1959.

Les Procureurs des pétitionnaires,
BADEAUX FILION BADEAUX
& BÉLAND.

51875-43-4-o

## ESTATE OF ÉTIENNE DÉCARIE

Notice is hereby given that Jean-Louis Décarie, clerk, personally and to authorize his wife Marcelle Béique-Décarie, and the said Marcelle Béique-Décarie, Pierre Décarie, clerk, Honoré Décarie, clerk, all of the city and district of Montreal, Marcelle Dionne, wife of Germain Caron, barrister, of Louiseville, and the said Germain Caron to authorize his wife, and Louise Lemieux-Perron, widow of the late Philippe Perron, of the municipality of Saint-Vincent-de-Paul, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act for the following purposes:

*a*) to have it declared that, under the terms of a certain deed of gift inter vivos by the late Benjamin Décarie to his son, Étienne Décarie, passed on the 17th of June 1914 before Jos. A. Brunet, notary, under number 10790 of his minutes, the said Étienne Décarie, the donee, was empowered to dispose, by last will and testament, of the properties given to him under the said deed of gift inter vivos;

*b*) to have it declared that in bequeathing the said properties by his last will and testament dated August the 31st, 1949, and passed before F. X. Forest, notary, under number 4494 of his minutes, the said Étienne Décarie acted legally and within the limits of his right;

And for other purposes.

Montreal, October the 19th, 1959.

BADEAUX FILION BADEAUX
& BÉLAND,
Attorneys for the petitioners.

51875-43-4-o

## UNION ST-JOSEPH À ST-ROCH DE QUÉBEC

Avis public est donné que "l'Union St-Joseph à St-Roch de Québec", société de prévoyance et de secours mutuel s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi l'autorisant à fusionner son administration à celle de "La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie", pour fins d'économie et de progrès et à l'avantage de ses administrés.

Québec, le 19 octobre 1959.

Le Procureur de la pétitionnaire,
GABRIEL-M. PELLETIER, avocat.

51876-43-4-o

## UNION ST-JOSEPH À ST-ROCH DE QUÉBEC

Public notice is hereby given that "l'Union St-Joseph à St-Roch de Québec", a mutual society of foresight and assistance, shall require the Legislature of Quebec, at its next session to adopt a private bill to be entitled to merge its administration to "La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie", for purposes of economy and progress, and to the benefit of those whose affairs it administer.

Quebec, October 19th, 1959.

GABRIEL-M. PELLETIER, advocate,
Attorney for the petitioner.

51876-43-4-o

## CORPORATION DU VILLAGE DE SHAWINIGAN SUD

Avis est par les présentes donné que la "Corporation du Village de Shawinigan Sud", s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour les motifs suivants:

1° Demander l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir des pouvoirs d'homologation et de zonage;

2° Verser des indemnités au maire et aux conseillers;

3° Nommer un ingénieur gérant;

4° Règlementer et taxer les machines distributrices automatiques de marchandises ainsi que tout appareil de jeu mécanique autorisé par les loi en vigueur;

5° Règlementer et interdire l'exploitation de tout commerce sur les rues situées en la municipalité;

6° D'imposer et de percevoir des taxes en la municipalité de Shawinigan Sud de même que dans les municipalités environnantes;

7° Et pour toutes autres fins jugées utiles.

Shawinigan-Sud, ce 19ième jour d'octobre 1959.

Le Procureur de la pétitionnaire,
la Corporation du village de Shawinigan Sud,
ROSAIRE LAJOIE, C.R.

51877-43-4-o

## CORPORATION OF THE VILLAGE OF SHAWINIGAN SUD

Public notice is hereby given that the "Corporation of the village of Shawinigan Sud", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the adoption of an Act for the following purposes:

1. To obtain powers for zoning and building regulations;

2. To allow to pay the mayor and councillors for their services;

3. To appoint a manager engineer;

4. To regulate and tax the automatic distributors or mechanical vending apparatus and also any mechanical apparatus authorized by laws;

5. To regulate and prohibit any business on the public streets located in the municipality;

6. To tax and collect taxes as well in the municipality of Shawinigan Sud as well as in the neighbouring municipalities;

7. And also for any other usefull purposes.

Shawinigan Sud, October 19th, 1959.

ROSAIRE LAJOIE, C.R.,
Attorney for the
Corporation of the Village of Shawinigan-Sud.

51877-43-4-o

## SUCCESSIONS BAILLARGEON

Avis est par les présentes donné que les représentants légaux de feu Charles-J. Baillargeon, notaire, et de feu Elzéar Baillargeon, avocat, en leur vivant tous deux de la cité de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de confirmer et valider leur titre exclusif de propriété aux droits de surface, libre de tout droit d'usage et d'occupation quelconque sur les lots numéros treize-B (13-B) treize-D (13-D) du rang V, du cadastre officiel du canton Thetford, comté de Mégantic, et aux droits de mines pour les métaux supérieurs dans et sur la demie nord-ouest du lot originaire numéro treize (13) aujourd'hui connue comme étant les lots treize-A (13-A) treize-B (13-B) et treize-D (13-D) du rang V, canton Thetford, dudit cadastre.

Quebec, le 19 octobre 1959.

Le Procureur des pétitionnaires,
51878-43-4-o UBALD DÉSILETS.

## BAILLARGEON ESTATES

Notice is hereby given that the legal representatives of the late Charles-J. Baillargeon, notary, and the late Elzéar Baillargeon, advocate, in their lifetime both of the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of an Act to confirm and validate their exclusive property title to the surface rights, without rights of use and occupation whatsoever on lots numbers thirteen-B (13-B) thirteen-D (13-D) of range V, of the official cadaster for the Thetford Township county of Megantic, and to mining rights for superior metals in and on the north-west/half of original lot number thirteen (13) presently known as lots thirteen-A (13-A) thirteen-B (13-B) and thirteen-D (13-D) of range V, Thetford Township, of the said cadaster.

Quebec, October 19, 1959.

UBALD DÉSILETS,
51878-43-4 Attorney for the petitioners.

## LAKESHORE UNITARIAN CHURCH

Avis public est par les présentes donné que "Lakeshore Unitarian Church", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa

## LAKESHORE UNITARIAN CHURCH

Public notice is hereby given that "Lakeshore Unitarian Church", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for

prochaine session, pour l'adoption d'une loi autorisant ladite église à faire authentiquer et à faire tenir pour elle par son ministre des registres pour des actes de l'état civil, et autorisant le ministre de ladite église ou tout ministre ou clerc de l'Église unitarienne à inscrire dans lesdits registres des actes de l'état civil, lesdits registres et actes de l'état civil ayant la même force légale et la même authenticité que les registres et les actes de l'état civil tenus et inscrits en vertu de l'article 42 du Code civil.

Montréal, le 20 octobre 1959.

Les Procureurs de la requérante,
51890-43-4-o HIBBARD & GRIGG.

---

## LA PROVINCE CANADIENNE DES RELIGIEUX DE SAINT-VINCENT DE PAUL

Avis est par les présentes donné que La Province Canadienne des Frères de Saint-Vincent de Paul s'adressera à la Législature provinciale à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi lui permettant de changer de nom en remplaçant dans son nom le mot "Frères" par le mot "Religieux".

Québec, le 20 octobre 1959.

Pour la pétitionnaire,
51891-43-4-o FRÈRE J. NAP. PELCHAT, S.V.

---

## DAME GABRIELLE COUTURE

Avis est par les présentes donné que dame Gabrielle Couture, veuve de Georges-Antoine Rioux, de la cité de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins de donner effet aux donations entre-vifs et à cause de mort, ainsi qu'aux conventions matrimoniales dont la loi requiert l'enregistrement contenues au contrat de mariage signé par Georges-Antoine Rioux et Gabrielle Couture devant Me Raymond Cossette, notaire, le 7 septembre 1934 sous le numéro 116 des minutes dudit notaire, enregistré le 5 décembre 1945 sous le numéro 29911, folio 550, registre A, volume 39 au bureau d'enregistrement du comté de Témiscamingue à Ville-Marie, nonobstant le défaut d'enregistrement dudit contrat de mariage du vivant dudit Georges-Antoine Rioux et validant les ventes faites par ladite Gabrielle Couture Rioux des immeubles à elle donnés par ledit contrat de mariage.

Québec, le 20 octobre 1959.

La pétitionnaire,
GABRIELLE COUTURE RIOUX.
51892-43-4-o

---

## CITÉ DE LONGUEUIL

Avis public est par les présentes donné que la "Cité de Longueuil", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demande l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

*a*) pour faire ratifier et valider son titre de propriété sur le lot 154-32-4 à la date du 28 août 1956, du cadastre de la paroisse St-Antoine de Longueuil, maintenant cité de Longueuil;

*b*) pour faire ratifier et valider les titres de la cité de Longueuil, au 24 août 1959, sur les lots que la cité possède et plus amplement désignés comme suit: 1-27 à 1-42, 1-42-A, 1-43 à 1-45, 1-48 à 1-59, 1-59-B, 1-60 à 1-73, 1-73-A, 1-74 à 1-81, 1-81-A, 1-82 à 1-87, 1-87-A, 1-88 à 1-105, 1-109 à 1-116, 1-119 à 1-128, 1-128-A, 1-129, 1-129-A, 1-130 à 1-161, 1-219-B, 1-219-C, 1-220 à 1-236, 1-236-A, 1-237 à 1-240, 1-250 à 1-263

the passing of an act to authorize the said church to cause to be authenticated and to have kept for it by its minister registers for acts of civil status, and to authorize any minister of the said church or any minister or clergyman of the Unitarian Church to inscribe in such registers acts of civil status, the said registers and acts of civil status to have the same legal validity and authenticity as registers and acts of civil status kept and inscribed in virtue of article 42 of the Civil Code.

Montreal, October 20, 1959.

HIBBARD & GRIGG,
51890-43-4-o Attorneys for the petitioner.

---

## LA PROVINCE CANADIENNE DES RELIGIEUX DE SAINT-VINCENT DE PAUL

Notice is hereby given that La Province Canadienne des Frères de Saint-Vincent de Paul will apply to the Provincial Legislature at its next session for the passing of an Act allowing it to change its name by replacing in its name the word "Frères" by the word "Religieux".

Quebec, October 20, 1959.

BROTHER J. NAP. PELCHAT, S.V.,
51891-43-4-o For the petitioner.

---

## DAME GABRIELLE COUTURE

Notice is hereby given that Dame Gabrielle Couture, widow of Georges-Antoine Rioux, of the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act validating and giving effect to all gifts inter vivos and in contemplation of death and also to all marriage covenants which the law requires to be registered contained in the marriage contract signed by Georges-Antoine Rioux and Gabrielle Couture before Me Raymond Cossette, notary, on September the 7th, 1934, under number 116 of the minutes of the said notary, registered on December the 5th, 1945 under number 29911, folio 550, register A, volume 39 at the registry office for Témiscamingue in Ville-Marie, despite want of registration during the life of the said Georges-Antoine Rioux, and validating the sales made by the said Gabrielle Couture Rioux of the immoveable properties donated to her in the said marriage contract.

Quebec, this 20th day of October, 1959.

GABRIELLE COUTURE RIOUX,
Petitioner.
51892-43-4-o

---

## CITY OF LONGUEUIL

Public notice is hereby given that the "City of Longueuil" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act for the following purposes:

*a*) to have ratified and validated its property title on lot 154-32-4 on August 28, 1956, from the cadaster of the parish of St-Antoine de Longueuil, presently the city of Longueuil;

*b*) to have ratified and validated the tiles of the city of Longueuil, of August 24, 1959, on the lots that the city owns and more fully designated as follows: 1-27, to 1-42, 1-42-A, 1-43 to 1-45, 1-48 to 1-59, 1-59-B, 1-60 to 1-73, 1-73-A, 1-74 to 1-81, 1-81-A, 1-82 to 1-87, 1-87-A, 1-88 to 1-105, 1-109 to 1-116, 1-119 to 1-128, 1-128-A, 1-129, 1-129-A, 1-130 to 1-161, 1-219-B, 1-219-C, 1-220 to 1-236, 1-236-A, 1-237 to 1-240, 1-250 to

et parties des lots 1-46, 1-47, 1-59-A, 1-106, 1-107, 1-108, 1-117, 1-118, 1-161-A, 1-249 et 1-264 du cadastre officiel du village de Longueuil et sur les lots 37-168 à 37-181, 37-220 à 37-236, 37-238, 37-239, 37-271 à 37-278 et parties des lots 37-68, 37-237 et 37-240 du cadastre officiel de la paroisse St-Antoine de Longueuil, maintenant cité de Longueuil;

*c*) pour obtenir l'autorisation de construire des immeubles à trois logis, des écoles, églises, édifices d'utilité publique, nonobstant les dispositions de la Loi 12, Georges VI, chapitre 7;

*d*) pour remplacer l'article 95 de la Loi des cités et villes pour la cité aux fins de permettre au Trésorier de déposer dans une ou plusieurs banques ou dans une Caisse Populaire Desjardins des deniers de la Cité;

*e*) pour obtenir l'autorisation d'acquérir de gré à gré ou par expropriation tous terrains ou immeubles quelconques nécessaires pour la réalisation d'un plan de construction de logements et pour la disparition des taudis;

*f*) pour servir à des fins municipales, commerciales ou industrielles et à ces fins la cité pourra emprunter en suivant les formalités des règlements d'emprunt, une somme chaque année de $100,000.00 et pour toutes autres fins jugées nécessaires dans l'intérêt de la ville et pour la bonne administration de ses affaires.

Montréal, le 20 octobre 1959

Les Procureurs de la Cité de Longueuil,
LAMARRE et LAMARRE.

51893-43-4-o

1-263 and parts of lots 1-46, 1-47, 1-59-A, 1-106, 1-107, 1-108, 1-117, 1-118, 1-161-A, 1-249 and 1-264 of the official cadaster of the village of Longueuil, and on lots 37-168 to 37-181, 37-220 to 37-236, 37-238, 37-239, 37-271 to 37-278 and parts of lots 37-68, 37-237 and 37-240 of the official cadaster of the parish of St-Antoine de Longueuil, presently the city of Longueuil.

*c*) to obtain authorization to build three-tenement buildings, schools, churches, buildings for public utility, notwithstanding the provisions of the act 12, George VI, chapter 7;

*d*) to replace section 95 of the Cities and Towns Act for the city so as to allow the Treasurer to deposit in one or more banks or in a "Caisse Populaire Desjardins", the moneys of the city;

*e*) to obtain the authorization to acquire at a private sale or by expropriation all lots or immoveables whatsoever necessary for the realization of a construction plan for dwelling houses and for the disappearance of slums;

*f*) to serve for municipal, commercial or industrial purposes and for these purposes the city may borrow by following the formalities of loan by-laws, an amount each year of $100,000.00 and for all other purposes deemed necessary in the interest of the city and for the good administration of its business.

Montreal, October 20, 1959.

LAMARRE and LAMARRE,
Attorneys for the city of Longueuil.

51893-43-4

## HÔPITAL GÉNÉRAL FLEURY INC.

Avis public est par les présentes donné que l'"Hôpital Général Fleury Inc.", se présentera à la Législature de la province de Québec lors de sa prochaine session afin de faire passer une loi déclarant valides et légaux certains titres de propriété immobilière qu'il a acquis pour les fins de la corporation.

Les Procureurs du requérant,
LACOSTE, LACOSTE, SAVOIE & LANIEL.

51910-43-4-o

## HÔPITAL GÉNÉRAL FLEURY INC.

Public notice is hereby given that the "Hôpital Général Fleury Inc.", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session in order to pass an act declaring valid and legal certain titles of immoveable property which it has acquired for purposes of the corporation.

LACOSTE, LACOSTE, SAVOIE & LANIEL,
Attorneys for the petitioner.

51910-43-4

## CITÉ DE MAGOG

Avis public est par les présentes donné que la "Cité de Magog" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte la Loi I Édouard VIII chap. 7, et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

1° Afin d'instituer une commission d'urbanisme et une commission de l'industrie et du tourisme;

2° Afin que la liste électorale ne soit faite que durant l'année qui précède une élection municipale;

3° Pour réglementer les subdivisions des lots dans la municipalité, et obliger les propriétaires à soumettre leurs plans au Conseil avant leur enregistrement au cadastre;

4° Pour prohiber l'octroi de permis de construction sur des lots subdivisés avant que la rue en front du lot à construire ait été ouverte puis donnée à la municipalité;

5° Pour obliger toute personne employée dans un hôtel restaurant, épicerie, boulangerie, laiterie etc., à subir un examen médical annuel et obtenir un certificat de santé;

6° Afin de pouvoir imposer une amende égale au montant des licences ou permis municipaux;

## CITY OF MAGOG

Public notice is hereby given that the "City of Magog", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at the next session for the passing of an act amending its charter Act I Edward VIII, chap. 7, and the different statutes amending same, on the following subjects:

1. In order to institute a town planning commission and a commisssion concerning industry and tourists;

2. In order that the electoral rool be drawn up only during the year which precedes a municipal election;

3. To regulate the subdivision of lots in the municipality, and to oblige proprietors to submit their plans to the Council before registration on the cadaster;

4. To prohibit the granting of building permits on subdivided lots before the street, facing the lot to be built on, be opened and given to the municipality;

5. To oblige any person employed in a hotel, restaurant, grocery, bakery, dairy, etc., to undergo a yearly medical examination and to obtain a certificate attesting to such a person's state of health.

6. In order to impose a fine equal to the amount of municipal licenses or permits;

7° Pour constituer et nommer une commission permanente pour aménager et administrer un centre sportif et pouvoir emprunter pour les fins de construction un montant n'excédant pas $200,000.00.

Et pour autres fins.

Magog, ce 20 octobre 1959.

Le Procureur de la
cité de Magog.
51911-43-4-o YVES FOREST.

7. To incorporate and appoint a permanent commission to equip and manage a sporting center and to be allowed to borrow for purposes of building an amount not to exceed $200,000.00.

And for other purposes.

Magog, October 20, 1959.

YVES FOREST,
Attorney for the
51911-43-4 city of Magog.

## L'OEUVRE & FABRIQUE DE LA PAROISSE NOTRE-DAME DE MONTRÉAL

"L'Oeuvre & Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal", opérant le cimetière de la Côte des Neiges, donne par les présentes avis qu'elle présentera à la législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session, un amendement au projet de loi soumis par la cité de Montréal amendant la charte de ladite cité, pour obtenir une exemption de taxes foncières, générales, scolaires et spéciales, y comprise la taxe imposée par la Corporation de Montréal Métropolitain.

Montréal, 21 octobre 1959.

Le Procureur de l'Oeuvre & Fabrique
de la paroisse Notre-Dame de Montréal,
51912-43-4-o FRS FAUTEUX.

## L'OEUVRE & FABRIQUE DE LA PAROISSE NOTRE-DAME DE MONTRÉAL

"L'Oeuvre & Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal", operating the cemetery of Côte des Neiges, gives by these presents notice that it will present to the legislature of the Province of Quebec, at its next session, an amendment to the bill submitted by the city of Montreal amending its charter, to obtain an exemption of real estate, general, school and special taxes, including the tax imposed by the Corporation of Montreal Metropolitain.

Montreal, October 21, 1959.

FRS FAUTEUX.
Attorney of l'Oeuvre & Fabrique de la
51912-43-4-o paroisse Notre-Dame de Montréal.

## VILLE LES SAULES

Avis est par les présentes donné par le soussigné, procureur de la corporation de Ste-Monique des Saules, dans le comté de Québec, que celle-ci présentera, lors de la prochaine session, un bill aux fins d'ériger son territoire en municipalité de ville sous le nom de "Ville Les Saules", et de lui donner les pouvoirs spéciaux dont elle a besoin.

Donné à Québec, ce 21 octobre 1959.

L'Avocat
51913-43-4-o GUY PINSONNAULT.

## VILLE LES SAULES

Notice is hereby given by the undersigned attorney for the corporation of Ste-Monique des Saules, in the county of Quebec, that the above town will present, at the next session, a bill so as to erect its territory into a town municipality under the name of "Ville Les Saules", and to give it special power of which it stands in need.

Given at Quebec, this 21st day of October, 1959.

GUY PINSONNAULT,
51913-43-4 Advocate.

## VILLE D'ANJOU

Avis est par les présentes donné que la "Ville d'Anjou", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi modifiant sa charte aux fins d'obtenir les pouvoirs de conclure des ententes avec la Commission de Transport de Montréal pour le transport en commun de sa population, de modifier la définition des mots "district métropolitain" de la loi 10G6 chap. 79, et du règlement N° 1981 de la cité de Montréal quant à elle, d'exproprier l'entreprise de transport présentement en opération, de créer une commission de transport, de porter à 20 le nombre requis pour la tenue d'un scrutin dans les cas de zonage, de déterminer le nombre de taxis, d'augmenter le fonds industriel, de vendre les objets non réclamés, d'élargir la définition des mots "officier municipal" et pour d'autres fins.

Montréal, le 20 octobre 1959.

Le Procureur de la ville d'Anjou,
51915-43-4-o YVES LAURIER, C.R.

## TOWN OF ANJOU

Notice is hereby given that the "Town of Anjou", will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the adoption of an act amending its charter to obtain the right to enter into agreements with the Montreal Transport Commission for the public transportation of its population, to modify the definition of the words "metropolitan district" in the act 10G6 chap. 79 and in the city of Montreal by-law No. 1981 as far as the town of Anjou is concerned, to take possession of the present public transport enterprise, to create a transport commission, to bring to twenty the number of electors necessary to require a voting on a zoning by-law or change thereof, to fix the number of taxis, to increase the industrial fund, to sell inclaimed objects, to enlarge the definition of the words "municipal officer" and for other purposes.

Montreal, October 20, 1959.

YVES LAURIER, Q.C.,
51915-43-4-o Attorney for the town of Anjou.

## CHAÎNE COOPÉRATIVE DU SAGUENAY

Avis est par les présentes donné, que la "Chaîne Coopérative du Saguenay" présentera à la présente session, un projet de Loi spécial modifiant la Loi des Syndicats coopératifs, aux fins suivantes:

## CHAÎNE COOPÉRATIVE DU SAGUENAY

Notice is hereby given that the "Chaîne Coopérative du Saguenay" will present at the present session the project of an special Act amending the Cooperative Syndicates' Act, for the following purposes:

1° Amender l'article 15: en donnant au conseil d'administration, le pouvoir de nommer un comité exécutif de cinq personnes, etc.;

2° Remplacer le paragraphe 2 de l'article 16, concernant certains pouvoirs du conseil d'administration, pour emprunt, émission d'obligations ou autres valeurs de la société, etc.;

3° Amender l'article 17: en permettant de choisir le gérant en dehors des membres de la société;

4° Obtenir le droit d'acheter des actions ou parts dans toute compagnie ou société, etc., et endosser, aider, de quelque façon que ce soit, un client, un membre ou une relation d'affaires de la Chaîne, etc.;

5° Augmenter le capital-actions, par cultivateur, à $500 00, soit 50 actions de $10.00;

6° A l'article 20: augmenter le nombre des nombre des membres du conseil de surveillance à cinq membres;

7° A l'article 21: augmenter le nombre de un membre, pouvant convoquer une assemblée générale spéciale, à trois;

8° Amender l'article 27: 90 jours;

9° Amender l'article 31: augmenter le nombre de un membre du conseil de surveillance à trois;

10° Amender l'article 35: 90 jours;

11° Obtenir le pouvoir d'effectuer le transport, de quelque façon que ce soit et pour tout objet, concernant les affaires de la Chaîne;

12° Fixer, pour dix ans, l'évaluation municipale des propriétés immobilières à $150,000.00.

Le Gérant,
CHAÎNE COOPÉRATIVE DU SAGUENAY,
Par: THS-LS TREMBLAY.
Le Procureur dûment autorisé,
51916-43-4-o J.-V. TREMBLAY, C.R.

1. To amend section 15: by giving to the board of management the power to appoint an executive committee of five people, etc.;

2. To replace paragraph 2 of section 16, concerning certain powers of the board of management for the loan, issuance of bonds or other securities of the association, etc.;

3. To amend section 17: by allowing to choose the manager outside and apart from the members of the association;

4. To obtain the right to purchase shares or parts in any company or association, etc., and to endorse, held, in any way whatsoever, a client, a member or any business relation of the Chaîne, etc.;

5. To increase the capital stock, for each farmer, to $500.00, taht is 50 shares of $10.00;

6. In section 20: to increase the number of the members of the board of supervision to five members;

7. In section 21: to increase the number by one member, to three, so as to allow the convocation of a special general meeting;

8. To amend section 27: 90 days;

9. To amend section 31: to increase the number of the members of the board of supervision from one to three;

10. To amend section 35: 90 days;

11. To obtain the power of carrying on transportation in any way whatsoever and for any object, concerning the affairs of the Chaine;

12. To fix, for ten years, the municipal valuation of immoveable property to $150,000.00.

CHAÎNE COOPÉRATIVE DU SAGUENAY,
Par: THS-LS TREMBLAY,
Manager.
J.-V. TREMBLAY, Q.C.,
51916-43-4 Duly authorized Attorney.

## CITÉ DE SHERBROOKE

Avis public est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi I, George VI, chapitre 105, aux fins suivantes:

1° Emprunter un montant de $800,000.00 pour fins industrielles conformément à la loi 15-16, George VI, chapitre 70, article 9 et 10;

2° Exiger un taux d'intérêt sur les répartitions de travaux permanents, égal à celui payé par la cité elle-même.

Et autres demandes.

Sherbrooke, 20 octobre 1959.

Le Procureur de la requérante,
51917-43-4-o ALBERT RIVARD.

## CITY OF SHERBROOKE

Public notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter, the Act I, George VI, chapter 105, for the following purposes:

1. For the authorization to borrow $800,000.00 for industrial purposes, according to Act 15-16 George VI, chapter 70, article 9 and 10;

2. For increasing interest on public works assessments at the same rate the city itself is borrowing.

And other purposes.

Sherbrooke, October 20th, 1959.

ALBERT RIVARD,
51917-43-4-o Attorney for the petitioner.

## CITÉ DE WESTMOUNT

Avis est par les présentes donné que la cité de Westmount s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi amendant les dispositions de la charte de la cité concernant l'acquisition de propriétés immobilières dans le but de fournir au trafic des artères adéquates, le droit des locataires de voter dans certaines circonstances, la cour municipale, de ratifier les titres de la cité à certaines propriétés, pouvoir d'emprunt temporaires et pour autres fins municipales.

Montréal, ce 20ième jour d'octobre 1959.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
DUQUET, MacKAY,
51926-43-4-o WELDON & TÉTRAULT.

## CITY OF WESTMOUNT

Notice is hereby given that the city of Westmount will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an act to amend the provisions of the city's charter with respect to the acquisition of immoveable properties for the purpose of providing adequate traffic arteries, the right of tenants to vote in certain circumstances, the municipal court, the title of the city to certain properties, temporary borrowing powers and other municipal matters.

Montreal, October 20th, 1959.

DUQUET, MacKAY,
WELDON & TÉTRAULT,
51926-43-4-o Attorneys for the Petitioner.

## VILLE DE BELOEIL

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Beloeil", dans le comté de Verchères, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins d'amender l'article 6 de la loi 4 Geo. V, chapitre 92, de façon à établir, pour l'élection du maire et des échévins, un système de rotation et pour fixer leur terme d'office à trois ans; de décréter que, nonobstant les dispositions du troisième paragraphe de l'article 606 de la Loi des cités et villes, la ville de Beloeil possède, pour les fins de son système d'aqueduc actuellement alimenté par le Lac Hertel, les pouvoirs mentionnés aux articles 433 à 454 inclusivement de la Loi des cités et villes, et notamment, d'exécuter sur les lots 302, 328 et 330 du cadastre de la paroisse de Saint-Hilaire, les travaux y mentionnés, ainsi que le droit de contrôler les niveaux du Lac et son débit; et pour autres fins.

Montréal, ce 21 octobre 1959.

Les Procureur de la pétitionnaire,
BADEAUX FILION BADEAUX
& BÉLAND.

51953-44-4-o

## TOWN OF BELOEIL

Public notice is hereby given that the "Town of Beloeil", in the county of Verchères, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act for the following purposes: to amend section 6 of the act 4 Geo. V, chapter 92, so as to establish, for the election of the mayor and of the aldermen, a system of rotation and to fix the term of office at three years; to decree that, notwithstanding the terms of paragraph 3, section 606, of the Cities and Towns Act, the town of Beloeil has, for the purposes of its water works system actually fed by Lake Hertel, the powers mentioned in sections 433 to 454 inclusive of the Cities and Towns Act, and among others, the right to carry out on lots numbers 302, 328 and 330 of the cadastre of the parish of Saint-Hilaire, the works therein mentioned together with the right to control the levels of said lake and its flow; and for other purposes.

Montreal, Octo er the 21st, 1959.

BADEAUX FILION BADEAUX
& BÉLAND,
Attorneys for the petitioner.

51953-44-4-o

## DAME MARIA ALICIA DOMANSKI-LACHENDRO

Avis est, par les présentes, donné que "Dame Maria Alicia Domanski-Lachendro", étudiante, de la cité de Montréal, ayant déjà fait une déclaration d'intention de devenir citoyenne canadienne, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, dûment autorisée à cet effet par le bureau provincial de la Chirurgie Dentaire, afin que le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec soit autorisé à l'admettre à la fin de son stage universitaire en 1960, à l'examen pour l'obtention de la licence en chirurgie dentaire.

Montréal, le 22 octobre 1959.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
NANTEL MERCURE
ET SURPRENANT.

51954-44-4-o

## MRS. MARIA ALICIA DOMANSKI-LACHENDRO

Notice is hereby given that "Mrs. Maria Alicia Domanski-Lachendro", student, of the city of Montreal, having duly made her declaration of intention to be a canadian citizen, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, duly authorized by the Board of Dental Surgery, in order that the Provincial Board of Dental Surgery may authorize her admission at the end of her university term, in 1960, to the final examination in view of obtaining her licence in Dental Surgery.

Montreal, October 22, 1959.

NANTEL MERCURE
AND SURPRENANT,
Attorneys for the petitioner.

51954-44-4-o

## LA FILATURE DE L'ABITIBI, INC.

Avis public est par les présentes donné que "La Filature de l'Abitibi, Inc." se présentera à la Législature de la province de Québec lors de sa prochaine session pour l'adoption d'une loi déclarant légales et valides les résolutions adoptées par la corporation municipale de la ville d'Amos et par les commissaires d'écoles d'Amos, comté d'Abitibi-Est, déterminant l'évaluation des biens imposables de "La Filature de l'Abitibi, Inc.", pour fins municipale et scolaire, pour une période de dix ans à compter du 1er janvier 1960.

Amos, le 14 octobre 1959.

Le Procureur de la requérante,
CLAUDE BIGUÉ, C.R.

51955-44-4-o

## LA FILATURE DE L'ABITIBI, INC.

Public notice is hereby given that "La Filature de l'Abitibi, Inc." will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to declare legal and valid resolutions adopted by the municipal corporation of the town of Amos and by the school commissioners of Amos, in the county of Abitibi East, determining the valuation of the taxable property of "La Filature de l'Abitibi, Inc." for municipal and school purpose, for a period of ten years from January 1st, 1960.

Amos, October 14th, 1960.

CLAUDE BIGUÉ, Q.C.,
Attorney for the Petitioner.

51955-44-4-o

## VILLAGE DE PINCOURT

Avis public est par les présentes donné que le village de Pincourt s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de l'incorporer en une corporation de ville sous le nom de Ville de Pincourt et aux fins d'apporter quant à cette ville certaines modifications aux articles suivants de la Loi des cités et villes: 17, 18, 30, 48, 173, 210, 240, 426, 427, 429, 439, 440, 469, 528, 581, 585, 604 et pour d'autres fins.

Montréal, le 23 octobre 1959.

Le procureur de la pétitionnaire,
GASTON POULIOT, C.R.

51956-44-4-o

## VILLAGE OF PINCOURT

Public notice is hereby given that the Village of Pincourt will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act to incorporate it into a town under the name of Town of Pincourt, and to amend, for the Town of Pincourt the following sections of the Cities and Towns Act: 17, 18, 30, 48, 173, 210, 240, 426, 427, 429, 439, 440, 469, 528, 581, 585, 604 and for other purposes.

Montreal, October 23, 1959.

GASTON POULIOT, Q.C.,
Attorney for the Petitioner.

51956-44-4-o

## JOSEPH ROLAND VILLENEUVE

Avis est par les présentes donné que Joseph Roland Villeneuve, de Loretteville, P.Q. s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de changer son nom en celui de Joseph Rolland Auclair, de pouvoir exercer ses droits civils sous ce nouveau nom, de ratifier tous actes, contrats qu'il a faits sous les noms de Joseph Roland Villeneuve dit Auclair, de Joseph Roland Villeneuve alias Auclair et de Joseph Rolland Auclair, et que ce changement de nom profite à lui-même, son épouse et ses enfants.

Québec, 24 octobre 1959.

Le procureur du requérant,
ROGER GOSSELIN, C.R.

51957-44-4-o

## JOSEPH ROLAND VILLENEUVE

Notice is hereby given that Joseph Roland Villeneuve, of Loretteville, P.Q. will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to request the adoption of an act changing his name to Joseph Rolland Auclair, and to exercise his civil rights under that name, and to ratify all the acts, contracts he has passed under the name of Joseph Roland Villeneuve dit Auclair, Joseph Roland Villeneuve alias Auclair and Joseph Rolland Auclair, the said change of name to profit to himself, his wife and his children.

Quebec, October 24th, 1959.

ROGER GOSSELIN, Q.C.,
Attorney for the petitioner.

51957-44-4-o

## CITÉ DE HULL

Avis est par les présentes donné que la cité de Hull s'adressera à la législature de la province de Québec lors de sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale amendant sa charte pour les fins suivantes: Pour amender la délimitation générale de la cité afin d'y inclure les territoires annexés; pour amender la délimitation du quartier Dollard; pour modifier les dispositions de la loi relative au terme d'office de 3 ans; pour modifier les qualifications foncières requises pour le maire et les échevins; pour modifier les dispositions relatives à l'inhabilité des candidats; pour règlementer ou décréter la fermeture des enclos de ferrailles et objets de seconde main; pour modifier les dispositions relatives au livre de délibération du Conseil; pour règlementer le déménagement des immeubles à travers les rues de la cité; pour établir une Commission des Loisirs; pour assujettir la vente pour taxe aux dispositions de la Loi des cités et villes; pour modifier la procédure de la vente pour taxe des immeubles; pour préciser la pénalité dans le cas de retrait d'immeubles; pour modifier la procédure sur règlement d'emprunt pendant 3 ans relativement à certains travaux municipaux au coût de $3.000.000.00; pour modifier les dispositions relatives à la cueillette des vidanges; pour accorder une exemption partielle de taxes aux nouvelles constructions; pour accorder une exemption de taxes partielles sur les améliorations faites à l'extérieur des bâtiments; pour fixer la date à laquelle le taux de la taxe générale sera établie; pour prélever et percevoir une taxe de vente sur les ventes faites dans les débits de la Commission de Liqueurs; pour modifier le montant de la taxe d'affaire des contracteurs et entrepreneurs; pour permettre le paiement des taxes municipales par versements; pour modifier le minimum d'amende relativement aux infractions à la circulation; pour établir le montant des taxes payables par la compagnie J. H. Connor & Son 1956 Ltd; pour accorder une pension au greffier de la cité; et pour d'autres fins.

Hull, ce 20e jour d'octobre 1959.

Le Maire,
ARMAND TURPIN.
Le Greffier,
H. LÉON LEBLANC.

Contresigné:

Le Procureur de la cité de Hull,
ROY FOURNIER.

51958-44-4-o

## CITY OF HULL

Notice is hereby given that the "City of Hull" will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law, amending its charter, for the following purposes: To amend the general descriptions of the city so as to include the annexed territories; to amend the description of Dollard Ward; to modify the procedures to extend the term of office to 3 years; to modify the real estate qualifications for Mayor and concillors; to modify the law relating to persons who may not hold office; to regulate or close junk yards; to modify the form and contents of the minute book of council; to regulate the moving of immoveables on city streets; to establish a recreation commission; to follow the Cities and Towns Act for the sales made for tax arrears; to modify the sale for tax arrears; to define the penality on sales for tax arrears; to modify the procedure on money by-laws for a period of 3 years concerning municipal works at a cost of $3.000.000.00; to modify the sections relating to garbage disposal; to grant partial tax exemption on new constructions; to grant partial tax exemption on exterior work made on buildings; to fix the date on which the rate of taxes will be set; to establish a sale tax on sales made at the Liquors Commission stores; to modify the amount of the business tax on contractors; to permit time payment of municipal tax; to modify the minimum fine for circulation offense; to establish the amount of the tax payable by J. H. Connor & Son 1956 Ltd; to grant a pension to the city clerk; and for other purposes.

Hull, this 20th day of October, 1959.

ARMAND TURPIN,
Mayor.
H. LÉON LEBLANC,
City Clerk.

Contresigned:

ROY FOURNIER,
Attorney of the city of Hull.

51958-44-4-o

## COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE HULL

Avis est, par les présentes, donné que la "Commission des Écoles catholiques de Hull", s'adres-

## CATHLIC SCHOOL COMMISSION OF HULL

Notice is hereby given that the "Catholic School Commission of Hull", will present a peti-

sera à la Législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendant la loi de l'Instruction publique, pour les fins suivantes: 1° pour modifier les limites territoriales de juridiction de la Commission des Écoles catholiques de Hull, afin qu'elles deviennent les mêmes que celles de la cité de Hull; 2° pour imposer une taxe de locateur; 3° pour établir un fonds de retraite pour ses officiers et employés; 4° pour établir un fonds de pension aux officiers et employés non éligibles au fonds de retraite; 5° souscrire un contrat d'assurance-groupe; 6° prélever et percevoir une taxe sur les ventes faites dans les débits de la Commission des Liqueurs de Québec situés dans les limites territoriales de la Commission des Écoles catholiques de Hull; et pour d'autres fins.

Hull, ce 13ième jour d'octobre 1959.

Le Président,
JEAN PAUL TREMBLAY.
Le Secrétaire,
LUCIEN LAVERDURE.
Le Procureur de la Commission des Écoles catholiques de Hull,
Contresigné: ROLAND ST-ONGE.

51959-44-4-o

---

## DUVAN COPPER COMPANY LTD.

Avis est par les présentes donné que "Duvan Copper Company Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins de régulariser la date de la transmission de son règlement N° 5 au Secrétaire de la Province, conformément à l'article 8 de la Loi des compagnies Minières de Québec.

Rouyn, ce 22 octobre 1959.

Les Procureurs de la requérante,
CINQ-MARS, GRIMARD & RYAN.

51960-44-4-o

---

## CITÉ DE LA POINTE-AUX-TREMBLES

Avis public est par les présentes donné que la "Cité de la Pointe-aux-Trembles", dans le comté de Laval, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins:

*a*) d'autoriser la cité à payer des pensions à ses anciens employés Henri Cyr, Joseph Giroux et Philippe Forget, et ratifier les paiements déjà effectués à ce titre;

*b*) de décréter que la Cité de la Pointe-aux-Trembles n'est plus une municipalité aidée au sens de la loi 11 Geo. V, Chapitre 140, et autres lois s'y rapportant, et ce, sous certaines réserves quant aux emprunts municipaux;

*c*) de déclarer que la Cité de la Pointe-aux-Trembles a toujours eu le droit de décréter, par voie de résolution, la confection des plans suivants, savoir: plan numéro PT-H-30 en date du 8 juin 1957, pour l'élargissement et le redressement de la rue Marion; plan numéro PT-H-26 du 14 juin 1957 requis pour fins de parc et terrain de jeu dans le secteur 7ième Avenue, rue Dorchester, 8ième Avenue, rue Lagauchetière; plan numéro PT-H-38 du 9 juillet 1957, pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, des voies des Chemins de Fer Nationaux jusqu'aux limites de la Ville de Montréal-Est; plan numéro PT-H-29 du 18 juin 1957, amendé le 19 juillet 1957, pour l'élargissement de la rue De La Rousselière, de la rue Notre-Dame à la rue Sherbrooke; plan PT-

tion to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session to obtain the adoption of a special law, amending the law of the Public Instruction, for the following purposes: 1. to change the limits of the jurisdictional territory of the Catholic School Commission of Hull, in order that they will become the same as the limits of the city of Hull; 2. to levy a lessor's tax; 3. to establish a retreat fund for its officers and employees; 4. to establish a pension fund for its officers and employees non eligible to the retreat fund; 5. subscribe a contract for insurance-group; 6. to levy and preceive a tax on sales made in the Quebec Liquor Commission licensed establishments situate within the territorial limits of the Catholic School Commission of Hull; and for other purposes.

Hull, October 13th 1959.

JEAN PAUL TREMBLAY,
President.
LUCIEN LAVERDURE,
Secretary.
Countersigned: ROLAND ST-ONGE,
Attorney for the Catlfolic School Commission of Hull.

51959-44-4-o

---

## DUVAN COPPER COMPANY LTD.

Notice is hereby given that "Duvan Copper Company Ltd." (No Personal Liability), will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law for the purpose of regularizing the date of transmission of its by-law No. 5 to the Secretary of the Province, in accordance with article 8 of the Quebec Mining Companies Act.

Rouyn, October 22nd, 1959.

CINQ-MARS, GRIMARD & RYAN,
Attorneys for the petitioner.

51960-44-4-o

---

## CITY OF POINTE-AUX-TREMBLES

Public notice is hereby given that the "City of Pointe-aux-Trembles", in the county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act for the following purposes;

*a*) To authorize the city to pay pensions to its former employees Henri Cyr, Joseph Giroux and Philippe Forget, and to ratify payments already made in this respect;

*b*) To have it declared that the City of Pointe-aux-Trembles shall be no longer a municipal corporation assisted within the meaning of the Act 11 Geo. V, chapter 140, and other Acts applying thereto and under certain reserves with respect to municipal borrowings;

*c*) To have it declared that the City of Pointe-aux-Trembles has always had the right to order, by way of resolution, the making of the following plans, to wit: plan number PT-H-30 dated June the 8th, 1957, for the widening and the straightening of Marion Street; plan number PT-H-26 dated June the 14th, 1957, indicating lots required for park and playground purposes in the district area of 7th Avenue, Dorchester Street, 8th Avenue, Lagauchetière Street; plan number PT-H-38 dated July the 9th, 1957, for the widening of Notre-Dame Street from the Canadian National Railways right-of-way to the limits of the Town of Montreal-East; plan number PT-H-29 dated June the 18th, 1957, amended July the 19th, 1957, for the widening of De La

H-27 du 7 juin 1957, pour l'élargissement de la 52ième Avenue, de la rue Victoria au fleuve Saint-Laurent; plan PT-H-20 du 12 décembre 1955, pour l'ouverture de la rue Sainte-Catherine sur les lots originaires numéros 175 à 177, 180 à 182, et 184; plan numéro PT-H-22 du 4 septembre 1958, pour l'ouverture de la rue Forsyth sur les lots originaires numéros 175 à 177, 180 à 182, et 184; plan PT-H-25 du 15 avril 1957 des lots requis pour fins de parc et terrain de jeu, savoir, les lots numéros 121-107 à 121-116 inclusivement, les lots numéros 121-92 à 121-94, tous préparés par monsieur J. A. Laferrière, Arpenteur; plan numéro PT-H-9 du 30 septembre 1953, pour l'élargissement de la rue Bureau entre les lots numéros 234-23 et 235-432, préparé par monsieur Gabriel Hurtubise, arpenteur; plan PT-H-49 du 15 octobre 1958, pour l'élargissement de la rue Parent depuis la 12ième Avenue jusqu'au lot originaire numéro 180, préparé par monsieur Marc Hurtubise, arpenteur; plan PT-H-24 du 29 octobre 1956, pour le prolongement de la 84ième Avenue à partir du lot numéro 229-34 jusqu'au fleuve Saint-Laurent et préparé par monsieur Fernand Lemay, arpenteur; lesquels plans ont été annexés à diverses requêtes pour obtenir leur homologation, et déposés à la Cour Supérieure du district de Montréal, et que la Commission Métropolitaine de Montréal (Corporation de Montréal Métropolitain) a toujours eu le droit de demander la confirmation desdits plans par la Cour Supérieure pour le bénéfice de la Cité de la Pointe-aux-Trembles;

*d*) de déclarer que la Cité de Pointe-aux-Trembles a toujours eu le droit de décréter, par résolution, la confection des plans suivants préparés par monsieur Marc Hurtubise, arpenteur, savoir: plan PT-H-44 du 17 avril 1958, pour l'élargissement de la rue Saint-Joseph, entre la 9ième Avenue et le Boulevard Saint-Jean-Baptiste; plan PT-H-47 du 4 septembre 1958, pour le prolongement de la rue Forsyth sur le lot originaire numéro 207; plan Pt-H-50 du 2 avril 1959, pour l'élargissement de la 24ième Avenue entre la rue Notre-Dame et partie du lot numéro 191;

*e*) de déclarer que le plan PT-H-31 du 4 mai 1957, dressé par monsieur J. A. Laferrière, arpenteur, indiquant les parties des lots numéros 233, 234, 235-1, 235-187, requis pour fins de parc, dont la confection a été décrétée par résolution du 14 octobre 1958, est valide et obligatoire pour la cité, pour les propriétaires intéress s et pour toutes autre spersonnes;

*f*) d'obtenir le droit de constituer un fonds de roulement et d'emprunter pour cette fin;

Et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 23 octobre 1959.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BADEAUX FILION BADEAUX
& BÉLAND.

51961-44-4-o

## SUCCESSION ROCH LANCTÔT

Avis est par les présentes donné que Gustave Doyon, cultivateur, de Saint-Isidore, comté de Laprairie, en sa qualité de tuteur à sa pupille Simone Barbeau, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins de l'autoriser à vendre, avec le concours d'un curateur à la substitution, l'immeuble connu comme étant les lots numéros 181 et 239 de la paroisse de Saint-Constant, dans le comté de Laprairie, dépendant de la succession Roch Lanctôt, de

Rousselière Street from Notre-Dame Street to Sherbrooke Street; plan PT-H-27 dated June the 7th, 1957, for the widening of 52nd Avenue from Victoria Street to the St. Lawrence River; plan PT-H-20 dated December the 12th, 1955, for the opening of Sainte-Catherine Street on original lots numbers 175 to 177, 180 to 182, and 184; plan number PT-H-22 dated September the 4th, 1958, for the opening of Forsyth Street on original lots numbers 175 to 177, 180 to 182, and 184; plan PT-H-25 dated April the 15th, 1957, indicating lots required for park and playground purposes, to wit, lots numbers 121-107 to 121-116 inclusive, lots numbers 121-92 to 121-94, all said plans prepared by Mr. J. A. Laferrière, surveyor; plan number PT-H-9 dated September the 30th, 1953, for the widening of Bureau Street between lots numbers 234-23 and 235-432, prepared by Mr. Gabriel Hurtubise, surveyor; plan number PT-H-49 dated October the 15th, 1958, for the widening of Parent Street from 12th Avenue to original lot number 180, prepared by Mr. Marc Hurtubise, surveyor; plan number PT-H-24 dated October the 29th, 1956, for the extension of 84th Avenue from lot number 229-34 to the St. Lawrence River, and prepared by Mr. Fernand Lemay, surveyor; which plans have been annexed to the several petitions for homologation and filed with the superior Court for the district of Montreal, and that the Montreal Metropolitan Commission (Montreal Metropolitan Corporation) has always had the right to ask the confirmation of said plans by the Superior Court for the benefit of the City of Pointe-aux-Trembles;

*d*) To have it declared that the City of Pointe-aux-Trembles has always had the right to order, by way of resolution, the making of the following plans prepared by Mr. Marc Hurtubise, surveyor, to wit: plan PT-H-44 dated April the 17th, 1958, for the widening of St. Joseph Street Between 9th Avenue and St. Jean-Baptiste Boulevard; plan number PT-H-47 dated September the 4th, 1958, for the extension of Forsyth Street on original lot number 207; plant number PT-H-50 dated April the 2nd, 1959, for the widening of 24th Avenue, between Notre-Dame Street and part of lot number 191;

*e*) To have it declared that plan number PT-H-31, dated May the 4th, 1957, prepared by Mr. J. A. Laferrière, surveyor, and indicating parts of lots numbers 233, 234, 235-1, 235-187 required for public park purposes, the preparation of which has been ordered by way of resolution dated October the 14th, 1958, is valid and binding upon the city, the proprietors interested and all other persons;

*f*) To be authorized to constitute a working fund and to borrow for said purpose;

And for other purposes.

Montreal, October the 23rd, 1959.

BADEAUX FILION BADEAUX
& BÉLAND,
Attorneys for the Petitioner.

51961-44-4-o

## ESTATE OF ROCH LANCTÔT

Notice is hereby given that Gustave Doyon, farmer, of Saint-Isidore, county of Laprairie, in his capacity as tutor to his ward Simone Barbeau, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing him to sell, together with a curator to the substitution, the immoveable known and designated as lots numbers 181 and 239 of the parish of Saint-Constant, in the county os Laprairie, and being part of the assets of the estate Roch Lanctôt; to determine certain condi-

faire déterminer certaines conditions auxquelles ledit immeuble pourra être vendu ainsi que la façon dont le produit du prix de vente pourra être employé et placé, et pour autres fins.

Montréal, ce 19 octobre 1959.

Les Procureurs du pétitionnaire,
BADEAUX FILION
51962-44-4-o BADEAUX & BÉLAND.

---

## L'UNION CANADIENNE COMPAGNIE D'ASSURANCES
## THE CANADIAN UNION INSURANCE COMPANY

Avis public est par les présentes donné que "L'Union Canadienne Compagnie d'Assurances — The Canadian Union Insurance Company", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Pour augmenter le capital actions autorisé de la Compagnie de un million de dollars ($1,000,000.00) à deux millions de dollars ($2,000,000.00), de façon à ce que le capital actions de la Compagnie se compose à l'avenir de quatre-vingt mille (80,000) actions d'une valeur au pair de vingt-cinq dollars ($25.00) chacune;

2° Pour augmenter les pouvoirs de la Compagnie et lui accorder particulièrement le pouvoir de réaliser des opérations relatives à des contrats d'assurance et de réassurance de personnes et à des contrats d'annuité et de rente de toute espèce;

3° Pour déterminer les droits et pouvoirs respectifs des actionnaires et des détenteurs de contrats participants ainsi que certains points relatifs à l'administration de la compagnie;

4° Pour refondre la charte de la compagnie;

5° Et pour toutes autres fins.

Québec, le 22 octobre 1959.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
LAPLANTE, GAGNÉ, TROTIER,
51963-44-4-o LETARTE & BROWN.

---

## VILLE DE LA TUQUE

Avis public est par les présentes donné que la ville de La Tuque s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire ratifier son règlement numéro 441 concernant l'évaluation et les impositions foncières de St-Maurice Power Corporation dans la ville de La Tuque.

La Tuque, le 24 octobre 1959.

(Sceau) La ville de La Tuque,
Le Maire,
J.-O. DALLAIRE.
Le Greffier,
51964-44-4-o A.-A. DUPONT.

---

## VILLE DE TRACY

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Tracy", s'adressera à l'Assemblée Législative de la province de Québec, à sa prochaine Session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins d'amender sa charte, et la Loi des cité et villes pour les fins suivantes:

1° Pour diviser le territoire de la ville en trois (3) quartiers pour fins électorales municipales et de représentation, et numéroter les sièges dans chaque quartier;

2° Pour fixer la date des élections générales du Maire et des échevins au premier samedi juridique de février;

3° Pour permettre à la ville d'organiser sa propre force constabulaire distincte de celle de la ville de St-Joseph de Sorel;

tions at which the said immoveable will be sold; to determine the manner in which the price of sale shall be invested; and for other purposes.

Montreal, October the 19th, 1959.

BADEAUX FILION
BADEAUX & BÉLAND,
51962-44-4-o Attorneys for the Petitioner.

---

## THE CANADIAN UNION INSURANCE COMPANY
## L'UNION CANADIENNE COMPAGNIE D'ASSURANCES

Public notice is hereby given that "The Canadian Union Insurance Company — L'Union Canadienne Compagnie d'Assurances", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law for the following purposes:

1. To increase the authorized capital stock of the company from one million dollars ($1.000,000.00) to two million dollars ($2,000,000.00), so that the capital stock of the company will be in the future made up of eighty thousand (80.000) shares of a par value of twenty-five dollars ($25.00) each;

2. To increase the powers of the company and to grant it in particular the power to transact contracts of assurance and reassurance of the person and contracts of annuity or rent of any kind;

3. To determine the rights and powers concerning shareholders and participating policyholders as well as certain matters concerning the administration of the company;

4. To revise the charter of the company;

5. And for all other matters.

Quebec, October 22nd, 1959.

LAPLANTE, GAGNÉ, TROTIER,
LETARTE & BROWN,
51963-44-4-o Attorneys for the petitioner.

---

## TOWN OF LA TUQUE

Public notice is hereby given that the town of La Tuque will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to ratify its municipal by-law number 441 concerning the valuation and property assessments of St-Maurice Power Corporation in the town of La Tuque.

La Tuque, October the 24th, 1959.

(Seal) The town of La Tuque,
J.-O. DALLAIRE,
Mayor.
A.-A. DUPONT,
51964-44-4-o Town-Clerk.

---

## TOWN OF TRACY

Public notice is hereby given that the "Town of Tracy", shall make an application to the Legislative Assembly of Quebec, at its next Session, to obtain the adoption of an act amending its charter and the Cities and Towns Act for the following purposes:

1. To divide the territory of the town into three wards for the purposes of municipal elections and representation and to design by number the seats in each of the wards;

2. To fix the date of the general election for the mayor and aldermen on the first juridical Saturday of February;

3. To allow the town ot organize its own constabulary force distinct from that of the town of St-Joseph de Sorel;

4° Pour obtenir que les droits et privilèges accordés à certains officiers municipaux par le chapitre 235 des Statuts refondus de Québec 1941, et amendements s'étendent au trésorier, au greffier à l'ingénieur, et au gérant de la ville;

5° Pour réglementer sur l'enlèvement et le touage par la ville des véhicules stationnés illégalement;

6° Pour obliger tout locataire à donner avis écrit de son départ des lieux qu'il occupe;

7° Pour déclarer que les rues et les chemins de la ville sont publics et municipaux et propriété de la Ville;

8° Pour décréter dans quelles circonstances un lot vacant peut être considéré comme nuisance;

9° Pour permettre à la ville d'utiliser à d'autres fins que celles prévues par les règlements d'emprunt le solde des fonds empruntés;

10° Pour permettre à la ville de dépenser une somme n'excédant pas dix mille dollars ($10,000.00) par année pour fins de promotion industrielle;

11° Pour toutes autres fins.

Sorel, ce 23ième jour d'octobre 1959.

Le procureur de la pétitionnaire,
PAUL BÉLANGER.

51971-44-4-o

4. To obtain that the rights and privileges granted to certain municipal officers by chapter 235, S.R.Q. 1941 and amendments, be extended to the treasurer, the clerk, the engineer and to the manager;

5. To regulate the removal and towing by the town of any illegaly parked vehicle;

6. To oblige every tenant to give a written notice when he leaves his premises;

7. To declare that the streets and public within the limits of the Town shall be considered as public and municipal, and as belonging to the Town;

8. To decree in which circonstances a vacant lot may constitute a nuisance;

9. To allow the town to use for other purposes that the purposes provided in the borrowing by-laws, the balance of the sums so borrowed;

10. To allow the town to spend for the purposes of industrial progress, a sum not exceeding in all ten thousands dollars ($10,000.00).

11. For all other purposes;

Sorel, this 23rd day of October, 1959.

PAUL BÉLANGER,
Attorney for the petitioner.

51971-44-4-o

## LE GAZ PROVINCIAL DU NORD DE QUÉBEC LTÉE

Avis public est par les présentes donné que "Le Gaz Provincial du Nord de Québec Ltée", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Exercer dans le territoire compris dans les districts électoraux de Témiscamingue, Abitibi-Est et Abitibi-Ouest, le pouvoir d'acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tous droits de passage, servitudes et terrains nécessaires pour la construction d'un pipe-line de transmission de gaz naturel dans ledit territoire;

2° Permettre de transmettre dans ledit territoire du gaz naturel pour distribuer à la population et aux industries où il sera économiquement possible d'étendre ce service.

Rouyn, ce 26 octobre 1959.

Les procureurs de: "Le Gaz Provincial du Nord de Québec Ltée."
CINQ-MARS GRIMARD & RYAN.

51972-44-4-o

## LE GAZ PROVINCIAL DU NORD DE QUÉBEC LTÉE

Public notice is hereby given that "Le Gaz Provincial du Nord de Québec Ltée" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the enactment of a law for the following purposes:

1. To acquire, by mutual agreement or by expropriation, all rights-of-way, servitudes and lands necessary for the construction of a natural gas transmission pipe-line within the territory comprised within the electoral districts of Temiskaming, Abitibi-East and Abitibi-West;

2. To exercise the powers to transmit within the said territory natural gas for distribution to the population and industries where it will economically be possible to extend such service.

Dated at Rouyn, this 26th day of October 1959.

CINQ-MARS GRIMARD & RYAN,
Solicitors for "Le Gaz Provincial du Nord de Québec Ltée".

51972-44-4-o

## COMTÉ LAC ST-JEAN-EST

Par les présentes, avis est donné que La corporation du village d'Hébertville-Station, La corporation du village de Lac-à-la-Croix, La corporation du village de Notre-Dame-d'Hébertville, La corporation du village de Saint-Bruno, La corporation du village de Saint-Coeur-de-Marie, La corporation du village de Saint-Émilien, La corporation du village de Saint-Gédéon, La corporation du village de Saint-Jérôme, La corporation de la paroisse de Sainte-Croix, La corporation de la paroisse de Saint-Jérôme, La corporation de la paroisse de Saint-Gédéon, La corporation de canton Délisle, La corporation d'Hébertville, La corporation de Saint-Bruno, La corporation de Saint-Henri-de-Taillon, La corporation de Sainte-Monique et La corporation de comté du Lac Saint-Jean-Est, présenteront, à la prochaine session de la Législature provinciale de Québec, un projet de Loi renouvelant, pour deux autres années, la Loi créant, dans tout le territoire du "Comté de Lac Saint-

## COUNTY OF LAKE ST-JOHN-EAST

By these presents, notice is given that The corporation of the village of Hébertville-Station, The corporation of the village of Lac-à-la-Croix, The corporation of the village of Notre-Dame-d'Hébertville, The corporation of the village of Saint-Bruno, The corporation of the village of Saint-Coeur-de-Marie, The corporation of the village of Saint-Émilien, The corporation of the village of Saint-Gédéon, The corporation of the village of Saint-Jérôme, The corporation of the parish of Sainte-Croix, The corporation of the parish of Saint-Jérôme, The corporation of the parish of Saint-Gédéon, The Corporation of the township of Délisle, The corporation of Hébertville, The corporation of Saint-Bruno, The corporation of Saint-Henri-de-Taillon, The corporation of Sainte-Monique and The corporation of the Lake Saint-John-East county, will present, at the next session of the Quebec Provincial Legislature, the project of an Act renewing for two more years, an act creating in all of

Jean-Est", une zone où sera imposée et perçue, au bénéfice des corporations dudit comté, une taxe spéciale dite "taxe de vente", chapitre 146, des Statuts refondus de Québec, VI-VII Elizabeth II, 1957-58.

Alma, ce 26 octobre 1959.
Le Secrétaire du Conseil de Comté,
dûment autorisé.
(Signé) LAURENT PLOURDE.
Le Procureur des Pétitionnaires,
51974-44-4-o J.-V. TREMBLAY, avocat.

## L'ASSOCIATION DE BIENFAISANCE ET DE RETRAITE DE LA POLICE DE MONTRÉAL

Avis est par les présentes donné que "L'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal", s'adressera à la Législature de la province de Québec, réunie en parlement, à sa prochaine session, pour amender la Loi constituant en corporation "L'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal", 55-56 Victoria, chapitre 90, de même que les différents statuts particuliers qui la modifie, aux fins suivantes:

1° Prescrire la procédure suivant laquelle les directeurs seront élus, alternativement, à raison de deux (2) chaque année;

2° Porter de deux (2) trois (3) ans le terme d'office de chaque directeur;

3° Prescrire la procédure suivant laquelle sera tenue annuellement l'élection des directeurs;

4° Modifier les pouvoirs du bureau de direction de règlementer.

Montréal, le 26 octobre 1959.
Les Procureurs de l'Association
de Bienfaisance et de Retraite
de la Police de Montréal,
LAFONTAINE, LAJEUNESSE
51973-44-4-o & DURANLEAU.

## CITÉ DE MONTRÉAL

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, au cours de la présente session, pour lui demander l'autorisation de présenter un bill ayant pour objet de modifier les dispositions de sa charte relativement aux matières suivantes:

Modification de la loi relative au zonage du boulevard Pie IX afin d'y permettre la construction d'un édifice du culte devant être occupé par The Salvation Army; dans le cas des garages prévus par l'article 300, paragraphe 163*a* de la charte, en permettre la construction sous la surface de certaines rues ou places publiques, autoriser la cité à en permettre la construction par les personnes devant les utiliser, et inclure parmi les activités connexes qui peuvent y être exercées le service de restaurant et les agences de voyages; le droit pour la cité d'obliger dans certains cas les propriétaires de terrains devant être utilisés pour fins de rues ou voies publiques à les céder gratuitement et sans condition à la cité; autoriser la cité à permettre, moyennant une licence, et à réglementer les établissements où se vendent les armes à feu et tous accessoires; dispositions relatives à l'approbation par la Commission municipale de Québec des règlements d'emprunt de la cité et des emprunts effectués sous tels règlements; création d'un fonds spécial pour défrayer le coût de l'enlèvement de la neige; dispositions relatives à l'adoption d'un programme de dépenses capitales et à l'abroga-

the territory of the "County of Lake Saint-John-East", a zone in which shall be imposed and collected, for the benefit of the corporations of the said county, a special tax called "Sales Tax", chapter 146, of the Revised Statutes of Quebec, VI-VII Elizabeth II, 1957-58.

Alma, October 26, 1959.
(Signed) LAURENT PLOURDE,
Secretary of the County Council,
duly authorized.
J.-V. TREMBLAY, advocate,
51974-44-4 Attorney for the Petitioners.

## THE MONTREAL POLICE BENEVOLENT AND PENSION SOCIETY

Notice is hereby given that "The Montreal Police Benevolent and Pension Society", shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, assembled in Parliament, at its next session, to amend the Act incorporating "The Montreal Police Benevolent and Pension Society", 55-56 Victoria, chapter 90, as well as the relevant statutes that have modified the latter, for the following purposes:

1. To prescribe the procedure according to which the directors shall be elected, alternately, at the rate of two (2) each year;

2. To increase from two (2) to three (3) years the term of office of each director;

3. To prescribe the procedure according to which the election of the directors shall be held, each year;

4. To amend the powers of the board of directors to enact by-laws.

Montreal, October 26th, 1959.
LAFONTAINE, LAJEUNESSE
& DURANLEAU,
Attorneys for The Montreal Police
Benevolent and Pension
51973-44-4-o Society.

## CITY OF MONTREAL

Public notice is hereby given that the city of Montreal shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for authorization to present a bill amending the provisions of its charter on the following matters:

To amend the law governing the zoning of Pie IX Boulevard in order to allow the erection thereon of a building of worship to be occupied by The Salvation Army; to authorize in the case of the garages provided for in article 300, paragraph 163*a* of the charter, the construction under certain streets or public places, to authorize the City to allow the construction thereon by the persons who are to operate then and to include among the related activities that may be exercise therein the restaurant services and travel agencies; power for the City to compel in certain cases the owners of parcels of land which are to be used for public streets or roads to cede such gratuitously and unconditionally to the City; to authorize the City to allow subject to a permit and to regulate establishments where fire arms and accessories are sold; provisions concerning the approval by the Quebec Municipal Commission of loan by-laws of the City and the loans effected under such by-laws; creation of a special fund to pay the cost of snow removal; provisions concerning the adoption of a capital expenditures program and the annulment of certain loan by-laws; to keep in force certain homologated lines;

tion de certains règlements d'emprunt; maintien en vigueur de certaines lignes homologuées; pouvoirs de la cité en matière d'élimination des taudis et de réaménagement urbain; permettre dans le cas de certains projets d'habitation et de rénovation urbaine un lotissement différent de celui prévu par l'article 300, paragraphe 99 de la charte; pouvoirs de la cité quant au mode de répartition du coût de construction des égouts; droit pour la cité d'exiger le paiement des taxes spéciales échues sur un immeuble avant d'en approuver la redivision ou la subdivision; autorisation de construire une ou des tours de transmission et de réception de télévision et de radio avec bâtiments connexes sur le territoire du parc Mont-Royal; ratifier et valider le contrat d'échange intervenu entre la cité et le collège Sainte-Croix le 22 juin 1959, et comprenant cession par la cité de partie de la rue Valois entre les rues Hochelaga et Sherbrooke, autoriser la cité à prolonger d'un an, à compter du 1er janvier 1960, la durée du contrat par lequel la cité a loué à l'hôpital Saint-Luc un certain emplacement sur la rue Sherbrooke pour y construire et y maintenir un hôpital pour les personnes atteintes de maladies contagieuses; valider l'expropriation faite par la cité de certaines étendues de terrains ou d'immeubles pour l'ouverture et l'élargissement de la rue Burnside entre les rues Guy et Drummond, autoriser la cité à ne pas les utiliser pour cette fin, les assujettir à la répartition et les déclarer résidus de terrains expropriés; le droit pour la cité de faire des études relativement au transport en commun, y compris des études relatives à la construction d'un métro.

Hôtel de Ville, Montréal, le 27 octobre 1959.

Le Greffier de la Cité,
51977-44-4-o C. E. LONGPRÉ.

## CITÉ DE MONTRÉAL

Avis public est par les présentes donné que la "Cité de Montréal" s'adressera à la Législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session, pour lui demander l'autorisation de présenter un bill ayant pour objet de refondre sa charte, de même que les dispositions des divers actes de la Législature de la province de Québec concernant la "Cité de Montréal".

Le Greffier de la cité,
Hôtel de Ville, C. E. LONGPRÉ.
Montréal, 27 octobre 1959. 51977-44-4-o

## VILLE D'ASBESTOS

Avis est donné que la Corporation de la "Ville d'Asbestos", s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte de façon à: pouvoir imposer comme immeubles les fils et tuyaux conducteurs de gaz, d'électricité, de téléphone, de télévision, etc.; ordonner la tenue d'un référendum sur toute question sur laquelle le conseil doit prendre une décision à la requête des contribuables; augmenter le montant des octrois aux groupes sportifs; accorder une exemption partielle des taxes scolaires et municipales aux immeubles de l'A.A.A.A. fixer l'année financière du 1er janvier au 31 décembre; changer la date où le budget doit être voté; fixer au premier lundi de novembre les élections municipales; étendre à trois années le mandat du maire et des échevins; créer un fonds industriel de $200,000.00; permettre le paiement des taxes foncières et de locataires en deux versements; et pour autres fins.

Asbestos, 27 octobre 1959.

Le Procureur de la requérante,
51984-44-4-o (Signé) LOUIS LANGLAIS.

powers of the City in connection with slum clearance and urban redevelopment; to authorize in the case of certain housing and urban redevelopment projects a subdividing of the land different from that provided for by article 300, raragraph 99 of the charter; powers of the City as regards the apportionnement of the cost of the construction of sewers; power of the City to exact payment of special taxes due on an immovable before approving the redivision or subdivision thereof; to authorize the construction ot the territory of Mount-Royal Park of one or more television and radio transmission and reception towers with connex buildings; to ratify and validate the deed of exchange between the city and Sainte-Croix College, dated June 22nd, 1959, and comprising cession by the City of part of Valois street between Hochelaga and Sherbrooke streets; to authorize the City to extend for one year, as of January 1st, 1960, the duration of the contract whereof the City leased to Saint-Luc Hospital a certain site located on Sherbrooke street, to erect thereon and maintain a hospital for persons affected by communicable diseases; to declare valid the expropriation made by the City of certain areas of land or immovables to open and widen Burnside street between Guy and Drummond streets, to authorize the City not to use them for such purpose, to subject them to apportionment and declare them residues of expropriated lands; the right for the City to make studies relating to mass transportation including studies relating to the construction of a subway.

City Hall, Montreal, October 27th, 1959.

C. E. LONGPRÉ,
51977-44-4-o City Clerk.

## CITY OF MONTREAL

Public notice is hereby given that the "City of Montreal" shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for authorization to present a bill revising its charter, as well as the provisions of the various Acts of the Legislature of the Province of Quebec concerning the "City of Montreal".

C. E. LONGPRÉ,
City Hall, City Clerk.
Montreal, October 27th, 1959. 51977-44-4-o

## TOWN OF ASBESTOS

Notice is hereby given that the Corporation of the "Town of Asbestos", will request the Quebec Legislature, at its next session, to amend its charter in order to: tax as immoveables the wires and pipes used for distribution of gaz, electricity, telephone, television, etc.; order a referendum on any question brought up by rate payers and on which the Council has to take a stand; boost-up the amount of the grants to sporting associations; grant a partial tax exemption, both municipal and for school purposes on A.A.A.A. properties; set the financial year from January 1st to December 31st; change the date when the budget must be adopted; hold elections on the first Monday of November; extend to three years the mandate of the mayor and the aldermen; create a $200,000.00 industrial fund; allow the payment in two instalments of property and rental taxes; and for other purposes:

Asbestos, October 27, 1959.

(Signed) LOUIS LANGLAIS,
51984-44-4-o Attorney for the petitioner.

## VILLE DE RICHMOND

Avis est donné que la corporation de la "Ville de Richmond" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte pour les fins suivantes, savoir: créer un nouveau fonds industriel de $300,000.00; permettre au maire et aux échevins de se faire rembourser les dépenses faites dans l'intérêt de la ville; permettre d'imposer une amende aux parents des enfants qui ne respectent pas le couvre-feu; règlementer l'usage et la vente des pétards, fusées, etc.; prohiber l'occupation d'immeubles construits ou réparés avant la fin des travaux; règlementer le stationnement des roulottes; imposer les fils et tuyaux conducteurs de gaz, électricité, force motrice, téléphone, télévision, etc.; augmenter à $500.00 le maximum de la taxe d'affaire prévue à l'article 526 de la Loi des cités et villes; porter à 20 le nombre nécessaire de contribuables pour exiger le vote sur un règlement d'emprunt; permettre d'accorder des franchises à des corporations distributrice de gaz; pour fixer à $25,000.00 pour cinq ans l'évaluation de l'annexe de la Richmond Shoe Supplies Ltd. et pour autres fins.

Richmond, 26 octobre 1959.

Le Procureur de la requérante,
(Signé) LOUIS LANGLAIS.

51985-44-4-o

## TOWN OF RICHMOND

Notice is hereby given that the corporation of the "Town of Richmond" will request the Quebec Legislature, at its next session, to amend its chater, in order to: create a new industrial fund in the amount of $300.000.00; allow the refund of any disbursement made by the mayor or the aldermen for the benefit of the town; impose a fine on parents or guardians of children who violate the curfew; regulate the use and sale of fire-crackers, rocketts, etc.; prohibit the occupancy of houses or buildings not completely built; regulate the use of trailers for living quarters; tax as commoveables vires and pipes used for distribution of gas, electricity, telephone, television, etc.; boost-up to $500.00 the maximum business tax set by article 526 of the Cities and Towns Act; boost-up to 20 the number of rate payers necessary to call for a vote on a borrowing by-law; grant franchises to persons or corporations wishing to distribute gas; fix at $25,000.00 the valuation of the annex to be built by Richmond Shoe Supplies Ltd. and for other purposes.

Richmond, October 26, 1959.

(Signed) LOUIS LANGLAIS,
Attorney for the Petitioner.

51985-44-4-o

## CORPORATION D'OKA

Avis est par les présentes donné que la "Corporation d'Oka", corporation municipale dans le comté des Deux-Montagnes, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi l'autorisant à louer un terrain pour fins sportives et commerciales, à acquérir et utiliser des immeubles pour fins municipales ou autres, et pour toutes autres fins jugées nécessaires dans l'intérêt de la corporation et pour la bonne administration de ses affaires.

Oka, le 27 octobre 1959.

Le Maire,
R. TRÉPANIER.
Le Secrétaire-trésorier,
PIERRE LALONDE.

51986-44-4-o

## CORPORATION D'OKA

Notice is hereby given that the "Corporation d'Oka", municipal corporation in the county of Deux-Montagnes, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act authorising it to lease a piece of land for sports and commercial purposes and to acquire immoveables and make use of them for municipal or other purposes, and for all other purposes judged necessary in the interest of the corporation and for the good administration of its affairs.

Oka, October 27, 1959.

R. TRÉPANIER,
Mayor.
PIERRE LALONDE,
Secretary-Treasurer.

51986-44-4-o

## BETH ZION CONGREGATION

Avis public est, par les présentes, donné que Sydney Phillips, Hyman Fried, Robert Eklove, Samuel Margolis et autres, citoyens de la cité Côte St-Luc, district de Montréal, professant la croyance juive, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la psssation d'une loi, les constituant en corporation ainsi que tels autres qui peuvent à l'avenir devenir membres d'une congrégation religieuse sous le nom de "Beth Zion Congregation".

Montréal, 26 octobre 1959.

Les Procureurs des requérants,
GENSER & PHILLIPS.

276 ouest, rue St-Jacques,
Montréal.

51987-44-4-o

## BETH ZION CONGREGATION

Public notice is hereby given that Sydney Phillips, Hyman Fried, Robert Eklove, Samuel Margolis and others, citizens, of the city of Côte St. Luc, district of Montreal, professing the Jewish faith, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session praying for an Act to incorporate themselves and such others as may hereafter become members into a religious Congregation under the name of "Beth Zion Congregation."

Montreal, October 26th, 1959.

GENSER & PHILLIPS,
Attorneys for the petitioners.

276 St. James St. W.,
Montreal.

51987-44-4-o

## CITÉ DE DRUMMONDVILLE

Avis public est par les présentes donné que la "Cité de Drummondville", dans le comté de Drummond, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

Décréter l'annexion au territoire de la cité de Drummondville de parties de terrains détachées du territoire de la municipalité de Grantham,

## CITY OF DRUMMONDVILLE

Public notice is hereby given that the "City of Drummondville", in the county of Drummond, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act for the following purposes:

To enact the annexation to the territory of the city of Drummondville of parts of lots detached from the territory of the municipality of Grant-

étant la terre d'un nommé Laurent Janelle;

Accorder un pouvoir d'achat d'immeubles et d'emprunt pour fins industrielles jusqu'à concurrence d'un montant de $800,000.00;

Obtenir certains amendements à la loi concernant l'élection municipale, la préparation de la liste électorale, la signification des procédures en Cour municipale, la règlementation des taxis, et autres matières accessoires;

Drummondville, ce 27 octobre 1959.

Les Procureurs de la requérante.

51988-44-4-o RINGUET & SAINT-PIERRE.

---

## VILLE DE RIVIÈRE DES PRAIRIES

Avis est, par les présentes, donné que "Ville de Rivière des Prairies" s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi aux fins de: Renouveler son pouvoir de taxer les lots vacants; Déclarer nulle une option entre la Ville et Wildor Brunet; Déclarer que l'immeuble sur lequel Longueuil Meat Exporting Co. a construit son usine n'était pas taxable comme lot vacant, et l'autoriser à faire les corrections à cet effet; Autoriser la ville à négocier et à conclure des ententes avec la Commission de Transport de Montréal; Déclarer légale la vente de certains lots pour taxes; Amender sa charte de la façon suivante: l'autoriser à accepter des acomptes sur des taxes futures; l'autoriser à faire certaines corrections aux rôles d'évaluation; l'autoriser à tenir un rôle d'évaluation sur feuilles mobiles et ratifier l'usage déjà existant à cette effet; faire concorder certains articles de la Loi des cités et villes avec les articles particuliers de la ville; et pour tous autres pouvoirs.

Les Procureurs de la requérante,
MONETTE, FILION
51989-44-4-o & LABELLE.

---

## SIR GEORGE WILLIAMS UNIVERSITY

Avis est par les présentes donné que Sir George Williams College s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi changeant son nom à "Sir George Williams University".

Montréal, le 27 octobre 1959.

Les Procueurs de la requérante,
COMMON, HOWARD, CATE,
OGILVY, BISHOP, COPE,
51990-44-4-o PORTEOUS & HANSARD.

---

## JOSEPH NAPOLÉON BENOIT
## CONRAD CÔTÉ

Avis public est par les présentes donné que Coenraad Zuurbier, commis de Ste. Monique des Saules, dans le comté de Québec, district de Québec s'adressera à la présente Législature de la Province de Québec, à la prochaine Session pour obtenir la passation d'une loi lui permettant de changer son nom de Coenraad Zuurbier en celui de "Joseph Napoléon Benoit Conrad Côté", avec tous les droits, et obligations qu'il a acquis dans le passé et tous les droits, privilèges et obligations que la loi peut lui conférer dans l'avenir.

Québec, le 27 octobre 1959.

Les Procureurs du pétitionnaire,
51991-44-4-o CARTER & FREMONT.

---

ham, being the farm of one named Laurent Janelle;

To grant the power of purchasing immoveables and to borrow for industrial purposes up to an amount of $800,000.00;

To obtain certain amendments to the Act respecting municipal elections, preparation of the electoral list, signification of the Municipal Court proceedings, regulation of taxis and other accessory matters;

Drummondville, October 27, 1959.

RINGUET & SAINT-PIERRE,
51988-44-4 Attorneys for the petitioner.

---

## TOWN OF RIVIÈRE DES PRAIRIES

Notice is hereby given that the "Town of Rivière des Prairies" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an Act for the following purposes: To renew its power to impose a tax on vacant lots; to declare null and void an option between the town and Wildor Brunet; to declare that the immoveable on which Longueuil Meat Exporting Co. has built its factory was not taxable as vacant lot and to authorize it to make the necessary corrections to that effect; to authorize the town to negotiate and enter into agreements with the Montreal Transportation Commission; to declare null and void the sale of certain lots for taxes; to amend its charter as follows: to authorize it to accept payments on account for future taxes; to authorize it to make certain corrections on the valuation rolls; to authorize it to keep a valuation roll on loose sheets and to ratify the usage already existing to that effect; to have certain articles of the Cities and Towns Act to tally with particular articles of the town; and for other purposes.

MONETTE, FILION
& LABELLE,
51989-44-4-o Attorneys for Petitioner.

---

## SIR GEORGE WILLIAMS UNIVERSITY

Notice is hereby given that Sir George Williams College will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act changing its name to "Sir George Williams University".

Montreal, October 27th, 1959.

COMMON, HOWARD, CATE,
OGILVY, BISHOP, COPE,
PORTEOUS & HANSARD,
51990-44-4-o Attorneys for Petitioner.

---

## JOSEPH NAPOLÉON BENOIT
## CONRAD CÔTÉ

Public notice is hereby given that Coenraad Zuurbier, clerk of Ste. Monique des Saules, county of Quebec, district of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for an act authorizing the change of his name Coenraad Zuurbier to the one of "Joseph Napoléon Benoit Conrad Côté", with all the rights and obligations he had in the past, and subject to the rights, duties and obligations imposed upon him by the said act in the future.

Quegec, October 27, 1959.

CARTER & FREMONT,
51991-44-4-o Attorneys for the petitioner.

---

## CITÉ DE SAINT-MICHEL

Avis public est par les présentes donné que la "Cité de Saint-Michel", s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour présenter un projet de loi, aux fins suivantes:

Augmenter ses pouvoirs concernant la règlementation de la circulation et le stationnement des véhicules-automobiles, la signification des procédures de la Cour municipale, la vente d'objets non réclamés, les nuisances, le droit de verser certains octrois, l'avis de départ d'un locataire ou occupant; modifier la répartition du coût des travaux de pavage de la rue Jarry et de certains autres travaux d'améliorations locales.

Cité de Saint-Michel, le 26 octobre 1959.

Le Procureur de la requérante,
51992-44-4-o BRUNO CREVIER.

## CITY OF SAINT-MICHEL

Public notice is hereby given that the "City of Saint-Michel", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the enactment of a law, for the following purposes:

To increase its powers concerning the traffic and the removal of vehicles illegally parked, the service of proceedings of the Municipal Court, the sale of unclaimed moveables, nuisances, grants, notice of departure of tenants or occupants; to amend the taxation of the costs of roadworks on Jarry Street and also of other local improvements, and for any other purposes.

City of Saint Michel, October 26th, 1959.

BRUNO CREVIER,
51992-44-4-o Attorney for the petitioner.

## VILLE DE BEAUCEVILLE-EST

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Beauceville-Est", demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi amendant sa charte, la loi 20 George V, chapitre 121, et amendements, aux fins suivantes:

1° Porter le terme du maire et des échevins à trois ans;

2° Abroger les articles 18, 20, 22, 23 et 27 de la loi 20 George V, chapitre 121;

3° Rendre applicable les articles 124 et 134 de la Loi des cités et villes;

4° Fixer la date des élections au premier lundi juridique de novembre, et établir pour les échevins l'élection par rotation;

5° Permettre de réglementer le coût de l'enlèvement de la neige, la circulation et le stationnement.

Et pour toutes autres fins.

St-Joseph, ce 27 octobre 1959.

Le Procureur de la pétitionnaire,
51993-44-4-o (Signé): MARCEL BLAIS.

## TOWN OF BEAUCEVILLE-EAST

Public notice is hereby given that the "Town of Beauceville-East", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to adopt an Act amending its charter, the Act 20 George V, chapter 121, and amendments, for the following purposes:

1. To carry the term for the mayor and aldermen to three years;

2. To abrogate sections 18, 20, 22, 23 and 27 of the Act 20 George V, chapter 121;

3. To render applicable sections 124 and 134 of the Cities and Towns Act;

4. To fix the date of elections for the first judicial Monday in November, and to establish elections by rotation for aldermen;

5. To allow the regulation of the cost of snow removal, traffic circulation and parking.

And for all other purposes.

St-Joseph, October 27, 1959.

(Signed): MARCEL BLAIS,
51993-44-4 Attorney for the petitioner.

## CITÉ DE SAINT-JÉRÔME

Avis public est, par le présent donné, que la Cité de Saint-Jérôme, corps politique municipal, incorporé suivant la Loi et ayant son siège social en la cité de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, s'adressera à l'Assemblée Législative de Québec, à sa plus prochaine séance aux fins d'obtenir une loi amendant sa charte pour les fins suivantes:

*a*) Obtention d'un pouvoir spécial d'emprunt n'excédant pas la somme de un million de dollars ($1,000,000.00);

*b*) Procédures à suivre pour amender un règlement adopté en vertu de l'article 426 de la Loi des cités et villes;

*c*) Prolongation à 3 ans du terme d'office du maire et des échevins à compter des élections générales de 1960;

*d*) Répartition du coût de certains services d'aqueduc et d'égouts dans les rues nouvelles de la cité;

*e*) Délimitation du champ de taxation en ce qui concerne les nouvelles industries;

*f*) Droit d'expropriation pour fins industrielles; et pour d'autres fins.

Saint-Jérôme, le 26 octobre 1959.

Les procureurs de la pétitionnaire,
52023-44-4-o THINEL & FILFE.

## CITY OF SAINT-JÉRÔME

Public notice is hereby given that the City of Saint-Jérôme, a municipal body politic, incorporated according to law and having its head office in the city of Saint-Jérôme, county of Terrebonne, will apply to the Legislative Assembly of Quebec, at its very next session, for the purpose of obtaining an act amending its charter for the following purposes:

*a*) To obtain special power to borrow for a sum not to exceed one million dollars ($1,000,000.00);

*b*) Procedure to follow to amend a by-law adopted under section 426 of the Cities and Towns Act;

*c*) The extension to three years the term of office for the mayor and aldermen from and after the general elections of 1960;

*d*) Distribution of the cost of certain aqueduct and sewer services in the new streets of the city;

*e*) Delimitation in the field of taxation in that which concerns new industries;

*f*) Right of expropriation for industrial purposes and other purposes.

Saint-Jérôme, October 26, 1959.

THINEL & FILFE,
52023-44-4 Attorneys for the Petitioner.

## VILLE DE HAUTERIVE

Avis public est par les présentes, donné, que la "Ville de Hauterive", s'adressera à l'Assem-

## TOWN OF HAUTERIVE

Public notice is hereby given that the "Town of Hauterive", will apply to the Legislative

blée Législative de la province de Québec, à sa prochaine session, en vu d'obtenir une loi dont l'objet sera d'amender sa charte, pour lui accorder, entre autre, les pouvoirs additionnels suivants, nécessaires à la bonne administration de ses affaires:

1° Amender le règlement d'emprunt N° 32 en rendant la taxe spéciale de pavage payable par tous les propriétaires contribuables au lieu et place des propriétaires riverins le tout sujet aux approbations requises pour un règlement d'emprunt;

2° Autoriser le Conseil à passer un règlement pour modifier ou amender le règlement N° 32, dans le but de renoncer à certains travaux prévus et d'approprier les fonds à des fins spécifiées dans le règlement d'amendement, ce règlement ne réquerrant pas d'autre approbation que celle de la Commission municipale de Québec et du Ministre des affaires municipales;

3° Et pour toutes autres fins.

Baie-Comeau, ce 27ième jour d'octobre 1959.

Les Procureurs de la Pétitionnaire,
ROULEAU, PARADIS
& ROULEAU.

52024-44-4-o

---

## LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE SAINT-LAURENT

Avis est par les présentes donné que "La Commission des Écoles Catholiques de Saint-Laurent", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins de:

1° Faire déclarer que la Commission était propriétaire absolue à la date du 5 août 1958, d'une partie du lot 501, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, libre de toutes charges ou hypothèques quelconques.

2° Annexer à la municipalité scolaire de La commission des écoles catholiques de Saint-Laurent:

*a*) Toute cette partie de la municipalité scolaire de Dorval, située dans les limites de la municipalité de la cité de Saint-Laurent.

*b*) Les lots 127 à 181 inclusivement, 184 à 188 inclusivement et 193, faisant tous partie des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent et appartenant à la municipalité scolaire de Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier.

*c*) Toute la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève N° 7, dans le comté de Jacques-Cartier.

Saint-Laurent, 28 octobre 1959.

Le Procureur de la requérante,
Me MAURICE SAUVÉ.

52025-44-4-o

---

## CANADA STEAMSHIP LINES LIMITED

Avis public est par les présentes données que "Canada Steamship Lines Limited", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi fixant, pour une période de cinq ans, à compter du 1er janvier 1960, à la somme de trois mille dollars par année la taxe pour fins scolaires à être payée par la compagnie aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Tadoussac, dans le comté de Saguenay, et à la somme de quatre mille cent dollars par année la taxe municipale à être payée par la compagnie à la Corporation du village de Tadoussac.

Québec, ce 27 octobre 1959.

Le Procureur de la requérante,
ROSS DROUIN, C.R.

52044-45-4-o

---

Assembly of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of amending its charter, granting it amongst other things, the following additional powers, necessary for the good management of its affairs:

1. To amend loan by-law No. 32 rendering the special paving tax payable by all property ratepayers in the place and stead of by the riparian property owners, the whole subject to the required approbation for a loan by-law;

2. To authorize the Council to pass a by-law to modify and amend by-law No. 32, for the purpose of renouncing certain projected work and to appropriate the funds for purposes specified in the amendment by-law, this by-law not requiring other approval than that of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs;

3. And for all other purposes.

Baie-Comeau, this 27th day of October, 1959.

ROULEAU, PARADIS
& ROULEAU,
Attorneys for the Petitioner.

52024-44-4

---

## THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF SAINT-LAURENT

Notice is hereby given that "The Catholic School Commission of Saint-Laurent", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act for the following:

1. To declare that the Commission was absolute owner on the date of August 5, 1958, of a part of lot 501, on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Laurent, free of all charges or mortgages whatsoever.

2. To annex to the municipality Catholic School Commission of Saint-Laurent:

*a*) All that part of the school municipality of Dorval, situated within the limits of the municipality of the city of Saint-Laurent.

*b*) Lots 127 to 181 inclusive, 184 to 188 inclusive and 193, all forming part of the official plan and book of reference for the parish of Saint-Laurent and belonging to the school municipality of Saint-Louis, in the county of Jacques-Cartier.

*c*) All the school municipality of Sainte-Geneviève No. 7, in the county of Jacques-Cartier.

Saint-Laurent, October 28, 1959.

Me MAURICE SAUVÉ,
Attorney for the Petitioner.

52025-44-4

---

## CANADA STEAMSHIP LINES LIMITED

Public notice is hereby given that "Canada Steamship Lines Limited", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act fixing, for a period of five years, from and after January 1st, 1960, to an amount of three thousand dollars per year the school tax to be paid by the company to the school commissioners for the municipality of Tadoussac, in the county of Saguenay, and to an amount of four thousand one hundred dollars per year the municipal tax to be paid by the company to the Corporation of the village of Tadoussac.

Quebec, October 27, 1959.

ROSS DROUIN, Q.C.,
Attorney for the Petitioner.

52044-45-4

---

## VILLE DE ST-GEORGES

Avis est par les présentes donné que la "Ville de St-Georges", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Annexer une certaine partie de territoire de la municipalité de la paroisse de St-Georges-Est, comté de Beauce;

2° Obtenir le pouvoir d'emprunter une somme de $45,000.00, sans autre approbation que celle de la Commission municipale et du Ministre des affaires municipales.

St-Georges, Beauce, 30 octobre 1959.

Le Procureur de la pétitionnaire,
52045-45-4-o ROBERT PERRON, C.R.

## TOWN OF ST-GEORGES

Public notice is hereby given that the "Town of St-Georges", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act for the following purposes:

1. Annex a certain part of territory of the municipality of the parish of St-Georges-East, county of Beauce;

2. To obtain the power to borrow the sum of $45,000.00, without other approval than that of the Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs.

St-Georges, Beauce, October 30, 1959.

ROBERT PERRON, Q.C.,
52045-45-4 Attorney for the Petitioner.

## VILLE DE QUÉBEC-OUEST

Avis est par les présentes donné que la "Ville de Québec-Ouest", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Obtenir le droit de faire la liste électorale suivant les numéros civiques;

2° Obtenir le droit de remorquer les véhicules illégalement stationnés;

3° Définir le sens du mot "nuisances";

4° Obtenir le droit que le rôle d'évaluation soit fait sur des fiches;

5° Annexer une certaine partie de territoire de la ville de Québec;

6° Obtenir le pouvoir d'emprunter $100,000.00 par année, pendant trois ans, pour travaux permanents et urgents et dépenses urgentes, sans autre approbation que celles de la Commission municipale et du Ministre des affaires municipales.

Québec-Ouest, 30 octobre 1959.

Le Procureur de la pétitionnaire,
52046-45-4-o ROBERT PERRON, C.R.

## TOWN OF QUEBEC-WEST

Public notice is hereby given that the "Town of Quebec-West", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act for the following purposes:

1. To obtain the right to make the electoral list according to civic numbers;

2. To obtain the right to haul vehicles illegally parked;

3. To define the definition of the word "nuisances";

4. To obtain the right that the valuation roll be made on index-cards;

5. To annex a certain part of territory of the city of Quebec;

6. To obtain the power to borrow $100.000.00 per year, during three years, for permanent and urgent work, and urgent expenses, without further approval than that of the Municipal Council and that of the Minister of Municipal Affairs.

Quebec-West, October 30, 1959.

ROBERT PERRON, Q.C.,
52046-45-4 Attorney for the Petitioner.

## HÔPITAL ST-JOSEPH DE GRANBY

Avis est par les présentes donné, que La Corporation des Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe, fera une demande à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, afin d'adopter une Loi aux fins de constituer en corporation l'"Hôpital St-Joseph de Granby".

Montréal, ce 30ème jour d'octobre 1959.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
TORMEY, GUÉRIN
52047-45-4-o & GAGNON.

## HÔPITAL ST-JOSEPH DE GRANBY

Notice is hereby given that La Corporation des Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to incorporate l'"Hôpital St-Joseph de Granby".

Montreal, this 30th day of October, 1959.

TORMEY, GUÉRIN
& GAGNON,
52047-45-4-o Attorneys for the petitioner.

## HÔPITAL ST-CHARLES DE ST-HYACINTHE

Avis est par les présentes donné, que La Corporation des Sœurs de la Charité de L'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe, fera une demande à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, afin d'adopter une Loi aux fins de constituer en corporation l'"Hôpital St-Charles de St-Hyacinthe".

Montréal, ce 30ème jour d'octobre 1959.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
TORMEY, GUÉRIN
52048-45-4-o & GAGNON.

## HÔPITAL ST-CHARLES DE ST-HYACINTHE

Notice is hereby given that La Corporation des Sœurs de la Charité de L'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to incorporate l'"Hôpital St-Charles de St-Hyacinthe."

Montreal, this 30th day of October, 1959.

TORMEY, GUÉRIN
& GAGNON,
52048-45-4-o Attorneys for the petitioner.

## VILLE DE ROSEMÈRE

Avis est, par les présentes, donné que la "Ville de Rosemère", s'adressera à la Législature

## TOWN OF ROSEMÈRE

Public notice is hereby given that the "Town of Rosemère", will apply to the Quebec Legis-

de Québec, à sa prochaine session, afin de demander l'adoption d'une loi pour les objets suivants:

1° Amender sa charte de manière qu'une partie du territoire de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville lui soit annexée.

2° Obtenir certains pouvoirs additionnels, à savoir:

*a*) Qu'un avis de proposition pour amender les règlements de construction ou de zonage empêche l'émission de permis de construction dans la zone affectée.

*b*) Régulariser les bains ou les prohiber.

*c*) Que les rues, chemins, ouverts et en usage depuis trois ans, qui ne sont pas taxés, deviennent propriété publique.

*d*) Décréter la fermeture des dépotoirs.

*e*) Imposer une taxe sur les terrains vacants.

*f*) Exercer des travaux permanents sur une requête des deux-tiers des propriétaires sur une rue ou ruelle et l'approbation du Ministre des affaires municipales.

Rosemère. 29 octobre 1959.

Le Procureur de la ville de Rosemère,

52049-45-4 JOHN McDOUGALL.

---

CITÉ DE JOLIETTE, COMMISSION SCOLAIRE POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE JOLIETTE, ET COMMISSION SCOLAIRE POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-CHARLES-BORROMÉE.

Avis public est, par les présentes, donné que la "Cité de Joliette, les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Joliette et les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse St-Charles-Borromée", s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi:

*a*) Quant à la Cité de Joliette:

Amendant sa charte, la Loi 25-26 George V, chapitre 124, et les différentes loi qui l'amendent, aux fins suivantes:

1° Autoriser le Conseil à diminuer, par règlement, le nombre des échevins;

2° Décréter certaines dispositions particulières quant aux élections du maire et des échevins;

3° Augmenter, par résolution, l'indemnité annuelle du maire et des échevins;

4° Autoriser le Conseil à changer, par règlement, la date des élections;

5° Autoriser le Conseil à adopter des règlements en rapport avec les écoliers, les affiches, les roulottes, la prohibition de l'octroi de permis de construction de dépôts pétrolifères et de dépôts de ferraille;

6° Ajouter certaines dispositions en rapport avec la taxe de vente pour les achats faits en dehors du territoire;

7° Accorder à ses officiers municipaux une protection spéciale;

8° Créer un nouveau fonds industriel au montant de $500,000.00;

9° Obtenir l'autorisation d'acquérir de gré à gré ou par expropriation tous terrains ou immeubles quelconques nécessaires pour la réalisation du plan de construction de logements salubres ou pour toutes autres fins jugées nécessaires.

10° Pour toutes autres fins;

*b*) Quant aux Commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Joliette:

Modifiant l'article 1 de la Loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 143, de façon à ajouter certaines dispositions en rapport avec la taxe de vente pour les achats faits en dehors du territoire;

lature at its next session to request the adoption of an Act for the following purposes:

1. To amend its charter in order to annex a part of the territory of the municipality of the parish of Ste. Thérèse de Blainville.

2. To obtain certain additional powers, namely:

*a*) That notice of motion to amend building or zoning by-laws shall prevent the issue of building permits in the zone affected.

*b*) To regulate bathing or prohibit the same.

*c*) That streets, roads, open and in use for 3 years and not taxed shall become public property.

*d*) To order the closing of dumps.

*e*) To impose a tax on vacant lots.

*f*) To carry out permanent works on a petition by two-thirds of the proprietors on a street or lane and approval of the Minister of Municipal Affairs.

Rosemère, October 29th, 1959.

JOHN McDOUGALL,

52049-45-4-o Attorney for the town of Rosemère.

---

CITY OF JOLIETTE, SCHOOL COMMISSION FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF JOLIETTE, AND SCHOOL COMMISSION FOR THE MUNICIPALITY OF ST. CHARLES-BORROMÉE.

Public notice is hereby given that the "City of Joliette, the School Commissioners for the municipality of the town of Joliette and the School Commissioners for the municipality of the parish of St. Charles Borromée", will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session, for the passing of an act:

*a*) For the city of Joliette:

Amending its charter, act 25-26 George V, chapter 124, and the different acts amending same, for the following purposes:

1. To authorize the Counsel to reduce, by by-law, the number of the Aldermen;

2. To declare some particular provisions regarding the elections of the Mayor and the Aldermen;

3. To raise, by resolution, the annual allowance for the Mayor and the Aldermen;

4. To authorize the Counsel to change, by by-law, the date of the elections;

5. To authorize the Counsel to adopt by-laws regarding the students, the bill-boards, the trailers, the prohibition of the granting of building permits for deposits of scrap iron and for deposits of petroliferous products;

6. To add some partjcular provisions regarding the sales tax for purchases made outside territory;

7. To allow to its municipal officers a special protection;

8. To constitute an additional industrial fund of $500,000.00;

9. To obtain the authorization to acquire at a private sale or by expropriation all lots or immoveables whatsoever necessary for the realisation of a construction plan for healthy dwelling houses or for any necessary purpose;

10. For all other purposes.

*b*) For the School Commissioners of the municipality of the town of Joliette:

Amending article 1 of Act 7-8 Elizabeth II, chapter 143, in order to add some particular provisions regarding the sales tax for purchases made outside territory.

c) Quant aux Commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse St-Charles-Borromée:

Remplaçant l'article 1 de la Loi 1-2 Élizabeth II, chapitre 127, par un autre, de façon à:

1° Autoriser lesdits Commissaires à hausser de 1 à 2% le taux de la taxe de vente, dite taxe d'éducation;

2° Ajouter certaines dispositions particulières en rapport avec la taxe de vente pour les achats faits en dehors du territoire.

Joliette, le 30 octobre 1959.

Le Procureur des Pétitionnaires,
52061-45-4-o MAURICE MAJEAU.

## WESTMINSTER PAPER COMPANY LIMITED

Avis est par les présentes donné que "Westminster Paper Company Limited" s'adressera à la prochaine session de la Législature de Québec pour l'adoption d'une loi pour confirmer son titre aux subdivisions 1, 2, 3, 4, 6, 7, 15, 16, 37, 41, 44 et 46 du lot 189, subdivisions 1 et 2 du lot 190, lots 191, 192, 193 et 497, subdivisions 2, 4 à 13 inc., 15 à 26 inc., 28 à 41 inc., 43 et 44 du lot 194, subdivisions 76 à 79 inc. du lot 195, subdivisions 219 à 235 inc. du lot 197, parties des lots 196, 207, 208, 209, 211, 212, 213, 215, 216, 264 et 265 et aux droits d'inondation sur parties des subdivisions 1, 2 2*a* et 3 à 10 inc. du lot 195, subdivisions 275 à 325 inc. du lot 197, subdivision 1 du lot 198 etlots 199 à 204 inc., 210 et 257 à 263 inc., le tout aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Paul de Joliette dans le comté de Joliette, et aux subdivision 4 du lot 475, subdivision 8 du lot 477 et subdivision 17 du lot 478, le tout aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Ste-Marie Salomée dans le comté de Montcalm faisant partie actuellement de la paroisse du Sacré-Coeur de Jésus de Crabtree Mills dans le comté de Joliette, aux lots 748, 752, 753, 754 et partie du lot 759, le tout aux plan et livre de renvoi officiels du Cadastre de la paroisse de St-Jacques de l'Achigan dans le comté de Montcalm faisant partie actuellement de la paroisse de Sacré-Coeur de Jésus de Crabtree Mills dans le comté de Joliette, au lot 247 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Liguori dans le comté de Montcalm, au barrage dans la Rivière Lac Ouareau entre lesdits lots 190 et 196 et ledit lot 264 et aux lit et rives de la Rivière Lac Ouareau entre ledits lots 190 et 196 et ledit lot 264 et entre ledit lot 247 et lesdits lots 748, 752, 753 et 759, le tout franc et libre de toute charge, servitude, privilège et hypothèque; pour déclarer que Westminster Paper Company Limited est exempte de toute obligation prescrite par la loi d'obtenir l'approbation de toute autorité gouvernementale des site, plans et devis, construction et entretien dudit barrage tel qu'il existe présentement; pour déclarer valide le règlement N° 48 de la Corporation du village de Crabtree fermant certain chemins dans ladite municipalité et pour déclarer que le terrain où lesdits chemins étaient situés appartient à Westminster Paper Company Limited par un titre bon, franc et libre de tous droits de passage en faveur d'autrui; pour déclarer que la Loi 14-15 Georges VI c. 122 s'applique à Westminster Paper Company Limited et ses successeurs aux subdivisions 219 à 235 inc. dudit lot 197; et pour autres fins.

Montréal, le 29 octobre 1959.

Les Procureurs de la Pétitionnaire,
COMMON, HOWARD, CATE, OGILVY BISHOP, COPE, PORTEOUS & HANSARD.
52071-45-4-o

c) For the School Commissioners of the municipality of the parish of St. Charles-Borromée:

Replacing article 1 of Act 1-2 Elizabeth II, chapter 127, by a new one for the following purposes:

1. To authorize the said School Commissioners to raise from 1 to 2% the rate of sales tax, called educational tax;

2. To add some particular provisions regarding, the sales tax for purchases made outside territory.

Joliette, October the 30th, 1959.

MAURICE MAJEAU,
52061-45-4-o Attorney for Petitioners.

## WESTMINSTER PAPER COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that "Westminster Paper Company Limited" will apply at the next session of the Quebec Legislature for an Act to confirm its title to subdivisions 1, 2, 3, 4, 6, 7, 15, 16, 37, 41, 44 and 46 of lot 189, subdivisions 1 and 2 of lot 190, lots 191, 192, 193 and 497, subdivisions 2, 4 to 13 incl., 15 to 26 incl., 28 to 41 incl., 43 and 44 of lot 194, subdivisions 76 to 79 incl. of lot 195, subdivisions 219 to 235 incl. of lot 197, parts of lots 196, 207, 208, 209, 211, 212, 213, 215, 216, 264 and 265, and to flooding rights on parts of subdivisions 1, 2 2*a* and 3 to 10 incl. of lot 195, subdivisions 275 to 325 incl. of lot 197, subdivision 1 of lot 198 and lots 199 to 204 incl., 210 and 257 to 263 incl. all on the official plan and in the book of reference for the parish of St. Paul de Joliette in the county of Joliette, and to subdivision 4 of lot 475, subdivision 8 of lot 477 and subdivision 17 of lot 478, all on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the parish of Ste. Marie Salomée in the county of Montcalm now forming part of the parish of Sacré-Coeur de Jésus de Crabtree Mills in the county of Joliette, lots 748, 752, 753, 754 and part of lot 759, all on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the parish of St. Jacques de l'Achigan in the county of Montcalm, now forming part of the parish of Sacré-Coeur de Jésus de Crabtree Mills in the county of Joliette and to lot 247 on the official plan and in the book of reference for the parish of St. Liguori in the county of Montcalm, the Dam in the Lac Ouareau River between said lots 190 and 196 and said lot 264 and the bed and banks of the Lac Ouareau River between said lots 190 and 196 and said lot 264 and between said lot 247 and said lots 748, 752, 753 and 759, the whole free and clear of all encumbrances, servitudes, privileges and hypothecs; to declare that Westminster Paper Company Limited is exempt from any obligation prescribed by law of obtaining the approval by any governmental authority of the site, plans and specifications, erection and maintenance of the said Dam as it now exists; to declare valid By-law No. 48 of the Corporation of the village of Crabtree closing certain roads in the said municipality and to declare that the land where the said roads were situated is vested in Westminster Paper Company Limited by a good title free and clear of all rights of passage in favour of others; to declare that the Act 14-15 George VI, c. 122 applies to Westminster Paper Company Limited and its successors in title to subdivisions 219 to 235 incl. of said lot 197; and for other purposes.

Montreal, P.Q., October 29th, 1959.

COMMON, HOWARD, CATE, OGILVY, BISHOP, COPE, PORTEOUS & HANSARD,
52071-45-4-o Attorneys for Petitioner.

## LA CORPORATION MUNICIPALE LAC LEMOINE

Avis est par les présentes donné que "La Corporation Municipale Lac Lemoine", dans le comté d'Abitibi-Est, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander que la loi 6-7, Elizabeth II, 1957-58, chapitre 80, soit amendée comme suit:

En ajoutant, après le paragraphe 1 *e*), un autre paragraphe, 1 *f*), qui se lira comme suit:

1 *f*) La corporation de la ville de Val d'Or remettra à La corporation municipale Lac Lemoine trois pour cent (3%) de la taxe réellement perçue dans le territoire tel que décrit dans ladite loi pour la ville de Val d'Or, à compter du 1er janvier 1960.

Daté à Val d'Or, Québec le 26 octobre 1959.

Le Procureur de la pétitionnaire,
52072-45-4-o LUCIEN TOURIGNY, C.R.

## THE MUNICIPAL CORPORATION LAC LEMOINE

Public notice is hereby given that "The Municipal Corporation Lac Lemoine", in the county of Abitibi-East, will present at the next session of the Legislature of the Province of Quebec a Bill to amend 6-7, Elizabeth II, 1957-58, chapter 80, as follows:

By adding, after paragraph 1 *e*), another paragraph, 1 *f*), which will read as follows:

1 *f*) The corporation of the town of Val d'Or shall remit to the municipal corporation Lac Lemoine three per cent (3%) of the tax actually collected within the territory as herein-above described for the town of Val d'Or, from January 1st, 1960.

Dated at Val d'Or, Quebec, October 26th, 1959.

LUCIEN TOURIGNY, Q.C.,
52072-45-4-o Attorney for the Petitioner.

## THE ELMWOOD CEMETERY COMPANY OF SHERBROOKE

Avis public est par les présentes donné que "The Elmwood Cemetery Company of Sherbrooke", corporation légalement constituée avec siège social en la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, s'adressera à la législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir la permission:

1° de vendre ou iliéner, en tout ou en partie, certains aboutissants dudit cimetière connus et désignés comme étant les lots Nos. 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 922-62, 922-63; 922-64 et 922-65 ainsi que la partie ouest du résidu non-subdivisé du lot N° 922, aux plan et livre de renvois officiels du cadastre pour le Quartier Nord de la Cité de Sherbrooke; et

2° modifier et fixer en conséquence l'emplacement et les nouvelles limites dudit cimetière:

Sherbrooke, ce 26 octobre, 1959.

Les Procureurs du requérant,
HARRY E. GRUNDY, C.R. et
52073-45-4-o RICHARD CRÉPEAU, C.R.

## THE ELMWOOD CEMETERY COMPANY OF SHERBROOKE

Public notice is hereby given that "The Elmwood Cemetery Company of Sherbrooke", a corporation legally constituted with its head office in the city of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, will apply to the Provincial Legislature at its next session to obtain permission:

1. To sell or alienate, in whole or in part, certain tracts or parcels of land belonging to the said Company known and described as lots Nos. 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 922-62, 922-63, 922-64, 922-65 and the westerly part of the unsubdivided residue of lot No. 922, on the official plan and in the Book of Reference for the North Ward of the city of Sherbrooke; and

2. To modify and fix, in consequence, the site and the new limits of the said cemetery.

Sherbrooke, October 26, 1959.

HARRY E. GRUNDY, Q.C. and
RICHARD CRÉPEAU, Q.C.
52073-45-4-o Attorneys for Petitioner.

## VILLE DE BUCKINGHAM

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Buckingham" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'obtention d'une loi amendant sa charte, aux fins suivantes:

1° Annexer à son territoire, pour fins municipales et scolaires une partie du lot N° 8A du IVe rang du canton de Buckingham, faisant ci-devant partie de la municipalité de la partie sud-est du canton de Buckingham;

2° Fixer à trois ans le mandat du maire et des échevins;

3° Faire disparaître le système de rotation actuellement en vigueur pour l'élection des membres du conseil;

4° Autoriser le conseil à décréter le paiement d'une rémunération plus substantielle pour le maire et les échevins de la municipalité;

5° Obtenir pour la ville certains pouvoirs additionnels, tels que:

*a*) octroyer des octrois plus substantiels aux sociétés de bienfaisance et en particulier à l'Association des terrains de jeux de la ville de Buckingham;

*b*) Décréter l'imposition d'une taxe spéciale d'au plus $3.00 sur tout propriétaire, locataire ou occupant d'immeuble dans la municipalité,

## TOWN OF BUCKINGHAM

Public notice is hereby given that the "Town of Buckingham" shall apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act the object thereof will be to amend the charter of the town for the following purposes:

1. To annex to its territory, for municipal and school purposes, a part of the lot No. 8A, of the fourth range, of the town of Buckingham, heretofore forming part of the municipality of Buckingham south east;

2. To fix at three years the term of office of the mayor and of the aldermen;

3. To abrogate the rotation actually in force for the election of the members of the council;

4. To authorize the council to increase the remuneration to be paid to the mayor and alderman of the municipality;

5. To obtain for the town the following additional powers, namely:

*a*) To grant more substantial amounts to charitable organizations and in particular, to the Play Grounds Association of the town of Buckingham;

*b*) To levy a special tax not exceeding $3.00 a year upon any property-owner, lessee or occupant of an immoveable property in the

en vue de créer un fonds pour l'établissement, l'entretien et l'administration des terrains de jeux;

*c*) Imposer une taxe de vente de 2% sur les boissons alcooliques et les vins vendus par le ou les magasins de la Commission des Liqueurs de Québec, établis dans la municipalité;

*d*) Permettre à l'officier-rapporteur de demandeur le recomptage judiciaire des votes, lorsqu'après la votation deux candidats ou plus paraissent avoir reçu égalité de voix;

*e*) Créer un fonds industriel d'un montant ne dépassant pas $200,000.00 pour l'établissement de nouvelles industries dans la municipalité;

*f*) Modifier certaines autres dispositions de sa charte et de la loi générale pour les besoins de la municipalité.

Donné à Buckingham, ce 28ième jour d'octobre 1959.

Le Procureur de la requérante,
52074-45-4-o ARTHUR LABBÉ.

municipality, in order to create a fund for the maintenance and administration of playgrounds within the municipality;

*c*) To levy a sale tax of 2% on the alcoholic liqueurs and wines sold by the Quebec Liquor Commission in the municipality;

*d*) To authorize the returning-officer of the municipality to apply for a re-addition of the votes before a judge of the district, when two candidates or more for the office of mayor and alderman appear to have received an equal number of votes;

*e*) To create an industrial fund not exceeding $200,000.00 for the establishment of new industries in the municipality;

*f*) To modify some other provisions of its charter and of the general law to meet the needs of the municipality.

Given at Buckingham, this 28th day of October, 1959.

ARTHUR LABBÉ,
52074-45-4-o Attorney for the Petitioner.

## LA COMMISSION SCOLAIRE DE LA CITÉ DE THETFORD MINES

Avis public est par les présentes donné par les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Thetford Mines, dans le comté de Mégantic, qu'ils s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: "Abréger le nom officiel; permettre à tous les propriétaires de voter; établir des bureaux de votation dans les écoles; obtenir des conseils municipaux de Thetford Mines et de Rivière Blanche copie de leurs rôles d'évaluation pour les territoires sous la juridiction des commissaires, faisant remise aux commissaires, d'après le rôle de perception qu'ils ont préparé, de toutes taxes scolaires imposées, courantes et arriérées, à raison de 1/12 (un douzième) par mois, les arriérés étant tous remis avant le 30 juin 1960 et permettant la remise des taxes dans les cas d'indigence et de nécessité."

Thetford Mines, ce 3 novembre 1959.

Le procureur de la pétitionnaire,
52075-45-4-o ANTONIO BEAUDOIN, C.R.

## THE SCHOOL COMMISSION FOR THE CITY OF THETFORD MINES

Public notice is hereby given by the school commissioners for the municipality of the city of Thetford Mines, in the county of Megantic, that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act for the following purposes: "To shortern the official name; to allow all proprietors to vote; to establish voting offices in the schools; to obtain from the municipal counsils of Thetford Mines and Rivière Blanche, copy of their valuation rolls for the territories under the jurisdiction of the commissioners, remitting to the commissioners, according to the collection roll which they prepared, all the imposed, current and past-due school taxes, at the rate of 1/12 (one twelfth) per month, the deferred payments being all remitted before June 30, 1960 and allowing the remittance of taxes in the case of indigence and necessity."

Thetford Mines, November 3, 1959.

ANTONIO BEAUDOIN, Q.C.,
52075-45-4 Attorney for the petitioner.

## SÉMINAIRE DE SAINT-CHARLES-BORROMÉE

Avis est par les présentes donné que Son Excellence Mgr Georges Cabana, archevêque de Sherbrooke, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation du "Séminaire de Saint-Charles-Borromée", avec tous les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et avec des pouvoirs spéciaux pour des fins religieuses, éducationnelles et charitables; le siège social de cette future corporation sera dans la cité de Sherbrooke.

Sherbrooke, 30 octobre 1959.

Les procureurs des pétitionnaires,
LEBLANC, DELORME, BARNARD,
52079-45-4-o LEBLANC & FRÉCHETTE.

## SEMINARY OF SAINT-CHARLES-BORROMÉE

Notice is hereby given that His Excellency Msgr Georges Cabana, Archbishop of the diocese of Sherbrooke, of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, will apply to the Quebec Legislature, at its coming session, for the passing of an act incorporating the "Seminary of Saint-Charles-Borromée", with all the powers, rights and privileges of ordinary corporations and with special powers for religious, educational and charitable purposes; the head office of the future corporation shall be in the city of Sherbrooke.

Sherbrooke, October 30th, 1959.

LEBLANC, DELORME, BARNARD,
LEBLANC & FRÉCHETTE,
52079-45-4-o Attorneys for the petitioners.

## LA CORPORATION DE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

Avis est, par les présentes, donné que la "Corporation de Montréal Métropolitain", constituée par la Loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 52,

## THE MONTREAL METROPOLITAN CORPORATION

Public notice is given by these presents that "The Montreal Metropolitan Corporation", as created by the act 7-8 Elizabeth II, chapter 52,

section II, ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi:

1° Pour modifier les lois 11 George V, chapitre 140, 12 George V, chapitres 123 et 124, 13 George V, chapitre 105, 14 George V, chapitre 107, 15 George V, chapitre 115, 16 George V, chapitre 82, 18 George V, chapitre 120, 19 George V, chapitre 103, 20 George V, chapitre 147, 21 George V, chapitre 139, 22 George V, chapitre 129, 23 George V, chapitre 141, 13 George VI, chapitre 77, 14-15 George VI, chapitre 73, 1-2 Elizabeth II, chapitre 60, 3-4 Elizabeth II, chapitre 125 et 7-8 Elizabeth II, chapitre 52, section II, de façon à y insérer des dispositions interprétatives et des modifications de concordance.

2° Pour imposer des pénalités à tout membre de son conseil qui siège illégalement et pour réduire le nombre des membres requis pour former quorum dans ses assemblées, et enfin nommer certains officiers spéciaux pour exécuter les ordonnances du conseil.

3° Pour donner à la Corporation de Montréal Métropolitain le pouvoir d'adopter des règlements concernant toute matière de sa juridiction et concernant particulièrement les routes métropolitaines.

4° Pour définir davantage les privilèges et obligations des municipalités membres de la Corporation de Montréal Métropolitain relativement à leur rôle d'évaluation.

5° Pour donner à la Corporation de Montréal Métropolitain le pouvoir d'établir un plan directeur montrant le réseau des routes à caractère métropolitain dans tout le territoire de l'Ile de Montréal, et pour lui permettre de créer un réseau de routes métropolitaines, de les construire, de les améliorer, de les prolonger, de les détourner, de les entretenir et d'emprunter à ces fins.

6° Pour permettre à la Corporation de Montréal Métropolitain de conclure des ententes avec les municipalités du district métropolitain et même avec celles de toute l'Ile de Montréal, relativement à toute matière de leur ressort et lui accorder des pouvoirs identiques à ceux desdites municipalités, avec qui la Corporation pourrait conclure des ententes.

7° Pour améliorer davantage les méthodes utilisées pour financer les corporations municipales du district métropolitain.

8° Pour attribuer à la Corporation de Montréal Métropolitain la propriété du Boulevard Métropolitain et lui imposer l'obligations de l'entretenir dans toute sa longueur.

9° Pour prévoir une procédure concernant les poursuites en dommage dont la Corporation pourrait être l'objet.

10° Pour permettre à la Corporation de Montréal Métropolitain de faire, pour une année, un budget supplémentaire bu l'impossiblité de prévoir les dépenses futures.

11° Pour permettre à la Corporation susdite d'étudier toute question relative au transport en commun dans l'Ile de Montréal.

12° Pour accorder à la Corporation de Montréal Métropolitain certains pouvoirs relatifs à tout objet d'intérêt métropolitain et à toutes autres fins.

Montréal, ce 26 octobre 1959.

Le Conseiller Juridique de
la Corporation de Montréal Métropolitain,
GABRIEL DUPUIS.

52080-45-4-o

division II, having its office and principal place of business in the city of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain passage of a bill:

1. To amend the Acts 11 George V, chapter 140, 12 George V, chapters 123 and 124, 13 George V, chapter 105, 14 George V, chapter 107, 15 George V, chapter 115, 16 George V, chapter 82, 18 George V, chapter 120, 19 George V, chapter 103, 20 George V, chapter 147, 21 George V, chapter 139, 22 George V, chapter 129, 23 George V, chapter 141, 13 George VI, chapter 77, 14-15 George VI, chapter 73, 1-2 Elizabeth II, chapter 60, 3-4 Elizabeth II, chapter 125 and 7-8 Elizabeth II, chapter 52, division II, by therein inserting declaratory and interpretative provisions.

2. To impose penalties upon any member of the council who shall sit illegally, and to reduce the number of members required to form a quorum at its meetings, and finally to appoint certain special officers for the execution of the enactments of the council.

3. To give the power to the Montreal Metropolitan Corporation to adopt by-laws concerning any matter under its jurisdiction, and particularly concerning Metropolitan roads.

4. To further define the rights and obligations of the member municipalities of the Montreal Metropolitan Corporation with respect to valuation rolls.

5. To empower the Montreal Metropolitan Corporation to establish a master plan showing a system of roads of Metropolitan character in the entire territory of the Island of Montreal, and to permit it to create a system of Metropolitan roads, to build, improve, extend, divert, and maintain them, and to borrow for these purposes.

6. To permit the Montreal Metropolitan Corporation to conclude agreements with the municipalities of the Metropolitan district, and also with those of the entire Island of Montreal, with respect to any matter within their competence, and to grant it the same powers as those of the said municipalities with which the Corporation may have concluded agreements.

7. To further improve the methods utilized for financing the municipal corporations of the Metropolitan district.

8. To vest in the Montreal Metropolitan Corporation, the ownership of the Metropolitan Boulevard and to charge it with the obligation of servicing it throughout its entire length.

9. To provide for procedures concerning actions for damage of which the Corporation may be the subject.

10. To permit the Montreal Metropolitan Corporation to establish a supplementary budget, for one year, in view of the impossibility of foreseeing future expenditures.

11. To permit the aforesaid Corporation to study any question relating to mass transportation on the Island of Montreal.

12. To grant the Montreal Metropolitan Corporation certain powers with respect of any subject of metropolitan interest, and for all other purposes.

Montreal, October 26th, 1959.

Legal Counsel of
GABRIEL DUPUIS,
Legal Counsel of
the Montreal Metropolitan Corporation.

52080-45-4-o

## MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE GRACEFIELD

Avis est par les présentes donné que la corporation municipale du village de Gracefield adressera une pétition à la Législature de la province de Québec, durant la prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi spéciale, ayant pour but l'annexion d'un territoire de la municipalité du canton de Wright, à la "Municipalité du village de Gracefield."

Gracefield, ce 28e jour d'octobre 1959.

Le Maire,
JEAN-PAUL DESJARDINS.
Le Secrétaire-trésorier,
ARTHUR L'ÉCUYER.

52081-45-4-o LIONEL MOUGEOT.

## MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF GRACEFIELD

Notice is hereby given that the municipal corporation of the village of Gracefield will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session to obtain the adoption of a special law to annex a territory from the municipal township of Wright, to the "Municipality of the village of Gracefield."

Gracefield, this 28th day of October, 1959.

JEAN-PAUL DESJARDINS,
Mayor.
ARTHUR L'ÉCUYER,
Secretary-Treasurer.

52081-45-4o LIONEL MOUGEOT.

## CITÉ D'OUTREMONT

Avis public est par les présentes donné que la "cité d'Outremont" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins d'amender, pour la cité, certains articles de la Loi des cités et villes et pour demander certains pouvoirs spéciaux: autoriser la location de locaux dans les édifices municipaux et les parcs; donner le droit de vote aux locataires contre lesquels aucune taxe n'est imposée; exiger un permis d'occupation pour les immeubles nouvellement construits ou modifiés; employer des agents spéciaux pour la sécurité des écoliers dans le voisinage immédiat des écoles; concéder des contrats pour l'enlèvement de la neige et des vidanges; réglementer la construction des conduites privées, entrées d'eau et égouts et exiger un dépôt; établir et réglementer les postes de stationnement de véhicules automobiles et installer des chronomètres; touer et remiser les véhicules stationnés en contravention des règlements ou nuisant aux travaux publics; obliger tout propriétaire à enlever les arbres nuisibles; tenir le propriétaire d'un véhicule automobile responsable de toute contravention aux règlements de circulation; réglementer, prohiber et limiter le nombre de postes de ravitaillement d'essence; adjoindre des experts aux estimateurs; imposer une taxe spéciale pour l'enlèvement de la neige; adresser les sommations émises par la Cour municipale par courrier recommandé; ordonner un referendum sur requête concernant quelque chose pouvant faire légalement l'objet d'une décision du conseil; vendre à l'encan des effets mobiliers abandonnés ou non réclamés; étendre le délai des avis préalables à la suite d'accidents ou de chutes sur le trottoir et exiger un plus court délai pour l'avis verbal; et toutes autres fins jugées nécessaires dans l'intérêt de la cité et pour la bonne administration de ses affaires.

Outremont, le 27 octobre 1959.

52082-45-4-o MAURICE MARTEL, C.R.

## CITY OF OUTREMONT

Public notice is hereby given that the "city of Outremont" will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec at its next session in order to obtain the adoption of an act amending, for the city, certain articles of the Cities and Towns Act and obtaining certain special powers: authorize the renting of municipal buildings or parks or parts thereof; give the right of vote to tenants against whom no taxes are imposed; require permits to occupy buildings newly constructed or transformed; engage special agents for the protection of pupils in the vicinity of schools; concede contracts for the removal of snow and garbage; regulate the construction of private underground conduits for water and sewer and require a deposit; establish and regulate parking stands for motor vehicles and install parcometers; tow and store vehicles parked in contravention with the traffic by-laws or being a nuisance to public works; oblige owners to remove dangerous trees; hold the owner of a motor vehicle responsible of any infraction against the traffic by-laws; regulate, prohibit and limit the number of retail gazoline stations; adjoin experts to assessors; impose a special tax for the removal of snow; allow the service of summons issued from the municipal Court by registered letter; order a referendum on a petition concerning something which the Council may legally decide; sell at auction moveables effects abandoned or unclaimed; extend the delay of prior notices following accidents or falls on sidewalks and require a shorter verbal notice; and for any other objects necessary in the interests of the city and for the good administration of its affairs.

Outremont, October 27, 1959.

52082-45-4-o MAURICE MARTEL, C.R.

## LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCE DES CAISSES POPULAIRES

Avis est par les présentes donné que "La Société d'Assurance des Caisses Populaires", s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, étant 8 George VI, chapitre 80, changeant le mode d'élection des directeurs, concernant le fonds de réserve et les contributions des Caisses Populaires dites Desjardins à tel fonds de réserve, et pour autres fins.

Lévis, 2 novembre 1959.

Les Procureurs de la requérante,
52091-45-4-o GAGNON & DE BILLY.

## LA SOCIÉTÉ D'ASSURANCE DES CAISSES POPULAIRES

Notice is hereby given that "La Société d'Assurance des Caisses Populaires", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passation of an act amending its charter being 8 George VI, chapter 80, changing the procedure of election of its directors, concerning the reserve fund and the contributions thereto of the Caisses Populaires dites Desjardins to such reserve fund, and for other purposes.

Levis, November 2nd, 1959.

GAGNON & DE BILLY,
52091-45-4-o Solicitors for the petitioner.

## J. ALBERT DAOUST

Avis est par les présentes donné, que "J. Albert Daoust", cultivateur, de l'Ile Perrot, comté de Vaudreuil, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la permission de vendre une ferme située dans la paroisse de l'Ile Perrot, connue et désignée sous le numéro soixante-dix (70), aux plan et livre de renvois officiels de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, avec tout ce que dessus y érigé.

Les Procureurs du requérant,
GEOFFROY, DULUDE & LANTHIER.

403 est, rue Sherbrooke,
Montréal. 52083-45-4-o

## J. ALBERT DAOUST

Notice is hereby given that "J. Albert Daoust", farmer, of Ile Perrot, county of Vaudreuil, district of Montreal, will petition the Legislature of the province of Quebec at its next session, requesting the permission to sell the following property: a farm situated in the parish of Ile Perrot, known and designated under the number seventy (70), in the official plan and book of references of the said parish of Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, with buildings thereon erected.

GEOFFROY, DULUDE & LANTHIER,
Attorneys for petitioners.

403 Sherbrooke Street East,
Montreal. 52083-45-4-o

## CHARLES DRAGUTIN BAUME

Avis est par les présentes donné que Dragutin Baum, propriétaire d'immeubles, à Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de "Charles Dragutin Baume", et celui de son épouse Mira Kolman Baum en celui de Mira Kolman Baume, et pour autres fins.

Montréal, 2 novembre 1959.

Les Procureurs du requérant,
52092-45-4-o GAGNON & DE BILLY.

## CHARLES DRAGUTIN BAUME

Notice is hereby given that Dragutin Baum, real estate owner, of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passation of an act changing its name to "Charles Dragutin Baume", and the name of his wife, Mira Kolman Baum to Mira Kolman Baume, and for other purposes.

Montreal, November 2nd, 1959.

GAGNON & DE BILLY,
52092-45-4-o Attorneys for the petitioner.

## VILLE DE GAGNON

Avis public est par les présentes donné que Serge Donati, médecin, Thomas Lacombe, caissier, David C. Scott, gérant, Gérard Bélanger, contremaître, Jim Robert Rae, contremaître, James M. Cay, acheteur, et Louis P. Chouinard, comptable, tous de canton Chiasson, comté de Saguenay, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi incorporant la "Ville de Gagnon", décrétant que telle ville sera sujette aux dispositions de la Loi des cités et villes, sauf en autant que spécialement dérogé par ladite loi, délimitant le territoire de ladite ville, définissant le mode d'élection du maire et des échevins, définissant les pouvoirs de ladite ville, permettant à la ville d'imposer une taxe de vente au détail, et pour autres fins.

Québec, 2 novembre 1959.

Les Procureurs des requérants,
52093-45-4-o GAGNON & DE BILLY.

## TOWN OF GAGNON

Public notice is hereby given that Serge Donati, physician, Thomas Lacombe, cashier, David C. Scott, manager, Gérard Bélanger, foreman, Jim Robert Rae, foreman, James M. Cay, buyer, and Louis P. Chouinard, accountant, all of Chiasson township, county of Saguenay, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passation of an act incorporating the "Town of Gagnon", enacting that such town shall be subject to the dispositions of the Cities and Towns Act except as specially derogated by said act, fixing the territory of said town, fixing the procedure of election of the mayor and of the aldermen, defining the powers of said town, authorizing the town to impose a retail sales tax and for other purposes.

Quebec, November 2nd, 1959.

GAGNON & DE BILLY,
52093-45-4-o Attorneys for the petitioners.

## VILLE DE L'ABORD À PLOUFFE

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de l'Abord à Plouffe" s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs spéciaux concernant: le dépôt de ses argents, les exemptions mentionnées à l'Article 7 de la Loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 107; la répartition du coût des travaux ordonnés par certains règlements municipaux; la signification des pièces de procédures de la cour municipale; le taux d'intérêt payé sur les emprunts; l'annexion du lot numéro 213 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse Saint-Martin; et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 5 novembre 1959.

L'Avocat de la Pétitionnaire,
52132-46-4-o ROBERT HODGE, C.R.

## VILLE DE L'ABORD À PLOUFFE

Notice is hereby given that the "Ville de l'Abord à Plouffe" will apply to the Provincial Legislature at its next Session for the adoption of an Act amending its charter and granting it special powers concerning: the deposit of its moneys, the exemptions mentioned in section 7 of the Act 5-6 Elizabeth II, chapter 107; distribution in the cost of work ordered par certain municipal by-laws; the notification of judicial documents of the Municipal Court; the rate of interest paid on loans; annexation of lot number 213 on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the parish of Saint-Martin; and for other purposes.

Montreal, November 5, 1959.

ROBERT HODGE, Q.C.,
52132-46-4 Advocate for the Petitioner.

## LA CORPORATION INTERURBAINE DE L'ILE JÉSUS

Avis est par les présentes donné que "La Corporation Interurbaine de l'Ile Jésus" s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs spéciaux concernant: le nom des membres de la Corporation, l'élection d'un vice-président, les délais de convocation pour les assemblées, la rémunération des membres de la Corporation; la confection d'un plan-directeur indiquant les routes intermunicipales et l'expropriation de terrains pour lesdites routes; le pouvoir d'aménager des incinérateurs, des centres sportifs, récréatifs, culturels et artistiques; la formation de cours d'entrainement pour les pompiers et policiers; l'étude des problèmes de transport en commun et des égouts inter-municipaux, des ententes avec le Service du Bien-Être de l'Ile Jésus, des ententes avec les corporations municipales de l'Ile Jésus, les procédures d'expropriation; l'imposition d'une taxe spéciale de 2% et la répartition du procuits de cette taxe; et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 5 novembre 1959.

L'Avocat de la Pétitionnaire,
52133-46-4-o ROBERT HODGE, C.R.

## LA CORPORATION INTERURBAINE DE L'ILE JÉSUS

Notice is hereby given that "La Corporation Interurbaine de l'Ile Jésus" will apply to the Provincial Legislature, at its next Session, for the adoption of an Act amending its charter and granting it special powers concerning: the name of the members of the Corporation, the election of a Vice-President, delays for the convocation of meetings, remuneration of members of the Corporation; the preparation of a directing-plan indicating inter-municipal routes and the expropriation of lots for the said routes; the power to equip incinerators, sporting, recreational, cultural and artistic centers; the formation of training courses for firemen and policemen; the study of problems concerning common transportation and inter-municipal sewers, agreements with the Welfare Service of l'Ile-Jésus, agreements with the municipal corporations of Ile Jésus, the procedures for expropriation; the imposition of a special tax of 2% and allotment of the product of such tax; and for all other purposes.

Montreal, November 5, 1959.

ROBERT HODGE, Q.C.,
52133-46-4 Advocate for the Petitioner.

## VILLE DE PIERREFONDS

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Pierrefonds", s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs spéciaux concernant: l'annexion des lots numéros 52 et 247 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève, et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 5 novembre 1959.

L'Avocat de la Pétitionnaire,
52134-46-4-o ROBERT HODGE, C.R.

## VILLE DE PIERREFONDS

Public notice is given by these presents that the "Ville de Pierrefonds", will apply to the Provincial Legislature at its next session for the adoption of an Act amending its charter and granting it special powers concerning: the annexation of lots numbers 52 and 247 on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Genevieve, and for all other purposes.

Montreal, November 5, 1959.

ROBERT HODGE, Q.C.,
52134-46-4 Advocate for the Petitioner.

## MARA INGEBORG KATHE EUGENIE NEUMANN PUTSEP

Avis est par les présentes donné que "Mara Ingeborg Kathe Eugenie Neumann Putsep", étudiante de droit, de la cité et du district de Montréal, province de Québec, s'adressera à l'Assemblée législative de Québec, lors de sa prochaine session, afin d'obtenir une loi donnant un effet rétroactif à sa date d'admission à l'étude du droit jusqu'au 12 juin, 1956, et autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Mara Ingeborg Kathe Eugenie Neumann Putsep à la pratique du droit dans la province de Québec.

Montréal, le 21 octobre 1959.

Le Procureur de la requérante,
52135-46-4-o GRAHAM GOULD, C.R.

## MARA INGEBORG KATHE EUGENIE NEUMANN PUTSEP

Notice is hereby given that "Mara Ingeborg Kathe Eugenie Neumann Putsep", law student, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at the next session for a private bill giving retroactive effect to her date of admission to the study of law to the 12th day of June, 1956, and to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit Mara Ingeborg Kathe Eugenie Neumann Putsep to the practice of law in the Province of Quebec.

Dated at Montreal, this 21st day of October, 1959.

GRAHAM GOULD, Q.C.,
52135-46-4-o Attorney for Petitioner.

## CITÉ DE ST-LAURENT

Avis public est par les présentes donné que la "Cité de St-Laurent", s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs spéciaux concernant: l'article 1 de la Loi 5-6, Elizabeth II, chapitre 79; les pouvoirs de l'estimateur, l'installation de bannières et étendards; la réglementation du stationnement pour les édifices commerciaux et industriels; la réglementation et la prohibition des piscines; la réglementation de la circulation des véhicules lourds; l'enlèvement de lignes

## CITY OF ST-LAURENT

Public notice is hereby given that the "City of St-Laurent", will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter and granting it special powers concerning section I of the Act 5-6 Elizabeth II, chapter 79; the powers of the assessor, the installation of banners and ensigns; parking regulations for commercial and industrial buildings; the regulation and prohibition of swimming-pools; the regulation of the circulation of heavy vehicles; the removal of homologal lines; regulation for the maintenance of lots; the

homologuées; la réglementation pour l'entretien des lots; la réglementation de permis et licences; la répartition du coût des travaux permanents; l'augmentation de la limite du fonds de roulement; les exemptions mentionnées à l'article 10 de la Loi 2-3, Elizabeth II, chapitre 84; le taux maximum d'intérêt sur les emprunts; l'annexion du lot numéro 488 du cadastre officiel de la paroisse Saint-Laurent; la propriété de la subdivision 304 du lot originaire 241 du cadastre officiel de la paroisse Saint-Laurent; l'autorisation de subventionner un service de transport en commun; l'autorisation de payer une pension de retraite; et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 5 novembre 1959.

L'Avocat de la Pétitionnaire,
52136-46-4-o ROBERT HODGE, C.R.

## CITÉ DE THETFORD MINES

Avis public est par les présentes donné que la "Cité de Thetford Mines" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes:

1. Pour que la signature du maire ainsi que celle du secrétaire-trésorier de la cité peuvent être lithographiées sur les chèques de paie.

2° Pour que le nombre des membres de la Commission Sportive soit déterminé par règlement du conseil.

3. Pour créer une commission industrielle pour promouvoir le développement économique de la cité et pour en définir les droits et les devoirs.

4° Pour que tout médecin vétérinaire chargé de surveiller l'application d'un règlement d'hygiène de la cité, même s'il en reçoit une rémunération, puisse être éligible comme membre du conseil.

5° Pour que les locataires votent dans le quartier pour lequel la liste est faite.

6° Pour que les dispositions du paragraphe C de l'article 128 de la Loi des Cités et Villes au sujet de la liste des électeurs, soient inscrites sur le rôle d'évaluation seulement.

7° Pour que l'article 137 de la Loi des Cités et Villes soit modifié de manière à ce qu'un arrondissement de votation puisse compter 400 électeurs.

8° Pour que l'article 222 de la Loi des Cités et Villes soit amendé afin de pouvoir faire prêter serment aux électeurs à l'effet qu'ils ont droit de voter dans le quartier.

9° Pour que la cité ait un droit d'expropriation dans un rayon de 30 milles pour établir et maintenir un dépotoir pour les vidanges.

10° Pour qu'une chaine de troittoir soit construite sur certaines rues sans obliger à la construction du trottoir même, le tout aux frais des propriétaires riverains ou du côté opposé de la rue.

11° Pour autoriser la cité à prélever une taxe annuelle, sur tous les propriétaires, locataires ou occupants, devant servir au maintien et à l'entretien d'un aréna, ou d'un palais d'agriculture ou d'un centre civique, et ladite taxe ne devant pas dépasser $5.00 annuellement; et pour qu'un emprunt contracté pour les mêmes fins, pour un montant n'excédant pas $150,000.00, soit soumis aux formalités des articles de la Loi des Cités et Villes touchant l'approbation des règlements et non celles touchant l'approbation des règlements d'emprunt.

12° Pour que la cité puisse exiger du bénéficiaire d'une franchise exclusive pour l'exploitation urbain d'un service d'autobus dans les rues, un droit n'excédant pas $1,000.00 pour cette franchise.

regulation of permits and licences; the distribution of costs for permanent works; increase in the limit of rolling funds; the exemptions mentioned in section 10 of Act 2-3, Elizabeth II, chapter 84; the minimum rate of interest on loans; the annexation of lot number 488 of the official cadaster of the parish of Saint-Laurent; the property of subdivision 304 of original lot 241 of the official cadaster of the parish of Saint-Laurent; the authorization to subsidize a common transportation service; the authorization to pay a retiring pension fund; and for all other purposes;

Montreal, November 5, 1959.

ROBERT HODGE, Q.C.,
52136-46-4 Advocate for the Petitioner.

## CITY OF THETFORD MINES

Notice is hereby given that the "City of Thetford Mines" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of an Act amending its charter for the following purposes:

1. That the signature of the mayor as well as that of the secretary-treasurer of the city may be lithographed on pay-cheques.

2. That the number of the members of the Sporting Commission be determined by regulation of the Council.

3. To create an industrial commission to promote the economic development of the city and to define the rights and duties thereof.

4. That any veterinary doctor in charge of supervising the application of a by-law for the public health of the city, even though he receives remuneration, may be eligible as member of the Council.

5. That tenants vote in the ward for which the list is made.

6. That the provisions of paragraph C of Article 128 of the Cities and Towns Act concerning the electoral list be entered on the valuation roll only.

7. That Article 137 of the Cities and Towns Act be amended so that a polling subdivision may count 400 electors.

8. That Article 222 of the Cities and Towns Act be amended so that electors may take oath to the effect that they have a right to vote in the ward.

9. That the city have the right to expropriate within a radius of 30 miles to establish and maintain a dump for garbage.

10. That a curb for sidewalks be constructed on certain streets without being obliged to build a sidewalk, the whole at the expense of the riparian proprietors or of the owners on the opposite side of the street.

11. To authorize the city to collect and annual tax, from all proprietors, tenants or occupants, who serve in the maintenance and upkeep of an arena, or an agricultural palace or a civic center, and the said tax shall not exceed $5.00 annually; and that a loan to be contracted for the same purposes for an amount not to exceed $150,000.00, be submitted to the formalities of the Articles of the Cities and Towns Act regarding the approbation of regulations and not those respecting loan-by-laws.

12. That the city may demand from the beneficiary of an exclusive franchise who operates an autobus service in the city streets, a right not to exceed $1,000.00 for this franchise.

13° Pour que la taxe annuelle de locataire ou d'occupant soit portée de 8% à 10% sur la valeur annuelle.

14° Pour que des pensions viagères de $50.00 par mois soient accordées à tous les employés permanents ayant au moins 25 années de services continus et ne pouvant bénéficier des avantages d'un fonds de pension.

15. Pour que tous les immeubles et les biens immobiliers de la cité situés en dehors de son territoire soient déclarés des biens non imposables dans les municipalités où ils se trouvent.

16° Pour que la cité puisse se prévaloir des dispositions de l'article 526-B de la Loi des Cités et Villes au sujet des licences d'affaires, nonobstant les dispositions spéciales de sa charte.

17° Pour que toutes les taxes annuelles, générales et spéciales, soient payées en deux versements égaux mais aux époques fixées par règlement du conseil.

18° Tant et aussi longtemps qu'une propriété n'aura pas été subdivisée d'après le bureau d'enregistrement, que la cité puisse l'évaluer comme un seul immeuble et prélevant la taxe sur toute ou partie de cette propriété, excepté dans le cas de vente ou de permis de construction donné sur un lot subdivisé ou encore lorsque les services publics d'aqueduc et d'égout ont été fournis à ce lot.

19° Pour décréter que le rôle de perception sera fait sur des fiches mobiles.

20° Pour décréter que le rôle des taxes municipales et des taxes scolaires ne constitue qu'un seul et même rôle pourvu toutefois qu'une colonne distincte soit affectée aux taxes scolaires.

21° Pour que les règlements d'emprunt soient approuvés selon les dispositions de la Loi des Cités et Villes et non selon les dispositions de la charte de la cité.

22° Pour que les licences d'affaires des compagnies minières soient portées à $200.00 au lieu de $100.00 selon la liste de paie et que le plafond de cette taxe soit porté à $8,000.00 au lieu de $4,000.00.

23° Pour que la cité ne soit pas obligé de contribuer aux frais d'érection, d'entretien et d'améliorations de la division d'enregistrement "Inverness", tant et aussi longtemps que le bureau d'enregistrement de la division de Thetford sera localisé dans un des édifices municipaux de la cité.

24° Pour autoriser la cité à payer à Madame Mélorée Fugère Delisle, à MM. Édouard Létourneau, Wilfrid Vermette et Joseph Drouin, tous anciens employés de la cité, une pension mensuelle de $50.00 pendant leur vie durant et valider les paiements faits.

25° Pour que la cité soit autorisée à accorder par résolution un octroi de $15,000.00 à la Fabrique St-Noël Chabanel pour la construction d'une piscine intérieure publique sur le terrain de ladite fabrique.

26° Pour que la cité soit autorisée à accorder à la Corporation du Collège Classique de Thetford une somme de $12,500.00 payable en 6 versements annuels.

27° Pour que les fosses sceptiques sur des terrains adjacents aux lacs aux rivières ou aux sources d'eau servant à l'approvisionnement de l'eau pour la cité de Thetford, soient construites à une distances d'au moins 75 pieds de leurs rives.

Et pour d'autres fins.

Thetford Mines, 4 novembre 1959.

Le Procureur de la pétitionnaire,
52137-46-4-o LUCIEN DROLET, C.R.

13. That the yearly tax of a tenent or occupant be carried from 8% to 10% on the annual value.

14. That annuities of $50.00 per month be granted to all permanent employees having at least 25 years of continuous service and who cannot derive benefit from a pension fund.

15. That all the real estate and immoveable property of the city situated outside its territory be declared non-assessible property in the municipalities they happen to be.

16. That the city may take advantage of the provisions of Article 526-B of the Cities and Towns Act insofar as business licences are concerned, notwithstanding the special provisions of its charter.

17. That all yearly, general and special taxes be paid in two equal instalments but at times fixed by regulation of the council.

18. For as long as a property shall not have been subdivided according to the registration office, that the city may valuate it as one immoveable only and collect taxes on all or part of this property, except in case of sale or building permit given on a subdivided lot or there wherever public aqueduct and sewer services have been supplied to this lot.

19. To enact that the collection roll shall be made out on index-cards.

20. To enact that the roll of municipal and school taxes incorporate but one and the same roll providing, however, that a separate column be set aside for school taxes.

21. That loan resolutions be approved according to the provisions of the Cities and Towns Act and not according to the charter of the city.

22. That business licences of mining companies be carried to $200.00 instead of $100.00 according to the payroll and the ceiling of this tax be carried to $8,000.00 instead of $4,000.00.

23. That the city be not obliged to contribute to the costs of erection, maintenance and improvements for the registration division of "Inverness" for as long as the registration office for the division of Thetford shall be localized in one of the municipal buildings of the city.

24. To authorize the city to pay Mrs. Mélorée Fugère Delisle, Messrs. Édouard Létourneau, Wilfrid Vermette and Joseph Drouin, all exemployees of the city, a monthly pension of $50.00 during their lifetime and to validate payments made.

25. That the city be authorized to allow by resolution a grant of $15,000.00 to the Fabric St-Noël Chabanel for the construction of an interior public swimming-pool on the property of the said Fabric.

26. That the city be authorized to grant to the Corporation of the Classical College of Thetford an amount of $12,500.00 payable in 6 annual instalments.

27. That the septic ditches, on grounds adjacent to lakes, rivers, or water-sources being used for provisioning water for the city of Thetford, be constructed at a distance of at least 75 feet from their shores.

And for other purposes.

Thetford Mines, November 4, 1959.

LUCIEN DROLET, Q.C.,
52137-46-4 Attorney for the Petitioner.

## CORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-FÉLICIEN (PAROISSE)

Avis, est par les présentes, donné que la "Corporation municipale de Saint-Félicien (paroisse)", s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour lui demander d'adopter une loi autorisant l'imposition d'une taxe de vente, dans les limites de son territoire, laquelle taxe sera perçue par la ville de Saint-Félicien, et partagée tous les trois mois, entre cette dernière ville et la corporation municipale de Saint-Félicien (paroisse), au prorata de chacune desdites corporations municipales.

La corporation municipale de Saint-Félicien (paroisse).

Le Secrétaire-trésorier,
52146-46-4-o LUC DUMAS.

## MUNICIPAL CORPORATION OF SAINT-FÉLICIEN (PARISH)

Notice, is hereby given that the "Municipal corporation of Saint-Félicien (parish)", shall apply to the Legislature, at its next session, praying for the adoption of an act authorizing the imposition of a sales tax, within the limits of its territory, which tax shall be collected by the town of Saint-Félicien, and distributed every three months, between the latter town and the municipal corporation of Saint-Félicien (parish), in proportion to the population of each of the said municipal corporation.

The municipal corporation of Saint-Félicien (parish).

LUC DUMAS,
52146-46-4-o Secretary-Treasurer.

## FABRIQUE DE LA PAROISSE DE ST-DONAT

Avis public est, par les présentes, données que la "Fabrique de la paroisse de St-Donat", dans le comté de Montcalm, s'adressera à la Législature provinciale, à sa prochaine session, aux fins d'abolir le droit de retour constitué par l'une des clauses d'un acte de vente intervenu entre Léandre Coutu et l'Oeuvre et Fabrique de la Mission de St-Donat, le 17 janvier 1895.

Joliette, le 9 novembre 1959.

Le Procureur de la pétitionnaire,
52147-46-4-o MAURICE MAJEAU.

## FABRIQUE OF THE PARISH OF ST-DONAT

Public notice is hereby given that the "Fabrique of the parish of St-Donat", in the county of Montcalm, will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for the passing of an act cancelling the right of reversion created by one clause of a deed of sale from Léandre Coutu to the Fabrique of the Mission of St-Donat, on January 17th, 1895.

Joliette, November 9th, 1959.

MAURICE MAJEAU,
52147-46-4-o Attorney for the petitioner.

## CITÉ DE VERDUN

La cité de Verdun donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

1° Abrogation de la Loi 3 Geo. VI, chapitre 106, article 3 concernant la vente d'articles non réclamés.

2° Vente par enchère d'automobiles non réclamées depuis trois mois.

3° Augmentation du taux d'intérêt sur certains emprunts.

4° Imposer des taxes pour le coût de travaux publics.

5° Pourvoir des espaces de stationnement.

6° Exemption de taxes foncières pour certaines institutions.

7° Ratification d'un acte de vente.

8° Changement de destination de rues et ruelles.

9° Abrogation de la loi 2 Geo. VI, chapitre 107, article 7 concernant la vente de propriétés de la cité.

10° Création d'un fonds spécial à même les revenus des terrains de stationnement.

11° Nomination d'agents spéciaux pour la protection des enfants d'écoles.

12° Remboursement des taxes d'eau et d'affaires payées par des personnes qui quittent leur logement ou place d'affaires.

Verdun, 11 novembre 1959.

Le Procureur de la Cité de Verdun,
52150-46-4-o FRANCIS FAUTEUX.

## CITY OF VERDUN

The city of Verdun hereby gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain amendments to its charter on the following matters:

1. Repeal of Act 3 Geo. VI, chapter 106, section 3 concerning the sale of inclaimed articles.

2. Sale by auction of automobiles unclaimed for three months.

3. Increase the rate of interest on certain loans.

4. Impose taxes for the cost of public works.

5. Provide spaces for parking.

6. Exemption of property taxes for certain organisations.

7. Ratification of a deed of sale.

8. Change of destination of certain streets and lanes.

9. Repeal of Act 2 Geo. VI, chapter 107, article 7 concerning the sale of city properties.

10. Creation of a special fund from the revenue from parking areas.

11. Appointment of special agents for the protection of school Children.

12. Refunds of water and business taxes paid by persons vacating their premises.

Verdun, November 11th, 1959.

FRANCIS FAUTEUX,
Attorney for the City of Verdun.
52150-46-4-o

## SUCCESSION DE FEU JOSEPH HERBERT JACOBS

Avis public est par les présentes donné que The Royal Trust Company s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa pro-

## ESTATE OF THE LATE JOSEPH HERBERT JACOBS

Public notice is hereby given that the Royal Trust Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the

chaine session pour demander l'adoption d'une loi aux fins de clarifier l'attribution des revenus nets des biens en fiducie de la "Succession de feu Joseph Herbert Jacobs", de son vivant médecin du village de Caughnawaga, dans le district de Montréal.

Montréal, le 11 novembre 1959.

Le Procureur de la pétitionnaire,

52169-46-4-o GASTON POULIOT, C.R.

passing of an Act to clarify the devolution of the net revenues from the capital held by it in trust of the "Estate of the late Joseph Herbert Jacobs", in his lifetime physician of the village of Caughnawaga, in the district of Montreal.

Montreal, November 11, 1959.

GASTON POULIOT, Q.C.,

52169-46-4-o Attorney for the petitioner.

### LA SOCIÉTÉ DES TECHNICIENS EN RAYONS-X DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Avis public est par les présentes donné que "La Société des techniciens en rayons-X de la province de Québec", s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'incorporer la Société des Techniciens en radiologie médicale du Québec, de déterminer ses pouvoirs et ses obligations, de définir la technologie radiologique médicale, les droits et les devoirs des membres de la Société et les sanctions qui peuvent être imposées.

Montréal, le 11 novembre 1959.

Le Procureur de la pétitionnaire,

52170-46-4-o GASTON POULIOT, C.R.

### PROVINCE OF QUEBEC SOCIETY OF X-RAY TECHNICIANS

Public notice is hereby given that the "Province of Quebec Society of X-Ray Technicians", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to incorporate The Quebec Society of Medical Radiological Technicians, to determine its rights and obligations as well as rights and duties of the members of the Society, to describe what is medical radiological technology and to provide for certain sanctions.

Montreal, November 11, 1959.

GASTON POULIOT, Q.C.,

52170-46-4-o Attorney for the Petitioner.

## Actions en séparation de biens

### LACROIX VS PAQUET

Canada, Province de Québec, district de Beauce, Cour Supérieure. Noëlla Lacroix, épouse commune de biens de Olida Paquet, ménagère de Courcelles, district de Beauce, vs Olida Paquet, journalier des mêmes lieux.

Dame Noëlla Lacroix, épouse de Olida Paquet, journalier de Courcelles, district de Beauce, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Lac Mégantic, le 31 octobre 1959.

Le Procureur de la demanderesse,

52105-o J. ARMAND DROUIN, Avocat.

### LECLAIR VS LANGLOIS

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, Cour Supérieure N° 30,211. Dame Germaine Leclair, épouse commune en biens suivant contrat de mariage de J.-A. Langlois, commerçant de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, avec qui elle vit, a formé une demande en séparation de biens.

Saint-Jérôme, le 5 novembre 1959.

L'Avocat de la demanderesse,

52151-o JOSEPH-E. CHARETTE.

## Actions for separation as to property

### LACROIX VS PAQUET

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court. Noëlla Lacroix, wife common as to property of Olida Paquet, housekeeper of Courcelles, district of Beauce, vs Olida Paquet, laborer of the same place.

Dame Noëlla Lacroix, wife of Olida Paquet, laborer, of Courcelles, district of Beauce, has instituted an action in separation of property against her husband.

Lake Megantic, October 31, 1959.

J. ARMAND DROUIN, Advocate,

52105 Attorney for the plaintiff.

### LECLAIR VS LANGLOIS

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 30,211. Dame Germaine Leclair, wife common as to property according to the marriage contract of J.-A. Langlois, tradesman, of Saint-Jérôme, district of Terrebonne, with whom she lives, has made application for separation as to property.

Saint-Jérôme, November, 5, 1959.

JOSEPH-E. CHARETTE,

52151 Advocate for the complainant.

## Avis divers

### MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-ÉMILIEN

(Comté Lac St-Jean-Est)

*Avis de demande pour constituer en corporation de ville la corporation de village de St-Émilien.*

Le conseil municipal du village de St-Émilien donne avis que, dans le mois qui suivra la dernière insertion de cet avis dans la *Gazette*

## Miscellaneous notices

### MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST-ÉMILIEN

(County of Lake St-John-East)

*Notice of application to incorporate into a town the corporation of the village of St-Émilien.*

The municipal council of the village of St-Émilien gives notice that, in the month following the last insertion of this notice in the *Quebec*

*officielle de Québec*, il s'adressera au Lieutenant-gouverneur en son conseil de la province de Québec, afin d'obtenir des lettres patentes constituant en corporation de ville la corporation du village de St-Émilien.

Le nom de la ville projetée sera: "La ville de Desbiens".

Le chiffre de sa population, tel que constaté par le recensement qui a été ordonné par le conseil, est de 2,158 âmes.

Les limites de la municipalité projetée seront celles du village actuel de St-Émilien, à savoir:

DESCRIPTION TECHNIQUE

*Du territoire à être érigé en ville sous le nom de "Ville de Desbiens" dans le comté municipal Lac St-Jean-Est.*

Un territoire situé dans le canton Métabetchouan, comté municipal de Lac St-Jean-Est, comprenant en référence au cadastre officiel pour ledit canton tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, savoir:

"Partant du point d'intersection de l'axe de la Rivière Métabetchouan avec la rive du Lac St-Jean; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres; la rive du Lac St-Jean vers l'est jusqu'à son point d'intersection avec la ligne séparative des lots 16-A et 15-B du rang A, canton Métabetchouan, division d'enregistrement de Lac St-Jean; la ligne séparative des lots 16-A et 15-B susdits; la ligne séparative des lots 16-C et 15-C du rang A susdit; la ligne séparative des rangs A et I du canton susdit vers l'est jusqu'à son point d'intersection avec la ligne séparative des lots 14-A et 13 du rang I susdit; la ligne séparative des lots 14-A et 13 du rang I susdit; la ligne séparative des lots 13-A et 12 du rang II; la ligne séparative des rangs II et III et son prolongement vers l'ouest jusqu'à son point d'intersection avec l'axe de la Rivière Métabetchouan; l'axe de la Rivière Métabetchouan vers le nord jusqu'à son point d'intersection avec la Rive du Lac St-Jean, point de départ."

Lequel territoire à être érigé en "Ville" sous le nom de "Ville de Desbiens" dans le comté municipal de Lac St-Jean-Est. (Voir plan N° 980-A).

La ville sera divisée en trois quartiers dont les noms, l'étendue et les bornes seront les suivantes:

*Quartier Est:*

Ce quartier comprend toute la partie du territoire de la municipalité circonscrite par les limites suivantes, savoir:

"Partant du point d'intersection de la limite est de la ville de Desbiens avec la rive du Lac St-Jean; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres; la limite est de la ville de Desbiens jusqu'à la limite sud de la ville de Desbiens; la limite sud de la ville de Desbiens jusqu'à la ligne séparative des lots 15-B et 16-A du rang II; la ligne séparative des lots 15-B et 16-A susdits; la ligne séparative des lots 16 et 17 du rang I; la ligne séparative des rangs I et A vers l'ouest jusqu'à son point d'intersection avec le prolongement vers le sud de la limite est de la 13ième Avenue; le prolongement vers le sud de la limite est de la 13ième Avenue et la limite

*Official Gazette*, it will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, in order to obtain letters patent incorporating into a town the corporation of the village of St-Émilien.

The name of the projected town shall be: "The town of Desbiens".

The number of its population, as established by the recensement ordered by the council, is 2,158 souls.

The limits of the projected municipality shall be those of the present village of St-Émilien, to wit:

TECHNICAL DESCRIPTION

*From the territory to be erected into a town under the name of "Town of Desbiens" in the municipal county of Lake St-John-East.*

A territory situated in the township of Metabetchouan, municipal county of Lake St-John-East, comprising, with reference to the official cadaster for the said township all the lots or parts of lots and their present and future subdivisions as well as the roads, water-courses or parts thereof enclosed within the following limits, to wit:

"Starting from the point of intersection of the axis of the Metabetchouan River, with the shore of the Lake St-John; thence, passing by the following lines and demarcations in continuity, one after the other; the shore of Lake St-John on the east to its point of intersection with the dividing line of lots 16-A and 15-B of range A, township Metabetchouan, registration division of Lake St-John; the dividing line of lots 16-A and 15-B above mentioned; the dividing line of lots 16-C and 15-C of range A above mentioned; the dividing line of ranges A and I of the above mentioned township on the east to its point of intersection with the dividing line of lots 14-A and 13 of range I above mentioned; the dividing line of lots 14-A and 13 of range I above mentioned; the dividing line of lots 13-A and 12 of range II; the dividing line of ranges II and III and its prolongation on the west to its point of intersection with the axis of the Metabetchouan River; the axis of the Metabetchouan River on the north to its point of intersection with the shore of Lake St-John, starting point."

Which territory is to be erected into a "Town" under the name of "Town of Desbiens" in the municipal county of Lake St-John-East. (See plan No. 980-A).

The town shall be divided into three wards, of which the names, extent and boundaries shall be the following:

*East Ward:*

This ward will be comprised of all that part of the territory of the municipality circumscribed by the following limits, to wit:

"Starting from the point of intersection of the east limit of the town of Desbiens with the shore of Lake St-John; thence, passing by the following lines and demarcations in continuity one with the other; the east limit of the town of Desbiens to the south limit of the town of Desbiens; the south limit of the town of Desbiens to the dividing line of lots 15-B and 16-A of range II; the dividing line of lots 15-B and 16-A above mentioned; the dividing line of lots 16 and 17 of range I; the dividing line of ranges I and A on the west to its point of intersection with the prolongation on the south of the east limit of the 13th Avenue; the prolongation on the south of the east limit of the 13th Avenue

est de la 13ième Avenue jusqu'à l'extrémité nord du lot de subdivision 20-A-41; la limite nord du lot 20-A-41; la ligne séparative des lots 19-B et 20-A du rang A jusqu'à son point d'intersection avec la limite nord de la ville de Desbiens; la limite nord de la ville de Desbiens jusqu'à son point d'intersection avec la ligne séparative des lots 16-A et 15-B du rang A susdit, point de départ."

*Quartier Centre:*

Ce quartier comprend toute la partie du territoire de la municipalité circonscrite par les limites suivantes, savoir:

"Partant du point d'intersection de la rive du Lac St-Jean avec la ligne séparative des lots 19-B et 20-A du rang A; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres; la ligne séparative des lots 20-A 19-B jusqu'à son point d'intersection avec la limite nord du lot de subdivision 20-A-41; la limite nord du lot 20-A-41 susdit; la limite est de la 13ième Avenue et son prolongement vers le sud jusqu'à son point d'intersection avec la ligne séparative des rangs A et I; la ligne séparative des rangs A et I vers l'est jusqu'à son point d'intersection avec la ligne séparative des lots 17 et 16 du rang I; la ligne séparative des lots 17 et 16 du rang I susdit; la ligne séparative des lots 16-A et 15-B du rang II; la limite sud de la ville de Desbiens jusqu'à son point d'intersection avec la limite ouest de la ville de Desbiens; la limite ouest de la ville de Desbiens jusqu'à son point d'intersection avec le prolongement vers le sud de la ligne séparative des lots 17-A et 18-A du rang II; le prolongement vers le sud de la ligne séparative des lots 17-A et 18-A du rang II susdit et la ligne séparative des lots 17-A et 18-A du rang susdit; la ligne séparative du lot 18 du rang I avec les lots 24, 23, 22, 21, 20 et 19 du rang I susdit, cette ligne séparative traversant le Lac aux Canards; la ligne séparative des rangs I et A jusqu'à son point d'intersection avec la ligne séparative des lots 21-D et 21-E du rang A; la limite sud de la rue Hébert jusqu'à son point d'intersection avec le prolongement vers le sud de la limite ouest de la 9ième Avenue ou Avenue de l'Église; le prolongement vers le sud de la limite ouest de la 9ième Avenue susdite et la limite ouest de la 9ième Avenue et son prolongement vers le nord jusqu'à son point d'intersection avec la limite nord de la ville de Desbiens; la limite nord de la ville de Desbiens jusqu'à son point d'intersection avec la ligne séparative des lots 20-A et 19-B du rang A, point de départ."

*Quartier Ouest:*

Ce quartier comprend toute la partie du territoire de la municipalité circonscrite par les limites suivantes, savoir:

"Partant du point d'intersection de la Rive du Lac St-Jean avec le prolongement vers le nord de la limite ouest de la 9ième Avenue ou Avenue de l'Église; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres; le prolongement vers le nord de la limite ouest de la 9ième Avenue; la limite ouest, de la 9ième Avenue et son prolongement vers le sud jusqu'à son point d'intersection avec la limite sud de la rue Hébert; la limite sud de la rue Hébert jusqu'à son point d'intersection avec la ligne séparative des lots 21-D et 21-E du rang A; la ligne séparative des lots 21-D et 21-E du rang A susdit; la ligne séparative des rangs A et I jusqu'à son point d'intersection

and the east limit of the 13th Avenue to the northern extremity of subdivision lot 20-A-41; the north limit of lot 20-A-41; the dividing line of lots 19-B and 20-A of range A to its point of intersection with the north limit of the town of Desbiens; the north limit of the town of Desbiens to its point of intersection with the dividing line of lots 16-A and 15-B of range A above mentioned, starting point."

*Center Ward:*

This quarter comprises all that part of the territory of the municipality circumscribed by the following limits, to wit:

"Starting from the point of intersection of the shore of Lake St-John with the dividing line of lots 19-B and 20-A of range A; thence, passing by the following lines and demarcations in continuity one with the other; the dividing line of lots 20-A and 19-B to its point of intersection with the north limit of the subdivision of lot 20-A-41; the north limit of the above said lot 20-A-41; the east limit of the 13th Avenue and its prolongation on the south to its point of intersection with the dividing line of ranges A and I; the dividing line of ranges A and I on the east to its point of intersection with the dividing line of lots 17 and 16 of range I; the dividing line of lots 17 and 16 of range I above mentioned; the dividing line of lots 16-A and 15-B of range II; the south limit of the town of Desbiens to its point of intersection with the west limit of the town of Desbiens; the west limit of the town of Desbiens to its point of intersection with the prolongation on the south of the dividing line of lots 17-A and 18-A of range II; the prolongation on the south of the dividing line of lots 17-A and 18-A of range II above mentioned and the dividing line of lots 17-A and 18-A of the above said range; the dividing line of lot 18 of range I with lots 24, 23, 22, 21, 20 and 19 of the above said range I, this dividing line crossing Lac aux Canards; the dividing line of ranges I and A to its point of intersection with the dividing line of lots 21-D and 21-E of range A; the south limit of Hébert Street to its point of intersection with the prolongation on the south of the west limit of the 9th Avenue or Church Avenue; the prolongation of the south of the west limit of the 9th Avenue above mentioned and the west limit of the 9th Avenue and its prolongation on the north to its point of intersection with the north limit of the town of Desbiens; the north limit of the town of Desbiens to its point of intersection with the dividing line of lots 20-A and 19-B of range A, starting point."

*West Ward:*

This quarter is comprised of all that territory of the municipality circumscribed by the following limits, to wit:

"Starting from the point of intersection of the shore of Lake St-John with the prolongation on the north of the west limit of the 9th Avenue or Church Avenue; thence, passing by the following lines and demarcations in continuity one with the other; the prolongation on the north of the west limit of the 9th Avenue; from the 9th Avenue and its prolongation on the south to its point of intersection the south limit of Hébert Street; the south limit of Hébert Street to its point of intersection with the dividing line of lots 21-D and 21-E of range A; the dividing line of lots 21-D and 21-E of range A above mentioned; the dividing line of ranges A and I to its point of intersection with the dividing

avec la ligne séparative des lots 18 et 19 du rang I; la ligne séparative des lots 18 et 19 du rang I susdit, cette ligne dite séparative traversant le Lac aux Canards; la ligne séparative du lot 18 du rang I avec les lots 20, 21, 22, 23, 24 du rang I susdit; la ligne séparative des lots 18-A et 17-A du rang II et son prolongement vers le sud jusqu'à son point d'intersection avec la ligne ouest de la ville de Desbiens; la limite ouest et sud-ouest de la ville de Desbiens; la limite nord de la ville de Desbiens jusqu'à son point d'intersection avec le prolongement vers le nord de la limite ouest de la 9ième Avenue ou Avenue de l'Église, point de départ."

Chacun des quartiers de ladite ville sera représenté par deux échevins.

Le soussigné a été autorisé à donner le présent avis en vertu d'une résolution du conseil de village de St-Émilien, en date du 28 août 1959.

Donné le 29ième jour du mois d'août 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
51867-43-4-o RENÉ BOIVIN.

line of lots 18 and 19 of range I; the dividing line of lots 18 and 19 of range I above mentioned, this said dividing line crossing Lac aux Canards; the dividing line of lot 18 of range I with lots 20, 21, 22, 23, 24 of above mentioned range I; the dividing line of lots 18-A and 17-A of range II and its prolongation on the south to its point of intersection with the west line of the town of Desbiens; the west and southwest limits of the town of Desbiens; the north limit of the town of Desbiens to its point of intersection with the prolongation on the north of the west limit of the 9th Avenue or Church Avenue, starting point."

Each one of the wards of the said town shall be represented by two aldermen.

The undersigned has been authorized to give the present notice by virtue of a resolution of the council of the village of St-Émilien, dated August 28, 1959.

Given on the 29th day of the month of August, 1959.

RENÉ BOIVIN,
51867-43-4 Secretary-Treasurer.

## ITALIAN PENTECOSTAL CHRISTIAN CHURCH OF MONTREAL

Avis est, par les présentes, donné que "Italian Pentecostal Christian Church of Montreal" s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir sa constitution en corporation en vertu des dispositions de la "Loi de la constitution en corporation de certaines églises", S.R.Q. 1925, chapitre 201, article 1.

Daté à Montréal, P.Q., ce 10e jour de novembre 1959.

Le Procureur de la demanderesse,
52152-46-5 MARIO E. LATTONI, C.R.

## ITALIAN PENTECOSTAL CHRISTIAN CHURCH OF MONTREAL

Notice is hereby given that the "Italian Pentecostal Christian Church of Montreal", will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for incorporation under the provisions of the "Church Incorporation Act", R.S.Q. 1925, chapter 201, section 1.

Dated at Montreal, P.Q., this 10th, day of November, 1959.

MARIO E. LATTONI, Q.C.,
52152-46-5-o Attorney for applicant.

## SHAWINIGAN REALTIES LIMITED

*Sommaire du Règlement Spécial "Y"*

Le règlement spécial "Y" passé par les directeurs de "Shawinigan Realties Limited", le 19 octobre 1959, pourvoit à la distribution immédiate de tout l'actif de la compagnie, au pro rata, entre ses actionnaires et autorise les administrateurs de la compagnie à exécuter toutes les démarches qui peuvent être requises pour lesdites fins.

Montréal, 19 octobre 1959.

Shawinigan Realties Limited,
(Sceau) par le Secrétaire,
52158-o R. R. MERIFIELD.

## SHAWINIGAN REALTIES LIMITED

*Summary of Special By-law "Y"*

Special By-law "Y" passed by the directors of "Shawinigan Realties Limited" on October 19, 1959, provides for the immediate distribution of all the assets of the company pro rata among its shareholders and authorizes the officers of the company to take all such action as may be required for such purpose.

Montreal, October 19, 1959.

Shawinigan Realties Limited,
(Seal) R. R. MERIFIELD,
52158 Secretary.

## SYNDICAT DES EMPLOYÉS BARBIERS ET COIFFEURS DE QUÉBEC INC.

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le vingt-huit octobre 1959, autorisé le changement de nom de "L'Union Catholique des Compagnons-Barbiers de Québec Inc.", dont la formation a été autorisée le 26 février 1935, avec siège social à Québec, en celui de "Syndicat des Employés Barbiers et Coiffeurs de Québec Inc.", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et 8 de la Loi des syndicats professionnels (R.S.Q. 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le trente octobre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
52160-o RAYMOND DOUVILLE.

## SYNDICAT DES EMPLOYÉS BARBIERS ET COIFFEURS DE QUÉBEC INC.

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on October twenty-eighth, 1959, authorized the change of name of "L'Union Catholique des Compagnons-Barbiers de Québec Inc.", the formation of which was authorized on February 26, 1935, with head office at Quebec, into that of "Syndicat des Employés Barbiers et Coiffeurs de Québec Inc.", and such pursuant to the provisions of articles 7 and 8 of the Professional Syndicates Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, on October thirtieth, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
52160 Assistant-Secretary of the Province.

(P.G. 13907-59)

NEW GLASGOW HEIGHTS DEVELOPMENT CORP.

*Règlement N° 24*

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit diminué de cinq à trois.

Décrété ce 22e jour de juillet 1959.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,

52173 J. H. BLUMENSTEIN.

(P.G. 13907-59)

NEW GLASGOW LEIGHTS DEVELOPMENT CORP.

*By-Law No. 24*

That the number of directors of the company be decreased from five to three.

Enacted this 22nd day of July, 1959.

Certified true copy.

J. H. BLUMENSTEIN,

52173-o Secretary.

(P.G. 10684-55)

GREEK ORTHODOX COMMUNITY OF QUEBEC

Extrait du règlement N° 1, tel qu'approuvé par les membres de la corporation, le 12 novembre 1956, concernant une augmentation du nombre de ses directeurs, de trois à six.

"4. Conseil d'administration :

Les affaires de la corporation seront administrées par un conseil d'administration comprenant six membres de la corporation, dont les services ne seront pas rémunérés, élus à l'assemblée annuelle de la corporation ou à toute assemblée générale spéciale convoquée à cette fin."

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,

52174 PETER THEONAS.

(A.G. 10684-55)

GREEK ORTHODOX COMMUNITY OF QUEBEC

Extract of By-Law No. 1, as approved by the members of the Corporation on November 12th, 1956, concerning an increase in the directorate thereof from three to six.

"4. Board of directors:

The affairs of the corporation shall be managed by a Board of Directors consisting of six members of the corporation whose services will not be remunerated, elected at the annual meeting of the corporation or at any special general meeting called for such purpose."

Certified true copy.

PETER THEONAS,

52174-o Secretary.

(P.G. 14246-59)

INSTITUT LOUIS BRAILLE INC.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le neuf novembre 1959, approuvé les règlements numéros 1, 2 et 3 de l'"Institut Louis Braille Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le dix novembre 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,

52177-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 14246-59)

INSTITUT LOUIS BRAILLE INC.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy-Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on November ninth, 1959, approved by-laws numbers 1, 2 and 3 of the "Institut Louis Braille Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on November tenth, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,

52177 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 6383-42)

DOVER NECKWEAR CORPORATION

*Règlement N° 3*

"Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de trois (3) à quatre (4)."

Je, le soussigné, Allan Cohen, secrétaire-trésorier de "Dover Neckwear Corporation", certifie, par les présentes, que le règlement ci-dessus connu comme étant le règlement N° 3 a été approuvé par une assemblée des actionnaires tenue le 7 janvier 1959, représentant cent pour cent (100%) des actions émises de ladite corporation.

Montréal, 9 janvier 1959.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,

52178 ALLAN COHEN.

(A.G. 6383-42)

DOVER NECKWEAR CORPORATION

*By-Law No. 3*

"The number of directors of the company is increased from three (3) to four (4)."

I, the undersigned, Allan Cohen, Secretary-Treasurer of "Dover Neckwear Corporation", hereby certify that the above by-law known as By-Law No. 3, was approved by a meeting of the shareholders held on January 7th, 1959, representing one hundred per cent (100%) of the issued shares of the said corporation.

Montreal, January 9th, 1959.

(Seal) ALLAN COHEN,

52178-o Secretary-Treasurer.

## Bills — Assemblée législative

### AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 28 octobre 1959 et

## Bills — Legislative Assembly

### NOTICE OF LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concerning private bills which shall be introduced during the coming Session.

According to standing orders, private bills shall be deposited before October 28, 1959

présentés avant le 9 décembre 1959, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 28 novembre 1959 et reçues avant le 3 décembre 1959, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçues avant le 23 décembre 1959.

Québec, le 16 septembre 1959.

Le Greffier de l'Assemblée législative,
51506-38-9-o ANTOINE LEMIEUX.

and introducted before December 9, 1959, petitions for private bills shall be presented prior to November 28, 1959, and received prior to December 3, 1959, and reports from elected committees charged with the examining of private bills must be received before December 23, 1959.

Quebec, September 16, 1959.

ANTOINE LEMIEUX,
51506-38-9 Clerk of the Legislative Assembly.

## Chartes — Abandon de

### CANADIAN PROPANE (QUE.) LIMITED

"Canadian Propane (Que.) Limited" par les présentes donné avis qu'application sera faite au Procureur général de la province de Québec en vertu des dispositions de l'article 26 de la loi des compagnies de Québec, pour l'acception de l'abandon de sa charte à compter de et à partir d'une date à être fixée par le Procureur général.

Daté à Montréal, P.Q., ce 2ie jour de Novembre 1959.

(Sceau) Le Secrétaire,
52106-o M. V. DOHERTY.

### ROCKHILL LAND HOLDINGS LTD.

Avis est par les présentes donné que "Rockhill Land Holdings Ltd.", qui a son bureau principale dans le district de Montréal, province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, P.Q., le 6 novembre 1959.

Les Procureurs des requérants,
52107-o CERINI & JAMIESON.

### THE GARTSIDE CO. LTD.

Avis est par les présentes, donné que "The Gartside Co. Ltd.", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Granby, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Granby, ce 2e jour de novembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
52131 M. A. THOMPSON.

### SHAWINIGAN REALTIES LIMITED

Selon les dispositions de la loi des Compagnies de Québec, "Shawinigan Realties Limited" donne par les présentes avis qu'elle demandera au Procureur-Général la permission d'abandonner sa charte à compte de la date qu'il déterminera.

Montréal, ce 10 novembre 1959.

Les Procureurs de la Compagnie,
HUGESSEN, MACKLAIER,
521158-o CHISHOLM, SMITH & DAVIS.

### RALEIGH INVESTMENTS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Raleigh Investments Inc.", constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies

## Charters — Surrender of

### CANADIAN PROPANE (QUE.) LIMITED

"Canadian Propane (Que.) Limited" hereby gives notice that it will make application to the Attorney General of Quebec under the provisions of section 26 of the Quebec Companies Act, for the acceptance of the surrender of its charter as and from a date to be fixed by the Attorney General.

Dated at Montreal, P.Q., this 2nd day of November, 1959.

(Seal) M. V. DOHERTY,
52106-o Secretary.

### ROCKHILL LAND HOLDINGS LTD.

Take notice that "Rockhill Land Holdings Ltd.", with head office in Montreal, P.Q., will apply for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, P.Q., the 6th day of November, 1959.

CERINI & JAMIESON,
52107-o Attorneys for Petitioners.

### THE GARTSIDE CO. LTD.

Notice is hereby given that "The Gartside Co. Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Granby, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Granby, this 2nd day of November, 1959.

M. A. THOMPSON,
52131 Secretary-Treasurer.

### SHAWINIGAN REALTIES LIMITED

In accordance with the provisions of the Quebec Companies Act, "Shawinigan Realties Limited" hereby gives notice that it will apply to the Attorney General for leave to surrender its charter from and after such date as he may determine.

Montreal, November 10, 1959.

HUGESSEN, MACKLAIER,
CHISHOLM, SMITH & DAVIS,
52158-o Solicitors for the company.

### RALEIGH INVESTMENTS INC.

Notice is hereby given that "Raleigh Investments Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head

de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur Général de la Province du Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 10 novembre 1959.

Le Secrétaire,
IOLA V. ABBOTT.

52159-o

office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, November 10th, 1959.

IOLA V. ABBOTT,
Secretary.

52159-o

## Département de l'Agriculture
## *Industrie laitière*

### COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

*Ordonnance N° 86-59*
(Région de Chibougamau)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, le 3 novembre 1959, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Stanislas Panneton, président, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Alfred Cookman, Paul-Abel Arès, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

ATTENDU QUE, la Commission de l'Industrie Laitière doit fixer le prix du lait, en tenant compte de la valeur du produit, des conditions de sa production, de sa manipulation, de sa livraison et des conditions des divers marchés locaux, de façon à sauvegarder les intérêts des producteurs-fournisseurs, des marchands de lait, des distributeurs de produits laitiers et des consommateurs;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans la région de Chibougamau.

2° La région de Chibougamau comprend la ville de Chibougamau et la ville de Chapais.

3° Les marchands de lait, les sociétés coopératives et les syndicats coopératifs doivent payer à leurs producteurs-fournisseurs, pour chaque cent livres de lait qu'ils reçoivent de ceux-ci, $5.55 net, F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4° Sauf les dispositions de l'article 5 de la présente ordonnance, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Chibougamau offrir vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 14 cents la chopine et 25 cents la pinte.

5° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à une cantine militaire, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 7½ cents le demiard, 13 cents la chopine, 24 cents la pinte, et en bidon, 92 cents le gallon.

6° Nul ne peut offrir, vendre ou livrer du lait en bidon aux institutions de charité et aux hôpitaux à un prix inférieur à 90 cents le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix établis pour le commerce du gros: 13 cents la chopine et 24 cents la pinte.

## Department of Agriculture
## *Dairy Industry*

### DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

*Order No. 86-59*
(Region of Chibougamau)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, November 3rd, 1959, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs Stanislas Panneton, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Alfred Cookman, Paul-Abel Arès, commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

WHEREAS, the Dairy Industry Commission must set the price of milk by taking into account the value of the product, the condition under which it is produced, its handling, its delivery and the conditions of the various local markets, in order to protect the interests of the producers-suppliers, the milk dealers, the distributors of dairy products and the consumers;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Chibougamau.

2. The region of Chibougamau includes the town of Chibougamau and the town of Chapais.

3. Milk dealers, cooperative societies and cooperative syndicates must pay to their producers-suppliers for each hundred pounds of milk which they receive from them, $5.55 net, F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 of the present Order, no person shall, within the limits of said region of Chibougamau offer, sell or deliver milk at prices inferior to 14 cents a pint and 25 cents a quart.

5. No person shall offer, sell or deliver milk to a grocery store, a restaurant, a hotel, a military canteen, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 7½ cents a half-pint, 13 cents a pint, 24 cents a quart, and in bulk, 92 cents a gallon.

6. No person shall offer sell or deliver milk in bulk to charitable institutions or to hospitals at a price inferior to 90 cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices: 13 cents a pint and 24 cents a quart.

7° Nul marchand de lait, société coopérative ou syndicat coopératif ne peut offrir, vendre ou livrer du lait aux distributeurs de produits laitiers à un prix inférieur à 74 cents le gallon.

8° La présente ordonnance entrera en vigueur le 16 novembre 1959.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: STANISLAS PANNETON, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
ALFRED COOKMAN, commissaire,
PAUL-ABEL ARÈS, commissaire.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
52171-o

7. No milk dealer, cooperative society or cooperative syndicate shall offer, sell or deliver milk to distributors of dairy products at a price inferior to 74 cents a gallon.

8. The present Order shall come into force on November 16th, 1959.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: STANISLAS PANNETON, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
ALFRED COOKMAN, Commissioner,
PAUL-ABEL ARÈS, Commissioner.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
52171-o

## Département de l'Instruction publique

N° 432-59.
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LAC-GATINEAU

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Lac-Gatineau, dans le comté de Labelle aux municipalités scolaire de Val-Limoges et Robertson & Pope, dans le même comté, de la façon suivante, savoir:

1° La partie devant être annexée à Val-Limoges comprend tous les lots des rangs XI, XII, XIII et XIV du canton Robertson.

2° La partie devant être annexée à Robertson & Pope comprend tous les lots des rangs VIII, IX et X du canton Robertson.

Québec, le 30 octobre 1959.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
52063-45-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1067-59.
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE DE ST-ANDRÉ

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-André, dans le comté d'Argenteuil, à la municipalité scolaire du village de St-André, même comté.

Québec, le 29 octobre 1959.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
52064-45-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1114-59.
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE ST-VALÈRE-DE-BULSTRODE

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Valère-de-Bulstrode, dans le comté d'Arthabaska, en celui de St-Valère, même comté.

Québec, le 30 octobre 1959.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
52065-45-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 785-58.
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA VILLE DE ROBERVAL

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de Roberval, dans le comté de Roberval, à la municipalité scolaire de la ville de Roberval, même comté.

Québec, le 4 novembre 1959.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
52084-45-2-o O.-J. DESAULNIERS.

## Department of Education

No. 432-59.
THE SCHOOL MUNICIPALITY OF LAKE-GATINEAU

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Lake Gatineau in the county of Labelle to the school municipalities of Val-Limoges and Robertson & Pope, in the same county, in the following way, to wit:

1. The part to be annexed to Val-Limoges is comprised of all the lots of ranges XI, XII, XIII and XIV of the Robertson township.

2. the part to be annexed to Robertson & Pope is comprised of all the lots of ranges VIII, IX and X if the Robertson township.

Quebec, October 30, 1959.
O.-J. DESAULNIERS,
52063-45-2 Superintendant of Education.

No. 1067-59.
SCHOOL MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST-ANDRÉ

Application is made to annex the present territory of the school municipality of the parish of St-André in the county of Argenteuil, to the school municipality of the village of St-André, same county.

Quebec, October 29, 1959.
O.-J. DESAULNIERS,
52064-45-2 Superintendent of Education.

No. 1114-59.
SCHOOL MUNICIPALITY OF ST-VALÈRE-DE-BULSTRODE

Application is made to the name of the school municipality of St-Valère-de-Bulstrode, in the county of Arthabaska, into that of St-Valère, same county.

Quebec, October 30, 1959.
O.-J. DESAULNIERS.
52065-45-2 Superintendent of Education.

No. 785-58.
SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN OF ROBERVAL

Application is made to annex the present territory of the school municipality of the parish of Roberval, in the county of Roberval, to the school municipality of the town of Roberval, same county.

Quebec, November 4, 1959.
O.-J. DESAULNIERS,
52084-45-2 Superintendent of Education.

N° 899-59.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DU VILLAGE DE STE-DOROTHÉE

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Haut-St-Martin, dans le comté de Laval, les subdivisions Nos 1 à 42 inclusivement du lot 30, les lots 31, 33, 36, 133, 135 et 136 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Dorothée, pour les annexer à la municipalité scolaire du village de Ste-Dorothée, dans le même comté.

Québec, le 6 novembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

52154-46-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 899-59.

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF STE-DOROTHÉE

Application is made to detach from the school municipality of Haut-St-Martin, in the county of Laval, subdivisions 1 to 42 inclusive of lot 30, lots 31, 33, 35, 133, 135 and 136 of the official cadaster for the parish of Ste-Dorothée, to annex them to the school municipality of the village of Ste-Dorothée, in the same county.

Quebec, November 6, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,

52154-46-2 Superintendent of Education.

N° 978-59.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE SEPT-ILES

Demande est faite de modifier les limites actuelles de la municipalité scolaire de Sept-Iles, dans le comté de Saguenay, afin qu'elles comprennent à l'avenir tous les lots cadastrés depuis et y compris, vers l'est, le lot N° 10, rang I canton Letellier et le lot 1 rang II du même canton jusqu'à, vers l'ouest, la rivière Hall.

Québec, le 6 novembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

52155-46-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 978-59.

SCHOOL MUNICIPALITY OF SEPT-ILES

Application is made to amend the present limits of the school municipality of Sept-Iles, in the county of Saguenay, in order that they may comprise in future all lots in the cadaster from and comprised therein, on the east, lot No. 10, range I, township Letellier and lot 1, range II of the same township as far as, on the west, the Hall River.

Quebec, November 6, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,

52155-46-2 Superintendent of Education.

N° 1124-59.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE MANSFIELD

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Mansfield, dans le comté de Pontiac, en celui de la municipalité scolaire de Davidson, dans le même comté.

Québec, le 5 novembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

52156-46-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 1124-59.

SCHOOL MUNICIPALITY OF MANSFIELD

Application is made to change the name of the school municipality of Mansfield, in the county of Pontiac, into that of the school municipality of Davidson, in the same county.

Quebec, November 5, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,

52156-46-2 Superintendent of Education.

N° 553-59.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE ST-JEAN-BAPTISTE-DE-MONTRÉAL-SUD

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire catholique de la cité de Jacques-Cartier, dans le comté de Chambly, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire de St-Jean-Baptiste-de-Montréal-Sud, dans le même comté.

Les lots de subdivisions suivants, tous inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil: 307-33 et 307-34; la moitié nord-ouest du lot 307-38; 307-39 à 307-71; 138-1-A et 138-2 à 138-32; 138-35 à 138-65; 138-67 à 138-73; 138-75 et 138-77 à 138-81; 138-84 à 138-116; 138-118 à 138-122; 138-124 à 138-130; 138-132 à 138-151; 138-153 à 138-172; 138-175 à 138-179; 138-182 à 138-201; 138-204 à 138-223; 138-231 à 138-235; 139-25, 139-26, 139-27, 139-58, 139-59, 139-60, 139-62 à 139-64; 140-1 à 140-4; 140-6 à 140-13; 140-15 à 140-18; 140-20 à 140-26; 140-29, 140-30, 140-31 et 140-33 à 140-65; 140-67, 140-68, 140-69, 140-71 à 140-77; 140-79 à 140-111; 140-113 à 140-145; 140-147 à 140-157; 140-159 à 140-177; 140-179 à 140-185; 140-187 à 140-205; 140-207 à 140-225; 140-229 à 140-234; 140-236 à 140-243; 140-265 à 140-273; 140-303 à 140-309; 140-311 à 140-319; 140-338 à 140-346; 140-373 à 140-376; 140-379 à 140-386; 140-411 à 140-418; 141-2 à 141-9; 141-32 à 141-38; 141-40, 141-41, 141-64, 141-65, 141-100 à 141-105;

No. 553-59.

SCHOOL MUNICIPALITY OF ST-JEAN-BAPTISTE-OF-MONTREAL-SOUTH

Application is made to detach from the Catholic school municipality, of the city of Jacques-Cartier, in the county of Chambly, the territory herebelow described, to annex it to the school municipality of St-Jean-Baptiste-of-Montreal-South, in the same county.

The following subdivisions lots, all inclusive of the official cadaster for the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil: 307-33 and 307-34; the north-west half of lot 307-38; 307-39 to 307-71; 138-1-A and 138-2 to 138-32; 138-35 to 138-65; 138-67 to 138-73; 138-75 and 138-77 to 138-81; 138-84 to 138-116; 138-118 to 138-122; 138-124 to 138-130; 138-132 to 138-151; 138-153 to 138-172; 138-175 to 138-179; 138-182 to 138-201; 138-204 to 138-223; 138-231 to 138-235; 139-25, 139-26, 139-27, 139-58, 139-59, 139-60, 139-62 to 139-64; 140-1 to 140-4; 140-6 to 140-13; 140-15 to 140-18; 140-20 to 140-26; 140-29, 140-30, 140-31 and 140-33 to 140-65; 140-67, 140-68, 140-69, 140-71 to 140-77; 140-79 to 140-111; 140-113 to 140-145; 140-147 to 140-157; 140-159 to 140-177; 140-179 to 140-185; 140-187 to 140-205; 140-207 to 140-225; 140-229 to 140-234; 140-236 to 140-243; 140-265 to 140-273; 140-303 to 140-309; 140-311 to 140-319; 140-338 to 140-346; 140-373 to 140-376; 140-379 to 140-386; 140-411 to 140-418; 141-2 to 141-9; 141-32 to 141-38; 141-40, 141-41, 141-64,

142-23 à 142-39; 142-P40, 142-P41, 142-42 à 142-54; 142-P55, 142-56-2, 142-57 à 142-62; 142-104 à 142-187; 142-187A, 142-188 à 142-211; 142-211-2, 142-212-1, 142-213 à 142-222; 142-224 à 142-230; 142-254 à 142-276; 142-278 à 142-294; 143-288 à 143-319; 143-322 à 143-361; 143-363 à 143-389; 143-391 à 143-469; 143-471 à 143-502; 143-505 à 143-508; 143-510 à 143-513; 143-515, 143-517 à 143-569; 143-571 à 143-590; 143-592 à 143-598; 143-600 à 143-618; 143-620 à 143-673; 143-674, 143-676-1, 143-677-1, 143-676 à 143-704; 316-1 à 316-5; 316-149;

*Description de partie du lot 316:* Une partie non subdivisée du lot originaire numéro trois cent seize (P. 316) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la Paroisse Saint-Antoine de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly.

Bornée vers le nord-est par la ligne limitative entre la ville de Montréal-Sud et la cité de Jacques-Cartier; vers le sud-est par le lot 142-271; vers le sud-ouest par la rue Hindland; et vers le nord-ouest par le lot 142-272.

Mesurant 66 pieds de largeur et formant une superficie approximative de 16,675 pieds carrés, mesure anglaise.

*Description de partie du lot 316:* Une autre partie du lot originaire numéro trois cent seize (P.316) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly.

Bornée vers le nord-est par la rue Hindland; vers le sud-est par partie du lot 142-232 et par le lot 316-149; vers le sud-ouest par partie du lot 142-187; et vers le nord-ouest par le lot 142-187A et par partie du lot 142-188.

Mesurant 66 pieds de largeur et formant une superficie approximative de 15,306 pieds carrés, mesure anglaise.

*Description de partie du lot 138:* Une partie non subdivisée du lot originaire numéro cent trente huit (P. 138) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly, bornée comme suit:

vers le nord-est par la rue Notre-Dame de Grâce; vers le sud-est par les lots 138-1A; 138-33; 138-34; vers le sud-ouest par le lot 138-75; et vers le nord-ouest par la rue Perreault.

Mesurant 128 pieds au nord-est; 138 pieds au sud-est; 126 pieds au sud-ouest; et 138 pieds au nord-ouest.

Formant une superficie d'environ 17,526 pieds carrés, mesure anglaise.

*Description de partie du lot 138:* Une autre partie du lot originaire numéro cent trente-huit (P. 138) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly.— Bornée vers le nord-est par le lot 307-3 (rue Notre-Dame-de-Grâce; vers le sud-est par la rue Perreault; vers le sud-ouest par les lots 140-1 à 140-6 inclusivement; et vers le nord-ouest par la ligne limitative entre les cités de Longueuil et de Jacques-Cartier.

Mesurant 194 pieds au nord-est; 384 pieds au sud-est; 188 pieds au sud-ouest. — Formant une superficie d'environ 73,344 pieds carrés, mesure anglaise.

Québec, le 11 novembre 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
52157-46-2-o O.-J. DESAULNIERS.

141-65, 141-100 to 141-105; 142-23 to 142-39; 142-P40, 142-P41, 142-42 to 142-54; 142-P55, 142-56-2, 142-57 to 142-62; 142-104 to 142-187; 142-187A, 142-188 to 142-211; 142-211-2, 142-212-1, 142-213 to 142-222; 142-224 to 142-230; 142-254 to 142-276; 142-278 to 142-294; 143-288 to 143-319; 143-322 to 143-361; 143-363 to 143-389; 143-391 to 143-469; 143-471 to 143-502; 143-505 to 143-508; 143-510 to 143-513; 143-515, 143-517 to 143-569; 143-571 to 143-590; 143-592 to 143-598; 143-600 to 143-618; 134-620 to 143-673; 143-674, 143-676-1, 143-677-1, 143-676 to 143-704; 316-1 to 316-5; 316-149;

*Description of part of lot 316:* An unsubdivided part of the original lot number three hundred and sixteen (Pt. 316) on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint-Antoine de Longueuil, registration division of Chambly.

Bounded on the northeast by the limiting line between the town of Montreal-South and the city of Jacques-Cartier; on the southeast by lot 142-271; on the southwest by Hindland Street; and on the northwest by lot 142-272.

Measuring 66 feet in width and forming an approximate area of 16,675 square feet, english measure.

*Description of part of lot 316:* Another part of the original lot number three hundred and sixteen (Pt. 316) on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Antoine-de-Longueuil, registration division of Chambly.

Bounded on the northeast by Hindland Street; on the southeast by part of lot 142-232 and by lot 316-149; on the southwest by part of lot 142-187; and on the northwest by lot 142-187A and by part of lot 142-188.

Measuring 66 feet in width and forming an approximate area of 15,306 square feet, english measure.

*Description of part of lot 138:* An unsubdivided part of the original lot number one hundred and thirty-eight (Pt. 138) on the official plan and in the book of refrerence for the parish of Saint-Antoine de Longueuil, registration division of Chambly, bounded as follows:

on the northeast by Notre-Dame de Grâce Street; on the southeast, by lots 138-1A; 138-33; 138-34; on the southwest by lot 138-75; and on the northwest, by Perreault Street.

Measuring 128 feet on the northeast; 138 feet on the southeast; 126 feet on the southwest; and 138 feet on the northwest.

Forming an area of about 17,526 square feet, english measure.

*Description of part of lot 138:* Another part of original lot number one hundred and thirty-eight (Pt. 138) on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Antoine de Longueuil, registration division of Chambly.— Bounded on the northeast by lot 307-3 (Notre-Dame-de-Grâce Street; on the southeast by Perreault Street; on the southwest, by lots 140-1 to 140-6 inclusive; and on the northwest, by the limiting line between the cities of Longueuil and Jacques-Cartier.

Measuring 194 feet on the northeast; 384 feet on the southeast; 188 feet on the southwest.— Forming an area of about 73,344 square feet, english measure.

Quebec, November 11, 1959.

O.-J. DESAULNIERS,
52157-46-2 Superintendent of Education.

## Département des Terres et Forêts

### AVIS

Cadastre officiel de partie du canton de Beauchastel (municipalité du village d'Évain) division d'enregistrement de Témiscamingue.

Avis est par la présente donné que le Bloc 30 est annulé; les lots 26, 27, 28 et 29 du rang IV sont corrigés et le lot 63 du rang IV et les lots 63A, 63B, 64A, 64B, 65A et 65B du rang V sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 octobre 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
52104-o AVILA BÉDARD.

---

Cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme de Matane (municipalité de ville de Matane) division d'enregistrement de Matane.

Avis est par la présente donné que les lots 661, 662 et 663 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 avril 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
52104-o AVILA BÉDARD.

## Department of Lands and Forest

### NOTICE

Official cadastre of part of township of Beauchastel (municipality of village of Évain) registration division of Témiscamingue.

Notice is hereby given that lot 30 has been cancelled; lots 26, 27, 28 and 29 range IV are corrected; and lot 63 range IV and lots 63A, 63B, 64A, 64B, 65A and 65B rang V are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 22, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
52104-o Deputy-Minister.

---

Official cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane (municipality of town of Matane) registration division of Matane.

Notice is hereby given that lots 661, 662 and 663 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 16, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
52104-o Deputy-Minister.

## Département du Travail

### AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du marbre dans la province de Québec, rendue obligatoire par la section 3 du décret numéro 324 du 30 mars 1950 et amendements, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, lui ont présenté une requête à l'effet de remplacer certaines dispositions de ladite section 3 par les suivantes:

L'article XIII sera remplacé par le suivant:

"XIII. *Vacances payées:* Deux semaines de vacances payées doivent être données à tous les salariés qui ont été à l'emploi continuel du même employeur pendant une période d'un an. Toutefois, tous les salariés qui ont été au service du même employeur pour une période de moins d'un an ont droit à 4% des salaires gagnés durant leur période d'emploi.

*Période de vacances:* La période comprise entre Noël et l'Épiphanie est considérée comme la période durant laquelle les vacances payées seront données. Tout travail exécuté pendant cette période doit être rémunéré au taux de salaire double."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

## Department of Labour

### NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the marble industry in the Province of Quebec, rendered obligatory by section 3 of the decree number 324 of March 30, 1950 and amendments, relating to the building materials industry in the province of Quebec, have submitted to him a petition to replace some of the provisions of said section 3 by the following:

Article XIII will be replaced by the following:

"XIII. *Vacations with pay:* A vacation of two weeks with pay is granted to all employees who have worked continously for the same employer for a period of one year. All workmen, however, who have been employed for the same employer for a period of less than a year shall be entiled to 4% of the wages earned during their period of employment.

*Period of vacation:* The period between Christmas and Epiphany shall be considered as the the period where holidays with pay shall be given. All time worked during such period shall be remunerated at the rate of double time."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 novembre 1959. 52149-o

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 14, 1959. 52149-o

## AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Ministre du Travail donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, et ses amendements, que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garages de la ville de Rimouski, rendue obligatoire par le décret numéro 1255, du 10 novembre 1949, lui ont présenté une requete à l'effet de modifier ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

Le paragraphe "*c*" de l'article VIII sera remplacé par le suivant:

"*c*) Au cours d'une même journée, les heures de travail comprennent le temps durant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et obligé d'être présent.

Nonobstant le paragraphe précédent, au cours d'une même semaine, tout salarié a droit à un mimum de quarante (40) heures de salaire.

Advenant l'absence, pour quelque raison que ce soit, d'un salarié, la garantie reste en vigueur mais est diminuée au prorata des heures d'absence."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 novembre 1959. 52149-o

## NOTICE OF AMENDMENT

The Honouable Minister of Labour hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, as amended, that the contracting parties to the collective labour agreement relating to garage employees in the town of Rimouski, rendered obligatory by the decree number 1255 of November 10, 1949, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended, as follows:

Paragraph "*c*" of article VIII will be replaced by the following:

"*c*) In the course of a same day, the hours of work shall include the time during which employees are at the disposal of the employer and obliged to be present.

Notwithstanding the provisions of the foregoing sub-paragraph employees, in the course of a same week, are entitled to a manimum of forty (40) hours pay.

Should employees be absent for any reason whatever, the above guarantee remains but is reduced by the number of hours of absence."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 14, 1959. 52149-o

# Examens du Barreau / Bar Examinations

BARREAU DE TROIS-RIVIÈRES — BAR OF TROIS-RIVIÈRES

CANDIDAT À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE TO THE PRACTICE OF LAW

| Nom — Name | Prénom — Surname | Age | Résidence — Residence |
|---|---|---|---|
| Grenier | Raymond | 27 | Shawinigan. |

Cap-de-la-Madeleine, ce 9 novembre 1959 — Cap-de-la-Madeleine, November 9th, 1959.

Le Secrétaire du Barreau de Trois-Rivières,
GUY LEBRUN,
Secretary of Trois-Rivières Bar.

52175-o

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

| Nom — Name | Prénom — Surname | Age | Résidence — Residence | Collège — Collège |
|---|---|---|---|---|
| Gouin,..... | G.-Yvon..... | 27 | Sherbrooke..... | Séminaire de Trois-Rivières. |

Sherbrooke, 10 novembre 1959.— Sherbrooke, November 10th, 1959.
Le Secrétaire du Barreau de Saint-François,
GEORGES SAVOIE,
52175-o Secretary of St. Francis Bar.

BARREAU D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE — BAR OF ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'EXAMEN
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE EXAMINATION

*Examens de décembre 1959 — Examinations of December 1959*

| Nom — Name | Prénom — Surname | Age | Domicile — Domicile |
|---|---|---|---|
| Drolet..... | Gaétan..... | 26 | Ville-Marie. |

Val d'Or, le 4 novembre 1959.— Val d'Ord, November 4th, 1959.
Le Secrétaire-trésorier du Barreau d'Abitibi-Témiscamingue,
JEAN BEAULIEU,
52175-o Secretary of Abitibi-Témiscamingue Bar.

BARREAU DE BEDFORD — BAR OF BEDFORD

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'EXAMEN DU BARREAU
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE BAR EXAMINATION

| Nom — Name | Prénom — Surname | Age | Résidence — Residence |
|---|---|---|---|
| Lévesque..... | Jacques..... | 25 | Bedford, Qué. |

Sweetsburg, le 5 novembre 1959.— Sweetsburg, 5th of November 1959.
Le Secrétaire du Barreau de Bedford,
GUY GENEST,
52175-o Secretary of Bedford Bar.

BARREAU DU SAGUENAY — BAR OF SAGUENAY

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'EXAMEN DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE EXAMINATION OF LAW

| Nom — Name | Prénom — Surname | Age | Résidence — Residence |
|---|---|---|---|
| Auger..... | Claude..... | 31 | 370, rue St-Joseph, St. Alma, Lac-Lake St-Jean, P.Q. |

Chicoutimi, le 9 novembre 1959.— Chicoutimi, November 9, 1959.
Le Secrétaire-trésorier du Barreau du Saguenay,
CLAUDE RUELLAND,
52175-o Secretary-Treasurer of Saguenay Bar.

## Lettres patentes

(P.G. 15648-59)

**Institut Dorea Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1959, constituant en corporation, sans capital-actions, l'"Institut Dorea Inc.", déjà constitué en corporation, sous le nom primitif de "Village d'Enfants", en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi

## Letters Patent

(A.G. 15648-59)

**Institut Dorea Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: l'"Institut Dorea Inc.", already incorporated under the original name of "Village d'Enfants", under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops'

des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 76, par lettres patentes et par lettres patentes supplémentaires en date, respectivement, du 9 août 1950 et du 30 mai 1956, lequel nom de "Village d'Enfants" a été changé en celui de "Institut Dorea Inc." par arrêté en conseil numéro 637, en date du 27 juin 1956, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, S.R.Q. 1941, chapitre 280.

Les objets de la nouvelle corporation sont, en résumé, les suivants:

Maintenir et développer une œuvre de charité, d'éducation et d'enseignement, en faveur des enfants déshérités, orphelins ou handicapés, sous le nom de "Institut Dorea Inc."

Le montant auquel sera limité le revenu annuel des propriétés immobilières que la corporation pourra posséder sera de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Franklin Centre, dans le district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

(P.G. 14246-59)

**Institut Louis Braille Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juillet 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Rév. Père Jean Cypihot, supérieur, Rév. Frère Roger Plamondon, tous deux de Jacques-Cartier, Rév. Frère Adrien Coutu, économe provincial, d'Outremont, tous trois Clercs de Saint-Viateur, Fernand Dostie, sous-ministre du Bien-être social, de Québec, et Jeanne Cypihot, rentière, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Assurer le développement moral, intellectuel, matériel et physique des garçons aveugles, ainsi que leur formation professionnelle, sous le nom de "Institut Louis Braille Inc.".

Le montant auque sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera 1255, avenue Beauregard, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
52103-o P. FRENETTE.

Act, 14 George VI, chapter 76, by letters patent and by supplementary letters patent dated respectively from August 9, 1950 and May 30, 1956, which name of "Village d'Enfants" has been changed into that of "Institut Dorea Inc.", by Order in council number 637, dated June 27, 1956, pursuant to the provisions of section 6 of the Special Corporate Powers Act, R.S.Q. 1941, chapter 280.

The objects of the corporation may be summarized as follows:

To maintain and develop charitable works, the education and instruction of destitute and handicapped children and orphans, under the name of "Institut Dorea Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limite, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Franklin Centre, in the judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14246-59)

**Institut Louis Braille Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of July, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Rev. Father Jean Cypihot, superior, Rev. Brother Roger Plamondon, both of Jacques-Cartier, Rev. Brother Adrien Coutu, provincial economist, for this religious Order, of Outremount, all three Cleries of Saint-Viateur, Fernand Dostie, deputy-minister of Social Welfare, of Quebec, and Jeanne Cypihot, annuitant, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To assure the moral, intellectual, material and physical development of blind boys, as well as their professional formation, under the name of "Institut Louis Braille Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at 1255 Beauregard Avenue, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of July, 1959.

P. FRENETTE,
52103 Acting Deputy Attorney General.

## Ministère des Finances
## *Assurances*

LA SUPREME,
COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE
THE SUPREME
LIFE INSURANCE COMPANY

Avis de constitution d'une compagnie d'assurance

Avis est, par les présentes, donné que messieurs Jean Barrette, 99, rue Arlington, Westmount, P.Q., journaliste, Marc Bourgie, 2955, rue Lacombe, Montréal, P.Q., administrateur, Réjean Gagné, 680, rue Kleber, Montréal, P.Q., cons-

## Department of Finance
## *Insurance*

THE SUPREME
LIFE INSURANCE COMPANY
LA SUPREME,
COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE

Notice of formation of an Insurance company

Notice is hereby given that Messrs. Jean Barrette, 99 Arlington Street, Westmount, Que., journalist, Marc Bourgie, 2955 Lacombe Street Montreal Que. administrator Réjean Gagné, 680 Kleber Street, Montreal, Que., contractor,

tructeur, Gerges Lachaine, 277, rue Beatty, Verdun, P.Q., médecin, Émé Lacroix, 1141, rue Dunraven, ville Mont-Ryoal, P.Q., avocat, ont l'intention de présenter au Lieutenant-gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q. 1941), sous le nom de "La Supreme, Compagnie d'Assurance sur la Vie — The Supreme Life Insurance Company", dont le siège social sera dans la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, ayant un capital actions de cinq cent mille dollars ($500,000.00) divisé en cinq mille (5,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune, et les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance de personne, de faire des contrats d'annuité et de rente de toute espèce et, sans restreindre l'étendue de ces pouvoirs, de faire notamment des contrats:

*a*) d'assurance sur la vie, contre les accidents, l'invalidité, la maladie et de tous autres risques de même nature;

*b*) d'annuité et de rente de toute espèce;

*c*) d'assurance pour frais d'hospitalisation, médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et de tous autres frais de même nature encourus en raison d'accident, de maladie et de maternité;

*d*) de réassurance soit comme réassuré ou comme réassureur relatifs à des contrats d'assurance de personne, d'annuité et de rente de toute espèce.

Donné à Montréal, ce 28ième jour d'octobre 1959.

Signature des requérants,
JEAN BARRETTE.
MARC BOURGIE.
RÉJEAN GAGNÉ.
GEORGES LACHAINE.
ÉMÉ LACROIX.

52022-44-4-o

Georges Lachaine, 277 Beatty Street, Verdun, Que., physician, Émé Lacroix, 1141 Dunraven Street, town of Mount Royal, Que., lawyer, intend to present to the Lieutenant-Governor in Council a petition for the purpose of constituting them into an insurance company in accordance with the provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R.S.Q. 1941), under the name of "The Supreme Life Assurance Company — La Supreme, Compagnie d'Assurance sur la Vie", with head office in the city of Montreal, judicial district of Montreal, a share capital of five hundred thousand dollars ($500,000.00) divided up into five thousand (5,000) shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each, and the powers to carry on the business of assurance and reassurance of the person and, without restricting the scope of these powers, to effect contracts of:

*a*) life assurance, accident, invalidity, sickness and all other risks of a similar nature;

*b*) annuities of all kinds;

*c*) hospitalisation, medical, surgical, pharmaceutical expenses and all other similar expenses arising out of accident, sickness and maternity;

*d*) reassurance either as reassured or as reassurer pertaining to contracts of life assurance and annuities of all kinds.

Given at Montreal, this 28th day of October 1959.

Signature of Petitioners,
JEAN BARRETTE.
MARC BOURGIE.
RÉJEAN GAGNÉ.
GEORGES LACHAINE.
ÉMÉ LACROIX.

52022-44-4-o

---

## LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU DE LA PAROISSE DE ST-HUBERT

Avis d'annulation de permis et d'enregistrement

Attendu qu'à une assemblée générale spéciale des membres de "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Hubert" tenue le 11 juin 1959, il a été résolu que la compagnie liquide ses affaires volontairement;

Attendu que le liquidateur a produit le 7 novembre 1959 au Service des assurances une déclaration à l'effet qu'à cette date, la compagnie n'avait aucun passif ni actif;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Hubert" sont annulés à compter du 7 novembre 1959.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 10 novembre 1959.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

52172-o

## LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU DE LA PAROISSE DE ST-HUBERT

Notice of cancellation of license and registration

Whereas at a special general meeting of the members of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Hubert" held on the 11th of June 1959, it has been resolved that the company voluntarily liquidate its business;

Whereas the liquidator has on the 7th of November 1959 filed with the Department of Insurance a declaration to the effect that, on that date, the ocmpany had no liabilities and no assets;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registry of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Hubert" are cancelled as from the 7th of November 1959.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 10th of November 1959.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

52172-o

## Proclamation

Canada,
Province de Québec. O. GAGNON
[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT:

ATTENDU QUE pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le dix-huitième jour de novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., Lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le onzième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent cinquante neuf et de Notre règne le huitième.

Par ordre,
Le Secrétaire de la Chancellerie à Québec,
ANTOINE LEMIEUX.

51506-38-9-o

## Proclamation

Canada,
Province of Quebec. O. GAGNON
[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

GREETING:

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the eighteenth day of November next and, accordingly, command and order you to meet on said date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved, The Honourable Mr. ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House in Quebec, the eleventh day of September, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-nine and eighth year of Our Reign.

By command,
ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery,
51506-38-9 at Quebec.

## Sièges sociaux

### BOULEVARD AUTO LOCATION LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Boulevard Auto Location Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 28 septembre 1959, a établi son siège social à 7085 boulevard St-Laurent, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 30e jour d'octobre 1959.

Le Président,
52108-o CLAUDE B. SIGOUIN.

### CONVENIENT INVESTMENTS CORPORATION

Avis est donné que la compagnie "Convenient Investments Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8e jour du mois de juillet 1959 et ayant son bureau chef en la ville St-Pierre, district de Montréal a établi son bureau au numéro 99 de l'avenue du Chalet en ladite ville.

## Head Offices

### BOULEVARD AUTO LOCATION LTÉE

Notice is hereby given that "Boulevard Auto Location Ltée", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act on September 28th, 1959, has established its head office at 7085 St. Lawrence Boulevard, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 30th day of October, 1959.

CLAUDE B. SIGOUIN,
52108 President.

### CONVENIENT INVESTMENTS CORPORATION

Notice is given that the company "Convenient Investments Corporation", incorporated by letters patent dated the 8th day of the month of July, 1959, and having its head office at Ville St-Pierre, district of Montreal, has established its office at number 99 du Chalet Avenue in the said town.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau chef.

Donné à Ville St-Pierre, ce 30 octobre 1959.

(Sceau) Le Secrétaire,
52109-o GAÉTAN CHABOT.

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Ville St-Pierre, this 30th day of October, 1959.

(Seal) GAÉTAN CHABOT,
52109 Secretary.

## DORIC CONSTRUCTION LTÉE/LTD.

Avis est donné par les présentes, que la compagnie "Doric Construction Ltée/Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes, en date du 28 septembre 1959 et ayant son bureau principal à Montréal, a établi son bureau à 10037 Boulevard Saint-Michel, district de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant le bureau principal.

Daté à Montréal, ce 20ième jour d'octobre 1959.

Le Président,
52110-o E. A. SALMASO.

## DORIC CONSTRUCTION LTÉE/LTD.

Notice is hereby given that "Doric Construction Ltée/Ltd.", company incorporated by letters patent dated September 28th, 1959 and having its principal place of business in Montreal, has established its office at 10037 Boulevard St. Michel, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 20th day of October, 1959.

E. A. SALMASO,
52110-o President.

## DOW ALE BREWERY LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Dow Ale Brewery Limited", constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes, émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 31e jour d'août 1959, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à 990 ouest, rue Notre-Dame, Montréal.

Daté à Montréal, ce 1er jour de septembre 1959.

Le Président,
52111 J. L. McCRORY.

## DOW ALE BREWERY LIMITED

Notice is hereby given that "Dow Ale Brewery Limited", incorporated in the Province of Québec by letters patent, granted under Part I of the Quebec Companies Act, on the 31st day of August, 1959, and having its head office in Montreal, has established its office at 990 Notre-Dame Street West, Montreal.

Dated at Montreal, this 1st day of September, 1959.

J. L. McCRORY,
52111-o President.

## DUVAL ACCEPTANCE CORPORATION

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Duval Acceptance Corporation", a été constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes émises le 15 septembre 1959, a son principal bureau d'affaires au N° 529 de la rue Jarry est, à Montréal, district de Montréal.

Montréal, le 15 septembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier dûment autorisé à faire la présente déclaration,
52112-o BENOIT PAUL.

## DUVAL ACCEPTANCE CORPORATION

Notice is hereby given that the company "Duval Acceptance Corporation", has been incorporated in the Province of Quebec by letters patent issued on September 15, 1959, has its head office at 529 Jarry Street, East, at Montreal, district of Montreal.

Montreal, September 15, 1959.

BENOIT PAUL,
Secretary-Treasurer duly authorized
52112 to make the present declaration.

## DUVAL RENTAL CORPORATION

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Duval Rental Corporation", a été constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes émises le 11 septembre 1959 selon la première partie de la Loi des compagnies de Québec et aura son principal bureau d'affaires au N° 529 est, de la rue Jarry à Montréal, district de Montréal.

Montréal, le 5 octobre 1959.

Le Secrétaire-trésorier dûment autorisé à faire la présente déclaration,
52113-o BENOIT PAUL.

## DUVAL RENTAL CORPORATION

Notice is hereby given that the company "Duval Rental Corporation", has been incorporated in the Province of Quebec by letters patent issued on September 11, 1959, in accordance with Part I of the Quebec Companies Act and will have its head office at No. 529 Jarry Street, East, Montreal, district of Montreal.

Montreal, October 5, 1959.

BENOIT PAUL,
Secretary-Treasurer duly authorized
52113 to make the present declaration.

## ELMHURST ST. HOLDINGS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Elmhurst St. Holdings Inc.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 4e jour d'août 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite

## ELMHURST ST. HOLDINGS INC.

Notice is hereby given that "Elmhurst St. Holdings Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 4th day of August, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 1455

province, a établi son bureau à 1455 rue Peel, chambre M 25, Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 5e jour de novembre 1959.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
52114 NATHAN GESSER.

---

## FOOTWEAR SUPPLY AGENCIES LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Footwear Supply Agencies Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 22e jour de mai 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 132 ouest, rue St-Jacques, chambre 905, Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 5e jour de novembre 1959.

(Sceau) Le Vice-président,
52115 ETHEL YUSSEM.

---

## GARAGE GENERAL GARAGE LTD

Avis est donné que la compagnie "Garage General Garage Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-huitième jour d'août 1958 et ayant son bureau principal en la Ville St-Pierre, district de Montréal a établi son bureau au N° 46 de l'avenue Milton, dans ladite ville.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Ville St-Pierre, ce 30 octobre 1959.

(Sceau) Le Secrétaire,
52116-o GAÉTAN CHABOT.

---

## IRVINE ELECTRIC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Irvine Electric Inc.", qui a été constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, le 28e jour de septembre 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau au N° 1418 rue St-Mark, en ladite cité.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 3e jour de novembre 1959.

Le Secrétaire,
52117 GEORGES MATTHEWS.

---

## LES PLACEMENTS PRISMA LTÉE
## PRISMA INVESTMENTS LTD

Avis est donné que la compagnie "Les Placements Prisma Ltée — Prisma Investments Ltd" constituée en corporation par lettres patentes en date du 11è jour du mois d'août 1959 et ayant son bureau principal en les cité et district de Montréal a établi son bureau au numéro 10215 rue Lajeunesse en les cité et district de Montréal.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Peel Street, Room M 25, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 5th day of November, 1959.

(Seal) NATHAN GESSER,
52114-o Secretary-Treasurer.

---

## FOOTWEAR SUPPLY AGENCIES LTD.

Notice is hereby given that "Footwear Supply Agencies Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 22nd day of May, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 132 St. James Street, West, Room 905, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 5th day of November, 1959.

(Seal) ETHEL YUSSEM,
52115-o Vice-President.

---

## GARAGE GENERAL GARAGE LTD

Notice is given that the company "Garage General Garage Ltd", incorporated by letters patent dated the eighteenth day of August, 1958 and having its head office at Ville St-Pierre, district of Montreal, has established its office at No. 46 Milton Avenue, in the said town.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Ville St-Pierre, this 30th day of October, 1959.

(Seal) GAÉTAN CHABOT,
52116 Secretary.

---

## IRVINE ELECTRIC INC.

Notice is hereby given that "Irvine Electric Inc.", which was incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act on the 28th day of September, 1959, and having its head office at the city of Montreal, has established its office at No. 1418 St. Mark Street in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 3rd day of November, 1959.

GEORGE MATTHEWS,
52117-o Secretary.

---

## LES PLACEMENTS PRISMA LTÉE
## PRISMA INVESTMENTS LTD

Notice is given that the "Les Pacements Prisma Ltée — Prisma Investments Ltd", incorporated by letters patent dated the 11th day of the month of August, 1959, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at number 10215 Lajeunesse Street in the city and district of Montreal.

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Donné à Montréal, ce 31 octobre 1959.

(Sceau) Le Secrétaire,
52118-o GAÉTAN CHABOT.

Given at Montreal, this 31st day of October, 1959.

(Seal) GAÉTAN CHABOT,
52118 Secretary.

## METAL ERECTORS LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Metal Erectors Ltd." constituée en corporation, dans la province de Québec, par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 18e jour d'août 1959, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à chambre 1700, édifice de la Banque Royale, 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Daté à Montréal, ce 19e jour d'août 1959.

Le Président,
52119 W. P. CREAGH.

## METAL ERECTORS LTD.

Notice is hereby given that "Metal Erectors Ltd.", incorporated in the Province of Quebec by letters patent, granted under Part I of the Quebec Companies Act, on the 18th day of August, 1959, and having its head office in Montreal, has established its office at Room 1700, The Royal Bank Building, 360 St. James Street West, Montreal.

Dated at Montreal, this 19th day of August, 1959.

W. P. CREAGH,
52119-o President.

## NU-PROCESS THEATRES, INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Nu-Process Theatres, Inc.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 17e jour de septembre 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 464 rue St-Jean.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté ce 28e jour de septembre 1959.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
52120 JOHN H. HARTLEY.

## NU-PROCESS THEATRES, INC.

Notice is hereby given that "Nu-Process Theatres, Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 17th day of September, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 464 St. John Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated this 28th day of September, 1959.

(Seal) JOHN H. HARTLEY,
52120-o Secretary-Treasurer.

## ROBERT LÉVESQUE CO. LTÉE — LTD.

Avis est donné que la compagnie "Robert Lévesque Co. Ltée — Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 juillet 1959 et ayant son bureau principal à Ville St-Michel, district de Montréal, a établi son bureau au N° 7502, 18e avenue.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 21ième jour de juillet 1959.

Le Président,
52121-o ROBERT LÉVESQUE.

## ROBERT LÉVESQUE CO. LTÉE — LTD.

Notice is hereby given that "Robert Lévesque Co. Ltée — Ltd.", company incorporated by letters patent on July 10th, 1959, and having its head office in the Town of St. Michel, district of Montreal, has established its office at 7502, 18th Avenue.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 21st day of July, 1959.

ROBERT LÉVESQUE,
52121-o President.

## SNYDER AUTOMOBILES LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Snyder Automobiles Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes, le 21e jour de septembre 1959, et ayant son siège social en la cité de Lachine, a établi son bureau au N° 2225 rue Notre-Dame.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Lachine, ce 5e jour d'octobre 1959.

Le Président,
52122 F. SNYDER.

## SNYDER AUTOMOBILES LTD.

Notice is hereby given that "Snyder Automobiles Ltd.", incorporated by letters patent on the 21st day of September, 1959 and having its head office in the city of Lachine has established its office at No. 2225 Notre-Dame Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Lachine, this 5th day of October, 1959.

F. SNYDER,
52122-o President.

## THE EQUITABLE ENTERPRISES LTD. LES ENTREPRISES ÉQUITABLES LTÉE

La compagnie nommée "The Equitable Enterprises Ltd.— Les Entreprises Équitables Ltée", constituée par lettres patentes enregistrées au Secrétariat de la province de Québec, le

## THE EQUITABLE ENTERPRISES LTD. LES ENTREPRISES ÉQUITABLES LTÉE

The company called "The Equitable Enterprises Ltd. — Les Entreprises Équitables Ltée", incorporated by letters patent registered with the Department of the Provincial Secretary on

28 juillet 1938 et dont le siège social était à Québec, avenue Saint-Denis, numéro 16, donne avis qu'elle l'a déménagé au bureau de Québec de la Société d'Administration et de Fducie: 113, rue Saint-Pierre, Québec 2, P.Q.

A compter de la publication du présent avis la compagnie considère ledit bureau comme son siège social.

Québec, le 28 octobre 1959.

(Sceau) Le Président,
52123-o HENRI DE CAZES.

July 28, 1938 and whose head office was at number 16 Saint-Denis Avenue, Quebec, gives notice that it has moved to the Quebec office of the "Société d'Administration et de Fiducie: 113 Saint-Peter Street, Quebec 2, P.Q.

From and after the publication of the present notice, the company considers the said office as its head office.

Quebec, October 28, 1959.

(Seal) HENRI DE CAZES,
52123 President.

## J. B. GAGNÉ INC.

Avis est donné que la compagnie "J. B. Gagné Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 septembre 1959 et ayant son bureau principal à Arvida, a établi son bureau au numéro 260 rue Larouche, à Arvida.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Arvida, ce vingt-deuxième jour d'octobre mil neuf cent cinquante-neuf.

Le Secrétaire,
52124-o LAURENT-P. BOLDUC.

## J. B. GAGNÉ INC.

Notice is given that the company "J. B. Gagné Inc.", incorporated by letters patent on September 3, 1959 and having its head office in Arvida, has established its office at Number 260 Larouche Street, at Arvida.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Arvida, thist twenty-second day of October, one thousand nine hundred and fifty-nine.

LAURENT-P. BOLDUC,
52124 Secretary.

## MONTRÉAL QUÉBEC TRANSPORT LTÉE

Avis est donné que la compagnie "Montréal Québec Transport Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3ème jour de septembre 1959 et ayant son bureau principal dans la Cité de Québec, a établi son bureau au numéro 260 de la rue Du Pont, à Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce dix-septième jour de septembre mil neuf cent cinquante-neuf.

Le Président,
52125-o ROGER VILLENEUVE.

## MONTRÉAL QUÉBEC TRANSPORT LTÉE

Notice is given that the company "Montréal Québec Transport Ltée" incorporated by letters patent on the 3rd day of September, 1959, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at number 260 Du Pont Street, at Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this seventeenth day of September, one thousand nine hundred and fifty-nine.

ROGER VILLENEUVE,
52125 President.

## LE COMMISSARIAT INDUSTRIEL DE JONQUIÈRE-KÉNOGAMI INC.

Avis est donné que la compganie "Le Commissariat Industriel de Jonquière-Kénogami Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 août 1959 et ayant son bureau principal à Jonquière, a établi son bureau au numéro 611 rue St-Dominique, Jonquière.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Jonquière, ce 4ème jour de novembre 1959.

Le Secrétaire,
52126-o LAURENT-P. BOLDUC.

## LE COMMISSARIAT INDUSTRIEL DE JONQUIÈRE-KÉNOGAMI INC.

Notices is given that the company "Le Commissariat Industriel de Jonquière-Kénogami Inc." incorporated by letters patent on August 11, 1959, and having its head office at Jonquière, has established its office at number 611 St-Dominique Street, Jonquière.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Jonquière, this 4th day of November, 1959.

LAURENT-P. BOLDUC.
52126 Secretary.

## SAGUENAY RAMA INC.

Avis est donné que la compagnie "Saguenay Rama Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11ème jour d'août 1959 et ayant son bureau principal à Chicoutimi, a établi son bureau au numéro 551 rue Taché, à Chicoutimi.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Chicoutimi, ce 22ème jour d'octobre 1959.

Le Secrétaire,
52127-o MARCEL GAGNON.

## SAGUENAY RAMA INC.

Notice is given that the company "Saguenay Rama Inc.", incorporated by letters patent on the 11th day of August, 1959, and having its head office at Chicoutimi, has established its office at number 551 Taché Street, Chicoutimi.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Chicoutimi, this 22nd day of October, 1959.

MARCEL GAGNON,
52127 Secretary.

## LES IMMEUBLES GAGNÉ LTÉE

Avis est donné que la compagnie "Les Immeubles Gagné Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 septembre 1959 et ayant son bureau principal à Arvida, a établi son bureau au numéro 260 rue Larouche, à Arvida.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal."

Donné à Arvida, ce 22ème jour d'octobre 1959.

Le Secrétaire,
LAURENT-P. BOLDUC.

52128-o

## LES IMMEUBLES GAGNÉ LTÉE

Notice is given that the company "Les Immeubles Gagné Ltée" incorporated by letters patent on September 3, 1959, and having its head office at Arvida, has established its office at number 260 Larouche Street, at Arvida.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Arvida, this 22nd day of October, 1959.

LAURENT-P. BOLDUC,
Secretary.

52128

## NEWMAN AVENUE HOLDINGS INC.

Avis est, par les présentes, donné que "Newman Avenue Holdings Inc.", une compagnie constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 6e jour de mai 1955, et ayant son siège social à chambre 240, 1980 ouest, rue Sherbrooke, en la cité de Montréal, l'a transporté à suite 105, 1434 ouest, rue Ste-Catherine, en la cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 30e jour d'octobre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
R. F. ELLIOTT.

52129

## NEWMAN AVENUE HOLDINGS INC.

Notice is hereby given that "Newman Avenue Holdings Inc.", a company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters Patent dated the 6th day of May, 1955, having its head office at Room 240, 1980 Sherbrooke Street West, in the city of Montreal, has moved to Suite 105, 1434 St. Catherine Street West, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 30th day of October, 1959.

R. F. ELLIOTT,
Secretary-Treasurer.

52129-o

## LA CORPORATION MÉTROPOLITAINE DE DÉVELOPPEMENT METROPOLITAN DEVELOPMENT CORPORATION

Avis est, par les présentes, donné que "La Corporation Métropolitaine de Développement — Metropolitan Development Corporation", une compagnie constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 11e jour de janvier 1954, et ayant son siège social à chambre 240, 1980 ouest, rue Sherbrooke, en la cité de Montréal, l'a transporté à suite 105, 1434 ouest, rue Ste-Catherine, en la cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, P.Q., ce 30e jour d'octobre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
R. F. ELLIOTT.

52130

## LA CORPORATION MÉTROPOLITAINE DE DÉVELOPPEMENT METROPOLITAN DEVELOPMENT CORPORATION

Notice is hereby given that "La Corporation Métropolitaine de Développement — Metropolitan Development Corporation", a company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 11th day of January, 1954, having its head office at Room 240, 1980 Sherbrooke Street West, in the city of Montreal, has moved to Suite 105, 1434 St. Catherine Street West, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 30th day of October, 1959.

R. F. ELLIOTT,
Secretary-Treasurer.

52130-o

## STAN-JAR HOLDINGS CO. LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Stan-Jar Holdings Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 26e jour d'août 1959, a établi son bureau à 2,901 rue Rouen, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 20e jour d'octobre 1959.

Le Président,
W. S. STANIMIR.

52153

## STAN-JAR HOLDINGS CO. LTD.

Notice is hereby given that "Stan-Jar Holdings Co. Ltd.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act on August 26th, 1959, has eatablished its head office at 2,901 Rouen Street, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 20th day of October, 1959.

W. S. STANIMIR,
President.

52153-o

## P. A. MATTON INC.

Avis est donné que la compagnie "P. A. Matton Inc.", constituée en corporation par lettres patentes sous l'empire de la Loi des Compagnies de Québec, en date du vingt-trois septembre mil neuf cent cinquante-huit, et ayant son bureau principal dans la cité de Sorel, a établi son bureau au N° 47 de la rue du Roi à Sorel.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sorel, ce deux février mil neuf cent cinquante-neuf.

Le Président,
52161-o ARMAND MATTON.

## P. A. MATTON INC.

Notice is hereby given that the company "P. A. Matton Inc.", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act, dated September twenty-third, one thousand nine hundred and fifty-eight, and having its head office in the city of Sorel, has established its office at No. 47 King Stfreet, Sorel.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Sorel, this second day of February one thousand nine hundred and fifty-nine.

ARMAND MATTON,
52161 Presidtnt.

## MARANDA LUSTRE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Maranda Lustre Inc.", constituée en corporation par lettres patentes de Québec, le 10 décembre 1954, et ayant son siège social en les cité et district de Québec, a établi son bureau au numéro 1525, rue Dumas Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Québec, ce 5ième jour de novembre 1959.

Le Président,
52162-o ÉMILE DION.

## MARANDA LUSTRE INC.

Notice is hereby given that "Maranda Lustre Inc.", incorporated by Quebec letters patent on the 10th of December 1954, and having its head office in the city and district of Quebec, has established its office at 1525 Dumas Street, Quebec.

From and after the date of his notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec this fifth day of November 1959.

ÉMILE DION,
52162-o President.

## AUX CASCADES DE PARIS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Aux Cascades de Paris Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 12e jour d'août 1959, et ayant son siège social dans le district de Montréal, a établi son bureau à "Rockland Shopping Centre", ville Mont-Royal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 26e jour d'octobre 1959.

Aux Cascades de Paris Inc.,
(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
52163 MARIA HALLAS DAOUSSIS.

## AUX CASCADES DE PARIS INC.

Notice is hereby given that the Company "Aux Cascades de Paris Inc.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 12th day of August 1959, and having its head office in the district of Montreal, has established its office at Rockland Shopping Centre, town of Mount Royal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 26th, day of October 1959.

Aux Cascades de Paris Inc.,
(Seal) MARIA HALLAS DAOUSSIS,
52163-o Secretary-Treasurer.

## JOHN LEWIS CORPORATION

Avis est donné que "John Lewis Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec en date du 31 août 1959 et ayant son bureau principal dans la cité de Grand'Mère, a établi son bureau au numéro 501, 1ère Avenue, dans ladite cité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Grand'Mère, ce 4 novembre 1959.

Le Président,
52164-o J. P. BEAUDOIN.

## JOHN LEWIS CORPORATION

Notice is hereby given that "John Lewis Corporation", incorporated by letters patent under the provisions of the Quebec Companies Act on the thirty-first day of August 1959 and having its head office in the city of Grand'Mere, has established its office at 501, First Avenue, in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Grand'Mere, this 4th day of november, 1959.

J. P. BEAUDOIN,
52164-o President.

## ST-JOHNS WINDOW INCORPORATED

Avis est donné que la Compagnie "St-Johns Window Incorporated" ainsi nommé par lettres patentes supplémentaires en date du 21 avril 1959, a établi son siège social au N° 946 de la rue St-Jacques, St-Jean, P.Q.

(Sceau) Le Président,
52165-o ARMAND DAOUST.

## ST-JOHNS WINDOW INCORPORATED

Notice is hereby given that "St-Johns Window Incorporated", thus named according to supplementary letters patent, dated April 21st, 1959, has established its head office at No. 946 St-Jacques Street, St-Jean, P.Q.

(Seal) ARMAND DAOUST,
52165 President.

CHAMBLY GOLFVIEW DEVELOPMENT CORP.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Chambly Golfview Development Corp.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le deuxième jour de juillet 1959, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, en ladite province, a établi son siège social à 132 ouest, chambre 905 rue St-Jacques, Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 6e jour de juillet 1959.

Le Président,
52166 J. J. ROBINSON.

CHAMBLY GOLFVIEW DEVELOPMENT CORP.

Notice is hereby given that "Chambly Golfview Development Corp.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the second day of July, 1959, and having its head office in the city and district of Montreal, in the said Province, has established its head office at 132 St. James Street West, Room 905, city of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 6th day of July, 1959.

J. J. ROBINSON,
52166-o President.

## Soumissions

CITÉ DE DORVAL

*Avis de correction*

On est prié de noter, dans l'avis paru dans la *Gazette officielle de Québec* du 7 novembre 1959, aux pages 4846 et 4847, la correction suivante en ce qui concerne l'alternative de soumissionner pour $775,000.00 d'obligations à fonds d'amortissement:

La cité de Dorval s'engage à établir un fonds d'amortissement suffisant pour racheter $647,500.00 de l'émission entière de $775,000 à l'échéance du 1er novembre 1979. Le solde de $127,500.00 pourra être renouvelé, en 1979, pour une période de dix ans.

Le 11 novembre 1959. 52179-o

VILLE DE BOUCHERVILLE
(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Henri Dumais, secrétaire-trésorier, jusqu'à 8.00 heures du soir, à 535 rue St-Charles, Boucherville (Chambly), ou jusqu'à 8.30 heures du soir, École Marguerite Bourgeoys, Boucherville (Chambly), lundi, le 30 novembre 1959, pour l'achat de $108,000.00 d'obligations de la ville de Boucherville, comté de Chambly, datées du 1er décembre 1959 et remboursables par séries du 1er décembre 1960 au 1er décembre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Deuxième tranche de $10,000.00 sur le règlement N° 223 au total de $62,000.00 — travaux d'aqueduc; Deuxième tranche de $25,000.00 sur le règlement N° 229 au total de $75,000.00 — travaux d'aqueduc; Règlement N° 254: $6,000.00 — travaux d'aqueduc; Première tranche de $25,000.00 sur le règlement N° 258 au total de $50,000.00 — protection contre l'incendie; Première tranche de $10,000.00 sur le règlement N° 259 au total de $38,000.00 — travaux d'aqueduc; Règlement N° 270: $6,250.00 — travaux d'aqueduc; et Règlement N° 273. — $26,000.00 — travaux d'aqueduc.

## Tenders

CITY OF DORVAL

*Notice of correction*

Please note the following correction in connection with the public notice which appeared in the *Quebec Official Gazette* of November 7th, 1959, at pages 4846 and 4847, relative to the alternative of bidding for $775,000.00 of sinking fund bonds:

The City of Dorval engages itself to establish a sinking fund sufficient for the redemption of $647,500.00 out of the whole issue of $775,000.00 at maturity on November 1st, 1979. The balance of $127,500.00 may be renewed in 1979 for a period of ten years.

November 11th, 1959. 52179-o

TOWN OF BOUCHERVILLE
(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Henri Dumais, Secretary-Treasurer, until 8.00 p.m., at 535 St-Charles Street, Boucherville, (Chambly) or until 8.30 o'clock p.m. Marguerite-Bourgeoys school, Boucherville (Chambly), Monday, November 30, 1959, for the purchase of an issue of $108,000.00 of bonds for the town of Boucherville, county of Chambly, dated December 1st, 1959, and redeemable serially from December 1st, 1960 to December 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Second instalment of $10,000.00 on By-law No. 223 for a total amount of $62,000.00 — work on aqueduct; Second instalment of $25,000.00 on by-law No. 229 for a total amount of $75,000.00 — work on aqueduct; by-law No. 254: $6,000.00 — work on aqueduct; first instalment of $25,000.00 on by-law No. 258 for a total amount of $50,000 — fire protection; first instalment of $10,000.00 on by-law No. 259 for a total of $38,000.00 — work on aqueduct; by-law No. 270 — $6,250.00 — work on aqueduct; and by-law No. 273; $26,000.00 — work on aqueduct.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $108,000.00 — 20 ans*

| *Année* | *Capital* |
|---|---|
| 1er décembre 1960 | $2,500.00 |
| 1er décembre 1961 | 3,000.00 |
| 1er décembre 1962 | 3,500.00 |
| 1er décembre 1963 | 4,000.00 |
| 1er décembre 1964 | 4,000.00 |
| 1er décembre 1965 | 4,000.00 |
| 1er décembre 1966 | 4,500.00 |
| 1er décembre 1967 | 4,500.00 |
| 1er décembre 1968 | 4,500.00 |
| 1er décembre 1969 | 5,000.00 |
| 1er décembre 1970 | 5,500.00 |
| 1er décembre 1971 | 5,500.00 |
| 1er décembre 1972 | 6,000.00 |
| 1er décembre 1973 | 6,500.00 |
| 1er décembre 1974 | 6,500.00 |
| 1er décembre 1975 | 6,500.00 |
| 1er décembre 1976 | 7,500.00 |
| 1er décembre 1977 | 8,000.00 |
| 1er décembre 1978 | 8,000.00 |
| 1er décembre 1979 | 8,500.00 |

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicaraire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Boucherville, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er décembre 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 30 novembre 1959, à 8.30 heures du soir, à l'école Marguerite Bourgeoys, Boucherville, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Boucherville, (Comté de Chambly), ce 11 novembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
HENRI DUMAIS.

Adresse postale: 535 rue St-Charles,
Boucherville, (Chambly), P.Q.
Téléphone: OL 5-1258. 52180-o

---

For adjudication purposes only, interset shall be calculated as from December 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $108,000.00 — 20 years*

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| December 1st, 1960 | $2,500.00 |
| December 1st, 1961 | 3,000.00 |
| December 1st, 1962 | 3,500.00 |
| December 1st, 1963 | 4,000.00 |
| December 1st, 1964 | 4,000.00 |
| December 1st, 1965 | 4,000.00 |
| December 1st, 1966 | 4,500.00 |
| December 1st, 1967 | 4,500.00 |
| December 1st, 1968 | 4,500.00 |
| December 1st, 1969 | 5,000.00 |
| December 1st, 1970 | 5,500.00 |
| December 1st, 1971 | 5,500.00 |
| December 1st, 1972 | 6,000.00 |
| December 1st, 1973 | 6,500.00 |
| December 1st, 1974 | 6,500.00 |
| December 1st, 1975 | 6,500.00 |
| December 1st, 1976 | 7,500.00 |
| December 1st, 1977 | 8,000.00 |
| December 1st, 1978 | 8,000.00 |
| December 1st, 1979 | 8,500.00 |

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Boucherville, county of Chambly.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1966, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to December 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to December 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompagnied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 30, 1959, at 8.30 o'clock p.m., at the Marguerite Bourgeoys School, Boucherville, county of Chambly.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Boucherville, (County of Chambly), November 11, 1959.

HENRI DUMAIS,
Secretary-Treasurer.

Postal Address: 535 St-Charles Street,
Boucherville, (Chambly), P.Q.
Telephone: OL 5-1258. 52180

## VILLE DE DUVERNAY
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Rosaire-G. Brisson, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 2795 Boulevard Lévesque, Duvernay, comté de Laval, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 1er décembre 1959, pour l'achat de $497,000.00 d'obligations de la ville de Duvernay, comté de Laval, datées du 1er décembre 1959 et remboursables par séries du 1er décembre 1960 au 1er décembre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Première tranche de $275,000 sur le règlement numéro 290 au total de $380,000.00 — travaux d'aqueduc; Première tranche de $19,000.00 sur le règlement numéro 301 au total de $66,500.00 — travaux d'aqueduc et d'égouts; Première tranche de $35,000.00 sur le règlement numéro 323 au total de $149,500.00 — travaux d'aqueduc et d'égouts; Première tranche de $40,000.00 sur le règlement numéro 328 au total de $84,500.00 — acquisition d'équipement et machinerie; Première tranche de $8,000.00 sur le règlement numéro 330 au total de $24,500.00 — travaux d'aqueduc et d'égouts; Première tranche de $9,000.00 sur le règlement numéro 344 au total de $327,000.00 — travaux de pavages; Première tranche de $45,000.00 sur le règlement numéro 359 au total de $219,000.00 — travaux d'aqueduc et d'égouts; et Première tranche de $66,000.00 sur le règlement numéro 361 au total de $439,000.00 — travaux de pavages.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $497,000.00 — 20 ans*

| *Année* | *Capital* |
|---|---|
| 1er décembre 1960 | $19,000.00 |
| 1er décembre 1961 | 20,000.00 |
| 1er décembre 1962 | 20,500.00 |
| 1er décembre 1963 | 20,500.00 |
| 1er décembre 1964 | 22,000.00 |
| 1er décembre 1965 | 23,500.00 |
| 1er décembre 1966 | 24,000.00 |
| 1er décembre 1967 | 24,500.00 |
| 1er décembre 1968 | 25,500.00 |
| 1er décembre 1969 | 25,500.00 |
| 1er décembre 1970 | 24,000.00 |
| 1er décembre 1971 | 24,000.00 |
| 1er décembre 1972 | 25,000.00 |
| 1er décembre 1973 | 26,000.00 |
| 1er décembre 1974 | 26,000.00 |
| 1er décembre 1975 | 27,000.00 |
| 1er décembre 1976 | 29,000.00 |
| 1er décembre 1977 | 29,000.00 |
| 1er décembre 1978 | 30,500.00 |
| 1er décembre 1979 | 31,500.00 |

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à 5313 Boulevard Lévesque, Duvernay, comté de Laval.

## TOWN OF DUVERNAY
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Rosaire-G. Brisson, Secretary-Tresurer, City Hall, 2795 Lévesque Boulevard, Duvernay, county of Laval, until 8.00 o'clock p.m. Tuesday, December 1st, 1959, for the purchase of an issue of $497,000.00 of bonds for the town of Duvernay, county of Laval, dated December 1st, 1959, and redeemable serially from December 1st, 1960 to December 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

First instalment of $275,000.00 on by-law number 290 for a total amount of $380,000.00 — work on aqueduct; first instalment of $19,000.00 on by-law number 301 for a total amount of $66,500.00 — woork on aqueduct and sewers; first instalment of $35,000.00 on by-law number 323 for a total of $149,500.00 — work on aqueduct and sewers; first instalment of $40,000.00 on by-law number 328 for a total amount of $84,500.00 — acquisition of equipment and machinery; first instalment of $8,000.00 on by-law number 330 for a total amount of $24,500.00 — work on aqueduct and sewers; first instalment of $9,000.00 on by-law number 344 for a total amount of $327,000.00 — work on pavements; first instalment of $45,000.00 on by-law number 359 for a total amount of $219,000.00 — work on aqueduct and sewers; and first instalment of $66,000.00 on by-law number 361 for a total amount of $439,000.00 — work on pavements.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $497,000.00 — 20 years*

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| December 1st, 1960 | $19,000.00 |
| December 1st, 1961 | 20,000.00 |
| December 1st, 1962 | 20,500.00 |
| December 1st, 1963 | 20,500.00 |
| December 1st, 1964 | 22,000.00 |
| December 1st, 1965 | 23,500.00 |
| December 1st, 1966 | 24,000.00 |
| December 1st, 1967 | 24,500.00 |
| December 1st, 1968 | 25,500.00 |
| December 1st, 1969 | 25,500.00 |
| December 1st, 1970 | 24,000.00 |
| December 1st, 1971 | 24,000.00 |
| December 1st, 1972 | 25,000.00 |
| December 1st, 1973 | 26,000.00 |
| December 1st, 1974 | 26,000.00 |
| December 1st, 1975 | 27,000.00 |
| December 1st, 1976 | 29,000.00 |
| December 1st, 1977 | 29,000.00 |
| December 1st, 1978 | 30,500.00 |
| December 1st, 1979 | 31,500.00 |

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at 5313 Lévesque Boulevard, Duvernay, county of Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er décembre 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 1er décembre 1959, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 2795 Boulevard Lévesque, Duvernay, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Duvernay, (Comté de Laval), ce 11 novembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
ROSAIRE-G. BRISSON.

Hôtel de Ville,
2795 Boulevard Lévesque,
Duvernay, (Laval), P.Q.
Téléphone: MO 9-7171. 52181-o

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1966, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to December 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to December 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, December 1st, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 2795 Lévesque Boulevard, Duvernay, county of Laval.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Duvernay, (County of Laval), november 11, 1959.

ROSAIRE-G. BRISSON,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
2795 Lévesque Boulevard,
Duvernay, (Laval), P.Q.
Telephone: MO 9-7171. 52181

## LES SYNDICS D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE BRISTOL (CATHOLIQUES)
(Comté de Pontiac)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Raymond Trudeau, secrétaire-trésorier, Bureau de poste Wyman, Bristol, comté de Pontiac, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, 30 novembre 1959, pour l'achat de $57,500.00 d'obligations des Syndics d'Écoles pour la municipalité de Bristol (catholiques), comté de Pontiac, datées du 1er novembre 1959 et remboursables par séries du 1er novembre 1960 au 1er novembre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non-inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 24 août 1959, telle que modifiée — construction d'une école.

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $57,500.00 — 20 ans*

| *Année* | *Capital* |
|---|---|
| 1er novembre 1960 | x$15,000.00 |
| 1er novembre 1961 | x 16,000.00 |
| 1er novembre 1962 | 1,000.00 |
| 1er novembre 1963 | 1,000.00 |
| 1er novembre 1964 | 1,000.00 |
| 1er novembre 1965 | 1,000.00 |
| 1er novembre 1966 | 1,000.00 |

## THE SCHOOL TRUSTEES FOR THE MUNICIPALITY OF BRISTOL (CATHOLIC)
(County of Pontiac)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Raymond Trudeau, Secretary-Treasurer, Post Office Wyman, Bristol, county of Pontiac, until 8.00 o'clock p.m., Monday, November 30th, 1959, for the purchase of an issue of $57,500.00 of bonds of the School Trustees for the municipality of Bristol (Catholic), county of Pontiac, dated November 1st, 1959 and redeemable serially from November 1st, 1960 to November 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated August 24th, 1959, as modified — construction of a school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $57,500.00 — 20 years*

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| November 1st, 1960 | x$15,000.00 |
| November 1st, 1961 | x 16,000.00 |
| November 1st, 1962 | 1,000.00 |
| November 1st, 1963 | 1,000.00 |
| November 1st, 1964 | 1,000.00 |
| November 1st, 1965 | 1,000.00 |
| November 1st, 1966 | 1,000.00 |

| | |
|---|---|
| 1er novembre 1967..... | $1,000.00 |
| 1er novembre 1968..... | 1,000.00 |
| 1er novembre 1969..... | 1,500.00 |
| 1er novembre 1970..... | 1,500.00 |
| 1er novembre 1971..... | 1,500.00 |
| 1er novembre 1972..... | 1,500.00 |
| 1er novembre 1973..... | 1,500.00 |
| 1er novembre 1974..... | 1,500.00 |
| 1er novembre 1975..... | 2,000.00 |
| 1er novembre 1976..... | 2,000.00 |
| 1er novembre 1977..... | 2,000.00 |
| 1er novembre 1978..... | 2,000.00 |
| 1er novembre 1979..... | 2,500.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de $32,000.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de $16,000.00 chacun, en 1960 et 1961 seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Shawville, comté de Pontiac.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt aussi bien qu'au bureau principal de ladite banque dans les cités d'Ottawa et Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échance quinze ans, ou avant le 1er novembre 1969 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Syndics d'Écoles qui sera tenue lundi, 30 novembre 1959, à 8.00 heures p.m., au presbytère, Bristol, comté de Pontiac.

Les Syndics d'Écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bristol, (Comté de Pontiac), ce 11 novembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
RAYMOND TRUDEAU.

Bureau de poste Wyman,
Bristol, (Pontiac), P.Q.
Téléphone: 647 Sonnez 22.
par Shawville. 52182

## LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE STE-GENEVIÈVE No. 1
(Comté de Jacques-Cartier)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumis-

| | |
|---|---|
| November 1st, 1967..... | $1,000.00 |
| November 1st, 1968..... | 1,000.00 |
| November 1st, 1969..... | 1,500.00 |
| November 1st, 1970..... | 1,500.00 |
| November 1st, 1971..... | 1,500.00 |
| November 1st, 1972..... | 1,500.00 |
| November 1st, 1973..... | 1,500.00 |
| November 1st, 1974..... | 1,500.00 |
| November 1st, 1975..... | 2,000.00 |
| November 1st, 1976..... | 2,000.00 |
| November 1st, 1977..... | 2,000.00 |
| November 1st, 1978..... | 2,000.00 |
| November 1st, 1979..... | 2,500.00 |

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $32,000.00, granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of $16,000.00 each, in 1960 and in 1961, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Shawville, county of Pontiac.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the main office of the said bank in the cities of Ottawa and Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to November 1st, 1966 inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to November 1st, 1967 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to November 1st, 1969 inclusively if issued for the twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school trustees to be held on Monday, November 30th, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the presbytery, Bristol, county of Pontiac.

The school trustees do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Bristol, (County of Pontiac), this 11th of November, 1959.

RAYMOND TRUDEAU,
Secretary-Treasurer.

Post Office Wyman,
Bristol, (Pontiac), P.Q.
Telephone: 647 ring 22,
by Shawville. 52182-o

## THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF STE-GENEVIÈVE No. 1
(County of Jacques-Cartier)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be

sions pour obligations" seront reçues par le soussigné G.-E. Coutu, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir à 16 rue St-Antoine, Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, (Jacques-Cartier), ou jusqu'à 8.00 heures du soir, à l'école, 25 rue Ste-Anne, Ste-Geneviève-de-Pierrefonds (Jacques-Cartier), mardi, le 1er décembre 1959, pour l'achat de $197,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Geneviève No. 1, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er novembre 1959 et remboursables par séries du 1er novembre 1960 au 1er novembre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 16 juillet 1959, telle que modifiée — construction d'une école de huit classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $197,000.00 — 20 ans*

| *Année* | | *Capital* |
|---|---|---|
| 1er novembre 1960 | x | $15,500.00 |
| 1er novembre 1961 | x | 16,000.00 |
| 1er novembre 1962 | x | 17,000.00 |
| 1er novembre 1963 | x | 18,000.00 |
| 1er novembre 1964 | x | 19,500.00 |
| 1er novembre 1965 | | 5,000.00 |
| 1er novembre 1966 | | 5,000.00 |
| 1er novembre 1967 | | 5,500.00 |
| 1er novembre 1968 | | 5,500.00 |
| 1er novembre 1969 | | 6,000.00 |
| 1er novembre 1970 | | 6,500.00 |
| 1er novembre 1971 | | 7,000.00 |
| 1er novembre 1972 | | 7,000.00 |
| 1er novembre 1973 | | 7,500.00 |
| 1er novembre 1974 | | 8,000.00 |
| 1er novembre 1975 | | 8,500.00 |
| 1er novembre 1976 | | 9,000.00 |
| 1er novembre 1977 | | 9,500.00 |
| 1er novembre 1978 | | 10,000.00 |
| 1er novembre 1979 | | 11,000.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $78,357.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $15,671.50 chacun, de 1960 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Geneviève, comté de Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er novembre 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être

received by the undersigned G.-E Coutu, Secretary-Treasurer, until 7.30 o'clock p.m., at 16 St-Antoine Street, Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, (Jacques-Cartier), or until 8.00 o'clock p.m., at the school, 25 Ste-Anne Street, Ste-Geneviève-de-Pierrefonds (Jacques-Cartier) Tuesday, December 1st, 1959, for the purchase of an issue of $197,000.00 of bonds for the school commissioners for the municipality of Ste-Geneviève No. 1, county of Jacques-Cartier, dated November 1st, 1959, and redeemable serially from November 1st 1960 to November 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 16, 1959, as amended — construction of a school of eight classrooms.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $197,000.00 — 20 years*

| *Year* | | *Capital* |
|---|---|---|
| November 1st, 1960 | x | $15,500.00 |
| November 1st, 1961 | x | 16,000.00 |
| November 1st, 1962 | x | 17,000.00 |
| November 1st, 1963 | x | 18,000.00 |
| November 1st, 1964 | x | 19,500.00 |
| November 1st, 1965 | | 5,000.00 |
| November 1st, 1966 | | 5,000.00 |
| November 1st, 1967 | | 5,500.00 |
| November 1st, 1968 | | 5,500.00 |
| November 1st, 1969 | | 6,000.00 |
| November 1st, 1970 | | 6,500.00 |
| November 1st, 1971 | | 7,000.00 |
| November 1st, 1972 | | 7,000.00 |
| November 1st, 1973 | | 7,500.00 |
| November 1st, 1974 | | 8,000.00 |
| November 1st, 1975 | | 8,500.00 |
| November 1st, 1976 | | 9,000.00 |
| November 1st, 1977 | | 9,500.00 |
| November 1st, 1978 | | 10,000.00 |
| November 1st, 1979 | | 11,000.00 |

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $78,357.50 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $15,671.50 each, from 1960 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Geneviève, county of Jacques-Cartier.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to November 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to November 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to November 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at

rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 1er décembre 1959, à 8.00 heures du soir, à l'école, 25 rue Ste-Anne, Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, comté de Jacques-Cartier.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, (Comté de Jacques-Cartier), ce 12 novembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
G.-E. COUTU.

Adresse postale: 16 rue St-Antoine,
Ste-Geneviève-de-Pierrefonds,
(Jacques-Cartier), P.Q.,
Téléphone: NAtional 6-5135. 52183-o

## VILLAGE DE PERCÉ
(Comté de Gaspé-Est)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné J.-E. LeBoutillier, secrétaire-trésorier, Percé, comté de Gaspé-Est, jusqu'à 7.00 heures du soir, lundi, le 30 novembre 1959, pour l'achat de $40,000.00 d'obligations du village de Percé, comté de Gaspé-Est, datées du 1er décembre 1959 et remboursables par séries du 1er décembre 1960 au 1er décembre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 72 — achat d'équipement, construction de trottoirs, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $40,000.00 — 20 ans*

| *Année* | *Capital* |
|---|---|
| 1er décembre 1960 | $1,000.00 |
| 1er décembre 1961 | 1,000.00 |
| 1er décembre 1962 | 1,000.00 |
| 1er décembre 1963 | 1,500.00 |
| 1er décembre 1964 | 1,500.00 |
| 1rz décembre 1965 | 1,500.00 |
| 1er décembre 1966 | 1,500.00 |
| 1er décembre 1967 | 1,500.00 |
| 1er décembre 1968 | 1,500.00 |
| 1er décembre 1969 | 2,000.00 |
| 1er décembre 1970 | 2,000.00 |
| 1er décembre 1971 | 2,000.00 |
| 1er décembre 1972 | 2,000.00 |
| 1er décembre 1973 | 2,500.00 |
| 1er décembre 1974 | 2,500.00 |
| 1er décembre 1975 | 2,500.00 |
| 1er décembre 1976 | 3,000.00 |
| 1er décembre 1977 | 3,000.00 |
| 1er décembre 1978 | 3,000.00 |
| 1er décembre 1979 | 3,500.00 |

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans.

any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, December 1st, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the school, 25 Ste-Anne Street, Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, county of Jacques-Cartier.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, (County of Jacques-Cartier), November 12, 1959.

G.-E. COUTU,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 16 St-Antoine Street,
Ste-Geneviève-de-Pierrefonds,
(Jacques-Cartier), P.Q.,
Telephone: NAtional 6-5135. 52183

## VILLAGE OF PERCÉ
(County of Gaspé-East)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-E. LeBoutillier, Secretary-Treasurer, Percé, county of Gaspé-East, until 7.00 o'clock p.m. Monday, November 30, 1959, for the purchase of an issue of $40,000.00 of bonds for the village of Percé, county of Gaspé-East, dated December 1st, 1959, and redeemable serially from December 1st, 1960 to December 1st, 1979 inclusively, with interset at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 72 — purchase of equipment, construction of sidewalks, etc.

For adjudication only, interest shall be calculated as from December 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $40,000.00 — 20 years*

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| December 1st, 1960 | $1,000.00 |
| December 1st, 1961 | 1,000.00 |
| December 1st, 1962 | 1,000.00 |
| December 1st, 1963 | 1,500.00 |
| December 1st, 1964 | 1,500.00 |
| December 1st, 1965 | 1,500.00 |
| December 1st, 1966 | 1,500.00 |
| December 1st, 1967 | 1,500.00 |
| December 1st, 1968 | 1,500.00 |
| December 1st, 1969 | 2,000.00 |
| December 1st, 1970 | 2,000.00 |
| December 1st, 1971 | 2,000.00 |
| December 1st, 1972 | 2,000.00 |
| December 1ts, 1973 | 2,500.00 |
| December 1st, 1974 | 2,500.00 |
| December 1st, 1975 | 2,500.00 |
| December 1st, 1976 | 3,000.00 |
| December 1st, 1977 | 3,000.00 |
| December 1st, 1978 | 3,000.00 |
| December 1st, 1979 | 3,500.00 |

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders

Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chandler, comté de Gaspé-Est.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1967 inclusivement si elles sont émises à courtes échéance quinze ans, ou avant le 1er décembre 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moemnt de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 30 novembre 1959, à 7.00 heures du soir, en la salle municipale, Percé, comté de Gaspé-Est.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Percé, (Comté de Gaspé-Est), ce 12 novembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-E. LeBOUTILLIER.

Percé, (Gaspé-Est), P.Q.
Téléphone: 33 sonnez 1. 52184-o

---

## VILLE DE ST-GEORGES-OUEST
(Comté de Beauce)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gustave Bourque, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, St-Georges-Ouest, comté de Beauce, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 30 novembre 1959, pour l'achat de $62,500.00 d'obligations de la ville de St-Georges-Ouest, comté de Beauce, datées du 1er novembre 1959, et remboursables par séries du 1er novembre 1960 au 1er novembre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 43 — $40,000.00 — travaux d'aqueduc; et règlement d'emprunt N° 44 — $22,500.00 — travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $62,500.00 — 20 ans*

| *Année* | *Capital* |
|---|---|
| 1er novembre 1960..... | $ 500.00 |
| 1er novembre 1961..... | 1,000.00 |
| 1er novembre 1962..... | 1,000.00 |
| 1er novembre 1963..... | 1,000.00 |
| 1er novembre 1964..... | 1,000.00 |

shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chandler, county of Gaspé-East.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to December 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to December 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, November 30, 1959, at 7.00 o'clock p.m., at the municipal Hall, Percé, county of Gaspé-East.

The Council not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Percé, (County of Gaspé-East), November 12, 1959.

J.-E. LeBOUTILLIER,
Secretary-Treasurer.

Percé, (Gaspé-East), P.Q.
Telephone: 33 ring 1. 52184

---

## TOWN OF ST-GEORGES-WEST
(County of Beauce)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gustave Bourque, Secretary-Treasurer, Town Hall, St-Georges-West, county of Beauce, until 8.00 o'clock p.m. Monday, November 30, 1959, for the purchase of an issue of $62,500.00 of bonds for the town of St-Georges-West, county of Beauce, dated November 1st, 1959, and redeemable serially from November 1st, 1960 to November 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 43 — $40,000.00 — work on aqueduct; and loan by-law No. 44 — $22,500.00 — work on aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $62,500.00 — 20 years*

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| November 1st, 1960..... | $ 500.00 |
| November 1st, 1961..... | 1,000.00 |
| November 1st, 1962..... | 1,000.00 |
| November 1st, 1963..... | 1,000.00 |
| November 1st, 1964..... | 1,000.00 |

| | |
|---|---|
| 1er novembre 1965 | $1,000.00 |
| 1er novembre 1966 | 1,500.00 |
| 1er novembre 1967 | 1,500.00 |
| 1er novembre 1968 | 1,500.00 |
| 1er novembre 1969 | 1,500.00 |
| 1er novembre 1970 | 1,500.00 |
| 1er novembre 1971 | 1,500.00 |
| 1er novembre 1972 | 1,500.00 |
| 1er novembre 1973 | 1,500.00 |
| 1er novembre 1974 | 1,500.00 |
| 1er novembre 1975 | 1,500.00 |
| 1er novembre 1976 | 2,500.00 |
| 1er novembre 1977 | 2,500.00 |
| 1er novembre 1978 | 2,500.00 |
| 1er novembre 1979 | 34,500.00 |

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Georges-Ouest, comté de Beauce.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er novembre 1969 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi le 30 novembre 1959, à 8.00 heures du soir, en la salle municipale, St-Georges-Ouest, comté de Beauce.

Le conseil se réserve le droit de n'accepte ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Georges-Ouest, (Comté de Beauce), ce 12 novembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
GUSTAVE BOURQUE.

Adresse postale: Hôtel de Ville,
St-Georges-Ouest, (Beauce), P.Q.
Téléphone: 329. 52185-o

---

## LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-LAMBERT
(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Jules-A. Paquette, secrétaire-trésorier, 34 rue Lorne, St-Lambert, comté de Chambly, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 1er décembre 1959, pour l'achat de $450,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Lambert, comté de Chambly, datées du 1er novembre 1959 et remboursables par

| | |
|---|---|
| November 1st, 1965 | $1,000.00 |
| November 1st, 1966 | 1,500.00 |
| November 1st, 1967 | 1,500.00 |
| November 1st, 1968 | 1,500.00 |
| November 1st, 1969 | 1,500.00 |
| November 1st, 1970 | 1,500.00 |
| November 1st, 1971 | 1,500.00 |
| November 1st, 1972 | 1,500.00 |
| November 1st, 1973 | 1,500.00 |
| November 1st, 1974 | 1,500.00 |
| November 1st, 1975 | 1,500.00 |
| November 1st, 1976 | 2,500.00 |
| November 1st, 1977 | 2,500.00 |
| November 1st, 1978 | 2,500.00 |
| November 1st, 1979 | 34,500.00 |

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Georges-West, county of Beauce.

Capital and interest are payable at all of the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to November 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to November 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to November 1st, 1969, inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; nowever, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, November 30, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the Municipal Hall, St-Georges-West, county of Beauce.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Georges-West, (County of Beauce), November 12, 1959.

GUSTAVE BOURQUE,
Secretary-Treasurer.

Postall address: Town Hall,
St-Georges-West, (Beauce), P.Q.
Telephone: 329 32185

---

## THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST-LAMBERT
(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jules-A. Paquette, Secretary-Treasurer, 34 Lorne Street, St-Lambert, county of Chambly, until 8.00 o'clock p.m. Tuesday, December 1st, 1959 for the purchase of an issue of $450,000.00 of bonds for the school commissioners for the municiaplity of St-Lambert, county of Chambly, dated November 1st, 1959, and redeemable serially from

séries du 1er novembre 1960 au 1er novembre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 18 juin 1959, telle que modifiés — construction d'une école dans la paroisse St-François d'Assise.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $450,000.00 — 20 ans*

| *Année* | *Capital* |
|---|---|
| 1er novembre 1960..... | $41,000.00 |
| 1er novembre 1961..... | x 43,500.00 |
| 1er novembre 1962..... | x 46,000.00 |
| 1er novembre 1963..... | x 49,000.00 |
| 1er novembre 1964..... | x 52,000.00 |
| 1er novembre 1965..... | 9,500.00 |
| 1er novembre 1966..... | 10,000.00 |
| 1er novembre 1967..... | 10,500.00 |
| 1er novembre 1968..... | 11,000.00 |
| 1er novembre 1969..... | 12,000.00 |
| 1er novembre 1970..... | 12,500.00 |
| 1er novembre 1971..... | 13,500.00 |
| 1er novembre 1972..... | 14,000.00 |
| 1er novembre 1973..... | 15,000.00 |
| 1er novembre 1974..... | 16,000.00 |
| 1er novembre 1975..... | 16,500.00 |
| 1er novembre 1976..... | 18,000.00 |
| 1er novembre 1977..... | 19,000.00 |
| 1er novembre 1978..... | 20,000.00 |
| 1er novembre 1979..... | 21,000.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $228,150.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $45,630.00 chacun, de 1960 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Lambert, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er novembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er novembre 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er novembre 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

November 1st, 1960 to November 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 18, 1959, as amended — construction of a school in the parish of St-François d'Assise.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $450,000.00 — 20 years*

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| November 1st, 1960..... | x$41,000.00 |
| November 1st, 1961..... | x 43,500.00 |
| November 1st, 1962..... | x 46,000.00 |
| November 1st, 1963..... | x 49,000.00 |
| November 1st, 1964..... | x 52,000.00 |
| November 1st, 1965..... | 9,500.00 |
| November 1st, 1966..... | 10,000.00 |
| November 1st, 1967..... | 10,500.00 |
| November 1st, 1968..... | 11,000.00 |
| November 1st, 1969..... | 12,000.00 |
| November 1st, 1970..... | 12,500.00 |
| November 1st, 1971..... | 13,500.00 |
| November 1st, 1972..... | 14,000.00 |
| November 1st, 1973..... | 15,000.00 |
| November 1st, 1974..... | 16,000.00 |
| November 1st, 1975..... | 16,500.00 |
| November 1st, 1976..... | 18,000.00 |
| November 1st, 1977..... | 19,000.00 |
| November 1st, 1978..... | 20,000.00 |
| November 1st, 1979..... | 21,000.00 |

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $228,150.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $45,630.00 each, from 1960 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for but one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Lambert, county of Chambly.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to November 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to November 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to November 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds fo be redeemed will be ralled for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mardi, le 1er décembre 1959, à 8.00 heures du soir, à l'école St-Michel, St-Lambert, comté de Chambly.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Lambert, (Comté de Chambly), ce 12 novembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
JULES-A. PAQUETTE.

Adresse postale: 34 rue Lorne,
St-Lambert, (Chambly), P. Q.
Téléphone: OR-1-4552. 52187-o

---

## VILLE DE ST-LÉONARD-DE-PORT-MAURICE
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Gaston Pion, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 4477 rue Jarry Est, St-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Laval, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 1er décembre 1959, pour l'achat de $295,000.00 d'obligations de la ville de St-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Laval, datées du 1er décembre 1959 et remboursables par séries du 1er décembre 1960 au 1er décembre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt numéro 116 — construction d'un égout collecteur et travaux d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1960.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $295,000.00 — 20 ans*

| *Année* | *Capital* |
|---|---|
| 1er décembre 1960 | $ 8,000.00 |
| 1er décembre 1961 | 8,500.00 |
| 1er décembre 1962 | 9,000.00 |
| 1er décembre 1963 | 9,500.00 |
| 1er décembre 1964 | 10,000.00 |
| 1er décembre 1965 | 10,500.00 |
| 1er décembre 1966 | 11,500.00 |
| 1er décembre 1967 | 12,000.00 |
| 1er décembre 1968 | 13,000.00 |
| 1er décembre 1969 | 13,500.00 |
| 1er décembre 1970 | 14,500.00 |
| 1er décembre 1971 | 15,500.00 |
| 1er décembre 1972 | 16,000.00 |
| 1er décembre 1973 | 17,000.00 |
| 1er décembre 1974 | 18,000.00 |
| 1er décembre 1975 | 19,000.00 |
| 1er décembre 1976 | 20,500.00 |
| 1er décembre 1977 | 21,500.00 |
| 1er décembre 1978 | 23,000.00 |
| 1er décembre 1979 | 24,500.00 |

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, December 1st, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the St-Michel School, St-Lambert, county of Chambly.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Lambert, (County of Chambly), November 12, 1959.

JULES-A. PAQUETTE,
Secretary-Treasurer.

Postall address: 34 Lorne Street,
St-Lamber, (Chambly), P.Q.
Telephone: OR-1-4552. 52187

---

## TOWN OF ST-LÉONARD-DE-PORT-MAURICE
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gaston Pion, Secretary-Treasurer, Town Hall, 4477 Jarry Street, East, St-Léonard-de-Port-Maurice, county of Laval, until 8.00 o'clock p.m. Tuesday, December 1st, 1959, for the purchase of an issue of $295,000.00 of bonds for the town of St-Léonard-de-Port-Maurice, county of Laval, dated December 1st, 1959, and redeemable serially from December 1st 1960 to December 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on June 1st and Dedember 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law number 116 — construction of a main sewer and work on sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1st, 1960.

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $295,000.00 — 20 years*

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| December 1st, 1960 | $ 8,000.00 |
| December 1st, 1961 | 8,500.00 |
| December 1st, 1962 | 9,000.00 |
| December 1st, 1963 | 9,500.00 |
| December 1st, 1964 | 10,000.00 |
| December 1st, 1965 | 10,500.00 |
| December 1st, 1966 | 11,500.00 |
| December 1st, 1967 | 12,000.00 |
| December 1st, 1968 | 13,000.00 |
| December 1st, 1969 | 13,500.00 |
| December 1st, 1970 | 14,500.00 |
| December 1st, 1971 | 15,500.00 |
| December 1st, 1972 | 16,000.00 |
| December 1st, 1973 | 17,000.00 |
| December 1st, 1974 | 18,000.00 |
| December 1st, 1975 | 19,000.00 |
| December 1st, 1976 | 20,500.00 |
| December 1st, 1977 | 21,500.00 |
| December 1st, 1978 | 23,000.00 |
| December 1st, 1979 | 24,500.00 |

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all of the branches in the Province of Quebec of the

banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er décembre 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er décembre 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er décembre 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 1er décembre 1959, à 8.00 heures du soir, à l'école paroissiale, 4435 rue Jarry Est, St-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Léonard-de-Port-Maurice, (Comté de Laval) ce 11 novembre 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
GASTON PION.

Adresse postale: Hôtel de Ville,
4447 rue Jarry Est,
St-Léonard-de-Port-Maurice, (Laval).
Téléphone: RAymond 9-1851. 52186-o

bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to December 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to December 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to December 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, December 1st, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the parochial school, 4435 Jarry Street, East, St-Léonard-de-Port-Maurice, county of Laval.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Léonard-de-Port-Maurice, (County of Laval) November 11, 1959.

GASTON PION,
Secretary-Treasurer.

Postal address: Town Hall,
4477 Jarry Street-East,
St-Léonard-de-Port-Maurice, (Laval).
Telephone: RAymond 9-1851. 52186

## Ventes — Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 284 (1958). Dans l'affaire de la faillite de: LA SUCCESSION DE ADRIEN ANGERS, St-Césaire, comté de Rouville, Qué., faillie et LUCIEN MONTFILS, comptable agréé, de Granby, Qué., syndic.

### AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure (en matière de faillite) district de Montréal, rendu en date du vingt-sept octobre 1959, les immeubles ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique, à la porte de l'église paroissiale du village de St-Césaire, MARDI, le QUINZE DÉCEMBRE 1959, à ONZE heures du matin.

"Un emplacement connu et désigné comme étant le lot 123 du cadastre de la paroisse de St-Césaire, avec moulin à farine dessus construit, comprenant pouvoir d'eau et chaussée, et droits et privilèges sur rivage opposé le tout tel que acquis et décrit en une vente par Philippe Angers à Adrien Angers, passée devant le notaire P. L. F. Noiseux, sous le numéro 9549 de ses minutes, et dont copie fut enregistrée au bureau d'enredistrement du comté de Rouville, sous le N° 61647-B, et le syndic Lucien Montfils a enregistrée le 14 mai 1959, sous le N° 84029 au bureau d'enregistrement de Rouville, un avis de la faillite de la Succession de Adrien Angers sur ledit immeuble."

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de procédure

## Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 284 (1958). In the matter of: ESTATE OF ADRIEN ANGERS, St. Césaire, county of Rouville, Que., bankrupt and LUCIEN MONTFILS, C.A., Granby, Que., trustee.

### NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court in bankruptcy, district of Montreal, rendered under date of October twenty-seven, will be sold by public auction, at the door of the parochial church of St. Césaire, on TUESDAY, DECEMBER FIFTEENTH, 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon, the immoveables hereinafter designed:

"An emplacement known and designated as being lot 123 of the cadastre of the parish of St. Césaire, with a flour mill thereon erected, including a water power and road, and rights and privileges on opposite shore, the whole as acquired and described in a sale by Philippe Angers to Adrien Angers passed before P. L. F. Noiseux, notary, under number 9549 of his records, and a copy whereof has been registered in the registry office of the county of Rouville under No. 61647-B, and a trustee Lucien Montfils has registered, on May 14, 1959 under No. 84029 in the registry office of Rouville, a notice of bankruptcy of Adrien Angers estate on said immoveable."

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719-A of the Code of Civil Procedure

civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
LUCIEN MONTFILS, C.A.
317, rue Racine, Granby, Qué. 52138-46-2-o

---

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 284 (1958). Dans l'affaire de la faillite de: LA SUCCESSION DE ADRIEN ANGERS, St-Césaire, comté de Rouville, Québec, faillie et LUCIEN MONTFILS, comptable agrée de Granby, Qué. syndic.

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure (en matière de faillite) district de Montréal, rendu en date du vingt-sept octobre 1959, les immeubles ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique, à la porte de l'église paroissiale du village de St-Césaire, MARDI, le QUINZE DÉCEMBRE 1959, à ONZE heures du matin.

"Un emplacement connu et désigné comme étant le lot 124, soit, une ferme acquise de Philippe Angers par Adrien Angers, par acte de vente passé devant Me P. L. F. Noiseux, notaire, le 25 juin 1921, et dont copie fut enregistrée à Rouville sous le numéro 44627, désigné comme étant le lot 124 de la paroisse de St-Césaire avec bâtisse dessus construite, et le syndic Lucien Montfils a enregistré, le 14 mai 1959, sous le N° 84030 au Bureau d'enregistrement de Rouville, un avis de la faillite de la succession de Adrien Angers, sur ledit immeuble."

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
LUCIEN MONTFILS, C.A.
317,rue Racine, Granby, Qué. 52139-46-2-o

---

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 2154 (1959) (En faillite). Dans l'affaire de la faillite de: FERNAND ROY, St-Jude, comté de St-Hyacinthe, Qué., débiteur et J.-ALEXANDRE DANSEREAU, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un certain emplacement situé en la paroisse de St-Jude, au village, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse comme faisant partie du lot de terre numéro huit cent quatre-vingt-cinq (P. 885) mesurant soixante-douze pieds en largeur sur deux cent vingt-cinq pieds de longueur, tenant devant au chemin Sud Salvail d'un côté le numéro 888 soit au terrain en deuxième lieu décrit, d'autre côté l'emplacement sur le même numéro de cadastre appartenant à Aimé Charbonneau, et en profondeur à M. Jos N. Roy. Avec la maison et constructions dessus érigées;

Un certain terrain situé en la même paroisse de St-Jude, sur la concession Sud Salvail, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse comme faisant partie du lot de terre numéro huit cent quatre-vingt-huit (P. 888) mesurant en largeur quarante-cinq pieds mesure française sur la longueur qu'il y a à partir du chemin Sud Salvail, à aller à la

and also article 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sale by sheriff.

For conditions of sale and other informations, please apply to the undersigned.

LUCIEN MONTFILS, C.A.,
Trustee.
317 Racine St., Granby, Que. 52138-46-2

---

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 284 (1958). In the matter of: ESTATE OF ADRIEN ANGERS St. Césaire, County of Rouville, Que. bankrupt and LUCIEN MONTFILS, C.A. Granby, Que. trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court in bankruptcy, district of Montreal, rendered under date of October twenty-seven, will be sold by public auction, at the door of the praochial church of St. Césaire, on TUESDAY, DECEMBER FIFTEENTH, 1959, ta ELEVEN o'clock in the forenoon, the immoveables hereinafter designed:

"An emplacement known and designated as being lot 124, namely, a farm acquired from Philippe Angers by Adrien Angers by a deed of sale passed before Me P. L. F. Noiseux, notary, on June 25, 1921, and a copy whereof has been registered at Rouville under number 44627, designated as being lot 124 of the parish of St. Césaire, with building thereon erected, and the trustee Lucien Montfils as registered, on May 14, 1959, under N°. 84030 of the registry office of Rouville, a notice of Bankruptcy of Adrien Angers estate on said immoveable."

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719-A of the Code of Civil Procedure and also article 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sale by Sheriff.

For conditions of sale and other informations, please apply to the undersigned.

LUCIEN MONTFILS, C.A.,
Trustee.
317 Racine St., Granby, Que. 52139-46-2-o

---

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2154 (1959) (Sitting in Bankruptcy). In matter of the Bankruptcy of FERNAND ROY, St-Jude, county of St-Hyacinthe, Que., debtor, and J.-ALEXANDRE DANSEREAU, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Designation: A certain emplacement situated in the parish of St-Jude, in the village, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish as forming part of lot of land number eight hundred and eighty-five (Pt. 885) measuring seventy-two feet in width by two hundred and twenty-five feet in length, touching in front the South Salvail Road, on one side, number 888, that is the lot of land described in the second place, on the other side, the emplacement on the same number of cadaster belonging to Aimé Charbonneau, and in depth, by Mr. Jos. N. Roy. With the house and buildings thereon erected.

A certain lot of land situated in the same parish of St-Jude, on the concession of South Salvail, known and designated on the same official plan and in the book of reference of the said parish as forming part of lot of land number eight hundred and eighty-eight (Pt. 888) measuring in width forty-five feet French measure on the length there is starting from the South Salvail Road,

rivière Salvail, à prendre la largeur à partir de la ligne du lot voisin côté nord huit cent quatre-vingt-cinq c'est-à-dire au terrain ci-dessus en premier lieu décrit et partie à M. Jos N. Roy, et d'autre côté M. Josaphat Lamoureux.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal, (en faillite) rendu le 29 octobre 1959, à l'enchère publique suivant la Loi pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de procédures civiles, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Jude, MARDI le DOUZE JANVIER 1960, à DEUX heures de l'après-midi.

conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi. La mise à prix sera de $1,000.00.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser à J.-Alexandre Dansereau, syndic.

Montréal, le 6 novembre 1959.

Le Syndic,
J.-ALEXANDRE DANSEREAU.

Bureau à:
265 rue Craig Ouest,
Montréal, UN 1-9214. 52145-46-2-o

---

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 2024, 1958 "En faillite". Dans l'affaire de la faillite de: GASTON FONTBRIAND, industriel, Ville de Tracy, Sorel, P.Q., cédant autorisé, et CLAUDE PERRAS, syndic,

## AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Description: Un terrain situé en la paroisse de St-Joseph de Sorel connu sous les Nos 39-88 et 40-10, du cadastre de la paroisse St-Pierre de Sorel avec la maison y érigée portant le numéro civique 1905 Boulevard Cardin:

Avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées et notamment sujet aux servitudes de construction, et à la servitude existant en faveur de The Bell Telephone Co. of Canada, et avec et sujet à la servitude réciproque de vue telles qu'établies aux termes des actes enregistrés sous les Nos 94713, 94598 et 93855.

Sera vendu sur les lieux ou se trouve la maison portant le numéro civique 1905 Boulevard Cardin, en la ville de Tracy, à ONZE heures de l'avant-midi, VENDREDI le DIX-HUIT DÉCEMBRE 1959.

Cette vente est faite à la folle enchère en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure à Montréal, le 10 novembre 1959, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 10 novembre 1959.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de: PERRAS & RAINVILLE, Syndics,
4 est, rue Notre-Dame,
Montréal, P.Q. 52168-46-2-o

to the Salvail River, the width to be taken starting from the line of the neighboring lot on the north side eight hundred and eighty-five, that is from the land hereinabove described in the first place and partly by Mr. Jos. N. Roy, and on the other side, by Mr. Josaphat Lamoureux.

Shall be sold, under judgment of the Superior Court, for the district of Montreal, (in bankruptcy) rendered on October 29, 1959, at public auction according to law so that this sale will have a legal effect according to the terms of the Code of Civil Procedure, at the parochial church door of the parish of St-Jude, TUESDAY, JANUARY TWELFTH, 1960, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay 2½% Governmental tax in accordance with the law. The upset price shall be $1,000.00.

For further information and list of charges, application should be made to J.-Alexandre Dansereau, trustee.

Montreal, November 6, 1959.

J.-ALEXANDRE DANSEREAU,
Trustee.

Office at:
265 Craig Street, West,
Montreal, UN 1-9214. 52145-36-2

---

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2024, 1958 "In bankruptcy". In the matter of bankruptcy of: GASTON PONTBRIAND, industrialist, Town of Tracy, Sorel, P.Q., authorized assignor, and CLAUDE PERRAS, trustee.

## NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Description: A lot of land situated in the parish of St-Joseph of Sorel known under numbers 39-88 and 40-10, of the cadaster for the parish of St-Pierre of Sorel, with house thereon erected bearing civic number 1905 Cardin Boulevard:

With all the active and passive, apparent and unapparent servitudes thereto attached and especially subject to building servitudes and to the existing servitude in favor of The Bell Telephone Co. of Canada, and with and subject to the reciprocal servitude of view as established in the terms of the deeds registered under numbers 94713, 94598 and 93855.

Shall be sold on the premises where the house, bearing civic numbers 1905 Cardin Boulevard, is to be found, in the town of Tracy, at ELEVEN o'clock in the forenoon, FRIDAY, DECEMBER EIGHTEENTH, 1959.

This sale shall be made by false bidding under judgment rendered by the Superior Court at Montreal, on November 10, 1959, and in accordance with provisions of articles 55 and following of the Act 1949 on bankruptcy, so that this sale will have the effect of a sale by sheriff, in the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay the Government tax pursuant of 2½% pursuant to the law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, November 10, 1959.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of: PERRAS & RAINVILLE, Trustees,
4 Notre-Dame Street, East,
Montreal, P.Q. 52168-46-2

## Ventes pour taxes

### VILLE DE CADILLAC

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique au bureau de l'Hôtel de Ville de Cadillac, Qué., 58 rue O'Brien, SAMEDI, le CINQ DÉCEMBRE 1959 à ONZE heures de l'avant-midi, heure solaire sous l'autorité de la Loi des cités et villes, pour satisfaire au paiement des arrérages des taxes municipales et scolaires, des intérêts et frais encourus, à moins que ces arrérages de taxes, intérêts et frais encourus ne soient acquittés avant la vente.

Les immeubles ci-dessous décrits font partie du cadastre officiel de la ville de Cadillac, Qué. La vente des immeubles décrits est sujette au retrait d'une année du jour de la vente et sujette aussi aux conditions des baux emphytéotiques affectant lesdits immeubles.

## Sales for Taxes

### TOWN OF CADILLAC

Public notice is hereby given that immoveable hereinafter described and located in the town of Cadillac, Que., shall be sold at public auction at the Town Hall office, 58 O'Brien Street, Cadillac, Que., on SATURDAY, the FIFTH day of DECEMBER, 1959, at ELEVEN of the clock in the forenoon, for the payment of municipal and school tax arrears, plus accrued interest and cost incured, unless said arrears of taxes, accrued interest and cost incured are paid before the sale.

The immoveable hereinafter described are located in the municipality of the town of Cadillac, Que. and if sold, may be redeemed by the owner or his legal representative at any time within the year following the day of adjudication and the sale is subject to the conditions stipulated on the emphytheutic Lease.

| Propriétaires — Owner of properties | Bloc — Block | Lot No. | Taxes municipales — Municipal taxes | Taxes scolaires — School taxes | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Georges Landry | 46 | 118 | $201.30 | $157.00 | $359.30 |
| Camile Trempe | 46 | 195 | 23.80 | 35.25 | 59.05 |
| Denoza Gauthier | 46 | 206 | 35.50 | 45.50 | 81.00 |
| Mrs John Zarzeeny | 46 | 379 | 27.50 | 44.25 | 71.75 |
| Wenceslas Deshaies | ..... | PC-17 | 71.50 | 90.30 | 161.80 |
| Mme-Mrs Georges Boivin | 46 | 468 | 34.50 | 44.50 | 79.00 |

Le terrain et les bâtisses seront mis en vente des propriétés suivantes: Lot 46-118, 46-195, 46-468.

Le terrain seulement sera mis en vente des propriétés suivantes: Lot 46-206, 46-379.

Les bâtisses seulement seront mises en vente des propriétés suivantes: PC-17.

The lots and buildings shall be sold on said properties: Lot 46-118, 46-195, 46-468.

The lot only shall be sold on the following properties: Lot 46-206, 46-379.

The buildings only shall be sold on the following property: PC-17.

Donné sous mon seing à Cadillac, Qué., ce 24ème jour d'octobre 1959.

Le Greffier,
LUCIEN GRÉGOIRE.

52043-45-2-o

Given under my hand at Cadillac, Que., this 24th day of October, 1959.

LUCIEN GRÉGOIRE,
Town Clerk.

52043-45-2-o

### VILLE D'ANJOU

Avis public est par les présentes donné, aux contribuables de la susdite municipalité, par le soussigné, Jean-Paul Pilon, secrétaire-trésorier, que le NEUF DÉCEMBRE 1959, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau de la municipalité à 6695 avenue Merriam, Ville d'Anjou, je procèderai à la vente à l'enchère pour défaut du paiement des taxes tant municipales que scolaires des immeubles ci-après décrits faisant partie du livre de renvoi officiel de la paroisse de la Longue-Pointe.

### TOWN OF ANJOU

Public notice is hereby given, to the ratepayers of the aforesaid municipality, by the undersigned, Jean-Paul Pilon, Secretary-Treasurer, that on DECEMBER NINE, 1959, at TEN o'clock in the morning at the office of the municipality at 6695 Merriam Avenue, town of Anjou, I will proceed with the sale by auction, for default of payment of municipal as well as school taxes, of the immoveables hereunder described, forming part of the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe:

| Nom du propriétaire — Name of proprietor | Lot numéro — Number lot |
|---|---|
| Adler, A. | 417-361. |
| Alterovitch, B. | 417-216, 417-217. |
| Bandler, Rose | 417-494, 417-496, 417-497, 417-509, 417-514. |
| Bazinet, Anthime | 415-38. |
| Bastien, Trefflé | 417-54 à-to 417-60 incl.; 417-65 à-to 417-73 incl. |
| Beaupré, Parfait | 417-294, 417-295. |
| Béland, Philomène | 415-207, 415-208. |
| Belleville, William | 414-462. |
| Boutet, Ernest | 423-486. |
| Bourbonnais, Oct. | 417-391, 417-392. |
| Blvd Bourget | 415-79 à-to 415-82 incl.; 415-137, 415-138, 415-204 à-to 415-206 incl.; 415-304. |
| Bream, Marie-Louise | 417-412. |
| Breault, Jos. | 417-332 à-to 417-335 incl.; 417-337 à-to 417-341 cinl. |

| Nom du propriétaire<br>—<br>Name of proprietor | Lot numéro<br>—<br>Number lot |
|---|---|
| Brunet, Daniel | 414-477. |
| Cardin, E. | 414-460. |
| Cardinal, Wellie | 414-211, 414-212. |
| Charest, Adéodat | 417-400. |
| Charlebois, Robertine | 415-398. |
| Chevalier, Henri | 414-278 à-to 414-281 incl. |
| Cloutier, Omer | 418-184. |
| Connolly, succession — Estate Hector | 415-163. |
| Cordeau, C. | 414-433. |
| Cullum, J. P. | 417-481. |
| Deguise, A. | 417-309, 417-310. |
| Demers, H. A. | 417-205 à-to 417-214 incl., 417-229, 417-230, 417-470 à-to 417-472 incl. |
| Depenzer *et al* | 417-282, 417-283. |
| DeRepentigny | 414-505. |
| DeSeve F. X. | 417-269, 417-530 à-to 417-534 incl. |
| Desnoyers, Arthur | 417-204. |
| Doner, M. L. | 417-288, 417-383. |
| Dorais, L. J. | 414-205 à-to 414-209 incl., 414-213 à-to 414-219 incl. |
| Dorais-Rondeau | 414-179 à-to 414-187 incl., 414-202 à-to 414-204 incl., 414-230 à-to 414-237 incl. |
| Dupré, J. B. | 417-85 lots. |
| Edinger, Isidore | 410-122. |
| Ethier, Joseph | 417-319 à-to 417-326 incl., 417-347. |
| Fafard, Jos Elie | 415-413. |
| Farber, Lazarus | 417-435 à-to 417-439 incl. |
| Feldman, *et al* | 417-353 à-to 417-357 incl., 417-359. |
| Fenix, Madame Fanny | 417-272, 417-273. |
| Fortier, Marie | 415-86. |
| Gadbois, P. | 414-542. |
| Gareau, Eva | 417-510, 417-511. |
| Gibeau, Georgienne | 415-156, 415-336, 415-342, 415-343. |
| Goldberg, Philip | 417-286, 417-287. |
| Goldstein, G. | 417-360. |
| Goyette, F. P. | 440-118, 440-1250, 440-1251. |
| Gravel Rosina | 415-443, 415-444. |
| Gray, C. V. | 414-305 à-to 414-308 incl. |
| Greenberg, John | 417-480. |
| Hachez, Alphonse | 417-442. |
| Hercovitch, J. | 417-414, 417-415. |
| Hodge, Richard | 415-129. |
| Holland, E. J. | 417-284, 417-285. |
| Hope, Flore | 414-472, 414-473. |
| Hurteau, Floribert | 414-380. |
| Ideal Realty | 417-222, 417-223. |
| Inventry, H. | 417-527 à-to 417-529 incl. |
| Inconnu—Unknown | 414-188 à-to 414-192 incl. |
| Inconnu—Unknown | 414-195, 414-196, 414-243, 414-244, 414-429, 414-511 à-to 414-513 incl., 418-134, 418-135. |
| King-Bazinet | 418-237 à-to 418-239 incl. |
| King-Couture | 419-305 à-to 419-306 incl. |
| King-Prevost | 418-328. |
| King, W. S. | 419-180 à-to 419-186 incl. |
| Lalonde, Emma | 417-397. |
| Lapierre, Jos. Eugène | 414-500. |
| Latourelle, succession-estate T | 417-191 à-to 417-193 incl., 417-239 à-to 417-241, incl., 417-275 à-to 417-279 incl., 417-281, 417-362. |
| Laurin, Henri | 415-436. |
| Lauzon, E. | 414-461. |
| Lazarus *et al* | 417-382. |
| Lefebvre, Geo. Arthur | 415-44, 415-45. |
| Legault, E. | 414-488, 414-489. |
| Lépine, Georges E. | 414-467 à-to 414-469 incl. |
| Leroux, F. X. | 415-292. |
| Levesque, A. | 417-476 à-to 417-478 incl. |
| Levesque, Victor | 417-406. |
| L'Heureux, Émile | 414-463 à-to 414-465 incl. |
| Ludwac, N. A. | 417-393. |
| Madden, George | 417-256. |
| Marier, Elphège | 417-398, 417-399. |
| Mathieu, Donat | 415-328, 415-329. |
| Mathieu, Michel | 417-182 à-to 417-185 incl. |
| Messier, R. D. | 417-521 à-to 417-523 incl. |
| McCormack, E. L. | 415-268, 415-269. |
| Nemchenko, Constantin | 423-506. |
| Inconnu-Unknown (Ouimet) | 417-291. |
| Paradis, Joseph T. | 415-177. |
| Panneton, Achille | 418-193, 418-196. |
| Parc Lavaltrie | 415-510. |
| Parent, Jos. Célestin | 417-203. |
| Patenaude, Jos. A. | 417-421. |
| Paterson, Jacques | 415-255. |
| Pauley, Jean | 415-77, 415-83 à-to 415-84 incl. |
| Perreault, Joseph | 417-419, 417-479, 417-483. |
| Plante, E. | 417-540 à-to 417-543 incl., 417-549, 417-564 à-to 417-575 incl. 417-577 à-to 417-581 incl. |
| Préjean, Rose Alma | 414-259 à-to 414-261 incl. |
| Robert, Mme-Mrs. V. J. Paul | 417-348, 417-349. |
| Reinball, Samuel et-and Jos | 415-87. |
| Renaud, L./King | 418-269 à-to 418-273 incl. |
| Robert, Joseph | 417-298 à-to 417-305 incl. |
| Rochon, Dostalie | 410-66, 410-67. |
| Rosenberg, A. | 417-482. |
| Rudner, Leak | 417-449. |
| Rudy, J. | 417-413. |

| Nom du propriétaire<br>—<br>Name of proprietor | Lot numéro<br>—<br>Number lot |
|---|---|
| Rufiange, Mme-Mrs. Jeanne | 415-327. |
| Roy R./King | 418-300, 418-324, 418-327. |
| St-Bruno, H. | 417-526. |
| St-Denis, Adam | 415-340. |
| Sague, Hyman | 417-401. |
| Savard, Oscar | 414-441. |
| Scotland, S. | 417-270. |
| Simard, Pierre | 415-126. |
| Seminovitch, A. | 417-450 à-to 417-453 incl. |
| Simons, Marius | 417-454 à-to 417-456 incl. |
| Smith, Paul | 415-61. |
| Spruzer, J. | 417-227, 417-232, 417-233. |
| Staniforth, N. | 415-153. |
| Stern, A. | 417-404, 417-491, 417-495. |
| Taylor, H. W. | 417-140 à-to 417-149 incl. |
| Thibodeau, Télesphore | 415-116. |
| Tremblay, S. J. | 417-380. |
| Vendette, E. | 414-405. |
| Vermuch, Madame-Mrs. | 415-111. |
| Winter, M. G. | 417-150, 417-151, 417-153, 417-154 à-to 417-157 incl. |
| Woiochin, Hyman | 417-289, 417-290. |

Permission a été accordée à la ville par la Commission municipale de Québec d'énumérer de façon abrégée les numéros cadastraux des immeubles ci-dessus mentionnés.

Donné à Ville d'Anjou, ce dixième jour de novembre mil neuf cent cinquante-neuf.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
52148-46-2-o JEAN-PAUL PILON.

Permission was granted to the municipality by the Quebec Municipal Affairs Department to enumerate so as to shorten them, the cadastral numbers of the immoveables involved.

Given at the town of Anjou, this tenth day of November one thousand nine hundred and fifty-nine.

(Seal) JEAN-PAUL PILON,
52148-46-2-o Secretary-Treasurer.

## Ventes par shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

### BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 8806. { MME MADELEINE ALARIE, ménagère, veuve de Michel Trahan, anciennement de Granby et épouse en secondes noces de M. Roland Prince, contractuellement séparée de biens de ce dernier et tous deux résidant et domiciliés ensemble au N° 97 de la rue Décelles, en la cité de Granby, district de Bedford, ledit Roland Prince pour assister son épouse à ester en justice, demanderesse, vs FERNAND BEAUDRY, commerçant, résidant et domicilié route rurale N° 3, chemin Waterloo, canton de Granby, district de Bedford, défendeur.

"Un certain terrain connu et désigné comme étant le lot onze (11) de la subdivision officielle du lot originaire quatre cent quatre-vingt-sept (487) au plan et livre de renvoi officiels du canton de Granby avec bâtisses dessus construites."

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de Très Ste-Trinité de Montplaisant, (canton de Granby), comté de Shefford, district de Bedford, le SEIZIÈME jour de DÉCEMBRE, 1959 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ANTONIN BOURASSA.
Sweetsburg, Qué. 6 novembre 1959. 52142-46-2-o

## Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 8806. { MRS. MADELEINE ALARIE, housewife, widow of Michel Trahan, previously of Granby and wife by second marriage of Mr. Roland Prince, contractually separate as to property from the latter and both residing and domiciled together at No. 97 Décelles Street, in the city of Granby, district of Bedford, the said Roland Prince, to assist his wife in judicial proceedings, plaintiff vs FERNAND BEAUDRY, tradesman, residing and domiciled on rural route No. 3, Waterloo Road, township of Granby, district of Bedford, defendant.

"A certain lot of land known and designated as being lot eleven (11) of the official subdivision of the original lot four hundred and eighty-seven (487) on the official plan and in the book of reference for the township of Granby with buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of Très Ste-Trinité de Montplaisant, (Township of Granby), county of Shefford, district of Bedford, on the SIXTEENTH day of DECEMBER, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Sweetsburg, Que., November 6, 1959. 52142-46-2

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 8938. MAURICE LOEB, commerçant, résidant et domicilié au N° 406 Avenue des Pins ouest, dans les cité et district de Montréal, demandeur, vs KARL HENTSCHEL, machiniste, anciennement résidant et domicilié au N° 575 rue Beauport, Duvernay, district de Montréal, et maintenant de West-Shefford, district de Bedford, défendeur.

"Une certaine ferme sise et située dans le canton de Brome, contenant 53.86 acres de superficie, plus ou moins, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Brome, comme étant le lot numéro six cent dix-neuf (619) avec constructions dessus érigées.

Comme le tout subsiste présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées à ladite ferme."

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de St-François-Xavier de West-Shefford, dans le comté de Shefford, district de Bedford, le SEIZIÈME jour de DÉCEMBRE 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Député Shérif,
Sweetsburg, ANTONIN BOURASSA.
Qué., 6 novembre 1959. 52143-46-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 8938. MAURICE LOEB, dealer, residing and living at No. 406, Pine Avenue, west, in the city and district of Montreal, plaintiff, vs KARL HENTSCHEL, machinist, formerly residing and living at No. 575 Beauport Street, Duvernay, district of Montreal, and now of West-Shefford, district of Bedford, defendant.

"A certain farm lying and situate in the township of Brome, containing 53.86 acres in superficie, more or less known and described upon the official plan and book of reference for the said township of Brome, as being the lot number six hundred and nineteen (619) with buildings thereon erected;

As the whole now stands, with all active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to said farm."

To be sold at the parochial church door of St-François-Xavier of West-Shefford in the county of Shefford, district of Bedford, the SIXTEENTH day of DECEMBER, 1959, at TWO o'clock in the after-noon.

Sheriff's Office, ANTONIN BOURASSA,
Sweetsburg, Deputy Sheriff.
Que., November 6, 1959. 52143-46-2

## GASPÉ

Cour Supérieure, Rimouski, N° 20,201. FRANÇOIS LEMIEUX, Mont-Louis, comté de Gaspé, P.Q., vs LIONEL DARAICHE, Gros-Morne, comté de Gaspé, P.Q., défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

"Partie du lot numéro cinquante-A-neuf (P. 50-A-9) au cadastre officiel du rang un (1) Canton Taschereau, ladite partie du lot 50-A-9 étant bornée au nord-ouest à Émeric Daraiche, partie de 50-A-9 au nord-est à la Rivière Gros-Morne et au sud-est à Émeric Daraiche, partie de 50-A-9 mesurant le long du chemin au sud-ouest 217 pieds à Émeric Daraiche et nord-ouest 74 pieds à la Rivière du Gros-Morne, 205.5 pieds et à Émeric Daraiche, eu sud-est 52.8 pieds avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendue à la porte de l'église de Gros-Morne, le VINGT-QUATRIÈME jour de NOVEMBRE 1959, à DIX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, le 16ième jour d'octobre 1959.
51862-43-2-o

## GASPÉ

Superior Court, Rimouski, No. 20,201. FRANÇOIS LEMIEUX Mont-Louis, county of Gaspé, P.Q., vs LIONEL DARAICHE, Gros-Morne, county of Gaspé, P.Q., defendant.

The property for sale is the following:

"Part of lot number fifty-A-nine (Pt. 50-A-9) on the official cadaster of range one (1) township Taschereau, the said part of lot 50-A-9 being bounded on the northwest by Émeric Daraiche, part of 50-A-9 on the northeast of the Gros-Morne River and on the southeast of Émeric Daraiche, part of 50-A-9 measuring along the road southeast 217 feet by Émeric Daraiche and northwest 74 feet by the Gros-Morne River, 205.5 feet and by Émeric Daraiche, on the south-east 52.8 feet with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Gros-Morne, on the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER, 1959 at TEN o'clock in the afternoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, this 16th day of October, 1959.
51862-43-2

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure, N° 5552- WILLIAM HYMAN & SON LTD., corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à Gaspé, comté et district de Gaspé, province de Québec, demandeur, vs MME MATHILDA SMITH, veuve de Ulric Smith, de Gaspé, comté et district de Gaspé, province de Québec, défenderesse.

La propriété à vendre est la suivante:

"Un certain lopin de terre sis et situé à Cap aux Os comté et district de Gaspé, mieux connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels, comme partie du lot trente-quatre "A" (34-A) du premier rang sud, du canton de Cap des Rosiers, mesurant quatre cent trente-huit pieds

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court, No. 5552- WILLIAM HYMAN & SON LTD., body politic and corporate, having its place of business at Gaspé, county and district of Gaspé, Province of Quebec, plaintiff, vs MRS. MATHILDA SMITH, widow of Ulric Smith, of Gaspé, county and district of Gaspé, Province of Quebec, defendant.

Property for sale is the following:

"A certain strip of land placed and situated at Cap aux Os, county and district of Gaspé, better known and designated on the official plan and in the book of reference as part of lot thirty-four "A" (34-A) of the first range south, in the township of Cap des Rosiers, measuring

(438) de longueur sur une largeur de soixante pieds (60) borné au sud par la Baie de Gaspé à l'ouest par la propriété de Joseph Francis Smith, à l'est par la propriété de Félix Smith et au nord par la propriété de Joseph Francis Smith, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de Cap-aux-Os, le QUINZIÈME jour de DÉCEMBRE 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Percé, J. F. MEAGHER.
le 2 novembre 1959 52140-46-2-o

---

*Fieri Facias*

Cour Supérieure, N° 5523. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DE QUÉBEC, corps pllitique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeurs; vs OMER BOURGET, domicilié à Val d'Espoir, comté de Gaspé-Sud, Québec, défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

"Les lots trente (30), trente-et-un (31 )et trente-deux (32) du rang Quatre Sud aux plan et livre de renvoi officiels du canton Malbaie, avec bâtisses sus érigées, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de Val d'Espoir le QUINZIÈME jour de DÉCEMBRE 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, le 2 novembre 1959. 52141-46-2-o

---

*Fieri Facias*

Superior Court, No. 5523. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate having its head office at Quebec, plaintiff, vs OMER BOURGET, domiciled at Val d'Espoir, county of Gaspé South, Quebec, defendant.

Property for sale is the following:

"Lots thirty (30), thirty-one (31) and thirty-two (32) of range Four-South on the official plan and in the book of reference of the township of Malbaie, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Val d'Espoir, on the FIFTEENTH day of DECEMBER, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, November 2, 1959. 52141-46-2

---

## MONTRÉAL

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 539 710. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD. demanderesse, vs MAURICE LÉPINE, défendeur.

Les lots connus et désignés comme étant les numéros neuf cent vingt-six et neuf cent vingt-sept de la subdivision officielle du lot originaire N° cent quarante-quatre (144-926 et 927) aux plans et livres de renvoi officiel de la paroisse St-Antoine de Longueuil, avec bâtisse ci-dessus érigée et spécialement celle portant le numéro civique 2740 de la rue Préfontaine en la cité de Jacques-Cartier.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT-SEPT NOVEMBRE 1959, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE &
Bureau du Shérif, LAURENCELLE.
Montréal, le 21 octobre 1959. 51908-43-2-o

---

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 450 690. { H. BEAUDRY BLOC DE CIMENT CO. LTÉE, demanderesse; vs DAME MARJORIE WHITE BRODEUR, *et vir*, défenderesse.

"Un certain emplacement composé du lot numéro quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent vingt-sept (327-4) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, mesurant cent un

## MONTREAL

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 539 710. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD. plaintiff, vs MAURICE LÉPINE, defendant.

Lots known and designated as being numbers nine hundred and twenty-six and nine hundred and twenty-seven of the official subdivision of original lot No. one hundred and forty-four (144-926 and 927) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Antoine de Longueuil, with building thereon erected and especially that bearing civic number 2740 Préfontaine Street, in the city of Jacques-Cartier.

To be sold at the registration office of the county of Chambly, at Longueuil, on the TWENTY-SEVENTH day of NOVEMBER, 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE &
LAURENCELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 21, 1959. 51908-43-2

---

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 450 690. { H. BEAUDRY BLOC DE CIMENT CO. LTÉE, plaintiff; vs DAME MARJORIE WHITE BRODEUR, *et vir*, defendant.

"A certain emplacement composed of lot number four of the official subdivision of the original lot number three hundred and twenty-seven (327-4) on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Vincent

pieds et cinq pouces dans la ligne sud-ouest, et cent pieds et un pouce dans la ligne sud-est, par quarante-neuf pieds et vingt-neuf centièmes de largeur et d'une partie non subdivisée dudit lot trois cent vingt-sept (ptie 327) dudit cadastre de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, mesurant cinquante pieds de profondeur par quarante-neuf pieds et vingt-neuf centièmes de pied, de largeur, et située, cette partie dudit lot (327-4) trois cent vingt-sept, à l'arrière du lot 327-4: le tout, mesure anglaise et de plus ou moins: avec une maison dessus érigée et portant le numéro civique 6246-A Boulevard Lévesque: ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes, attachées audit emplacement."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Vincent de Paul, comté de Laval, le VINGT-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE 1959, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE &
LAURENCELLE.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 21 octobre 1959. 51909-43-2-o

---

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 475 229. THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA *et al*, demanderesse, vs JULES ANDRÉ ST-JULIEN, défendeur.

"Un emplacement connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-dix de la subdivision du lot originaire numéro vingt et un (21-90) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Famille de Boucherville, mesurant soixante-treize pieds et cinq-dixièmes d'un pied en front sur la ligne est, le long de l'arc d'un cercle dont le rayon est cent dix pieds, trois pieds et trois-dixièmes d'un pied sur la ligne sud-est, soixante pieds en arrière sur la ligne ouest, par les profondeurs de cent quatre pieds et neuf-dixièmes d'un pied sur la ligne sud, cent cinquante pieds et quatre-dixièmes d'un pied sur la ligne nord et contenant 7,326 pieds carrés de superficie, le tout mesure anglaise, avec les constructions dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Famille de Boucherville, le DIX-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE 1959, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE &
LAURENCELLE.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 11 novembre 1959. 52167-46-2-o

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 475 229. THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA *et al*, plaintiff vs JULES ANDRÉ ST-JULIEN, defendant.

"An emplacement known and designated under the number ninety of the subdivision of original lot number twenty-one (21-90) on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Famille de Boucherville measuring seventy-three feet and five tenths of a feet in front in the easterly line along an arc of a circle of a radius of one hundred and ten feet, three feet and three tenths of a foot in the southeasterly line, sixty feet in rear in the westerly line, by depths of one hundred and four feet, and nine tenths of a foot in the southerly line, one hundred and fifty feet and four tenths of a foot in the northerly line and contains 7,326 square feet in superficies, the whole English measure, with the building thereon erected."

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste-Famille de Boucherville, the EIGHTEENTH day of DECEMBER 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE &
LAURENCELLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, November 11, 1959. 52167-46-2-o

## QUÉBEC

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: N° 95,431. JEAN FERLAND et LUCIEN FERLAND, marchands opérant en société en la cité de Québec-Ouest, le commerce de bois de finition et de matériaux de construction, sous la raison sociale de "Ferland & Frère Enr.", à 445 Boulevard Pierre-Bertrand, Québec-Ouest, P.Q., contre ROLAND LEFRANÇOIS, entrepreneur général, faisant affaires sous la raison sociale de "Lefrançois & Lepage Enr.", à 6641 avenue Royale, l'Ange-Gardien, actuellement en faillite et JEAN-MARIE ROY, Parc St-Viateur Loretteville, P.Q., mis-en-cause.

## QUEBEC

*Fieri Facias*

Quebec, to wit: No. 95,431. JEAN FERLAND and LUCIEN FERLAND, merchants, operating in partnership in the city of Quebec-West, a business dealing in prepared finished lumber and in building materials, under the style of "Ferland & Frère Enr.", at 445 Pierre-Bertrand Boulevard, Quebec-West, P.Q., against ROLAND LEFRANÇOIS, general contractor, carrying on business under the style of "Lefrançois & Lepage Enr.", at 6641 Royale Avenue, L'Ange Gardien, presently in bankruptcy and JEAN-MARIE ROY, St-Viateur Park, Loretteville, P.Q., mis-en-cause.

"Le lot connu et désigné sous le numéro (609-23-22) vingt-deux de la redivision de la subdivision vingt-trois du lot originaire six cent neuf du cadastre de St-Ambroise de la Jeune Lorette, ville de Loretteville (Bureau d'enregistrement de Québec) et mesurant soixante-quinze (75′) pieds de largeur sur cent (100′) pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Loretteville, comté de Québec, le VINGT-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL.
Québec, le 19 octobre 1959. 51904-43-2-o
[Première insertion: 24 octobre 1959]
[Deuxième insertion: 14 novembre 1959]

"Lot known and designated under number (609-23-22) twenty-two of the redivision of subdivision twenty-three of the original lot six hundred and nine of the cadaster of St-Ambroise de la Jeune Lorette, town of Loretteville, (Registration Bureau of Quebec), and measuring seventy-five (75′) feet in width by one hundred (100′) feet in depth, the whole English measure, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Loretteville, county of Quebec, on the TWENTY-SEVENTH day of NOVEMBER, next, at TEN o'clock in the forenoon.

Dr J. R. GOBEIL,

Sheriff's Office. Sheriff.
Quebec, October 19, 1959. 51904-43-2
[First insertion: October 24, 1959]
[Second insertion: November 14, 1959]

---

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: N° 91,424. { DAME MÉLINA LEFRANÇOIS, veuve de SEPTIME HÉBERT, domiciliée à Ange-Gardien, comté de Montmorency, contre JOSEPH VERRET, industriel, domicilié à Laval, comté de Montmorency, et ÉDOUARD VERREAULT, régistrateur, division d'enrégistrement de Montmorency, avec bureau à Château-Richer, P.Q. mis-en-cause.

"Le lot trois cent quarante-cinq (345) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Brigitte de Laval, avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, à distraire les emplacements de MM. Lucien Turmaine, Georges Vallée, Maurice et J. Robert Duguay, d'après leurs titres."

Pour être vendu au Bureau d'Enrégistrement de Château-Richer, comté de Montmorency, le VINGT-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL.
Québec, le 21 octobre 1959. 51905-43-2-o
[Première insertion: le 24 octobre 1959]
[Deuxième insertion: le 14 novembre 1959]

*Fieri Facias*

Quebec, to wit: No. 91,424. { DAME MÉLINA LEFRANÇOIS, widow of SEPTIME HÉBERT, domiciled at L'Ange-Gardien, county of Montmorency, against JOSEPH VERRET, industrialist, domiciled at Laval, county of Montmorency, and ÉDOUARD VERREAULT, registrar, Registration Division of Montmorency, with office at Château-Richer, P.Q., mis-en-cause.

"Lot three hundred and forty-five (345) of the official cadaster of the parish of Ste-Brigitte de Laval, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, to withdraw the emplacements of Messrs. Lucien Turmaine, Georges Vallée, Maurice and J. Robert Duguay, according to their titles."

To be sold at the Registration office of Château-Richer, county of Montmorency, on the TWENTY-SEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Dr J. R. GOBEIL,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, October 21, 1959. 51905-43-2
[First insertion: October 24, 1959.]
[Second insertion: November 14, 1959.]

---

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: N° 96,491. { MATERIO INC., corporation légale ayant son siège social en les cité et district ce Québec, contre ARMAND BOUCHARD, de St-Rédempteur, comté de Lévis.

"Un emplacement situé à St-Rédempteur, mesurant quatre-vingt-sept (87′) pieds de front sur le chemin public (Route Nationale N° 5) sur cent (100′) pieds de profondeur, borné à l'ouest par ledit chemin public à l'est, et au nord aux terrains du défendeur et au sud à une rue projetée, et connu comme faisant partie de la subdivision quatre (4) du lot originaire quatre cent cinquante-quatre (454-P) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Nicolas, comté de Lévis, avec la bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Nicolas, comté de Lévis, le VINGT-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL.
Québec, le 19 octobre 1959 51906-43-2-o
[Première insertion: 24 octobre 1959]
[Deuxième insertion: 14 novembre 1959]

*Fieri Facias*

Quebec, to wit: No. 96,491. { MATERIO INC., legal corporation having its head office in the city and district of Quebec, against ARMAND BOUCHARD, of St-Rédempteur, county of Lévis.

"An emplacement situated at St-Rédempteur, measuring eighty-seven (87′) feet in front on the public road (National Highway No. 5) by one hundred (100′) feet in depth, bounded on the west by the said public road, on the east and on the north, by the lots of the defendant and on the south, by a projected street and known as forming part of subdivision four (4) of the original lot four hundred and fifty-four (454-P) of the official cadaster for the parish of St-Nicolas, county of Lévis, with the building thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St-Nicolas, county of Lévis, on the TWENTY-SEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Dr J. R. GOBEIL,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, October 19, 1959. 51906-43-2
[First insertion: October 24, 1959]
[Second insertion: November 14, 1959]

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: N° 79,252. { LÉGER POULIN, épicier, domicilié à Stoneham, district de Québec, contre FERNAND RHÉAUME, domicilié à Lac St-Charles, district de Québec.

"Un emplacement situé en la paroisse de Ste-Françoise Cabrini, Lac St-Charles, étant une partie du lot connu et désigné sous le numéro (Partie 1421) mille quatre cent vingt-et-un du cadastre de St-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec et mesurant quatre-vingt-seize pieds (96′) de largeur, mesure anglaise, sur la profondeur comprise entre le chemin public au sud-ouest et la partie du même lot appartenant à la cité de Québec, au nord-est (partie 1421) mille quatre cent vingt-et-un soit précisément quatre cent soixante-et-cinq pieds (465′) au nord-ouest et cinq cent soixante-et-deux pieds et cinq dixième (562′ et 5/10) au sud-est, mesure anglaise, borné comme suit: vers le sud-ouest par le chemin public, au nord-ouest par le résidu du même lot (1421) mille quatre cent vingt-et-un appartenant à Adolphe Rhéaume, au nord-est par la cité de Québec (partie 1421) mille quatre cent vingt-et-un et au sud-est par l'autre partie du même lot (1421) mille quatre cent vingt-et-un appartenant à Joseph Boulanger, avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Françoise Cabrini, Lac St-Charles, comté de Québec, le VINGT-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL.
Québec, le 21 octobre 1959. 51907-43-2-o
[Première insertion: le 24 octobre 1959]
[Deuxième insertion: le 14 novembre 1959]

*Fieri Facias*

Quebec, to wit : No. 79,252. { LÉGER POULIN, grocer, domiciled at Stoneham, district of Quebec, against FERNAND RHÉAUME, domiciled at Lake St-Charles, district of Quebec.

"An emplacement situated in the parish of Ste-Françoise Cabrini, Lake St-Charles, being a part of lot known and designated under number (Part 1421) one thousand four hundred and twenty-one of the cadaster of St-Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, and measuring ninety-six feet (96′) in width, english measure, on the depth comprised between the public road on the southwest and that part of the same lot belonging to the city of Quebec, on the northeast (part 1421) one thousand four hundred and twenty-one that is exactly four hundred and sixty-five feet (465′) on the northwest and five hundred and sixty-two feet and five/tenths (562′ and 5/10) on the southeast, english measure, bounded as follows: on the southwest by the public road, on the northwest, by the residue of the same lot (1421) one thousand four hundred and twenty-one belonging to Adolphe Rhéaume, on the northeast by the city of Quebec (Part 1421) one thousand four hundred and twenty-one and on the southeast by the other part of the same lot (1421) one thousand four hundred and twenty-one belonging to Joseph Boulanger, with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Sainte-Françoise Cabrini, lake St-Charles, county of Quebec, on the TWENTY-SEVENTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

Dr J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, October 21, 1959. 51907-43-2
[First insertion: October 24, 1959]
(Second insertion: November 14, 1959]

## RICHELIEU

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*
Canada — Province de Québec
District de Richelieu

Cour Supérieure, N° 14-678. { GEORGES SHINK, comptable, en sa qualité de Contrôleur du Revenu de la province de Québec, ayant sa place d'affaires à l'Hôtel du Gouvernement en les cité et district de Québec, demandeur, vs RICHELIEU STEEL & METAL CO. LTD., corporation légalement constituée ayant une place d'affaires à 200, rue Adelaïde, Sorel, district de Richelieu, défenderesse.

1° "Un terrain situé en la cité de Sorel, faisant partie du lot numéro trente-sept (P. 37) du cadastre de la ville de Sorel, tenant au nord entre autre partie dudit N° 37 du vendeur, au sud une lisière de terrain de dix pieds de largeur qui suit la voie ferrée des Chemins de Fer Nationaux du Canada et qui appartient à Victor Lavallée ou représentants, à l'est autre partie du N° 37 du vendeur et à l'ouest partie de la partie du N° 37 que le vendeur a vendu à Sorel Asphalt Co.; les lignes nord et ouest dudit terrain forment entre elles un angle de quatre-vingt-dix degrés, et les lignes est et ouest sont parallèles entre elles. Ce terrain mesure quatre cents pieds de longueur dans sa ligne ouest, cent trente pieds dans sa ligne nord et six cent cinquante pieds, plus ou moins, dans sa ligne est,

## RICHELIEU

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*
Canada — Province of Quebec
District of Richelieu

Superior Court, No. 14-678. { GEORGES SHINK, accountant, in his quality of Comptroller of Revenue for the Province of Quebec, having its place of business at the Parliament Buildings, in the city and district of Quebec, plaintiff, vs RICHELIEU STEEL & METAL CO. LTD., legally incorporated corporation having a place of business at 200 Adelaïde Street, Sorel, district of Richelieu, defendant.

1. "A lot of land situated in the city of Sorel, forming part of lot number thirty-seven (P. 37) of the cadaster for the town of Sorel, touching on the north between another part of said No. 37 of the vendor, on the south, a strip of land of ten feet in width which follows the railroad of the Canadian National Railway and which belongs to Victor Lavallée or representatives, on the east, another part of No. 37 of the vendor, and on the west, part of part of No. 37, which the vendor sold to the Sorel Asphalt Co.; the north and west lines of the said lot of land form between tham an angle of ninety degrees and the east and west lines are parallel to each other. This lot of land measures four hundred feet in length in its west line, one hundred and thirty feet in its north line and six hundred and fifty

soit toute la longueur qui se trouve à partir du point extrême est de sadite ligne nord à aller jusqu'à la lisière de terrain de dix pieds de largeur qui longe la voie ferrée."

2° "Une lisière de terrain de dix pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a du terrain de la compagnie acquéreuse, longeant la ligne du chemin de fer, à aller jusqu'à la profondeur du terrain de l'acquéreure qui se trouve en arrière du terrain de Sorel Asphalt, faisant partie du lot numéro trente-sept (P. 37) du cadastre de la ville de Sorel; tenant en front autre partie du N° 37 de l'acquéreure, en profondeur autre partie du N° 37 du vendeur, du côté nord autre partie du N° 37 de l'acquéreure et du côté sud la ligne de chemin de fer; avec la cabane qui y est érigée."

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice, de Sorel, district de Richelieu, LUNDI le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
F. COURNOYER.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 15 octobre 1959. 51903-43-2-o

feet, more or less, in its east line, that is the entire length which is to be found starting from the extreme point east from its north line going to the strip of land of ten feet in width which runs along the railroad."

2. "A strip of land of ten feet in width by the depth to be found from the land of the purchasing company, running along the railroad, going as far as the depth of the land of the purchaser which is to be found in rear of the land of the Sorel Asphalt, forming part of lot number thirty-seven (P. 37) of the cadaster of the town of Sorel; touching in front, another part of No. 37 of the purchaser, in depth, another part of No. 37 of the vendor, on the north side another part of No. 37 of the purchaser and on the south side the line of the railroad; with the cabin thereon erected."

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House, of Sorel, district of Richelieu, MONDAY, the THIRTIETH day of NOVEMBER, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

F. COURNOYER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, October 15, 1959. 51903-43-2

## ROBERVAL

*Fieri Facias*
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, N° 22,511. { DAME GERTRUDE OTIS, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph Têtu de Roberval, district de Roberval, et ledit Joseph Têtu pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse, vs JEAN BOURBONNIÈRE, 8,234 rue Berry, Montréal, district de Montréal, défendeur.

### AVIS DE VENTE

"Un certain emplacement situé en la paroisse de Notre-Dame de la Doré, comté de Roberval, connu et désigné comme étant la juste moitié nord-ouest du lot de terre, numéro 34, aux plan et livre de renvoi officiels du sixième rang, canton Demeules, comté de Roberval, ayant une superficie de cinquante acres, et la propriété et en possession de Jean Bourbonnière, le défendeur sus-mentionné. A distraire cependant une partie de cent pieds de largeur sur cent cinquante pieds de profondeur vendue à Georges Harvey."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Doré, dans le comté de Roberval, le DIX-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
LÉON-MAURICE LAVOIE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Roberval, le 7 novembre 1959. 52144-46-2-o
[Première insertion, samedi le 14 novembre 1959]

## ROBERVAL

*Fieri Facias*
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 22,511. { DAME GERTRUDE OTIS, housewife, wife separate as to property of Joseph Têtu of Roberval, district of Roberval, and the said Joseph Têtu, to authorize his wife for these presents, plaintiff, vs JEAN BOURBONNIÈRE, 8,234 Berry Street, Montreal, district of Montreal, defendant.

### NOTICE OF SALE

"A certain emplacement situated in the parish of Notre-Dame de la Doré, county of Roberval, known and designated as being the exact north-west-half of lot of land number 34, on the official plan and in the book of reference of the sixth range, township Demeules, county of Roberval, having an area of fifty acres, the property of and in possession of Jean Bourbonnière, above mentioned defendant. To withdraw, however, a part of one hundred feet in width by one hundred and fifty feet in depth sold to Georges Harvey."

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame de la Doré, in the county of Roberval, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Roberval, November 7, 1959. 52146-46-2
[First insertion, Saturday, November 14, 1959]

## SAINT-FRANÇOIS

*Fieri Facias de Terris*
District de St-François

Cour Supérieure, N° 19,847- { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, district

## SAINT FRANCIS

*Fieri Facias de Terris*
District of St. Francis

Superior Court, No. 19,847- { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and incorporated, having its corporate seat at Quebec, district of

de Québec, demandeur, vs GERMAIN JACQUES, cultivateur, domicilié à R.R. N° 2, Wotton, comté de Wolfe, district de St-François, défendeur, & MARCEL R. SAVARD, syndic, de la cité de Sherbrooke, district de St-François, mis-en-cause, es-qualité.

"1° Un morceau de terre à être pris et détaché du lot numéro dix-sept (P. 17) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Wotton, pour les lots du rang A, mesurant dix-huit acres de profondeur à partir du chemin d'entre les rangs A et B sur toute la largeur dudit lot, contenant environ soixante-trois acres en superficie, plus ou moins, et borné ledit terrain au nord-ouest par un chemin public, au nord-est par la ligne limitative entre ce canton-ci et le canton de Ham, au sud-est par le résidu dudit lot N° 17 et au sud-ouest par le lot N° 16.

Sur ce terrain un droit de passage est réservé à Joseph Drouin et Alcide Nault et leurs ayants droits.

2° Toute la partie du lot numéro un "A" (P. 1A) du cinquième rang du canton de Ham, comprise entre le chemin public qui traverse ledit lot et le cordon des rangs cinq et six, contenant environ soixante-quatre acres en superficie, plus ou moins, et bornée au nord-ouest par le chemin public, au sud-est par le lot N° 1A du rang six du canton de Ham, au sud-ouest par la ligne limitative entre ce canton-ci et le canton de Wotton, au nord-est par partie du lot 1B du rang cinq du canton de Ham.

3° Toute cette partie du lot de terre numéro un "B" (Ptie 1B) du cinquième rang aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Ham, qui se trouve situé du côté sud-est du chemin public qui conduit de Wotton à St-Adrien, contenant environ quarante acres en superficie, plus ou moins, et bornée au nord-ouest par un chemin public, au sud-est par le lot N° 1B du rang six du canton de Ham, au sud-ouest par ladite partie du lot 1A ci-dessus décrite et au nord-est par une partie du lot 2A du rang cinq du canton de Ham.

Le tout avec les bâtisses dessus construites."

Pour être vendus "en bloc", à la porte de l'église paroissiale de St-Hyppolite de Wotton, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1959, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Sherbrooke, JOSEPH LABRECQUE.
ce 19 octobre 1959. 51866-43-2-o
[Première insertion: le 24 octobre 1959]

Quebec, plaintiff, vs GERMAIN JACQUES, farmer, domiciled at R.R. No. 2, Wotton, county of Wolfe, district of St. Francis, defendant, & MARCEL R. SAVARD, trustee of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, mis-en-cause, es-qualité.

"1. A parcel of land to be taken and detached from lot number seventeen (P. 17) upon the official cadastral plan and book of reference for the township of Wotton, for the lots of range A, measuring eighteen acres in depth starting from the read between ranges A and B upon all the width of said lot, containing about sixty-three acres in superficies, more or less, and bounded the said piece of land to the north-west by a public road, to the northeast by the limiting line between this township and the township of Ham, to the southeast by the residue of said lot No. 17 and to the southwest by the lot No. 16.

Upon this piece of land a right of way is reserved to Joseph Drouin and Alcide Nault and the parties concerned.

2. All the part of lot number one "A" (P. 1A) of the fifth range of the township of Ham, included between the public road crossing the said lot and the verge of ranges five and six, containing about sixty-four acres in superficies, more or less, and bounded to the northwest by the public road, to the southeast by the lot No. 1A of range six of the township of Ham, to the southwest by the limiting line between this township and the township of Wotton, to the northeast by part of lot 1B of range five of the township of Ham.

3. All that part of the lot of land number one "B" (Pt 1B) of the fifth range upon the official plan and book of reference for the township of Ham being at the southeast side of the public road leading from Wotton to St-Adrien, containing about forty acres in superficies, more or less, and bounded to the northwest by a public road, to the southeast by lot No. 1B of range six of the township of Ham, to the southwest by the said part of lot 1A above described and to the northeast by a part of lot 2A of range five of the township of Ham.

The whole with buildings thereon erected."

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St-Hyppolite de Wotton, WEDNESDAY, the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, JOSEPH LABRECQUE,
Sherbrooke. Sheriff.
this 19th of October, 1959. 51866-43-2-o
[First insertion: the 24th of October, 1959]

## TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, N° 439 288. { COOKE TOLEDO MOTORS LIMITED, un corps politique et incorporé,

ayant son siège social et principale place d'affaires, pour la province de Québec, à 2134 ouest, rue Ste-Catherine, en les cité et district de Montréal, demanderesse, vs JOHN THOMAS SINGLETON, de la ville de Ste-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, y résidant à 4 boulevard Lebeau, défendeur.

### AVIS DE VENTE

L'immeuble ci-après désigné comme appartenant au défendeur,

## TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 439 288. { COOKE TOLEDO MOTORS LIMITED, a body politic and corporate,

having its head office and principal place of business for the Province of Quebec, at 2134 Ste-Catherine Street West, in the city and district of Montreal, plaintiff, vs JOHN THOMAS SINGLETON, of the town of Ste-Thérèse de Blainville, district of Terrebonne, therein residing at 4 Boulevard Lebeau, defendant.

### NOTICE OF SALE

The immoveable hereinafter designated as belonging to the defendant,

"Un lot de terrain situé dans la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse, comme faisant partie du lot originaire numéro 234, mesurant cent pieds (100′) de largeur en front par cent quatorze pieds (114′) de largeur en arrière sur la ligne sud-ouest par cent seize pieds et trois-dixièmes d'un pied (116.3′) en profondeur sur la ligne sud-est et cent quinze pieds et deux-dixièmes d'un pied (115.2′) en profondeur sur sa ligne nord-ouest, contenant en tout douze mille trois cent trente pieds carrés et un dixième d'un pied carré (12,330.1 pi. c.). Mesure anglaise. Ce lot de terrain est connu et désigné comme étant la subdivision numéro 6 du lot originaire numéro 234 (234-6) un plan de subdivision projeté dudit lot originaire 234."

Pour être vendu à la porte de l'église du Sacré-Coeur de Ste-Thérèse de Blainville, JEUDI, le VINGT-SIXIÈME jour de NOVEMBRE 1959 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
St-Jérôme, GEO. AUCLAIR.
ce 15 octobre 1959. 51863-43-2-o

---

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour de Magistrat, N° 8478. { L. ST. JACQUES LTÉE, corps politique dûment incorporé selon la loi, ayant sa principale place d'affaires à Lachute, district de Terrebonne, demanderesse, vs CLÉOPHAS MALETTE, rentier, résidant à Lachute, R.R. 5 dit district, défendeur.

AVIS DE VENTE

L'immeuble ci-après désigné et en la possession du défendeur.

"Un certain morceau de terre située dans le canton de Chatham comme formant la partie sud du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton sous le numéro 657, borné au nord par la propriété du Pacific Canadien, au sud par la propriété de James Paul ou ses représentants, et à l'ouest par la propriété de Pierre McGibbon ou ses représentants; contenant toute cette quantité de terrain, qui puisse se trouver à l'intérieur desdites limites; avec bâtisses, dessus érigées; à déduire de ce morceau de terre l'emplacement vendu à Hervé Legault par acte enregistré à Lachute, sous le numéro 73589, de même que l'emplacement vendu à Arthur Lanthier par acte enregistré à Lachute, sous le numéro 89900."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Philippe d'Argenteuil, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1959 à DEUX heures TRENTE de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, GEO. AUCLAIR.
St-Jérôme, 15 octobre 1959. 51864-43-2-o

"A lot of land situated in the parish of Ste-Thérèse de Blainville, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish as part of original lot number 234, measuring one hundred feet (100′) wide in front and one hundred and fourteen feet (114′) wide in rear in the south-west line by one hundred and sixteen feet and three-tenths of a foot (116.3′) in depth in the south-east line and one hundred and fifteen feet and two-tenths of a foot (115.2′) in depth in its north-west line containing in all twelve thousand three hundred and thirty square feet and one-tenth of a square foot (12,330.1 sq. ft.). English measure. This lot of land in known and designated as being subdivision number 6 of original lot number 234 (234-6) on a proposed subdivision plan of the said original lot number 234."

To be sold at the door of the Sacred Heart church, Ste-Thérèse de Blainville, THURSDAY, the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, GEO. AUCLAIR,
St-Jérôme, Sheriff.
this 15th day of October, 1959. 51863-43-2-o

---

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Magistrate's Court, No. 8478. { L. ST. JACQUES LTÉE, a body politic duly corporate according to law, having its head office at Lachute, district of Terrebonne, plaintiff; vs CLÉOPHAS MALETTE, annuitant, residing at Lachute R.R. 5, said district, defendant.

NOTICE OF SALE

The immoveable hereinafter designated and belonging to the defendant.

"A certain piece of land situated in the township of Chatham as forming the south part of lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the said township under number 657, bounded on the north by the property of the Canadian Pacific, on the south, by the property of James Paul or his representatives, and on the west, by the property of Pierre McGibbon or his representatives; containing all this quantity of land, which may be bound within the said limits; with buildings thereon erected; to be withdraw from this piece of land the emplacement sold to Hervé Legault by registered deed at Lachute under number 73589, as well as the emplacement sold to Arthur Lanthier by registered deed at Lachute under number 89900."

To be sold at the parochial church of St-Philippe d'Argenteuil, WEDNESDAY, the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER, 1959, at HALF-PAST TWO o'clock in the afternoon.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, October 15th, 1959. 51864-43-2

---

## Index de la Gazette officielle de Québec, N° 46


ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Lacroix vs Paquet ..... 4954
Leclair vs Langlois ..... 4954

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 4863


## Index of the Quebec Official Gazette, No. 46


ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Lacroix vs Paquet ..... 4954
Leclair vs Langlois ..... 4954

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 4863

AVIS DIVERS:


Dover Neckwear Corporation (Directeurs) ... 4958
Greek Orthodox Community of Quebec (Directeurs) ... 4958
Institut Louis Braille Inc. (Règlements) 4958
Italian Pentecostal Christian Church of Montreal ... 4957
New Glasgow Heights Development Corp. (Directeurs) ... 4958
Shawinigan Realties Limited (Dist. de l'actif) ... 4957
St-Émilien, village (Constituer en Corporation) ... 4954
Syndicat des Employés Barbiers et Coiffeurs de Québec Inc. (Nom changé) ... 4957


BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:


Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session 4958


CHARTES — ABANDON DE:


Canadian Propane (Que.) Limited ... 4959
Raleigh Investments Corp. ... 4959
Rockhill Land Holdings Ltd ... 4959
Shawinigan Realties Limited ... 4959
The Gartside Co. Ltd ... 4959


DEMANDES À LA LÉGISLATURE:


Anjou, ville ... 4928
Asbestos, ville ... 4937
Baume, Charles Dragutin ... 4949
Beauceville-Est, ville ... 4940
Belœil, ville ... 4930
Beth Zion Congregation ... 4938
Buckingham, ville ... 4945
Canada Steamship Lines Limited ... 4941
Chaîne Coopérative du Saguenay ... 4928
Commission des Écoles Catholiques de Hull ... 4931
Commission des Écoles Catholiques de St-Laurent ... 4941
Corporation de la Cité du Cap-de-la-Madeleine ... 4923
Corporation du village de Shawinigan-Sud ... 4925
Côté, Joseph Napoléon Benoit Conrad 4939
Dame Gabrielle Couture ... 4926
Dame Maria Alicia Domanski-Lachendra ... 4930
Daoust, J. Albert ... 4949
Drummondville, cité ... 4938
Duvan Copper Company Ltd ... 4932
Gagnon, ville ... 4949
Gracefild, munic. du village ... 4948
Hauterive, ville ... 4940
Hôpital Général Fleury Inc. ... 4927
Hôpital St-Charles de St-Hyacinthe ... 4942
Hôpital St-Joseph de Granby ... 4942
Hull, cité ... 4931
Ile-Jésus, corp. interurbaine ... 4950
Joliette, cité *et al* ... 4943
L'Abord-à-Plouffe, ville ... 4949
Lac Lemoine, corp. munic. ... 4945
La Corporation de Gaz Cartier — Cartier Gas Corporation ... 4922
La Corporation de Montréal Métropolitain ... 4946
La Société d'Assurance des Caisses Populaires ... 4948
La Société des Techniciens en rayon-X de la province de Québec ... 4954
Lac St-Jean-Est, comté ... 4935


MISCELLANEOUS NOTICES:


Dover Neckwear Corporation (Directors) ... 4958
Greek Orthodox Community of Quebec (Directors) ... 4958
Institut Louis Braille Inc. (By-Laws) ... 4958
Italian Pentecostal Christian Church of Montreal (Incorporation) ... 4957
New Glasgow Heights Development Corp. (Directors) ... 4958
Shawinigan Realties Limited (Dist. of assets) ... 4957
St-Émilien, village (Incorporate into Corporation) ... 4954
Syndicat des Employés Barbiers et Coiffeurs de Québec Inc. (Nate changed) ... 4957


BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:


Concerning private bills which shall be introduced during the coming session. 4958


CHARTERS — SURRENDER OF:


Canadian Propane (Que.) Limited ... 4959
Raleigh Investments Corp. ... 4959
Rockhill Land Holdings Ltd ... 4959
Shawinigan Realties Limited ... 4959
The Gartside Co. Ltd ... 4959


APPLICATIONS TO LEGISLATURE:


Anjou, town ... 4928
Asbestos, town ... 4937
Baume, Charles Dragutin ... 4949
Beauceville-East, town ... 4940
Belœil, town ... 4930
Beth Zion Congregation ... 4938
Buckingham, town ... 4945
Canada Steamship Lines Limited ... 4941
Chaîne Coopérative du Saguenay ... 4928
Catholic School Commission of Hull ... 4931
Catholic School Commission of St-Laurent ... 4941
Corporation de la Cité du Cap-de-la-Madeleine ... 4923
Corporation of the village of Shawinigan-Sud ... 4925
Côté, Joseph Napoléon Benoit Conrad ... 4939
Dame Gabrielle Couture ... 4926
Dame Maria Alicia Domanski-Lachendra ... 4930
Daoust, J. Albert ... 4949
Drummondville, city ... 4938
Duvan Copper Company Ltd ... 4932
Gagnon, town ... 4949
Gracefield, munic. of the village ... 4948
Hauterive, town ... 4940
Hôpital Général Fleury Inc ... 4927
Hôpital St-Charles de St-Hyacinthe ... 4942
Hôpital St-Joseph de Granby ... 4942
Hull, city ... 4931
Ile-Jésus, corp. interurbaine ... 4950
Joliette, city *et al* ... 4943
L'Abord à Plouffe, town ... 4949
Lac Lemoine, munic. corp. ... 4945
La Corporation de Gaz Cartier — Cartier Gas Corporation ... 4922
The Montreal Metropolitan Corporation ... 4946
La Société d'Assurance des Caisses Populaires ... 4948
Province of Quebec Society of X-Ray Technicians ... 4954
Lac St-Jean-Est, county ... 4935

La Filiature de l'Abitibi, Inc. ..... 4930
Lakeshore Unitarian Church ..... 4925
La Province Canadienne des Religieux de Saint-Vincent-de-Paul ..... 4926
L'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal ..... 4936
La Tuque, ville ..... 4934
Le Gaz Provincial du Nord de Québec Ltée ..... 4935
Les Saules, ville ..... 4928
Longueuil, cité ..... 4926
L'Oeuvre & Fabrique de la Paroisse Notre-Dame de Montréal ..... 4928
Lukasiewicz, Russell ..... 4923
L'Union Canadienne Compagnie d'Assurances — The Canadian Union Insurance Company ..... 4934
Magog, cité ..... 4927
Montréal, cité ..... 4936
Montréal, cité ..... 4937
Oka, Corporation ..... 4938
Outremont, cité ..... 4948
Pierrefonds, ville ..... 4950
Pincourt, village ..... 4930
Pointe-aux-Trembles, cité ..... 4932
Putsep, Mara Angeborg Kathe Eugenie Neuman ..... 4950
Québec-Ouest, ville ..... 4942
Richmond, ville ..... 4938
Rivière-des-Prairie, ville ..... 4939
Rosemère, ville ..... 4942
Saguenay General Hospital — Hôpital Général du Saguenay ..... 4923
Séminaire St-Charles-Borromée ..... 4946
Sherbrooke, cité ..... 4929
Sir Georges Williams University ..... 4939
St-Donat, fabrique de la paroisse ..... 4953
St-Félicien, paroisse, corp. munic. ..... 4953
St-Georges, ville ..... 4942
St-Jérôme, cité ..... 4940
St-Laurent, cité ..... 4950
St-Michel, cité ..... 4940
Succ. Baillargeon ..... 4925
Succ. Étienne Décarie ..... 4924
Succession J. H. Jacobs ..... 4953
Succ. J. Labrèche ..... 4923
Succ. Lefebvre ..... 4924
Succ. Roch Lanctôt ..... 4933
Thetford-Mines, cité ..... 4951
Thetford Mines, cité, comm. scolaire ..... 4946
The Elmwood Cemetery Company of Sherbrooke ..... 4945
Tracy, ville ..... 4934
Union St-Joseph à St-Roch de Québec ..... 4925
Verdun, cité ..... 4953
Villeneuve, Joseph Roland ..... 4931
Westmount, cité ..... 4929
Westminster Paper Company Limited. 4944

La Filiature de l'Abitibi, Inc. ..... 4930
Lakeshore Unitarian Church ..... 4925
La Province Canadienne des Religieux de Saint-Vincent-de-Paul ..... 4926
The Montreal Police Benevolent and Pension Society ..... 4936
La Tuque, town ..... 4934
Le Gaz Provincial du Nord de Québec Ltée ..... 4935
Les Saules, ville ..... 4928
Longueuil, city ..... 4926
L'Oeuvre & Fabrique de la Paroisse Notre-Dame de Montréal ..... 4928
Lukasiewicz, Russell ..... 4923
The Canadian Union Insurance Company — L'Union Canadienne Compagnie d'Assurances ..... 4934
Magog, city ..... 4927
Montreal, city ..... 4936
Montreal, city ..... 4937
Oka, Corporation ..... 4938
Outremont, city ..... 4948
Pierrefonds, town ..... 4950
Pincourt, village ..... 4930
Pointe-aux-Trembles, city ..... 4932
Putsept, Mara Angeborg Kathe Eugenie Neuman ..... 4950
Québec-West, town ..... 4942
Richmond, town ..... 4938
Rivière-des-Prairie, town ..... 4939
Rosemère, town ..... 4942
Saguenay General Hospital — Hôpital Général du Saguenay ..... 4923
Seminary, St. Charles-Borromée ..... 4946
Sherbrooke, city ..... 4929
Sir Georges Williams University ..... 4939
St-Donat, fabrique of the parish ..... 4953
St-Félicien, munic. corp. of the parish 4953
St-Georges, town ..... 4942
St-Jérôme, city ..... 4940
St-Laurent, city ..... 4950
St-Michel, city ..... 4940
Estates, Baillargeon ..... 4925
Estate, Étienne Décarie ..... 4924
Estate of J. H. Jacobs ..... 4953
Estate, J. Labrèche ..... 4923
Estate, Lefebvre ..... 4924
Estate of Roch Lanctôt ..... 4933
Thetford-Mines, city ..... 4951
Thetford Mines, city, school comm. ..... 4946
The Elmwood Cemetery Company of Sherbrooke ..... 4945
Tracy, town ..... 4934
Union St-Joseph à St-Roch de Québec ..... 4925
Verdun, city ..... 4953
Villeneuve, Joseph Roland ..... 4931
Westmount, city ..... 4929
Westminster Paper Company Limited. 4944

## DÉPARTMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

*Industrie laitière:*

Ordonnance No 86-59 (Région de Chibougamau) ..... 4960

INSTRUCTION PUBLIQUE:

*Municipalité scolaire de:*

Lac Gatineau ..... 4961
Mansfield ..... 4962
Roberval, ville ..... 4961
Sept-Iles ..... 4962
St-André, village ..... 4961
Ste-Dorothée ..... 4962

## DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

*Dairy Industry:*

Order No. 86-59 (Region of Chibougamau) ..... 4960

EDUCATION:

*School Municipality of:*

Lac Gatineau ..... 4961
Mansfield ..... 4962
Roberval, town ..... 4961
Sept-Iles ..... 4962
St-André, village ..... 4961
Ste-Dotothée ..... 4962

St-Jean-Baptiste-de-Montréal-Sud..... 4962
St-Valère-de-Bulstrode..... 4961

TERRES ET FORÊTS:

*Service du Cadastre:*

Beauchastel, canton..... 4964
St-Jérôme-de-Matane, paroisse..... 4964

TRAVAIL:

*Industrie ou métiers de:*

Employés de garages, ville de Rimouski (Modification)..... 4965
Marbre, Province (Modification)..... 4964

EXAMENS DU BARREAU:

Abitibi-Témiscamingue, pratique..... 4966
Bedford, pratique..... 4966
Saguenay, pratique..... 4966
St-François, étude..... 4966
Trois-Rivières, pratique..... 4965

LETTRES PATENTES:

Adams Quartz & Crystal Mining Ltd... 4864
Al Goudreau Cartage Ltd..... 4865
Alouette Food Stores Ltd..... 4865
Alpine Knitters Ltd..... 4865
American Thermometer Corporation Ltd..... 4866
Argenteuil Cable Vision Inc..... 4866
Association des Commissaires Industriels de la Province de Québec..... 4866
Aubut & Bélanger, Inc..... 4867
Beaulac & Fils Inc..... 4867
Beaver Realties Ltd..... 4867
Bel-Nac Boarding Kennels Limited... 4868
Belmont Frozen Foods Inc..... 4868
Benoit & Nathieu Inc..... 4868
Berry Lumber Inc..... 4869
Best Records Ltd..... 4869
Bigras & Frères Ltée..... 4869
Boulevard Auto Location Ltée..... 4870
B. Singer Realty Ltd..... 4870
Cardon Import Co. Ltd..... 4870
Centre Récréatif de Gagnon Inc..... 4871
Chambord Development Co..... 4871
Chicoutimi Réfrigeration Limitée..... 4871
Cigarette-Naster Inc..... 4872
Club Colombien de Labrieville Inc.... 4872
Club de Hockey Montréal Inc..... 4872
Club de Réforme de Sherbrooke et des Cantons de l'Est Inc..... 4873
Club Nestashibo, Inc..... 4783
Club Social St-Émile Inc..... 4873
Corporation du Lac Saint-Jean Limitée 4874
Costa Construction Ltée — Costa Construction Ltd..... 4874
Côté Shopping Centre Ltd — Centre d'Achat Côté Ltée..... 4875
Crecel Inc..... 4875
Dale Building Corp..... 4875
Decelles Ellendale Holding Corp..... 4876
Delrose Investment Corp..... 4876
Desormeaux Construction Limited.... 4876
Développement Beau Lac Ltée..... 4877
Dominion T. V. Furniture Discount Co. 4877
Dora's Dining Room Inc..... 4877
Doric Construction Ltée — Ltd..... 4878
Duval Acceptance Corporation..... 4878
Eden Associates Corp..... 4878
Edgewood Industries Ltd..... 4879
Entreprises Cossette Inc. — Cossette Enterprises Inc..... 4979

LANDS AND FOREST:

*Cadastral Branch:*

Beauchastel, township..... 4964
St-Jérôme-de-Matane, parish..... 4964

LABOUR:

*Industry or Trades of:*

Garage employees, town of Rimouski (Amendment)..... 4965
Marble, Province (Amendment)..... 4964

BAR EXAMINATIONS:

Abitibi-Témiscamingue, practice..... 4966
Bedford, practice..... 4966
Saguenay, practice..... 4966
St. Francis, study..... 4966
Trois-Rivières, practice..... 4965

LETTERS PATENT:

Adams Quartz & Crystal Mining Ltd... 4864
Al Goudreau Cartage Ltd..... 4865
Alouette Food Stores Ltd..... 4865
Alpine Knitters Ltd..... 4865
American Thermometer Corporation Ltd..... 4866
Argenteuil Cable Vision Inc..... 4866
Association des Commissaires Industriels de la Province de Québec..... 4866
Aubut & Bélanger, Inc..... 4867
Beaulac & Fils Inc..... 4867
Beaver Realties Ltd..... 4867
Bel-Nac Boarding Kennels Limited... 4868
Belmont Frozen Foods Inc..... 4868
Benoit & Nathieu Inc..... 4868
Berry Lumber Inc..... 4869
Best Records Ltd..... 4869
Bigras & Frères Ltée..... 4869
Boulevard Auto Location Ltée..... 4870
B. Singer Realty Ltd..... 4870
Cardon Import Co. Ltd..... 4870
Centre Récréatif de Gagnon Inc..... 4871
Chambord Development Co..... 4871
Chicoutimi Réfrigeration Limitée..... 4871
Cigarette-Naster Inc..... 4872
Club Colombien de Labrieville Inc.... 4872
Club de Hockey Montréal Inc..... 4872
Club de Réforme de Sherbrooke et des Cantons de l'Est Inc..... 4873
Club Nestashibo, Inc..... 4783
Club Social St-Émile Inc..... 4873
Corporation du Lac Saint-Jean Limitée 4874
Costa Construction Ltd. — Costa Construction Ltée..... 4874
Côté Shopping Centre Ltd. — Centre d'Achat Côté Ltée..... 4875
Crecel Inc..... 4875
Dale Building Corp..... 4875
Decelles Ellendale Holding Corp..... 4876
Delrose Investment Corp..... 4876
Desormeaux Construction Limited.... 4876
Développement Beau Lac Ltée..... 4877
Dominion T. V. Furniture Discount Co. 4877
Dora's Dining Room Inc..... 4877
Doric Construction Ltée — Ltd..... 4878
Duval Acceptance Corporation..... 4878
Eden Associates Corp..... 4878
Edgewood Industries Ltd..... 4879
Cossette Enterprises Inc. — Entreprises Cossette Inc..... 4879

Entreprises Lecram Inc. — Lecram Enterprises Inc. 4879
Équipement Commercial de Québec Ltée — Quebec Commercial Equipment Ltd. 4880
Garage St. Gelais & Laurin Limitée.. 4880
Garmer Corp. 4880
Gaughin Realties Ltd. 4881
G. Poirier Électrique (Hull) Inc. — G. Poirier Electric (Hull) Inc. 4881
Harros Corp. 4881
H. Dubois & Fils Limitée 4881
Hoko Limited 4882
Immeubles J. M. Lortie Inc. — J. M. Lortie Realties Inc. 4882
Institut Dorea Inc. 4966
Institut Louis Braille Inc. 4967
Institut Luc-Andrée, Inc. 4882
International Land Investments Corp. 4883
Ira Pat Investments Inc. 4883
Janet's Originals Inc. 4883
J. B. Gagné Inc. 4884
Jomar American Overseas Ltd. 4884
Joseph Flamer Ltd. 4884
J. P. M. Martin Ltée 4885
Kelley Mining Corporation 4885
La Cantine Mobile Inc. 4886
Lac Construction Ltée 4886
La Cie Beaugeste Ltée — The Beaugeste Co. Ltd. 4886
La Compagnie de Nickel & Alliages des Laurentides Ltée — Laurentide Nickel & Alloys Company Ltd. 4887
Lafleur Blvd. Shopping Centre Ltd... 4887
La Forteresse de Coopération Inc. 4887
Lako-Presswood Novelties Ltd. 4888
Landside Construction Co. Ltd. 4888
Larry Faust Realties Co. Ltd — Immeubles Larry Faust Cie Ltée 4888
La Salle Bowlerama Ltd. 4889
LaSalle Garage et Service Ltée — LaSalle Garage and Service Ltd. 4889
Laurent Roy Inc. 4889
Laval Rock Drill Service Ltd. 4890
Leasehold Construction Corporation... 4890
Leeds Candy Corp. 4890
Le Foyer de Marie Inc. 4891
Les Coeurs Vaillants 4891
Les Éditions Minières Agricoles et Forestières Ltée 4892
Les Entreprises Robert Legault Ltée — Robert Legault Enterprises Ltd. 4892
Les Immeubles Gagné Ltée 4892
Les Immeubles Long-Sault Realties Inc. 4893
Les Immeubles Trois-Rivières Inc. 4893
Les Industries Super-Métal Inc. 4893
Give Well Realty Corp. 4894
L'Oeuvre des Terrains de Jeux et des Loisirs Incorporés de Ste-Bernadette-Soubirous de Mont-Joli 4894
Magasin Régal Stores Inc. 4894
Malartic Finance Corporation 4895
Martin Trucking Co. Ltd. 4895
Mary Goodman Corporation 4895
Maycrest Co. Ltd. 4896
M. B. Transport Ltée-Ltd. 4896
Metro Equipment Ltd. 4896
M. G. Transport Limitée 4897
Mingle-Norris Ltd 4897
Mira Lynn Investments Inc. 4897
Monsaco Inc. 4898
Morgan's Rockland Holdings Limited 4898
Mount Royal Foundations Ltd. 4898
Multi Automatic Transmission Inc. 4899
Norso Investments Ltd. 4899
Northcote Investment Corp. 4899
Norcan Sales Limited 4900
Nu-Process Theatres, Inc. 4900

Lecram Enterprises Inc. — Entreprises Lecram Inc. 4879
Quebec Commercial Equipment Ltd. — Équipement Commercial de Québec Ltée 4880
Garage St. Gelais & Laurin Limitée.. 4880
Garmer Corp. 4880
Gaughin Realties Ltd. 4881
G. Poirier Electric (Hull) Inc. — G. Poirier Électrique (Hull) Inc. 4881
Harros Corp. 4881
H. Dubois & Fils Limitée 4881
Hoko Limited 4882
J. M. Lorties Realties Inc. — Immeubles J. M. Lortie Inc. 4882
Institut Dorea Inc. 4966
Institut Louis Braille Inc. 4967
Institut Luc-Andrée, Inc. 4882
International Land Investments Corp. 4883
Ira Pat Investments Inc. 4883
Janet's Originals Inc. 4883
J. B. Gagné Inc. 4884
Jomar American Overseas Ltd. 4884
Joseph Flamer Ltd. 4884
J. P. M. Martin Ltée 4885
Kelley Mining Corporation 4885
La Cantine Mobile Inc. 4886
Lac Construction Ltée 4886
The Beaugeste Co. Ltd. — La Cie Beaugeste Ltée 4886
Laurentide Nickel & Alloys Company Ltd. — La Compagnie de Nickel & Alliages des Laurentides Ltée 4887
Lafleur Blvd. Shopping Centre Ltd... 4887
La Forteresse de Coopération Inc. 4887
Lako-Presswood Novelties Ltd. 4888
Landside Construction Co. Ltd. 4888
Larry Faust Realties Co. Ltd. — Immeubles Larry Faust Cie Ltée 4888
La Salle Bowlerama Ltd. 4889
LaSalle Garage and Service Ltd. — LaSalle Garage et Service Ltée 4889
Laurent Roy Inc. 4889
Laval Rock Drill Service Ltd. 4890
Leasehold Construction Corporation... 4890
Leeds Candy Corp. 4890
Le Foyer de Marie Inc. 4891
Les Coeurs Vaillants 4891
Les Éditions Minières Agricoles et Forestières Ltée 4892
Robert Legault Enterprises Ltd. — Les Entreprises Robert Legault Ltée 4892
Les Immeubles Gagné Ltée 4892
Les Immeubles Long-Sault Realties Inc. 4893
Les Immeubles Trois-Rivières Inc. 4893
Les Industries Super-Métal Inc. 4893
Give Well Realty Corp. 4894
L'Oeuvre des Terrains de Jeux et des Loisirs Incorporés de Ste-Bernadette-Soubirous de Mont-Joli 4894
Magasin Régal Stores Inc. 4894
Malartic Finance Corporation 4895
Martin Trucking Co. Ltd. 4895
Mary Goodman Corporation 4895
Maycrest Co. Ltd. 4896
M. B. Transport Ltée-Ltd. 4896
Metro Equipment Ltd. 4896
M. G. Transport Limitée 4897
Mingle-Norris Ltd 4897
Mira Lynn Investments Inc. 4897
Monsaco Inc. 4898
Morgan's Rockland Holdings Limited 4898
Mount Royal Foundations Ltd. 4898
Multi Automatic Transmission Inc. 4899
Norso Investments Ltd. 4899
Northcote Investment Corp. 4899
Norcan Sales Limited 4900
Nu-Process Theatres, Inc. 4900

Obie Realties Corporation..... 4900
Parc Joliette Inc..... 4901
P. E. Turcotte Inc..... 4901
Phenecia Land Limited..... 4901
Phileric Enterprises Ltd..... 4902
Pièces d'Autos P & L Ltée — P & L Auto Parts Ltd..... 4902
Placements Pointe-aux-Trembles Investments Inc..... 4902
Placements Sentinelle Inc..... 4903
Plumbo Corp..... 4903
Plywood Distributors Inc..... 4903
Potvin Tire Service Ltd..... 4904
Quebec Gas Transmission Lines Inc. .. 4904
Quebec Terra Investment Corporation 4904
René Viau Inc..... 4905
Robert Lévesque Co. Ltd — Robert Lévesque Cie Ltée..... 4905
Rostek Holdings Inc..... 4905
Rudel Corporation..... 4906
St. Hyacinthe Residential Center Inc.. 4906
Saleon Realties Inc..... 4906
Samco Inc..... 4907
Samfel Development Ltd..... 4907
Seaward Limited..... 4907
Self Water Skis Limited ..... 4908
Semes Realty Incorporated..... 4908
Service des Loisirs Sts-Martyrs-Canadiens de Montréal..... 4908
Sir John's Lake Estates Limited ..... 4909
Southeastern Investment Corp..... 4909
Spartan Services Ltd. ..... 4910
Star Land Corp..... 4910
Sturbomatic Canada Limited..... 4910
Télé-International Productions Inc. ... 4910
Télévision Maisonneuve Incorporée — Maisonneuve Television Incorporated 4911
Telment Investment Corp..... 4911
The Côte St. Luc Tennis Club Corporation..... 4912
The Croun Fuel and Oil Company Limited..... 4912
The Kruger Organization Ltd..... 4912
Three Rivers Grain Employee Recreation Club Inc..... 4913
Townships Land Development Company ..... 4913
Ubald Bigras & Fils Ltée ..... 4913
Valleyfield Iron, Metal & Steel Supplies Inc..... 4914
Veilleux Frères Limitée..... 4914
Versailles Gardens Community Association..... 4914
Vesta Export & Import Ltd. ..... 4915
Wildtree Investment Corp..... 4915
Wymark Development Corporation ... 4915
Youville Investment Corp..... 4916
Zel-Nor Investment Corp. ..... 4916

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Argenteuil Development Inc..... 4916
Arlaw Investments Inc..... 4917
Canadian Shoe Pattern Co. Ltd..... 4917
Charles E. Frosst & Co. ..... 4917
Crevier (Rimouski) Limitée ..... 4919
Fairview Investment Corporation..... 4918
Fournier Shoes Inc. ..... 4918
Eastern Kitchen Equipment Inc. ..... 4818
Garage Beaulieu & Fils Ltée ..... 4919
Garage Riviera Ltée..... 4919
Mar-Pil Construction, Limitée..... 4919
Maurice Lépine Limitée ..... 4920
Meco Litho Plate Marking Ltd. ..... 4920
Montréal Construction Supply & Equipment Ltd..... 4920
New Westminster Investments Inc. ... 4920

Obie Realties Corporation..... 4900
Parc Joliette Inc..... 4901
P. E. Turcotte Inc..... 4901
Phenecia Land Limited..... 4901
Phileric Enterprises Ltd..... 4902
P & L Auto Parts Ltd. — Pièces d'Autos P & L Ltée..... 4902
Placements Pointe-aux-Trembles Investments Inc..... 4902
Placements Sentinelle Inc..... 4903
Plumbo Corp..... 4903
Plywood Distributors Inc..... 4903
Potvin Tire Service Ltd..... 4904
Quebec Gas Transmission Lines Inc. .. 4904
Quebec Terra Investment Corporation 4904
René Viau Inc..... 4905
Robert Lévesque Co. Ltd. — Robert Lévesque Cie Ltée..... 4905
Rostek Holdings Inc..... 4905
Rudel Corporation..... 4906
St. Hyacinthe Residential Center Inc.. 4906
Saleon Realties Inc..... 4906
Samco Inc..... 4907
Samfel Development Ltd..... 4907
Seaward Limited..... 4907
Self Water Skis Limited ..... 4908
Semes Realty Incorporated..... 4908
Service des Loisirs Sts-Martyrs-Canadiens de Montréal..... 4908
Sir John's Lake Estates Limited ..... 4909
Southeastern Investment Corp..... 4909
Spartan Services Ltd. ..... 4910
Star Land Corp..... 4910
Sturbomatic Canada Limited..... 4910
Télé-International Productions Inc. ... 4910
Maisonneuve Television Incorporated — Télévision Maisonneuve Incorporée..... 4911
Telment Investment Corp..... 4911
The Côte St. Luc Tennis Club Corporation..... 4912
The Croun Fuel and Oil Company Limited..... 4912
The Kruger Organization Ltd..... 4912
Three Rivers Grain Employee Recreation Club Inc..... 4913
Townships Land Development Company ..... 4913
Ubald Bigras & Fils Ltée ..... 4913
Valleyfield Iron, Metal & Steel Supplies Inc..... 4914
Veilleux Frères Limitée..... 4914
Versailles Gardens Community Association..... 4914
Vesta Export & Import Ltd. ..... 4915
Wildtree Investment Corp..... 4915
Wymark Development Corporation ... 4915
Youville Investment Corp..... 4916
Zel-Nor Investment Corp. ..... 4916

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Argenteuil Development Inc..... 4916
Arlaw Investments Inc..... 4917
Canadian Shoe Pattern Co. Ltd..... 4917
Charles E. Frosst & Co. ..... 4917
Crevier (Rimouski) Limitée ..... 4919
Fairview Investment Corporation..... 4918
Fournier Shoes Inc. ..... 4918
Eastern Kitchen Equipment Inc. ..... 4818
Garage Beaulieu & Fils Ltée ..... 4919
Garage Riviera Ltée..... 4919
Mar-Pil Construction, Limitée..... 4919
Maurice Lépine Limitée ..... 4920
Meco Litho Plate Marking Ltd. ..... 4920
Montréal Construction Supply & Equipment Ltd..... 4920
New Westminster Investments Inc. ... 4920

Poulin & Garneau Inc. ..... 4921
R. S. Associates Ltd. ..... 4921
Sivaco Wire & Nail Company ..... 4921
The Mount Royal Dairies & Company Limited — Les Laiteries Mont-Royal & Compagnie Limitée ..... 4921
Val-Mar-Swimming Pools nc. ..... 4922

MINISTÈRE DES FINANCES:
*Assurances:*

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Hubert ..... 4968
La Supr.me, Compagnie d'Assurance sur la vie — The Supreme Life Inssurance Company ..... 4967

PROCLAMATION:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires ..... 4969

SIÈGES SOCIAUX:

Aux Cascades de Paris Inc. ..... 4975
Boulevard Auto Location Ltée ..... 4969
Chambly Golfview Development Corp. 4976
Convenient Investment Corp. ..... 4969
Doric Construction Ltée/Ltd. ..... 4970
Dow Ale Brewery Limited ..... 4970
Duval Acceptantce Corporation ..... 4970
Duval Rental Corporation ..... 4970
Elmhurst St. Holdings Inc. ..... 4970
Footwear Supply Agenc'es Ltd. ..... 4971
Garage General Garage Ltd ..... 4971
John Lewis Corporation ..... 4975
Irvine Electric Inc. ..... 4971
J. B. Gagné Inc. ..... 4973
La Corporation M étropol taine de Dévelopement — Metropolitan Development Corporation ..... 4974
Le Commissar'at Industriel de Jonquière-Kénogami ..... 4973
Les Immeubles Gagné Ltée ..... 4974
Les Placements Prisma Ltée — Prisma Investments Ltd ..... 4971
Maranda Lustre Inc. ..... 4975
Metal Erectors Ltd. ..... 4972
Montréal-Québec Transport Ltée ..... 4973
Newman Avenue Holdings Inc. ..... 4974
Nu-Process Theatres, Inc. ..... 4972
P. A. Matton Inc. ..... 4975
Robert Levesque Co. Ltée-Ltd. ..... 4972
Saguenay-Rama Inc. ..... 4973
Stan-Jar Holdings Co. Ltd. ..... 4974
Snyder Automobile Ltd ..... 4972
St. Johns Window Incorporated ..... 4975
The Equitable Enterprises Ltd.— Les Entreprises Équitables Ltée ..... 4972

SOUMISSIONS:

Boucherville, ville ..... 4976
Bristol, syndics d'écoles munic. cath. 4979
Dorval, cité (Correction) ..... 4976
Duvernay, ville ..... 4978
Percé, village ..... 4982
Ste-Geneviève No 1, munic. comm. scolaire ..... 4980
St-Georges-Ouest, ville ..... 4983
St-Lambert, munic. comm. scolaire .... 4984
St-Léonard-de-Port-Maurice, ville ..... 4986

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Angers, succ. Adrien ..... 4987
Angers, succ. Adrien ..... 4988

Poulin & Garneau Inc. ..... 4921
R. S. Associates Ltd. ..... 4921
Sivaco Wire & Nail Company ..... 4921
The Mount Royal Dairies & Company Limited — Les Laiteries Mont-Royal & Compagnie Limitée ..... 4921
Val-Mar-Swimming Pools Inc. ..... 4922

DEPARTMENT OF FINANCE:
*Insurance:*

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de St-Hubert ..... 4968
The Supreme Life Assurance Company— La Supr.me, Compagnie d'Assurance sur la Vie ..... 4967

PROCLAMATION:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business ..... 4969

HEAD OFFICES:

Aux Cascades de Paris Inc. ..... 4975
Boulevard Auto Location Ltée ..... 4969
Chambly Golfview Development Corp. 49 6
Convenient Investment Corp. ..... 4969
Doric Construction Ltée/Ltd. ..... 4970
Dow Ale Brewery Limited ..... 4970
Duval Acceptance Corporation ..... 4970
Duval Rental Corporation ..... 4970
Elmhurst St. Holdings Inc. ..... 4970
Footwear Supply Agencies Ltd. ..... 4971
Garage General Garage Ltd ..... 4971
John Lewis Corporation ..... 4975
Irvine Electric Inc. ..... 4971
J. B. Gagné Inc. ..... 4973
Metropolitan Development Corporation — La Corporation Métropolitaine de Dévelopement ..... 4974
Le Commissariat Industriel de Jonquière-Kénogami ..... 4973
Les Immeubles Gagné Ltée ..... 4974
Prisma Investments Ltd.— Les Placements Prisma Ltée ..... 4971
Maranda Lustre Inc. ..... 4975
Metal Erectors Ltd. ..... 4972
Montréal-Québec Transport Ltée ..... 4973
Newman Avenue Holdings Inc. ..... 4974
Nu-Process Theatres, Inc. ..... 4972
P. A. Matton Inc. ..... 4975
Robert Levesque Co. Ltée-Ltd. ..... 4972
Saguenay-Rama Inc. ..... 4973
Stan-Jar Holdings Co. Ltd ..... 4974
Snyder Automobile Ltd ..... 4972
St. Johns Window Incorporated ..... 4975
The Equitable Enterprises Ltd.— Les Entreprises Équitables Ltée ..... 4972

TENDERS:

Boucherville, town ..... 4976
Bristol, school trustees munic. Cath. 4979
Dorval, city (Correction) ..... 4976
Duvernay, town ..... 4978
Percé, village ..... 4982
Ste-Geneviève No 1, munic. school comm. ..... 4980
St-Georges-Ouest, town ..... 4983
St-Lambert, munic. school comm. ..... 4984
St-Léonard-de-Port-Maurice, town .... 4986

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Angers, estate of Adrien ..... 4987
Angers, estate of Adrien ..... 4988

Pontbriand, Gaston ..... 4989
Roy, Fernand ..... 4988

VENTES POUR TAXES:

Anjou, ville ..... 4990
Cadillac, ville ..... 4990

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEDFORD:

Alarie vs Beaudry ..... 4992
Loeb vs Hentschel ..... 4993

GASPÉ:

Lemieux vs Daraiche ..... 4993
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Bourget ..... 4994
William Hyman & Son Ltd vs Smith ..... 4993

MONTRÉAL:

H. Beaudry Bloc de Ciment Co. Ltée vs Brodeur *et vir* ..... 4994
Interprovincial Building Credits Ltd. vs Lépine ..... 4994
The Prudential Insurance Company of America *et al* vs St-Julien ..... 4995

QUÉBEC:

Ferland *et al* vs Lefrançois *et al* ..... 4995
Lefrançois vs Verret *et al* ..... 4995
Materio Inc. vs Bouchard ..... 4996
Poulin vs Rhéaume ..... 4997

RICHELIEU:

Shink vs Richelieu Steel & Metal Co. Ltd ..... 4997

ROBERVAL:

Otis vs Bourbonnière ..... 4998

SAINT-FRANÇOIS:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Jacques *et al* ..... 4998

TERREBONNE:

Cooke Toledo Motors Limited vs Singleton ..... 4999
L. St-Jacques Ltée vs Malette ..... 5000

Pontbriand, Gaston ..... 4989
Roy, Fernand ..... 4988

SALES FOR TAXES:

Anjou, town ..... 4990
Cadillac, town ..... 4990

SHERIFFS' SALES:

BEDFORD:

Alarie vs Beaudry ..... 4992
Loeb vs Hentschel ..... 4993

GASPÉ:

Lemieux vs Daraiche ..... 4993
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Bourget ..... 4994
William Hyman & Son Ltd vs Smith ..... 4993

MONTREAL:

H. Beaudry Bloc de Ciment Co. Ltée vs Brodeur *et vir* ..... 4994
Interprovincial Building Credits Ltd. vs Lépine ..... 4994
The Prudential Insurance Company of America *et al* vs St-Julien ..... 4995

QUEBEC:

Ferland *et al* vs Lefrançois *et al* ..... 4995
Lefrançois vs Verret *et al* ..... 4995
Materio Inc. vs Bouchard ..... 4996
Poulin vs Rhéaume ..... 4997

RICHELIEU:

Shink vs Richelieu Steel & Metal Co. Ltd ..... 4997

ROBERVAL:

Otis vs Bourbonnière ..... 4998

SAINT FRANCIS:

Quebec Farm Credit Bureau vs Jacques *et al* ..... 4998

TERREBONNE:

Cooke Toledo Motors Limited vs Singleton ..... 4999
L. St-Jacques Ltée vs Malette ..... 5000

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.